

SOMMAIRE

V⁷ 1-520. Commissions extraordinaires du Conseil : dossiers d'affaires par ordre alphabétique.

V⁷ 521*-523*. Jugements rendus par l'intendant de la généralité de Paris en qualité de commissaire du Conseil.

V⁷ 524-526. Greffe des commissions extraordinaires du Conseil et pièces isolées.

Le répertoire numérique détaillé reprend le choix du classement alphabétique, qui correspond au classement effectué par les greffiers des commissions extraordinaires au XVIII^e siècle. De nombreux remaniements ont été effectués, mais ils ne remettent pas en cause la structure d'ensemble, qui comprend encore certains défauts auxquels supplée l'index à la fin du répertoire.

L'analyse ou description du contenu des dossiers se présente pour chaque commission en quatre parties :

- l'intitulé de la commission (en petites capitales) qui est tantôt le nom du premier requérant, tantôt l'objet de la commission quand un grand nombre de personnes déposent la requête, ou quand la commission a un objet administratif. Il est suivi d'indications sommaires permettant de donner des précisions sur la qualité de la personne ou le nom d'usage de la commission ;
- le ou les arrêts du Conseil créant la commission (en italique) ;
- l'objet de la commission ;
- les dates extrêmes des documents ; les pièces du greffe sont indiquées lorsqu'elles ne correspondent pas aux dates des jugements.

V⁷ 1-520. Commissions extraordinaires du Conseil : dossiers d'affaires par ordre alphabétique.

- V⁷ 1.**
1. ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES.
Arrêt du 24 juin 1758. Contestation entre l'Académie et le sieur Legendre sur la succession du sieur Pajot d'Ons-en-Bray, légataire d'objets de mathématiques et de physique. 1758-1759.
 2. ADJUDICATAIRES DES BAUX DES DROITS ET DEVOIRS DE BRETAGNE.
Arrêt du 11 avril 1786. Contestations des fermiers avec les caissiers, receveurs, directeurs, commis, et avec leurs créanciers ou débiteurs, à l'occasion de l'exécution du bail 1781-1782 du nom de Thomas-Augustin Demeulle et du bail 1783-1784 du nom de Germain Desrosiers. 1786-1790.
 3. AGOULT (abbé Jean-Antoine-Paul d'), chanoine de l'église cathédrale de Saint-Dié.
Arrêts des 31 juillet 1784 et 7 mai 1785. Règlement de dettes. - Discussion des biens. 1784-1788.
 4. AGUESSEAU (Henri-François de Paule d'), conseiller d'Etat, époux de Françoise-Marthe-Angélique de Nollent.
Arrêts des 20 décembre 1732, 6 juin 1739, 12 mars 1749 et 21 avril 1755. Contestation avec Félix du Bouillonney de Saint-Pierre et Jacques-Henri, Pierre-François et François-Jacques du Bouillonney d'Orgères sur deux parties de rente. 1732-1758.
 5. AIGUILLON (Emmanuel-Armand Duplessis-Richelieu, duc d'), époux de Louise de Bréhan de Plélo.
Arrêt du 7 février 1752. Prétentions sur les successions de Jean-René-François-Almaric de Bréhan, comte de Mauron, du duc de Coislin, évêque de Metz et de Maurille-Almaric de Bréhan. 1752-1758.
- 6-7. ALÈGRE (maison d') :
6. *Arrêt du 2 juillet 1740.* Règlement des contestations sur ce qui reste à régler de la substitution faite par le s^r de Donneville, président à mortier au parlement de Toulouse en faveur de sa fille, Jeanne-Françoise Garraud de Donneville, marquise d'Alègre, échue à feu la duchesse d'Harcourt, de la dévolution des biens de la marquise d'Alègre et des successions du maréchal Yves d'Alègre et de M^{elle} d'Alègre. 1740.
 7. *Arrêt du 19 mai 1750.* Contestations entre Pierre d'Alègre, conseiller au Grand Conseil, Antoinette d'Alègre, sa sœur et Nicolas Soulet, conseiller au parlement de Paris, héritiers de François Robert, et les héritiers de François Guérin, sur la fabrique royale de canons de Saint-Gervais, en Dauphiné et sur les comptes de l'entrepreneur Balthasar Fay et du receveur de la société. 1750-1751.
- V⁷ 2.**
1. ALVAREZ (Louis), trésorier des Cent-Suisses, époux d'Anne Dubois.
Arrêts des 9 octobre 1696 et 5 février 1697. Règlement de successions. - Discussion des biens. 1696-1706.
 2. AMELOT (Charles), président au parlement de Paris.
Arrêt du 28 décembre 1743. Succession. 1743-1744.
 3. AMIENS (les Carmélites et le chapitre Saint-Quentin d').
Arrêt du 2 octobre 1772. Contestation sur un droit de 60 muids de blé à prendre sur 3 moulins sur la Somme. 1772-1788.

4. AMORTISSEMENTS ECCLÉSIASTIQUES (commission des).

Arrêt du 10 septembre 1689. Recouvrement des droits d'amortissement et nouveaux acquêts dus au roi par les ecclésiastiques et gens de main-morte en exécution de la déclaration du 5 juillet 1689. 1689-1692.

Jugements contre le chapitre et les chanoines de la collégiale Saint-Honoré, les Frères prêcheurs du couvent appelé Le Noviciat, les chanoines et chapitre de l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Chamond, les religieux augustins de la Maison-Dieu de Montmorillon, les religieux du prieuré de Saint-Leu-d'Esserent, les Cordeliers du couvent de Soisy-Malesherbes, les religieux de Sainte Catherine de la rue Saint-Denis à Paris.

5. AMPUS (Anne-Albertine Racine, veuve en 1^{ères} noces de Joseph de Mesmes, marquis de Ravignan et en 2^{es} noces de Louis-Joseph-Laurent, comte d').

Arrêt du 18 octobre 1767. Succession. 1767-1783.

6. ANDERSON (Lars), capitaine suédois du vaisseau *La Fortune*.

Arrêt du 6 septembre 1727. Naufrage de *La Fortune* sur la Seine et perte de sa cargaison de blé. - Procès entre les sieurs Anderson, capitaine, et Bernard, armateur du vaisseau *La Fortune*, et les sieurs Baudoin, capitaine, et Bêlard, et associés, armateurs de la galiote *L'Oranger*. 1727-1729.

V⁷ 3-5C. ANDRÉ (Jean), secrétaire du roi, seigneur de Montgeron.

Arrêts des 20 et 26 octobre 1722¹, 11 mars 1725, 19 août 1729, 18 février 1735, 31 janvier 1740 et 5 mai 1743. Discussion des biens pour paiement de la capitation extraordinaire imposée par arrêt du Conseil d'Etat du 29 juillet 1722, puis succession. 1722-1791.

3-5B. Minutes des jugements. 1722-1755.

3. 1722-1733.

4. 1734-1743.

5A. 1744-1755.

5B. 1760-1791.

5C. Pièces justificatives du sieur Lepère de La Butte, régisseur général et séquestre des biens du sieur André de 1726 à 1765. 1728-1751.

V⁷ 6

1. ANGERVILLIERS (Prosper Bauyn d'), maître de la chambre aux deniers.

Arrêts des 20 et 26 juillet 1726. Contestation entre ses héritiers et ceux de Paul Mascrany de La Verrière, grand-maître des eaux et forêts de France, sur des terrains achetés sur la butte Saint-Roch. 1726-1727.

2. ANGOULÊME (les officiers et greffier de la sénéchaussée et siège présidial d').

Arrêts des 17 mai et 14 décembre 1743. Indemnités réclamées au duc de La Rochefoucauld en raison de la distraction du ressort de la sénéchaussée du duché-pairie de La Rochefoucauld. 1743-1744.

3-4. ANLEZY (Louis-François de Damas, marquis d') :

¹ Il s'agit d'une commission particulière issue de la commission créée par arrêt du 26 octobre 1722 pour la vente et l'adjudication des biens meubles et immeubles des particuliers compris dans le rôle de la capitation extraordinaire arrêté au conseil le 15 septembre 1722 et pour ce qui concerne le recouvrement des sommes portées aux rôles de la chambre de justice arrêtés au conseil en exécution de la déclaration du 18 septembre 1716. Les jugements de cette commission sont conservés sous la cote K 895. Voir M. ANTOINE, *Le fonds du Conseil d'Etat du roi aux Archives nationales. Guide de recherches*, Paris, Archives nationales, 1955, p. 73.

3. *Arrêt du 29 avril 1738*. Succession de Marie-Françoise de Sauvion, marquise de Saint-Laurent, sa belle-mère. 1738-1740.

4. *Arrêt du 20 octobre 1763*. Succession. 1763-1775.

V⁷7A -10. ANTIN (maison d').

7A 1. *Arrêts du 10 septembre 1738 et du 12 août 1740*. Succession de Louis-Antoine de Pardaillan de Gondrin, marquis puis duc d'Antin († 1736). 1738-1742.

2. *Arrêt du 17 février 1734 et 17 mars 1741*. Règlement de dettes de Louis de Pardaillan de Gondrin, duc d'Epernon puis d'Antin. 1734-1742.

7B-10 *Arrêts des 22 septembre 1742, 7 juin et 7 septembre 1743, 31 mars 1744, 14 août 1772*. Successions de Louis de Pardaillan, marquis de Gondrin († 1712), d'Antoine-François de Pardaillan, marquis d'Antin, vice-amiral de France, de Louis-Antoine de Pardaillan, duc d'Antin († 1736) et de son épouse Julie-Françoise de Crussol d'Uzès. Règlement de dettes de Gillonne-Françoise de Montmorency-Luxembourg, épouse séparée de Louis de Pardaillan († 1743). Succession de Louis Bataillon, fermier des terres de la maison d'Antin situées en Bourgogne. 1733-1789.

7B-9. Minutes des jugements. 1742-1789.

7B. 1742-1747.

8. 1750-1755.

9. 1756-1789.

10. Pièces du greffe : registre des productions (1746-1752), plumitif (1741-1743), état des minutes (1747) ; pièces justificatives des comptes de Laurent Bataillon (1733-1752). 1733-1752.

V⁷ 11.

1. ANTOINE (Jean-Marc), porte-arquebuse du roi.

Arrêt du 18 janvier 1738. Succession, 1738-1739.

2. APOTHICAIRES DE LA VILLE DE RENNES.

Arrêt du 10 mai 1740. Contestations entre les maîtres apothicaires et les marchands droguistes et les maîtres-chirurgiens de Rennes sur les droits respectifs de chacune des communautés de métier pour la préparation et la vente des drogues. 1740-1755.

3. ARCQ (Philippe-Auguste de Sainte-Foy, chevalier d').

Arrêts des 25 juin 1773, 19 mars 1779 et 23 juin 1786. Règlement de dettes. 1773-1790.

4. ARCAMBAL (Joseph-François d'Exlas, marquis d'), maréchal de camp, inspecteur général des troupes en Corse, époux de Marie-Françoise du Crest de Chigy.

Arrêts du 27 mai 1786 et du 18 avril 1788. Règlement de dettes. 1786-1789.

5. ARCHERS DE LA PRÉVÔTÉ DE NORMANDIE (bailliage de Caen et Cotentin).

Arrêt du 14 janvier 1673. Contestations sur l'exécution de l'édit du 23 mars 1672 ayant déclaré héréditaires et taxé les offices de notaires, procureurs, huissiers, sergents et archers et sur les lettres patentes de mars 1672 pour le recouvrement des franc-fiefs, nouveaux acquêts et affranchissements. 1673-1675.

6-7. ARGENSON (famille d') :

6. *Arrêts des 28 novembre 1719, 16 février 1722, 4 novembre 1723, 18 septembre 1728 et 12 février 1729*. Contestation entre François-Elie de Voyer de Paulmy d'Argenson, archevêque de Bordeaux et Jean-Louis du Bouchet de Sourches, son successeur à l'évêché de Dol, et les héritiers du sieur de La Vollée, sur les réparations faites et à faire dans les lieux et bâtiments dépendant de l'évêché de Dol. 1719-1729.

7. *Arrêt du 15 septembre 1759, 5 juillet 1760, 28 février 1761.* Succession de René-Louis de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, ministre et secrétaire d'Etat. 1759-1764.

V⁷ 12.

1. ARGOUGES (Louis d'), marquis de Rânes.

Arrêt du 11 avril 1747. Contestations entre ses enfants et petits-enfants à la suite du partage par démission effectué par le marquis de Rânes. 1747-1758.

2. ARGOUGES (Michel-Pierre-François, comte d'), maréchal de camp, et Jean-Thierry Gauthier de Saint-Thierry, bourgeois de Paris, directeurs des créanciers de Charles-Vincent Barrin, marquis de La Galissonnière et de Marie-Anne-Madeleine de Jacques de La Borde, son épouse.

Arrêt du 30 novembre 1765. Règlement des dettes du marquis de La Galissonnière et de son épouse. - Contestations entre le marquis de la Galissonnière et ses créanciers et débiteurs. Contestations entre les créanciers et débiteurs. Contestations relatives à l'accord passé le 17 mai 1764 entre les parties. 1765-1773.

3. ARMAND (François), abbé de Lorraine.

Arrêts des 26 novembre et 29 décembre 1704. Règlement de dettes. 1704-1710.

4. ARMEMENT DE L'ESCADRE DES INDES EN 1711.

Arrêts des 16 juillet 1724, 16 décembre 1725, 30 juin 1731. Contestations sur l'armement, le désarmement, le partage et la répartition des prises des vaisseaux *Le Saint-Louis* et *Le François* et autres ayant composé l'escadre des Indes en 1711.- Différend entre les armateurs, les sieurs Crozat, Dumoulin et Delaye, et les créanciers de la succession d'Henri Bouynot, co-armateur et commandant de l'escadre, et Jeanne-Agathe Boisseau, sa veuve, épouse en deuxièmes nocces de Jean-Georges de Racinoux, maître des requêtes. 1724-1761.

V⁷ 13.

1. ARNAUD (Noël), maître des requêtes, seigneur de Bouex.

Arrêts des 11 janvier 1751, 8 février 1753 et 29 mars 1788. Succession. 1751-1788.

2. ARNAULD (Jean-Louis), trésorier général de l'extraordinaire des guerres, intéressé aux fermes générales et aux affaires du roi.

Arrêt du 7 juin 1707. Succession. - Levée des scellés. 1707.

3-4. ARTOIS (Etats de la province d') :

3. *Arrêts des 8 septembre 1739 et du 10 mai 1740.* Contestations entre les fermiers généraux des Fermes Unies de France et les sous-fermiers de la généralité d'Amiens, d'une part, les Etats d'Artois d'autre, et les seigneurs et habitants de Verton, Brimeux, Merlimont, Groffliers, Saint-Aubin, Berck, Waben, Wailly, L'Épinoy, la cense de Beaucamp, Noyelle et autres paroisses, enclaves de Picardie en Artois et d'Artois en Picardie, sur les impositions et leur répartition. 1740-1741.

4. *Arrêts du 20 juillet 1747, 29 avril 1749, 10 juin 1749 et 16 mars 1751.* Contestation avec Louis-Gabriel Laisné, négociant à Paris, sur l'adjudication de la ferme des eaux-de-vie des villes de Saint-Pol, Pernes et Hesdin. 1747-1751.

5. ASSY (Emmanuel-Augustin Bourdin, comte d').

Arrêt du 12 mars 1729. Succession. - Exécution du contrat de mariage de sa femme, Marie-Madeleine Le Boucher de Grusmesnil. 1729-1730.

6. AUBERT (André), architecte juré-expert.

Arrêt du 28 février 1784. Succession. 1784-1786.

7. AUBERT DE CHÂTILLON, contrôleur du Trésor royal.

Arrêt du 7 juin 1727. Règlement de dettes. 1727-1730.

- V⁷ 14.**
1. AUBOURG (François-Nicolas), trésorier des bâtiments du roi, et CASTILLE (Raphaël de), père et fils, intéressés dans les vivres de la marine et dans la manufacture du baigne des galères et hôpitaux de Marseille.
Arrêts des 13 février 1717 et du 1^{er} septembre 1719. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1717-1728.
 2. AUBOURG (François-Nicolas), trésorier des bâtiments du roi.
Arrêts des 16 octobre 1734 et 7 décembre 1734. Succession. 1734-1745.
 - 3-4. AUGUSTINS (Ordre des):
 3. *Arrêts des 1^{er} février 1712 et 19 avril 1722.* Conflit entre les Augustins de la province de Toulouse et de Guyenne, et ceux du Grand Couvent de Paris, au sujet du règlement de l'Ordre et du nombre de places d'écoliers et d'étudiants. 1712-1728.
 4. *Arrêt du 8 juin 1776.* Jugement des réclamations suscitées par l'élection de frère René Rivière à l'office de procureur général en cour de France de la congrégation réformée des Augustins de France, faite sur la démission de frère Jérôme l'Evêque. 1776.
 5. AUMONT (Olympe, duchesse d').
Arrêts des 12 mars 1710, 2 juillet 1711 et 25 juillet 1712. Succession d'Antoine de Brouilly, marquis de Piennes, son père. 1710-1712.
 6. AUMONT (Louis-Marie, duc d'), pair de France, et Catherine Scaron, sa mère.
Arrêt du 3 septembre 1712. Succession. 1712-1714.
 7. AUTREY (Marie-Thérèse Fleuriau d'Armenonville, veuve de Henri de Fabry, comte d').
Arrêt du 7 avril 1753. Conflit avec Jean Château d'Atricourt, secrétaire du roi, sur la régie et administration du comté d'Autrey et des forges et fourneaux en dépendant. 1753-1764.
 - 8-9. AUTUN (évêché d') :
 8. *Arrêts des 14 novembre 1733, 29 mai 1734, 30 mars 1743 et 16 mai 1744.* Conflit entre Gaspard de Thomas de La Valette, évêque d'Autun, et Antoine de Moncley, archevêque de Besançon, son prédécesseur, sur les réparations des dégradations commises sur les bâtiments et dans les bois de l'évêché d'Autun. 1733-1744.
 9. *Arrêt du 28 septembre 1736.* Demande de restitution faite par les directeurs et administrateur du séminaire d'Autun et du prieuré du Val Saint-Benoit uni au séminaire, au sieur de Morey de Vianges, seigneur de Sully, des terres, prés, bois et droits du séminaire usurpés par le sieur Morey de Vianges lors de transactions conclues avec le sieur de Moncley, ancien évêque d'Autun. 1736-1737.
 - 10-11. AUXY (Durand d'), grand-maître des eaux et forêts du département de Bourgogne :
 10. *Arrêts des 1^{er} mars 1735 et 31 janvier 1736.* Conflit avec officiers du Magistrat de Beaume-les-Dames. 1735-1736.
 11. *Arrêt du 20 juin 1736.* Conflit avec Claude Mallart, maître particulier des eaux et forêts d'Autun, sur les droits et émoluments attachés à leur charge. 1736-1738.
 12. AVIGNON (les recteur et administrateur de l'hôpital d').
Arrêts des 14 mai et 18 septembre 1753. Conflit avec le sénéchal de Vismes sur sa compétence à intervenir dans la succession de Jean-Joseph Cyprian. 1753.
 13. AVOCATS AU CONSEIL.
Arrêt du 8 octobre 1738. Demandes de restitution des pièces et productions prises en communication par les avocats au Conseil dont les offices ont été supprimés par édit de septembre 1738. 1738-1750.

- V⁷ 15.**
1. BACHELIER, payeur des rentes de l'Hôtel de ville de Paris et receveur général des finances à Orléans.
Arrêt du 16 avril 1697. Succession. 1697.
 2. BACHELIER (Jean), négociant à Angoulême.
Arrêt du 6 avril 1778. Règlement de dettes. 1778.
 3. BACON (Jacques-Charles), procureur du roi de la maréchaussée générale de Guyenne, commissaire des poudres et salpêtres à Bordeaux.
Arrêt du 28 janvier 1749. Appel d'une ordonnance rendue par l'intendant de Bordeaux en faveur de Charles Primard, adjudicataire général de la ferme des poudres et salpêtres de France. 1749.
 4. BACULARD (Thomas), entrepreneur général des hôpitaux de Flandre.
Arrêt du 18 octobre 1727. Règlement de dettes. 1727-1744.
 5. BAILLI, SÉNÉCHAUX D'ÉPÉE ET PRÉVÔT DES TERRES DU ROI (commission de remboursement de l'hérédité des offices de).
Arrêt des 18 novembre et 26 décembre 1719. Remboursement en vertu des édits d'octobre 1693 et décembre 1719 des sommes payées pour acquérir l'hérédité, depuis supprimée, des offices, à : Aimery de Durfort, comte de Blignac, marquis de Civrac, sénéchal de Bazadois ; Louis de Clermont, comte de Cheverny, bailli d'épée du bailliage de Provins ; Antoine Desbois, bailli d'épée du bailliage de Mâcon ; le sieur de Lignerac, bailli d'épée de Haute-Auvergne ; le marquis de Flavacourt, grand bailli des terres et seigneuries de Bourbourg et Gravelines ; le marquis de Grammont, grand bailli d'épée du bailliage d'Autun. 1719-1720.
 6. BAILLON (François), négociant à Saint-Malo.
*Arrêts des 7 février 1733, 12 août 1734 et 25 juin 1735. Conflit avec François Lefer de Beauvais, négociant à Saint-Malo et ses associés dans l'armement du navire *Le Saint-Esprit*, sur leurs droits respectifs sur la cargaison du navire saisi au profit de Pierre Carlier, adjudicataire général des fermes du roi et du domaine royal d'Occident. 1733-1735.*
 7. BAIZE (Jean-Baptiste), avocat aux Conseils du roi.
Arrêt du 22 mars 1746. Succession. 1746.
 - 8-9. BALLEROY (Charles-Claude-Auguste de La Cour, marquis de).
 8. *Arrêt du 9 avril 1765. Règlement de dettes. 1765-1775.*
 9. *Arrêt des 1^{er} et 21 juin 1776. Succession. 1776-1777.*
 - 10-11. BALLINCOURT (affaires de la maison de) :
 10. *Arrêt du 28 août 1779. Successions de la comtesse de Ballincourt, du marquis et du chevalier de Ballincourt, de l'abbé d'Ally de Saint-Point. 1779-1782.*
 11. *Arrêt du 22 avril 1784. Succession du maréchal de Ballincourt. 1784-1791.*
- V⁷ 16.**
1. BARBIER (Jean-Baptiste-François).
Arrêt du 18 mars 1789. Succession. - Prétentions des enfants de Marianne Pelletier et de Simon Bonnet, pourvoyeur de la maison de la reine. 1788-1790.
 2. BARÈME (Nicolas), BOURET (André) et SELVOIS (Louis).
Arrêt du 12 février 1730. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1730-1761.
 3. BARENTIN (Jacques-Honoré), s^r d'Ardivilliers, maître des requêtes, ancien président au Grand Conseil.
S.d. Succession de Madeleine Gouin : sentence arbitrale entre Jacques-Honoré Barentin et Marguerite Gouin au sujet de leurs droits sur des sommes versées par les directeurs du collège des Quatre-Nations à Madeleine Gouin en remboursement

de maisons et places porte de Nesle, employées à la construction du collège. 1673.

4. BARVILLE (Marie-Françoise Lecornu, veuve de Jacques de Livet, marquis de).

Arrêt du 3 juillet 1728. Règlement de la succession de sa mère, Françoise du Boulon, veuve en 1^{ères} noces de François Lecornu, baron de Coulances et en 2^{es} noces de Jérôme Lécuyer, comte de Muret. 1728-1733.

5. BATAILLE (Mathieu), huissier, audencier, juré, priseur, vendeur de meubles en la prévôté royale de Saint-Germain-en-Laye.

Arrêts du 26 mai 1750 et du 23 août 1752. Contestation avec François-Bernard Foubert, bourgeois de Saint-Germain, Charles Pays et Robert Legrand au sujet de l'office d'huissier audencier, juré, priseur, vendeur de meubles vendu par Foubert à Bataille. 1750-1754.

6. BATSALLE (Pierre), conseiller au parlement de Navarre.

Arrêt du 17 février 1758. Conflit avec Pierre Domenu, greffier en chef au parlement de Navarre, sur leurs créances respectives. 1758-1759.

7. BAUDARD DE SAINT-JAMES (Claude), trésorier général de la marine et des colonies.

Arrêt du 2 février 1787. 1 pièce, s.d².

8. BAUDIN (Josué), négociant et armateur de la ville du Cap, île de Saint-Domingue.

Arrêts des 12 mars 1735 et 10 mai 1738. Contestation d'une sentence du juge civil et criminel du siège royal du Cap l'accusant d'avoir falsifié les comptes de la société formée avec Charles d'Hiribarne et Jacques Chéron. 1734-1739.

9. BAUDOIN (Joseph-François), changeur du roi à Saumur.

Arrêts des 16 décembre 1720, 9 janvier 1721, 10 octobre 1724, 58 octobre 1725 et 9 juillet 1726. Règlement de dettes. 1720-1728.

10. BAUDRAN, receveur particulier des eaux et forêts de la maîtrise de Chalon-sur-Saône.

Arrêt du 19 juillet 1718. Succession. - Sommes dues au roi. 1718.

11. BAUDRY (André), grand-maître des eaux et forêts de Flandre, Artois et Picardie.

Arrêts des 23 juin 1741 et 31 juillet 1742. Succession. 1741-1742.

12. BAUDRY (Philibert-Bernard), abbé de Saint-Fuscien.

Arrêt du 15 mars 1732. Conflit avec Pierre Vincent, curé de Saint-Thibault-Les-Vignes, sur la chapelle de Main-Morte-Minet en l'église d'Orléans. Accusation de simonie. 1732-1734.

V⁷ 17. 1. BAZAN (Jean-René de), lieutenant général des armées du roi, marquis de Flamanville.

Arrêt du 24 mars 1725. Succession. - Contestation entre sa femme Marie-Anne Le Camus et son fils Jean-Jacques de Bazan sur l'exécution de son contrat de mariage. 1725-1726.

2. BÉARN (Angélique-Gabrielle de Joumard des Archards, épouse de François-Alexandre, comte de Galard de).

Arrêts des 10 mars et 11 juin 1760. Conflit avec Jean-Frédéric de La Tour du Pin, marquis de Paulin, sur la succession de Marguerite de Lur de Saluces, veuve de Jacques-Louis Delanau. 1760-1765.

3. BEAUHARNAIS (Anne des Grez, épouse de François de), intendant de

² La commission a été renvoyée par lettres patentes du 28 août 1787 devant la cour des aides, le dossier de la commission se trouve dans les Décrets de la cour des aides (Z^{1A} 854).

justice, police, finances et de la marine à Rochefort.
Arrêt du 23 juillet 1737. Succession. 1737.

4. BEAULIEU (Pierre d'Eyrant de), trésorier de Charles-Louis-Auguste Fouquet, duc de Belle-Île.
Arrêt du 24 janvier 1758. Succession. 1758-1777.

5. BEAUPORT (abbaye de).
Arrêt du 23 août 1738. Conflit avec les héritiers d'Antoine Crozat, marquis du Chatel, au sujet de droits sur la terre de Beaumanoir. 1738-1740.

6. BEAURIN (Guillaume), et Françoise Andrieu, sa femme, et leurs enfants.
Arrêt du 5 décembre 1760. Successions respectives. 1760-1764.

7. BEAUVAIL (Charles de La Cour de).
Arrêt des 30 mai 1730, 13 janvier et 2 juin 1733, 9 août 1740. Contestation de la vérification de ses comptes de la vente des 500 lettres de noblesse créées par édit de mars 1676 et de la perception des taxes sur les usurpateurs de titre de noblesse. 1730-1740.

V⁷ 18. 1. BEAUVAU (Marie-Madeleine de Brancas, veuve de Gabriel-Henri de), marquise de Montgauger.
Arrêt du 14 mai 1736. Succession. 1736.

2. BÉGON (Michel), intéressé dans la ferme des poudres et salpêtres de France.
Arrêt du 18 avril 1728. Succession. 1728-1729.

3. BELLACLA (Georges), marchand de Lyon, l'un des fermiers du privilèges des diligences par terre de Lyon et des coches d'eau sur le Rhône.
Arrêt du 18 août 1733 et 27 juillet 1737. Succession. - Procès de sa veuve, Françoise Imbert, avec les associés Jean Chiquet et Philippe Cannac sur les comptes de la société. Oppositions aux jugements rendus contre le sieur Bellacla en 1719 dans la commission Bombarda et en 1720 et 1725 au bureau des Postes et Messageries. 1733-1738.

4. BELLEFONDS (Charles-Bernardin-Godefroy Gigault, marquis de).
Arrêt du 9 avril 1742. Succession. 1748-1761.

5-7. BELLEFORIÈRE DE SOYECOURT (famille de) :

5. *Arrêt du 16 avril 1707, 18 août 1718.* Contestation entre Marie-Renée de Belleforière de Soyecourt, veuve de Thimoléon-Gilbert de Seiglière de Boisfranc, maître des requêtes, et Elisabeth-Gabrielle de Belleforière de Soyecourt, dame du Brossay, sa sœur, sur la succession de leurs parents et frère. 1708-1720.

6. *Arrêt du 2 avril 1740.* Succession de Marie-Renée de Belleforière de Soyecourt, veuve de Timoléon-Gilbert de Seiglières de Boisfranc. 1740-1744.

7. *Arrêt du 6 juillet 1743.* Contestation entre Louis-Armand de Seiglière de Belleforière de Soyecourt, comte de Soyecourt, marquis de Maisons et de Poissy avec Louis Cassel, chanoine de Poissy, prieur de Maisons, sur les dîmes de Maisons. 1744.

V⁷ 19. 1. BELLE-ÎLE (Charles-Louis-Auguste-Fouquet, comte de).
Arrêts des 30 septembre 1732, 3 septembre 1737 et 10 mars 1738. Conflit avec l'inspecteur général des Domaines, les communautés de Tourouzelle, Castelnau, et Conilhac et les chanoines de Saint-Antoine de Vienne, sur les droits de tasque et champart prétendus par le comte de Belle-Île dans sa baronnie de Lézignan. 1732-1740.

2. BELLEMARE, associé aux sieurs Cavalier, major du château d'If, Chapuis, garde-sac du Conseil, et Duot.

*Arrêt du 19 octobre 1732*³. Escroquerie au jeu. 1732.

3. BELLIER (Anne), épouse de Claude Quénault, bourgeois de Paris.
Arrêt du 19 avril 1741. Succession. - Reddition de son compte de tutelle. 1741-1744.

4. BÉRAULT (abbé Armand-Bernard), docteur en théologie.
Arrêt du 9 avril 1729. Succession. - Prétentions de Philippe-Alexandre de Conflans, Catherine de Conflans et Pierre-Claude Fumée, président lieutenant général de Châtellerauld, héritier de Madeleine d'Aguesseau. 1729

5. BERGER DE VITRY (Michel), président en l'élection de Crépy-en-Valois, époux en 1^{ères} noces de Marie-Anne Cosson et en 2^{es} noces de Françoise Guimont.
Arrêt du 22 décembre 1727. Succession. Conflit entre les enfants du 1^{er} et du 2^e lit. 1727-1728.

6. BERGERON (Jacques), fournisseur de la marine du roi, fermier du comte d'Artois en ses domaines de Vierzon en Berry.
Arrêt des 2 juillet et 29 décembre 1786. Succession. 1786-1791.

V⁷ 20. BERLAND DE MASSUS (Pierre), receveur général des domaines et bois de la généralité d'Alençon.
Arrêts des 26 septembre 1739, 21 décembre 1739, 26 juillet 1740 et 23 juillet 1748. Succession. - Discussion des biens pour sommes dues au roi : minutes des jugements (1739-1746 et 1771-1790), pièces du greffe (1715-1762). 1715-1790.

V⁷ 21. 1. BERNARD (Jacques-Samuel), maître des requêtes et surintendant de la maison de la Reine, et Gabriel, s^r de Rieux, président en la 2^e chambre de Parlement.
Arrêt du 19 avril 1731. Règlement de dettes. 1731-1734.

2. BERNARD (Pierre), avocat au Parlement, intéressé dans les affaires du roi.
Arrêt du 14 août 1725. Contestation avec le sieur Berthon, banquier à Paris, au sujet du paiement de billets au porteur. 1725-1727.

3. BERNARD (héritiers de François), entrepreneur en bâtiment de Paris et HERVET (les héritiers de Louis), bourgeois de Paris.
Arrêt du 24 septembre 1763. Successions. - Liquidation des sociétés formées entre eux pour la construction du nouveau marché d'Aguesseau. 1763-1778.

4. BERNÂTRE (Marc-Daniel-Hyacinthe de Boubers, sieur de).
Arrêts des 29 mai et 10 décembre 1734. Règlement de dettes. 1734.

5. BERNAY (abbaye Notre-Dame de).
Arrêt du 26 janvier 1737. Conflit avec la paroisse Sainte-Croix de Bernay, l'évêque de Lisieux et les maire et échevins de Bernay sur la part prise par l'abbaye aux fonctions curiales de la paroisse. 1737.

6. BERNIÈRES (Charles-Etienne Maignart, marquis de), maître des requêtes, intendant général des Flandres.
Arrêt du 11 septembre 1719. Succession. - Conflit entre les héritiers et avec le séminaire des Missions étrangères. 1719-1720.

7. BERTHE (Charles-Auguste), banquier à Paris.
Arrêts des 25 novembre 1710, 13 juin 1711 et 13 octobre 1711. Faillite. 1710-1712.

V⁷ 22. 1. BERTHELOT DE PLENEUF (Etienne), trésorier de l'extraordinaire des guerres, intéressé aux fournitures des vivres d'Italie.

³ Provient de la chambre de l'Arsenal.

Arrêts des 24 juillet 1717 et 26 juin 1718. Règlement de dettes. - Discussion des biens pour sommes dues au roi : minutes des jugements (1717-1720), pièces du greffe (1703-1718). 1703-1720.

2. BERTHIER (le sieur).
s.d. Scellés⁴.

3. BERTRAND (Gilles), ancien habitant de l'île de Saint-Domingue.
Arrêts des 1^{er} février 1782 et 3 septembre 1784. Succession. 1782-1790.

4. BESANÇON (archevêque de).
Arrêt du 19 juin 1737. Conflit entre l'ancien archevêque, Honoré-François de Grimaldi de Monaco et les héritiers de deux chanoines sur l'administration du temporel de l'évêché. 1737-1741.

- V⁷ 23.**
1. BÉTHUNE (Armand, marquis de), colonel général de la cavalerie de France, époux de Louise-Thérèse de Crozat de Thiers.
Arrêt du 17 mars 1787. Règlement de dettes. 1787-1788.
 2. BÉTHUNE-CHABRIS (Marie-Anne Dey de La Chapelle, épouse d'Hyppolite, marquis de).
Arrêt du 16 juin 1741. Succession. 1741.
 3. BÉTHUNE-CHAROST (Paul-François de), capitaine des gardes du roi.
Arrêt du 20 juillet 1730. Prétentions sur la succession d'Henri-François d'Estampes, comte de Valençay au nom de sa femme Julie-Régine-Christine Georges d'Entraigues, fille de Julie d'Estampes de Valençay et de Pierre Georges d'Entraigues. - Contestation avec Marie-Louise d'Estampes de Valençay, veuve de Gaspard, comte de Chavagnac, généralissime des armées de l'empereur, et avec sa sœur Angélique-Françoise de Raymond, veuve d'Henri-François d'Estampes, comte de Valençay. 1730-1734.
 - 4-6. BÉTHUNE-SULLY (maison de).
 4. *Arrêts des 6 janvier 1710, 2 décembre 1713 et 25 mars 1718. Règlement de dettes puis succession de Maximilien-Pierre de Béthune († 1712), 5^e duc de Sully, époux de Madeleine-Armande du Cambout. Règlement de la succession de sa grand-mère Charlotte Séguier († 1704) épouse en 1^{ères} noces de Maximilien-François de Béthune, 3^e duc de Sully († 1662) et en 2^{es} noces de Henri de Bourbon, duc de Verneuil. Règlement des successions de ses père et mère Maximilien-Pierre-François de Béthune († 1694), 4^e duc de Sully et Marie-Antoinette Servien († 1702). 1710-1730.*
 5. *Arrêts des 22 août 1730 et 8 mars 1735. Succession de Maximilien-Henri de Béthune. - Conflit entre Armand de Béthune, comte d'Orval et Louis-Pierre-Maximilien de Béthune, 7^e duc de Sully, sur la dévolution de la principauté de Boisbelle-Henrichemont. Affectation de la terre d'Henrichemont au paiement du douaire de Marie-Jeanne Guyon, veuve de Maximilien-Henri de Béthune. 1730-1735.*
 6. *Arrêts du 26 août 1730. Succession de Maximilien-Henri de Béthune († 1729), 6^e duc de Sully, époux de Marie-Jeanne Guyon. 1730-1735.*
 7. BÈZE DE LA BELOUZE (Jean-Joseph de), conseiller au parlement de Paris.
Arrêt du 17 juillet 1775. Succession de sa femme et de ses beaux-parents, les sieur et dame Marchand de L'Epinerie. 1775-1778.
 8. BIGOT DE SAINT-QUENTIN (Paule-Diane), épouse en 1^{ères} noces de Claude, comte de Luc et en 2^{es} noces de Jean-Henri des Bordes de Coupet.
Arrêt du 19 juin 1723, 8 avril 1724, 10 février et 22 décembre 1725. Succession de Claude, comte de Luc. 1723-1731.

⁴ Chemise vide.

9. BILLE (Louis), ROMET (Louis) et COTTIBI (René), armateurs des vaisseaux *Le Mercure, Le Jason et La Vénus*.

Arrêts du 15 mars 1717, 20 décembre 1719, 14 mars 1721 et 8 avril 1724. Contestation avec Hervé-René Guymont du Coudray, commandant des vaisseaux, Pierre de L'Epineau, capitaine en second sur les vaisseaux et avec les créanciers de l'armement, sur leurs droits et bénéfices respectifs. 1717-1743.

10. BIRON (François-Armand de Gontaut, duc de), pair de France.

Arrêt du 3 octobre 1736. Succession. 1736-1739.

11-12. BISSY (Henri de Thiard, cardinal de), évêque de Meaux, abbé commendataire de Saint-Germain-des-Prés.

11. *Arrêt des 18 juillet 1722 et 24 août 1726.* Contestations suscitées par la visite faite par le cardinal à l'hôpital de Jean Rose servant de collège et d'hôpital pour la ville de Meaux et de séminaire pour le diocèse. 1722-1730.

12. *Arrêts des 15 janvier et 28 octobre 1724.* Contestations suscitées par la construction d'un nouveau marché à la foire de Saint-Germain-des-Prés. 1724.

13. BLANCBUISSON (le sieur de).

Arrêt du 22 février 1738. Remboursement de la terre de Lavergny. 1738.

14. BLIGNY (Jeanne de), et Louis Le Maréchal, son fils.

Arrêt du 1^{er} décembre 1736. Successions. 1736-1738.

15. BOCHART (Jacques-Charles), sieur de Champigny, gouverneur général des Iles françaises de l'Amérique.

Arrêt des 28 septembre 1726 et 18 février 1741. Successions de Jean Bochart, son père, de Marie-Madeleine de Chapoux de Verneuil, sa mère et de Jean-Alphonse, abbé de Champigny, son frère. 1726-1741.

V⁷ 24-25B. BOËT DE SAINT-LÉGER (Gabriel-Louis), banquier à Paris.

Arrêts du 18 septembre 1750 et du 25 avril 1756. Contentieux avec les fermiers généraux de Toscane, ses associés. 1741-1766.

24. Minutes des jugements. 1750-1766.

25A-25B Pièces du greffe. 1741-1766.

25A. 1741-1755.

25B. 1756-1766.

V⁷ 26. 1. BOILLEAU (Jean-Baptiste) et VAULX (Jean-Baptiste de), receveurs généraux des finances du Dauphiné.

Arrêt du 27 janvier 1693. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1693.

2. BOINDIN (Nicolas), procureur au bureau des finances de la généralité de Paris.

Arrêt du 25 avril 1744. Conflit entre ses enfants sur sa succession au bureau des finances : minutes des jugements (1744-1748), pièces du greffe (1698-1721). 1698-1748.

3. BOISFRANC (Charles de Seiglière de), abbé commendataire de N-D. de Coulombs et prieur d'Essonnes.

Arrêts des 28 mars 1733 et 9 septembre 1734. Règlement de dettes. 1733-1736.

4. BOISROGER (le sieur Vallon de), entrepreneur des troupes du roi.

Arrêt du 13 février 1759. Règlement de dettes. 1759.

5. BOIZOT (Claude), abbé commendataire de l'abbaye royale cistercienne de Mont-Sainte-Marie.

Arrêt du 9 avril 1743. Contestation sur la propriété des bois et forêts des Salines de

Salins. 1743-1755.

6. BOIZOT (Jean-Antoine), premier président au parlement de Besançon.
Arrêt du 29 juin 1743. Contestation avec Jean Bonhomme, sieur de Saint-Loup, doyen des secrétaires du roi en la chancellerie de Besançon, son créancier. 1743-1744.

V⁷ 27-31. BOMBARDA (Jean-Paul), trésorier général du duc de Bavière, intéressé avec Jean Lelarge et Pierre Leleu dans la fourniture des vivres à l'armée d'Espagne.

Arrêts du 21 février, 22 avril, 6 juin 1713, 26 août 1718, 17 avril 1725, 14 février 1730. Succession de Jean-Paul Bombarda. - Discussion des biens. Contestation avec Louis-Joseph, comte d'Albert, prince de Grimberghen, créancier du sieur Bombarda. Succession de Marie-Gertrude Cloutz, épouse du sieur Bombarda. 1601-1750.

27-30. Minutes des jugements. 1713-1750.

27. 1713-1716.

28. 1717-1723.

29. 1724-1730.

30. 1731-1750.

31. Pièces du greffe. 1601-1734.

V⁷ 32. Cote vacante.

V⁷ 33. 1. BONNAC (François-Armand d'Usson, marquis de), ambassadeur extraordinaire du roi auprès des Etats Généraux de Hollande, commandant en chef du comté de Foix.

Arrêts des 16 août 1779 et 18 mai 1782. Succession. 1779-1786.

2. BONNERIE, fermier général des Fermes Unies.

Arrêt du 10 mars 1733. Succession. - Levée de scellés. 1733.

3. BONNET ((Jean-Joseph), commis à la recette des droits de contrôle, petit-scel et insinuations laïques de Marseille.

Arrêt du 29 mars 1738. Contestation de sa gestion par l'intendant de Provence. 1738-1742.

4-5. BONNEVAL (famille de) :

4. *Arrêts des 14 août et 17 décembre 1717, 26 avril et 31 juillet 1718 et 13 mars 1719.* Succession de Pierre de Montceaux, sieur de Bréau et de Bois-aux-Roux et de Claude de Moussy, son épouse. 1717-1737.

5. *Arrêts des 24 juin 1715, 13 mars 1716 et 25 septembre 1720.* Liquidation des biens et terres de la famille de Bonneval. 1715-1730.

6. BONNIER DE LA MOSSON, trésorier des Etats de Languedoc.

Arrêts des 18 août 1744, 30 novembre 1751 et 18 janvier 1752. Succession. 1744-1756.

V⁷ 34. 1. BONTEMPS (Pierre-Henri), trésorier principal de l'extraordinaire des guerres du département d'Alsace.

Arrêts des 1^{er} mars 1742 et 10 décembre 1751. Discussion des biens pour détournement de fonds destinés au paiement des troupes du roi. 1741-1753.

2. BONToux (les héritiers de Claude), avocat aux conseils du roi.

Arrêt du 15 janvier 1781. Contestation sur la vente de son office à Philippe-César Dupenty. 1781.

- V⁷ 35.** 1. BORDEAUX (société des spectacles de).
Arrêts des 4 avril et 4 juin 1789. Contestations entre Albert de La Jouventie, médecin de Monsieur, propriétaire du privilège des spectacles de Bordeaux, et ses créanciers. 1789-1790.
2. BORDENAVE (Pierre Blebeder, s^r de).
Arrêt du 6 février 1712. Exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 6 février 1712 enjoignant aux propriétaires des matières d'or et d'argent chargées sur des vaisseaux en provenance de la Mer du Sud de les porter aux hôtels des monnaies. 1712.
- V⁷ 36** BOUDARD (Edme), receveur général de l'évêché de Strasbourg, entrepreneur des vivres, fourrages et étapes en Alsace.
Arrêts des 19 décembre 1716, 20 décembre 1722, 31 mai 1723 et 19 août 1729⁵. Discussion de ses biens et de ceux du sieur Maringh son associé. Succession. 1716-1736.
- V⁷ 37.** BOUFFÉ (Gabriel-Julien, Gabriel et Pierre-Gabriel), banquiers à Paris.
Arrêt du 22 août 1780. Faillite : minutes des jugements (1780-1790), pièces du greffe (1780-1783). 1780-1790.
- V⁷ 38.** 1. BOUFFLERS (Joseph-Marie, duc de), pair de France, lieutenant général du roi en Flandre.
Arrêts des 13 décembre 1748 et 8 mars 1749. Succession. 1748-1750.
- 2-4. BOUILLON (Charles-Godefroy de La Tour d'Auvergne, duc de), pair et grand chambellan de France, lieutenant général du roi en Auvergne.
2. *Arrêts des 24 août 1735, 14 août 1736, 6 mars 1739, 10 mars 1744, 3 mars 1747, 25 janvier 1755, 17 septembre 1758, 28 juin 1760. Règlement de dettes. 1735-1765.*
3. *Arrêts des 31 août 1737 et 29 avril 1738. Contestations de Adrien-Maurice, duc de Noailles et de Louis de Noailles d'Ayen, son fils, sur les droits et mouvances des duchés de Noailles et d'Ayen, la baronnie de Malemort, les seigneuries de Brive, Millac, Chavagnac, Joyac, du Claux et Condat. 1737-1740.*
4. *Arrêt du 24 février 1739. Vente au roi de la vicomté de Turenne et de la baronnie de Malemort. - Contestations des créanciers, de l'évêque et de l'hôpital de Limoges sur le prix de vente. 1741-1774.*
5. BOUILLON (faussaires de la généalogie de la maison de).
Arrêts des 15 août 1700, 13 et 20 juillet 1701, lettres patentes des 12 juin 1701, 19 juillet 1701, 3 juillet 1703, 14 mars 1706 et 3 juillet 1707. Instruction du procès des faussaires de la généalogie Bouillon : Philippe César Guyot de Beaujon, Antoine-Joseph Gaujon du Val de La Martinière, Jean Haudiguer, Nicolas de La Loyauté, Barthélemy Lériveaux, notaire à Château-Thierry, Jean-Pierre de Bar, Jacques Chassebras, Michel Guennelon. 1701-1707.
- V⁷ 39.** 1. BOULEAU (Nicolas), conseiller secrétaire du roi.
Arrêts des 17 novembre 1700 et 17 mai 1705. Succession. 1701-1715.

⁵ Les mêmes commissaires s'occupaient des affaires des sieurs Boudard, Castel, Chastelain, Maringh, Galbin, Testard, Méricourt.

2. BOULOGNE (Pierre-Guillaume Tavernier de), trésorier général de l'extraordinaire des guerres en Alsace.

Arrêts des 24 janvier et 17 juillet 1772. Faillite de son commis à Huninghe, Pierre Jadart, secrétaire interprète des affaires de la guerre. 1772-1778.

3. BOULOGNE (église cathédrale de).

Arrêt du 3 janvier 1739. Nomination contestée du sieur du Camp de Rozamel à la chantrerie de la cathédrale. 1739-1741.

4. BOUQUEL (Charles-Borromée), chanoine d'Arras et Gabrielle Hattée, sa mère.

Arrêt du 12 décembre 1747. Successions. 1748-1749.

5. BOUQUET (Jean-François), procureur du roi aux Requêtes de l'Hôtel.

Arrêt du 20 septembre 1748. Contestations avec Louis-Pierre Debures, avocat au Parlement et Marie-Claude Simonet, son épouse, sur les successions de Jean Le Vacher et de Marie-Marguerite de La Rivière son épouse, de Jean-François Bouquet et de Marie-Marthe Le Vacher son épouse, et de Marie-Jeanne Mignonneau. 1748-1756.

6. BOURASSÉ (Jean de), munitionnaire des vivres de la marine.

Arrêt du 26 décembre 1734. Contestations avec Philippe de Poupardin de Prélabbé, contrôleur ordinaire des guerres et Paul-Henri Coignart de Marcy, doyen des conseillers du bailliage de Saint-Quentin, au sujet de l'exécution des traités passés entre eux les 21 juillet et 21 octobre 1724 pour l'exploitation du privilège de la navigation sur l'Oise. 1734-1737.

V⁷ 40.

1-5. BOURBON (maison de).

1. *Arrêt du 8 juin 1687.* Succession du comte de Vermandois, grand amiral de France. - Contestations entre Marie-Anne de Bourbon, sa sœur et les commis préposés aux ports du royaume sur la perception des droits d'amirauté. 1687-1738.

2. *Arrêt du 6 mars 1722.* Contestations sur les droits de contrôle et parisis de poids le roi des villes de Rouen, Dieppe, Le Havre, Honfleur et Harfleur, engagés au profit de Louis-Henri, duc de Bourbon, prince de Condé, Louise de Bourbon de Charolais, Charles de Bourbon, comte de Charolais, Marie-Anne de Bourbon et Louis de Bourbon, comte de Clermont. 1722-1729.

3. *Arrêts des 17 janvier 1728, 17 mars 1731 et 25 septembre 1732.* Successions de Louis-Armand de Bourbon, prince de Conti et du comte d'Alais son fils. 1732-1735.

4. *Arrêt du 28 décembre 1740.* Succession de Marie-Françoise de Pompadour, marquise de Hautefort. - Contestations entre Louis-François de Bourbon, prince de Conti et Louis-César de La Baume Le Blanc de La Vallière, pair de France, sur plusieurs seigneuries. 1740-1741.

5. *Arrêt du 20 janvier 1756.* Levée des scellés sur les biens et effets de Louise de Bourbon, abbesse de Saint-Antoine. 1756.

6. BOURGALT DU COUDRAY (Jacques-Antoine), trésorier des secours accordés par le roi aux communautés féminines religieuses nécessiteuses.

Arrêt du 13 juin 1779. Discussion des biens. 1779-1783.

7. BOURGEOIS (Etienne, secrétaire du roi).

Arrêts des 14 mars 1744 et 30 janvier 1745. Succession de Hélène de Francini, son épouse et d'Elisabeth et d'Henri-François-Etienne Bourgeois, ses enfants. - Contestations avec ses créanciers. 1744-1750.

8. BOURGES (Frédéric-Jérôme de La Rochefoucauld de Roye, archevêque de).

Arrêt du 3 février 1738. Succession de René de Pretteval, marquis de Clerc de

Canilleuse. 1738.

9. BOURGOGNE (Etats de).

Arrêts des 3 décembre 1726, 17 juin 1727 et 13 janvier 1728. Contestations sur les remboursements faits à leurs créanciers. 1726-1728.

V⁷ 41-42. BOURVALLAIS (Paul Poisson de), secrétaire du roi.

41. *Arrêts des 31 juillet et 13 novembre 1717.* Règlement de dettes. - Discussion des biens. 1714-1718.

42. *Arrêt du 28 février 1719.* Succession. 1719-1736.

V⁷ 43. 1. BOUTIN (René), ancien receveur général des finances de Picardie.

Arrêt du 14 février 1732. Succession. 1732-1733.

2. BOUTTEVILLE (Charles-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc de Châtillon et de).

Arrêt du 12 septembre 1738. Règlement de dettes. 1738-1759.

3. BOUZOLS (les héritiers du marquis de), lieutenant général du roi en Auvergne, époux de Laure Fitz-James, dame du Palais.

Arrêt du 21 mai 1748. Successions du marquis de Bouzols et du vicomte de Beaune, son oncle. 1748.

V⁷ 44-45. BOYNES (Pierre-Etienne Bourgeois de), maître des requêtes puis ministre de la marine et conseiller d'Etat.

Arrêt du 23 mars 1782. Règlement de dettes. - Discussion des biens. 1782-1790.

44. Minutes des jugements. 1782-1790.

45. Pièces du greffe. 1782-1784.

V⁷ 46. 1. BOZE (Jean-Baptiste), procureur général en la cour des Aides, et DODUN (Pierre), ancien receveur de la cour des Aides.

Arrêt du 14 décembre 1743. Prétentions sur la succession de François-Jacques de Mont-Saint-Père. 1744.

2-3. BRAGOUSE (Pierre), trésorier général de la maison du roi.

2. *Arrêt du 8 mai 1731.* Créances sur la banqueroute de Jacques Pigeon, épicier et de Jacques Coye, banquier de Paris. 1731-1737.

3. *Arrêts du 4 octobre 1735 et du 14 février 1736.* Discussion des biens. 1735-1775.

4. BRAGOUSE (le sieur).

Arrêts des 10 octobre 1746 et 24 mars 1749. Contestations avec les sieurs François Marguerit, Porro et Dides au sujet de la société formée entre eux le 8 octobre 1744 pour l'exploitation du privilège de la fabrication et de la vente de la tourbe. 1746-1751.

V⁷ 47. 1. BRANCAS (Antoine-Baptiste, comte de) et Marie-Louise de Lowendal, son épouse.

Arrêt des 17 septembre 1784 et 22 septembre 1786. Règlement de dettes. 1784-1790.

2. BRANDON (Isaac Peyrera), Bernard Hargous, Thomas Bastiat, négociants de Bayonne.

Arrêts des 1^{er} octobre 1740 et 24 novembre 1742. Contestations avec les héritiers de Jacques d'Abadie, capitaine de la frégate *L'Entreprenante* au sujet du remboursement du prêt à la grosse aventure accordé pour le chargement de la frégate. 1740-1741.

3. BRAQUE (famille de).

Arrêts des 22 juin 1712 et 1^{er} mai 1713. Successions de François, marquis de Braque et d'Elisabeth de La Barre, son épouse. Successions de Madeleine-Elisabeth de Braque, leur fille et de François-Albert de Braque, leur petit-fils. 1712-1720.

4. BRAUX (Sébastien de).

Arrêt du 21 août 1769. Faillite de la manufacture de verrerie de Nancy. 1769-1772.

5. BRÉARD (Nicolas-Marcelin), trésorier des colonies de Rochefort et Marie Mallard, son épouse.

Arrêts des 13 décembre 1783 et 16 juillet 1784. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1783-1786.

6. BRÉCOURT (Denise Lequint, dame de Coysevox de).

Arrêt du 10 mars 1732. Conflit avec François Noël, marchand ceinturier à Paris, sur la succession de Anne-Jeanne de La Coste, dame Démoulin. 1732-1738.

7. BRÉGY (Eléonor de Flexelles, marquis de).

Arrêt du 16 août 1707. Contestation avec Marie-Angélique de Crevant, épouse de Pierre de Vassé, marquis de Saint-Georges, au sujet des terres de Chassignolles et bois Mallot. 1707-1709.

8. BRETEUIL (abbaye Notre-Dame de).

Arrêt du 20 septembre 1743. Contestation par Jean Joly, garde forestier, sur le droit de pêche de l'abbaye dans les rivières de la seigneurie de Breteuil. 1744.

9-10. BRION (famille de) :

9. *Arrêts des 16 mai 1708 et 13 juin 1709.* Successions de Jean de Brion, conseiller du roi au Parlement et d'Anne-Marie de La Barde sa femme. 1708-1712.

10. *Arrêts des 9 mai 1744, 6 février 1745 et 18 janvier 1746.* Successions de Renée-Madeleine Le Belde-Valgenheuse, épouse de Marc-Cyrus marquis de Brion, de Eugénie-Renée de Brion, sa fille, épouse de Pierre, comte de Gramont, et de Marie-Madeleine Lucas de Saint-Mars, veuve de Pierre Chauvel de La Martinière, sa mère. 1744-1746.

11. BRIONNE (Henri de Lorraine, comte de), grand écuyer de France, gouverneur de la province d'Anjou.

Arrêt du 28 avril 1710. Règlement de dettes. 1710.

12. BRIOUDE (le chapitre de l'église collégiale de Saint-Julien de).

Arrêt du 25 mai 1753. Contestation sur la réduction du nombre de chanoines hebdomadaires et sacerdotaux. 1753-1764.

13-14. BRIQUEVILLE (famille de) :

13. *Arrêts des 4 novembre 1719 et 5 août 1721.* Contestation sur l'exécution de la vente faite par Anne-Henriette de Briqueville à Jacques de Laage, secrétaire du roi, de ses terres de Bricqueville, Colombières et Bernesq. 1719-1723.

14. *Arrêt du 2 avril 1785.* Règlement de dettes de Claude-Marie, comte de Briqueville, mestre de camp de cavalerie et François-Claude-Marie, vicomte de Briqueville, son fils. 1785.

15. BROCHE DE VAUX (Félix-Marie).

S.d. Contestation relative à l'adjudication faite à lui faite à titre d'inféodation d'un terrain au bord du Rhône à Roquemaure. 1755-1784.

16-17. BROGLIE (famille de) :

16. *Arrêt du 10 janvier 1713*. Succession de Charles-Amédée de Broglie, comte de Revel, lieutenant général des armées du roi, gouverneur de Condé. Règlement de dettes. 1714.

17. *Arrêt du 12 septembre 1718*. Succession de Charles de Broglie, comte de Santena et marquis de Dormans. - Prétentions de Claude-Lamoral-Hyacinthe-Ferdinand, prince de Luynes, son petit-fils. 1718-1723.

V⁷ 48.

1. BRUC (Armand-Sébastien, marquis de Goulaine, comte de) et sa femme Marie-Françoise de Sassenaye.

Arrêt du 23 septembre 1785. Successions. 1785-1790.

2. BRULANT DE BLANC-MESNIL (Jean), receveur général alternatif des domaines et bois de Bretagne.

Arrêt du 22 septembre 1718. Succession. Règlement de dettes. 1718-1724.

3-4. BRUNET DE RANCY (famille) :

3. *Arrêt du 8 avril 1737*. Contestations, pour sommes dues au roi, entre les héritiers du sieur Milieu, trésorier des parties casuelles et les héritiers des sieurs Lenormand et Brunet de Rancy, intéressés, sous le nom de Pierre Ferrand, à la vente des offices de greffier-conservateur des registres de baptêmes, mariages et sépultures. 1737.

4. *Arrêt du 16 décembre 1742*. Successions de Paul-Etienne Brunet de Rancy, de Geneviève Colbert, sa femme et de Jean-Baptiste Brunet de Beauregard, leur fils. 1742-1764.

5. BRUNET (Etienne), marchand chapelier à Dijon.

Arrêt du 18 mai 1751. Succession. - Droits de sa femme Anne Roger. 1751-1753.

6. BRUNY (Raymond) et C^{ie}, négociants à Marseille.

Arrêt du 29 octobre 1726. Contestation avec Guillaume Pinel, colonel d'un régiment de milice bourgeoise à La Martinique, sur le paiement d'une lettre de change. 1726-1727.

7-8. BUEIL (Jeanne-Madeleine de Cotignon de Chauvry, comtesse de) :

7. *Arrêt du 23 mai 1739*. Succession. - Règlement des droits entre son mari, Pierre de Bueil et Marie-Claude Causse, sa légataire universelle. 1739-1743.

8. *Arrêt du 29 mars 1742*. Succession. - Règlement des droits entre Marie-Claude Causse et les autres héritiers. 1742-1743.

9-10 BULLION (famille de) :

9. *Arrêt du 10 janvier 1722*. Successions de Charles-Denis de Bullion, marquis de Galardon et de Marie-Anne Rouillé, marquise de Bullion. 1722-1724.

10. *Arrêt du 23 février 1745*. Contestation entre Gabriel-Jérôme de Bullion, comte d'Esclimont, seigneur du fief du Grand Hôtel de Davron, prévôt de Paris et le provincial de la province de France de la Compagnie de Jésus, le recteur du collège Louis-le-Grand et le procureur général des Missions de la Compagnie de Jésus établies en Inde et en Chine, au sujet de l'union du prieuré de Davron au collège de Louis-le-Grand pour l'entretien des missions et des droits respectifs des parties. 1745-1760.

V⁷ 49-64. BUREAU DES COMPTES EN BANQUE⁶.

Arrêts des 16 décembre 1720, 9 janvier 1721, 2 août 1722, 2 décembre 1727, 3 février 1728. Commission créée pour connaître tous les appels interjetés des sentences des juges consuls du royaume sur les contestations nées et à naître au sujet des paiement à effectuer en écriture en banques puis à partir de 1727, les contestations relatives aux comptes des affaires extraordinaires : minutes des jugements. 1719-1787.

49. 1719-juin 1721. N^{os} 1 à 204.
50. Juillet-décembre 1721. N^{os} 205 à 500.
51. 1722. N^{os} 501 à 868.
52. 1723. N^{os} 869 à 1127.
53. 1724. N^{os} 1128 à 1323.
54. 1725-1726. N^{os} 1324 à 1558.
55. 1727. N^{os} 1559 à 1681.
56. 1728-1729.
 1. Jugements pour les comptes en banque, n^{os} 1682 à 1807.
 2. Jugements pour les comptes des fermiers et traitants des affaires extraordinaires, n^{os} 1 à 61⁵.
57. 1730-1736.
 1. Jugements pour les comptes en banque, n^{os} 1808 à 1880.
 2. Jugements pour les comptes des fermiers et traitants des affaires extraordinaires, n^{os} 61⁶ à 132.
58. 1737-1741.
59. 1747-1751.
60. 1752-1758.
61. 1759-1763.
62. 1764-1768.

⁶ Le bureau s'occupe de 1719 à 1727 des affaires relatives aux paiements en comptes en banque, puis à partir de 1728, également des affaires qui relevaient précédemment de la commission de liquidation des comptes des traitants des affaires extraordinaires (V⁷ 310A-310B) supprimée le 1^{er} janvier 1728. Par arrêt du 26 octobre 1737, le bureau des Comptes en banque fusionne avec la commission créée le 4 février 1721 pour l'examen des contestations au sujet des offrs en billets de banque, qui ne rendait pas des jugements mais préparait des arrêts. Les jugements se succèdent dans l'ordre chronologique, toutes affaires confondues. En outre, les commissaires du bureau des comptes en banque furent chargés, notamment après 1730, d'un grand nombre d'affaires particulières, qui ont été archivées séparément par les greffiers des commissions extraordinaires : André (V⁷ 3-5C), Artois (V⁷ 13/3-4), Baudoin (V⁷ 16/9), Berland de Massus (V⁷ 20), Carignan (V⁷ 120/1), Compagnie de la Chine (V⁷ 156/8), Dacosta (V⁷ 167/1), Deschiens de Luzy (V⁷ 169-171B), Dravigny (V⁷ 173A/8), Dubois (V⁷ 174/1), Estrées (V⁷ 181/4), chapitre Notre-Dame d'Etampes (V⁷ 181/5), Fanton (V⁷ 182/5), Fouasson (V⁷ 191/8), Geslain de Saint-Martin (V⁷ 196/9), Gorju (V⁷ 200/10), Guillaumot (V⁷ 203/12), Hariague (V⁷ 205/7), Antoine d'Hogguer (V⁷ 208-211), Hugon (V⁷ 213/5), Huissiers priseurs du Châtelet de Paris (V⁷ 213/7), Labouret (V⁷ 238/6), Lalanne (V⁷ 246/7), Landais de Soizel (V⁷ 249), Etats du Languedoc (V⁷ 250/10), La Prade (V⁷ 250/16), abbé de La Rochefoucauld (V⁷ 251A/9), La Vincendière (V⁷ 253B/8), Lecomte (V⁷ 267/5), Marquely (V⁷ 366/6), Montalembert (V⁷ 378/2), archevêque de Paris/receveurs du domaine de la généralité de Paris (V⁷ 401/3), Peborde (V⁷ 401/8), Piécourt (V⁷ 402/8), Planchat (V⁷ 403/3), verrerie de Sèvres (V⁷ 490B-490D), ville de Strasbourg (V⁷ 492/10), Testard (V⁷ 495A-495B), Trémisard (V⁷ 498-504), Trésoriers généraux (V⁷ 505/1), bureau des vivres (92-113A). Il faut noter qu'en 1975, Claudine Fages lors de la reprise du répertoire V⁷ a regroupé d'une part les minutes des jugements du bureau des comptes en banque concernant la direction Gesvres (V⁷ 64) et a replacé dans leur commission d'origine les minutes de jugements d'un certain nombre de commissions particulières. Sur la composition du Bureau des comptes en banque et le détail des affaires traitées, voir Cl. Fages et B. Bedos, *V⁷ I à 64. Répertoire numérique détaillé dact.*, 1975, 21-112 p.

- 63. 1769-1787.
- 64. Jugements pour la direction Gesvres, Tresmes et Blérancourt. 1769-1787.

V⁷ 65-66. BUREAU DE LIQUIDATION DES CONTRATS DE RENTE⁷.

- 65. *Arrêt du 29 janvier 1764*. Remboursement des rentes à 4% sur les aides et gabelles, créées par édit d'avril 1758. 1764-1765.
- 66. 1. *Déclaration du 21 novembre 1763 et édit de décembre 1764*. Remboursement des rentes à 3% sur les postes créées par édit de mai 1751⁸. 1764-1765.
2. *Edit de décembre 1764 et arrêt du 28 avril 1765*. Remboursement des rentes à 3% sur les cuirs, créées par édits de mai 1760 et juillet 1761⁹. 1764-1766.

V⁷ 67-75. BUREAU DE VÉRIFICATION DES DROITS MARITIMES.

Arrêts des 21 avril et 21 octobre 1739. Commission chargée d'examiner et de vérifier les titres en vertu desquels les seigneurs, communautés et particuliers lèvent et perçoivent des droits sur les quais, ports, havres, rades, rives, rivages de la mer, sur les rivières qui y ont leur embouchure et sur les parcs et pêcheries, et de statuer en dernier ressort¹⁰. XVII^e s-1790.

- 67-69. Minutes des jugements (classement chronologique). 1739-1781.
 - 67. 1739-1742.
 - 68. 1743-1745.
 - 69. 1752-1781.
- 70. Minutes des jugements (par affaires). 1781-1790.

Buttet¹¹ (Marin), gouverneur de la partie sud de l'île de Saint-Domingue (1783-1790) ; Buzançois (Paul-François de Beauvilliers, comte de), gouverneur du Havre (1786-1789) ; compagnies de la Guyane Française et de la traite de la gomme au Sénégal (1781-1787) ; mines de charbon de Brassac (1782-1790) ; marquis de Montlezun (1784) ; vivres et fournitures de bois de la marine (1790).
- 71. Conclusions du procureur général de la Commission. 1752-1755.
- 72-75. Pièces du greffe (classement par amirauté). XVII^e-XVIII^e s :
 - 72. Abbeville, Aigues-Mortes, Antibes, Arles, Barfleur, Bayonne Boulogne, Bordeaux.
 - 73. Caen, Calais, Fécamp, Fréjus, Havre (le), Hougue-Saint-Vaast (la), Marennes.
 - 74. Marseille, Morlaix, Narbonne, Nantes, Ouistreham, Quillebeuf, Quimper.
 - 75. Rouen, Saint-Brieuc, Saint-Malo, Saint-Valery-en-Caux, Saint-Valery-sur-Somme, Sète, Touques, Vannes.

⁷ A rapprocher de V⁷ 297-299B. Les contrats de liquidation proviennent de la commission créé par arrêt du conseil du 26 septembre 1759 pour procéder à la liquidation des offices sur les cuirs supprimés par édit d'août 1759, des offices municipaux supprimés par édit d'août 1764 et à l'examen des demandes en indemnité conformément à la déclaration du 21 novembre 1763.

⁸ Parmi les titulaires des contrats de rente se trouvent d'une part plusieurs entrepreneurs, serruriers, menuisiers, peintre, sculpteur des bâtiments du roi, d'autre part des fournisseurs des vivres de l'armée et de la marine.

⁹ Le plus grand nombre des titulaires de contrats de rente sont des employés ou fournisseurs des magasins de vivres de l'armée et des hôpitaux militaires.

¹⁰ Les minutes des jugements sont classées par ordre chronologique, la référence aux amirautés n'apparaît que progressivement dans le temps. Les minutes des jugements des affaires particulières renvoyées devant les commissaires du bureau des Droits Maritimes se trouvent en V⁷ 70.

¹¹ Les pièces justificatives se trouvent en V⁷ 114/2.

V⁷ 76. Cote vacante.

V⁷ 77-87. BUREAU DES ÉCONOMATS¹².

Arrêts des 12 janvier 1734, 3 mars 1737, 21 mars 1739. Commission chargée de juger les contestations au sujet des comptes et affaires concernant les économats et la régie des biens des religionnaires fugitifs. 1691-1790.

77-79. Minutes des jugements. 1735-1790.

77. 1735-1763.

78. 1767-1781.

79. 1782-1790.

80-87. Pièces du greffe. 1691-1788.

80. Edits et arrêts concernant les économats (1691-1724), mémoires et comptes concernant les économats : Antoine Barrangue, Charles Boucher, Charles Doyot de Choloy, Pierre-Sébastien Marchal, Louis-Pierre-Sébastien Marchal, Louis-Pierre-Sébastien Marchal de Sainsy, Edme-Louis Meny, Isidore-Simon Brière de Mondétour (1714-1788). 1691-1788.

81-84. Mémoires et comptes concernant les abbayes et prieurés (classement alphabétique). 1716-1731.

81. Absie (l'), Acheul, Aubepierre, Aulnay, Aumône (l'), Barbeaux, Bassac, Basse-Fontaine, Beaulieu, Beaupré, Bec-Hellouin (le), Bellefontaine, Belleperche, Belleville, Blanche (la), Blanchelande, Blasimont, Bonlieu, Bonnevaux, Bosquen, Boulbonne, Bourgueil, Brantôme, Calers, Case-Dieu (la), Cercamp, Chaalis, Chalais et Marmoutier, Charron, Chârices, Château-l'Hermitage, Châteauneuf, Châtillon, Châtres, Chaumont, Clarté-Dieu (la), Doudeauville, Eaunes, Echelle-Dieu (l'), Evron, Faye (la), Fesnières, Flavigny, Fontcaude, Fontenay.

82. Fontfroide, Fontmorigny, Forest-Montiers, Garde-Dieu (la), Gorze, Grasse (la), Grandchamp, Grandselve, Grosbos, Ham, Hambye, Hautvillers, Homblières, Issoire, Lanvaux, Lannoy, Lanville, Lieu-Dieu, Lombez, Madion, Manglieu, Marcillac, Mas d'Azil (le), Massay, Megemont, Montfort, Montmorel, Mont-Saint-Michel (le), Morigny, Mortemer, Moûtiers-en-Argonne, Moutiers-Saint-Jean, Mozac.

83. Nanteuil, Nesle-la-Reposte, Noë (la), Notre-Dame des Alleuds, Notre-Dame de Clairmont, Notre-Dame-de-l'Arivour, Nouaillé, Nouvelle (la), Olivet, Ourscamp, Paimpont, Parthenay (la Maison-Dieu), Perray-Neuf, Peyrouse (la), Pleine-Selve, Préaux (les), Quimperlé, Réau (la), Relecq (le), Ressions, St-Amand-de-Coly, St-Ambroise de Bourges, St-Arnoult, St-Astier, St-Aubin-des-Bois, St-Barthelemy-de-Noyon, St-Benoît-de-Quinçay, St-Crépin-le-Grand, St-Cyprien de Poitiers, St-Cyran, St-Denis-de-Lestrée, St-Eloi, St-Etienne de Caen, St-Etienne de Dijon, St-Etienne de Vaux, St-Evroult, St-Florent.

84. St-Georges-du-Bois, St-Germain d'Auxerre, St-Gilbert, St-Gilles de Languedoc, St-Hilaire de Carcassonne, St-Jean d'Angély, St-Jouin-de-Marnes, St-Liguairre, St-Maixent, St-Marien d'Auxerre, St-Mathieu-de-Fin-de-Terre, St-

¹² M. ANTOINE, *Guide de recherches*, p. 21-22 et 68-69. Depuis 1676 un tiers des revenus des bénéficiaires tombés en régle servait aux Nouveaux Convertis. La commission des Economats a connu plusieurs formes ; seule celle refondue en 1734 est ici conservée. celle En V⁷ 77-87 ne sont conservés que les jugements et pièces concernant la régie des économats. Les documents de la commission concernant les biens des religionnaires fugitifs ont été cotés en TT 1-49^B, 52-62, 66-66, 68-83, 285^D-285^G. Plusieurs commissions particulières instruites par les commissaires du Bureau des économats sont conservées séparément : Carignan (V⁷ 120-121), maison de Foix (V⁷ 190/7), Imecourt (V⁷ 213/11), maison de La Tremoille (V⁷ 253A/6), Mazarin (V⁷ 369A-369B), Nesle (V⁷ 383-388), Quinze-Vingt (V⁷ 415A-416) et Uzès (V⁷ 507-508B).

Maur-sur-Loire, St-Maurice, St-Maurice de Senlis, St-Michel de Tonnerre, St-Michel du Tréport, Ste-Marie-de-Châtres, St-Nicolas-de-Campagnac, St-Nicolas-de-Miseray, St-Paul de Sens, St-Paul-Trois-Châteaux, St-Paul de Bouteville, St-Père de Melun, St-Pierre de Chalon-sur-Saône, St-Pierre de Lagny, St-Pierre de l'Isles-en-Médoc.

85. St-Riquier, St-Romain de Blaye, St-Sauveur de Blaye, St-Seine, St-Serge d'Angers, St-Sernin, St-Vincent du Bourg, St-Vincent de Senlis, St-Wulmer, Salles, Saramon, Sauve, Savigny, Sorèze, Terrasson, Toussaint, Tourtoirac, Valence, Valasse (le), Val-Roy, Vauluisan, Vermand, Victoire (la), Villedieu, Villiers.

86-87. Mémoires et comptes concernant les évêchés et archevêchés (classement alphabétique). 1716-1765.

86. Albi, Alès, Angers, Autun, Avranches, Bayeux, Blois, Bordeaux, Carcassonne, Châlons, Clermont, Coutances, Embrun, Grenoble, Laon, Lectoure, Lombez, Mirepoix, Nantes, Narbonne, Nevers.

87. Orange, Périgueux, Puy (le), Reims, Rieux, Rouen, St-Brieuc, St-Paul-Trois-Châteaux, Sarlat, Tarbes, Toul, Toulouse, Tours, Tulle, Vannes, Verdun, Vienne.

V⁷ 88. Cote vacante.

V⁷ 89. BUREAU DES GRAINS OU DES MINAGES.

Arrêts des 13 août 1775, 8 février et 4 avril 1776. Examen et vérification des titres des seigneurs et propriétaires qui perçoivent des droits de minage sur les grains et les farines. 1775-1790.

V⁷ 90-91. BUREAU DES PÉAGES¹³.

Arrêts des 29 août 1724 et 20 mai 1725. Jugement des contestations nées à la suite de l'examen et vérification des titres des droits de péages, passages, pontonnages qui se perçoivent sur les ponts et chaussées, chemins, rivières navigables et ruisseaux affluents : minutes des jugements. 1725-1789.

90. 1725-1763.

91. 1764-1789.

¹³ M. ANTOINE, *Guide de recherches.*, p. 20-21 et 66-67. A. CONCHON, « La commission des péages au XVIII^e siècle », dans *Etudes et documents* (Comité pour l'histoire économique et financière), t. XI (1997), p. 175-194. A. CONCHON, *Le péage en France au XVIII^e siècle. Les privilèges à l'épreuve de la réforme*, Paris, Comité pour l'Histoire économique et financière de la France, 2002. Les registres d'enregistrement de la commission et les pièces justificatives se trouvent dans la sous-série H¹ (512 articles). Les commissaires s'occupèrent également de l'examen des titres de privilèges dans les ville et faubourgs de Paris (arrêt du 16 mai 1734) qui faisait l'objet d'une commission extraordinaire depuis 1716. Plusieurs commissions particulières relevant des commissaires du bureau des Péages sont conservées séparément : François (V⁷ 193/2), Laye (V⁷ 259/2-3), Montbron (V⁷ 379/3), Montois (V⁷ 379/16), pont de Sèvres (V⁷ 490A), Trémisard (V⁷ 498-504).

V⁷ 92-113A. BUREAU DES VIVRES ET FOURRAGES POUR L'ARMÉE ou BUREAU DES VIVRES¹⁴.

Arrêt du 29 mars 1710. Jugement des affaires concernant les services, achats et fournitures des armées de Flandres, Allemagne, Espagne, Catalogne, Navarre et Roussillon en 1706-1708 et plus généralement des affaires intéressant les vivres, fourrages et étapes de l'armée de terre et de la marine : arrêts du Conseil et minutes des jugements, 1690-1784.

92. 1710-1714. n^{os} 1 à 381. Recueil d'arrêts du Conseil sur les vivres (1690-1709).
93. 1715-1716. n^{os} 382 à 749..
94. 1717-1718. n^{os} 750 à 1016.
95. 1719. n^{os} 1017 à 1253.
96. 1720-1721. n^{os} 1254 à 1546.
97. 1722-1724. n^{os} 1547 à 1798.
98. 1725-1727. n^{os} 1799 à 1957.
99. 1728-1730. n^{os} 1958 à 2138.
100. 1731-1732. n^{os} 2139 à 2258.
101. 1733-1734. n^{os} 2259 à 2337.
102. 1735-1738. n^{os} 2238 à 2293, et n^{os} 1 à 43 (nouvelle série).
103. 1739-1741. n^{os} 44 à 105.
104. 1744-1746. n^{os} 144 à 246.
105. 1747-1749. n^{os} 247 à 394.
106. 1750-1752. n^{os} 395 à 530.
107. 1753-1756. n^{os} 532 à 652.
108. 1757-1762.
109. 1763-1767.
110. 1768-1773.
111. 1774-1776. Recueil d'édits et d'arrêts imprimés sur les billets de banque et la C^{ie} des Indes (1716-1722).
112. 1777-1780.
- 113A. 1781-1784.

¹⁴ M. ANTOINE, *Guide de recherches*, p. 22-23 et 70. M. STOLL, « Une commission extraordinaire du conseil : le bureau des Vivres (1690-1787) », dans *Etudes sur l'ancienne France offertes en hommage à Michel Antoine*, Paris, 2003, p. 389-408 (Mémoires et documents publiés par la société de l'Ecole des Chartes, 69). Les commissaires du bureau des Vivres ont par ailleurs été chargés de plusieurs affaires qui ont fait l'objet de commissions particulières : Aubourg (V⁷ 14/1), Danycan de l'Epine (V⁷ 167/7), Eveillard de La Forêt-Desbois (V⁷ 182/3), Féron d'Anglade (V⁷ 188/4), Fournier (V⁷ 192), Grison (V⁷ 203/6), Guérin Le Brun (V⁷ 203/10), Haboury (V⁷ 205/3), Hôpitaux et vivres de l'armée d'Italie (V⁷ 213/1-3), Jouvencourt (V⁷ 237/1), Le Brest (V⁷ 267/1), Montlys (V⁷ 379/12), Proust du Martray (V⁷ 414/1), Rachoire (V⁷ 417/3), Vanolles (V⁷ 510/2).

- V⁷ 113B.** BUREAU DES VIVRES DE LA MARINE¹⁵.
1. *Arrêt du 4 janvier 1716.* Jugement des comptes des sieurs Miotte, Durand et consors, associés pour la fourniture sous le nom du sieur Artus des vivres de la marine et des galères en 1710. 1710-1724.
 2. *Arrêts des 9 mai 1716 et 3 janvier 1719.* Jugement des contestations entre les héritiers de Antoine Amand Gratereau, ancien directeur des vivres de la marine à Rochefort, Simon Guérinet et Jean Triboudet, marchands, et les régisseurs des vivres de la marine en 1703. 1716-1719.
 3. *Arrêt du 6 juillet 1721.* Jugement de toutes les contestations concernant la fourniture de vivres pour le service de la marine et les galères. 1717-1728.
- V⁷ 114.**
1. BUSSET (Madeleine de Bermondet, veuve de Louis de Bourbon, comte de). *Arrêt du 31 juillet 1734.* Succession. 1734.
 2. BUTTET (Marin), ancien gouverneur de la partie sud de l'île de Saint-Domingue. *S.d.*¹⁶. Succession : pièces du greffe. 1721-1781.
- V⁷ 115.**
1. CADEROUSSE (Marie-Renée de Rambures, duchesse de). *Arrêts des 11 août 1710, 17 mars 1717, 22 avril 1721, 15 mars 1727, 12 avril 1732.* Succession. - Liquidation des dettes. 1711-1736.
 2. CAEN (le maire et les échevins de). *Arrêt du 27 janvier 1750.* Contestations avec les propriétaires de l'office de jaugeur royal en la ville, vicomté et élection de Caen, sur les droits attribués à l'office. 1750-1751.
- V⁷ 116.**
1. CAFÉ (commission du privilège du). *Arrêt du 8 septembre 1746.* Jugement des contraventions au privilège exclusif de la Compagnie des Indes d'introduire en France du café autre que celui provenant des îles et colonies françaises d'Amérique. 1746.
 2. CAHORS (diocèse de). *Arrêt du 14 novembre 1732.* Demande de paiement d'une rente par la d^{elle} Soulet. 1732.
 3. CAHOÛËT DE VILLERS (Pierre-Louis-René), secrétaire du roi, trésorier général de la maison du roi. *Arrêt du 16 avril 1777.* Règlement de dettes. 1777-1779.
 4. CAILLARD (Jacques), lieutenant général de la connétablie et maréchaussée de France. *Arrêt du 24 juillet 1733.* Prétentions sur la succession de Marguerite Aubin, veuve d'Ursin Crestot, sieur de Vaugelay. 1733.
 5. CALONNE (Louis-Jacques de), marquis de Courtebourne, époux de Elisabeth-Claire de La Tour Saint-Quentin, veuve en 1^{ères} noces de Jacques-Gilles Bonaventure de Carvin, marquis de Lillers. *Arrêts des 17 octobre 1749, 2 janvier 1750, 27 mars 1752.* Succession du marquis

¹⁵ Ce bureau est en réalité le même que le bureau des Vivres et fourrages pour l'armée créé en 1710. L'arrêt du 6 juillet 1721 crée une commission, composée des mêmes commissaires que le bureau des Vivres de l'armée, pour juger les contestations relatives aux vivres de la marine et des galères. Les minutes de jugement sont séparées. Les commissions particulières Miotte et Amand Gratereau ont été créées en 1716 ; elles furent archivées par les greffiers des commissions extraordinaires avec les minutes des jugements du bureau des Vivres de la marine. Il existe une autre commission Miotte (V⁷ 375) créée en 1717 à la suite de la commission de liquidation des comptes des traitants des affaires extraordinaires et archivée séparément.

¹⁶ Bureau de vérification des Droits maritimes

de Lillers. 1749-1756.

6. CALVAIRE (congrégation du).

Arrêt du 10 novembre 1738. Contestations nées à l'occasion de l'application de brefs du pape. 1748.

7. CAMBRAI (archevêque de).

Arrêts des 12 février et 13 mai 1724. Contestation avec Frédéric-Constantin de La Tour d'Auvergne au sujet du prieuré de Saint-Martin-des-Champs à Paris. 1724.

8. CAMBRAI (ferme des octrois de).

Arrêt du 17 juillet 1729. Désaccord entre les associés sur leurs engagements respectifs dans la ferme des octrois de Cambrai, Valenciennes et Cambrésis. 1724-1730.

9. CAMP (Antoine) et HYMETTE (Jacques-Joseph), banquiers à Paris.

Arrêts des 11 mai 1720 et 22 janvier 1732. Règlement de faillite. 1720-1732.

10. CAMPREDON, résident en Suède.

Arrêt du 10 juin 1739. Contestation avec Jean Crozet de Monteaux, négociant de la ville de Marseille et l'Inspecteur des Domaines sur la propriété de biens sis au quartier Saint-Joseph à Marseille. 1739-1740.

11. CAMUS DE PONTCARRÉ DE VIARMES (Nicolas), conseiller du roi, époux de Marguerite-Hélène Durand, et autres héritiers.

Arrêt du 29 août 1705. Successions respectives. 1711-1759.

12. CANILLAC (Jacques-Thimoléon de Beaufort, marquis de).

Arrêt du 2 mai 1712. Succession. 1712-1714.

V⁷ 117-118. CANILLAC (Philippe de Beaufort, marquis de).

Arrêt du 18 janvier 1727. Succession. – Prétentions des héritiers de David d'Hugues, baron de Beaujeu. 1727-1749.

117. Minutes des jugements. 1727-1749.

118. Pièces du greffe. 1734-1736..

V⁷ 119. 1. CANONVILLE (Henri, comte de).

Arrêt du 20 décembre 1727. Succession. 1728-1729.

2. CANOT DE LA LOBBE (Hugues), associé en l'exploitation des bois de la forêt de Mormal.

Arrêts des 11 août, 22 septembre et 19 novembre 1733. Succession. - Discussion des biens. 1734-1750.

3. CARDONVILLE (Samuel de), marchand bonnetier, fabricant de bas à Paris.

Arrêt du 1^{er} août 1745. Conflit avec les maîtres et gardes du corps de la bonneterie de Paris, sur la préparation et l'emploi des soies. 1745-1746.

V⁷ 120-121. CARIGNAN (Victor-Amédée de Savoie, prince de).

120. 1. *Arrêts des 17 juin et 28 août 1719, 20 janvier et 14 septembre 1723, 22 janvier 1724 et 19 mars 1737.* Règlement des affaires de la maison de Carignan. - Succession de Marie de Bourbon, princesse de Carignan et de Maurice-Eugène de Savoie, comte de Soissons. Règlement de dettes avec les frères Facio, banquiers de Turin. Discussion des biens. 1720-1741.

2. *Arrêt du 16 mars 1726.* Contestation avec le procureur du roi au Grand Conseil et les sieurs Delapierre et Grillay au sujet de la collation du doyenné-cure de Carignan. 1726-1727.

121. *Arrêt du 10 avril 1750.* Succession. 1750-1767.

V⁷ 122-123B. CARON (Jean-François), trésorier général du marc d'or et payeur des rentes sur l'Ordre du Saint-Esprit.

Arrêts du 21 mars 1779. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1600-1786.

122. Minutes des jugements. 1780-1785.

123A- Pièces du greffe. 1600-1786.

123B

123A. 1600-1717.

123B. 1720-1786.

V⁷ 124. 1. CARON (Robert), payeur des rentes sur l'Hôtel de ville.

Arrêt du 11 janvier 1786. Succession. 1786-1790.

2. CARRELET (Antoine), seigneur de La Motte-Dubrins.

Arrêt du 19 mai 1741. Contestation de Nicolas Lallemand, sieur des Carrières, son associé par traité du 12 avril 1739, au sujet de la propriété et du compte de la régie des offices de receveurs généraux des finances de Bourgogne et Bresse, et de payeur des gages de la chambre des comptes et du bureau des finances de Dijon. 1741.

3. CARVOISIN (Charles-Louis, comte de), brigadier des armées du roi, enseigne de la 1^{ère} compagnie des mousquetaires, époux de Renée-Jeanne-Charlotte d'Artaguiette.

Arrêt du 25 mai 1751. Succession de Jean-Baptiste-Marin d'Artaguiette, son beau-père. 1751-1759.

4. CASTEL (Jean-Baptiste Châtel dit), agent de change.

Arrêt du 21 février 1718¹⁷. Discussion des biens, pour paiement des taxes ordonnées par la déclaration du 18 septembre 1716. 1718-1722.

5. CASTELLANE (Jean-Baptiste, marquis de) et Marie-Anne Rouillé, son épouse.

Arrêts des 19 septembre 1722, 11 janvier, 24 juillet et 11 septembre 1723, 22 janvier et 22 avril 1724. Contestations sur un contrat de vente de terres en Poitou. 1722-1729.

6. CASTORS DU CANADA (compagnie des).

Arrêts des 22 mai 1719, 6 février 1720, 21 janvier 1721 et 2 février 1732. Liquidation de la compagnie. – Jugement des contestations entre les intéressés au commerce des castors du Canada et leurs créanciers et des contestations sur les indemnités prétendues par les intéressés à l'encontre du roi, de la Compagnie des Indes et de la colonie du Canada : minutes des jugements, (1719-1734), pièces du greffe,

¹⁷ Voir note 5.

(1698-1699). 1698-1734.

7. CATINAT (famille de).

Arrêt du 6 août 1746. Successions de Louis de Catinat, abbé de Saint-Julien de Tours et de Pierre de Catinat. 1746-1747.

8. CATTEL (Joseph-Philibert), ancien fermier des droits d'inspecteur aux boucheries de l'élection de Vienne.

Arrêt du 28 juin 1739. Contestation avec Jacques Lecot, adjudicataire des droits d'inspecteur aux boucheries de la province de Dauphiné. 1739.

9. CAUMARTIN (Louis-Urbain Lefèvre de), conseiller d'Etat, et Marie-Jeanne Quentin de Richebourg, son épouse.

Arrêts des 16 mars et 2 mai 1716. Successions. 1717-1728.

V⁷ 125. 1-2. CAUMONT (famille de).

1. *Arrêts des 30 juin et 26 septembre 1711, 19 septembre 1713, 19 janvier 1715, 4 janvier 1715, 4 février et 10 mars 1716 et 19 septembre 1718.* Succession de François-Michel de La Brosse, époux d'Anne-Elisabeth de Gruel, depuis marquise de Caumont. 1718-1724.

2. *Arrêt du 16 mars 1737.* Liquidation des dettes de Jacques-Nompar de Caumont, duc de Caumont. 1737-1746.

3. CAVOYE (Louis d'Ogier, marquis de), grand-maréchal des logis de la maison du roi, et Louise-Philippe de Coëtlogon, son épouse.

Arrêt du 19 avril 1730. Successions. 1730.

4. CAYLUS (Achille-Joseph Robert, comte de Lignerac et de).

Arrêt du 15 mai 1784. Succession. 1784-1790.

5. CAYRAC (les syndic et chapitre de l'église collégiale de Saint-Pierre de).

Arrêt du 21 mars 1787. Contestations avec le doyen et le prieur du chapitre du doyenné au sujet du transfert canonique du chapitre en l'église de Castelnau. 1787.

6. CAZENAVE (Charles-Joseph de), receveur général des finances de la généralité de Limoges.

Arrêts des 16 avril et 26 mai 1697. Pose de scellés pour sommes dues au roi. 1697.

7. CAZENOVE (Théophile).

Arrêts des 26 juillet 1785, 12 avril et 22 juin 1785. Contestations avec les frères Clavières au sujet de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 24 janvier 1785 relatif aux dividendes de la caisse d'escompte. 1785.

8. CÉLESTINS ET CORDELIERS DE PARIS.

Arrêt du 30 juin 1779. Liquidation des maisons des Célestins. - Transfert des biens au Grand Couvent des Cordeliers. 1779.

9. CHAALIS (abbaye royale de).

Arrêt du 11 septembre 1786. Liquidation de dettes. 1786-1787.

10. CHABANNES (François-Antoine, comte de), marquis de La Palisse.

Arrêt du 7 octobre 1747. Succession de Marie-Claude de Cahouët de Beauvais, son épouse, veuve en 1^{ères} noces d'Olivier Lefèvre d'Ormesson. - Contestations avec les enfants du premier lit, la marquise de Goulaines et le marquis d'Ormesson. 1748-1750.

11-12. CHAILLOT (monastère royal de la Visitation de).

11. *Arrêt du 5 juin 1726*. Règlement de dettes. 1726-1729.

12. *Arrêts des 24 juillet 1746, 16 décembre 1747, 6 mai 1750*. Succession de Marie-Elisabeth Akakia, veuve de René-Roland Le Vayer, conseiller au Parlement. - Contestation avec les héritiers, Pierre Pépin, sieur de Boisharpin et Jean Pépin, sieur de Valcourt, au sujet d'un legs fait au couvent par la défunte. 1746-1750.

13. CHALUT (Antoine), lieutenant en l'élection de Belley.

Arrêts des 17 juillet 1734, 28 décembre 1736, 5 août 1737. Succession. 1734-1737.

V⁷ 126 à 151. CHAMBRE DE LA CHARITÉ CHRÉTIENNE puis CHAMBRE DE LA GÉNÉRALE RÉFORMATION DES HÔPITAUX, AUMÔNERIES ET MALADRERIES.

Edit de juin 1606. Chambre de la Charité Chrétienne, chargée de juger sans appel jusqu'à 500 livres et au-delà de 500 livres avec appel au Grand Conseil, les contestations nées de l'application de l'édit de juin 1606 visant à donner une pension aux soldats et gentilshommes estropiés au service du roi soit en leur octroyant une place de frère-lai dans les abbayes de fondation royale soit en répartissant l'argent provenant de l'apurement et du reliquat des comptes des hôpitaux, hôtels-Dieu, maladreries et léproseries¹⁸. La Chambre devait pour ce faire rechercher les usurpations et aliénations de revenus, apurer les comptes, prononcer des condamnations et amendes, établir la liste des hôpitaux et maladreries.

Lettres patentes du 24 octobre 1612. Chambre de la générale réformation des hôpitaux, maladreries, léproseries, aumôneries et autres lieux pieux chargée de réformer les abus, de réviser les comptes, de punir les usurpateurs, de prononcer les condamnations, avec appel au Grand Conseil.

148*-151*. Productions et jugements. 1606-1610.

148. Août 1606-décembre 1607.

149. 1608.

150. 1609.

151. 1610.

¹⁸ La Chambre de la Charité Chrétienne a été dissoute le 1^{er} septembre 1611 et remplacée le 24 octobre 1612 par la Chambre de la générale réformation des hôpitaux, aumôneries et maladreries. Celle-ci fut à son tour remplacée par la chambre royale siégeant à l'Arsenal, dite aussi Chambre de l'Arsenal (sous-série Z^{IN}), créée par lettres patentes du 8 février 1673 pour l'exécution de l'édit de décembre 1672, prévoyant l'incorporation à l'Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Saint-Jérusalem des biens des ordres militaires et hospitaliers abolis ou éteints et des maladreries et établissements hospitaliers dans lesquels l'hospitalité n'était plus observée. Après l'abrogation de l'édit de décembre 1672, la chambre royale fut dissoute et transformée en commission extraordinaire créée par arrêt du 6 mars 1695 pour séparer les biens de l'ordre de Saint-Lazare et du Mont-Carmel de ceux des hôpitaux et maladreries qui lui étaient unis. Voir S. Clémencet, « Z^{IN}, Chambre de la réformation générale des hôpitaux et maladreries », dans *Guide des recherches dans les fonds judiciaires de l'Ancien Régime*, p. 351-353.

On trouve en Z^{IN}1 le registre des congés et défauts de la Chambre, 1613-1619 ; en Z^{IN}2 le répertoire analytique des arrêts rendus en la chambre, 1622-1673, en Z^{IN}10 les minutes des jugements pour 1625, en Z^{IN} 5-9 des extraits par diocèses des registres du Parlement de Paris contenant des arrêts relatifs aux hôpitaux et maladreries, XIV^e-XVI^e siècles.

Sous les cotes S 4812 à 4945 sont conservés par ordre alphabétique des diocèses et des localités les titres des commanderies, hôpitaux et maladreries, retirés du greffe de la Chambre de réformation (XII^e-XVIII^e siècles).

Dans le fonds de l'Ordre de Saint-Lazare, et notamment sous les cotes M 30 à 32, 47 à 56, MM 218-235 sont conservés des titres, jugements et pièces se rapportant aux hôpitaux, hôtels-Dieu et maladreries (XIII^e-XVIII^e siècles), dont la plupart ont été rapportés pour juger les contestations relatives à la réunion de 1673 mais dont quelques-uns ont pu être présentés précédemment devant la chambre de la générale réformation des hôpitaux ; s'y trouvent également des collections d'arrêts et textes réglementaires sur les hôpitaux (XIV^e-XVIII^e siècle), ainsi que des jugements de commissaires réformateurs en 1555-1557 (MM 232).

- 126-147. Minutes des jugements. 1607-1673¹⁹.
- 126. 1607-1608.
 - 127. 1609-1611.
 - 128. 1613-juin 1614.
 - 129. Juillet 1614-1615.
 - 130. 1616-juin 1618.
 - 131. Juillet 1618-1622 (lacune 1620-1621).
 - 132. 1623-1624.
 - 133. 1626-1627 (lacune 1625).
 - 134. 1628-juin 1629.
 - 135. Juillet 1629-1630.
 - 136. 1631-1632.
 - 137. 1633-1634.
 - 138. 1635-1636.
 - 139. 1637-1639.
 - 140. 1640-1642.
 - 141. 1643-1644.
 - 142. 1645-juin 1647.
 - 143. Juillet 1647-1650.
 - 144. 1651-1656.
 - 145. 1657-1661.
 - 146. 1662-1667.
 - 147. 1668-1673.

- V⁷ 152.**
1. CHANDELIERS DE LYON (les maîtres).
s.d²⁰. Instance contre les sieurs Morel et Dupont soupçonnés de faire sortir du suif de la ville sans autorisation. 1780.
 2. CHANDELLES DES LANTERNES PUBLIQUES DE PARIS (entreprise de livraison des).
s.d²¹. Contestation entre les associés sur la reddition des comptes. 1735.
 3. CHANVALON (Jean-Baptiste-Mathieu Thibault de), ancien intendant de l'île de Cayenne, DORIQUE (Pierre-Joseph), son secrétaire et NERMAND (François), écrivain de marine, procureur aux biens vacants dans la colonie de Cayenne.
Arrêts des 13 septembre 1767, 11 mars 1768, 7 janvier 1769. Séquestre des biens pour vingt ans pour mauvaise administration. Distribution des biens aux administrés et fondation d'un service divin à Cayenne et d'un hôpital. 1766-1789.
 4. CHARBON DE TERRE (privilege d'épurement du).
Arrêt du 11 août 1785. Jugement des contestations entre les intéressés à l'exploitation du privilege accordé au comte de Stuart et au sieur Ling par arrêts du

¹⁹ Les minutes sont classées par année et dans l'ordre chronologique de 1607 à 1663, par année et dans l'ordre alphabétique de 1664 à 1673.

²⁰ Bureau de liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers.

²¹ Jugement du lieutenant général de police de Paris.

Conseil des 2 et 7 août 1778. 1785-1790.

5. CHARLIER, prieur de Champrond-en-Gâtine.

Arrêt du 10 septembre 1746. Contestation avec le sieur Lecomte, curé du lieu, au sujet des dîmes. 1746-1747.

6. CHAROST (Catherine de Lameth, épouse de Armand de Béthune, duc de).

Arrêt du 3 février 1715. Succession. 1715-1719.

7. CHARUEL (Jacques), intendant à Metz.

Arrêts des 4 février et 15 avril 1760. Succession. 1760-1761.

V⁷ 153-154B. CHASTELAIN (Charles), conseiller et secrétaire du roi.

Arrêts des 9 novembre 1716, 24 avril 1717, 25 avril 1722²². Discussion des biens. 1716-1737.

153-154A. Minutes des jugements. 1716-1737.

153. 1716-1725.

154A. 1726-1737.

154B. Pièces du greffe. 1716-1735.

V⁷ 155. 1. CHASTELUS, receveur général des finances de la généralité de La Rochelle.

Arrêt du 28 juillet 1725. Apposition de scellés. 1725.

2. CHÂTEAUMORAND (Marie-Anne de Lévis, marquise de).

Arrêt du 17 mai 1738. Succession de ses père et mère Charles-Antoine de Lévis, comte de Charlus et Marie-Françoise de Paule de Béthisy. - Prétentions de la branche de Castries. 1738-1740.

3. CHÂTELLIERS (abbaye des).

Arrêt du 30 mai 1734. Contestation entre le prieur et les religieux, et l'abbé commendataire, Jean-Louis Chasteigner de Rouvres, sur les réparations à faire au clocher de l'église. 1744-1751.

4. CHÂTILLON (Alexis-Henri de), commandeur des ordres du roi, époux de Marie-Rosalie de Brouilly de Piennes.

Arrêt du 7 septembre 1728. Contestation sur la succession de Antoine de Brouilly de Piennes et de Françoise de Godet, son épouse. 1729.

5. CHÂTILLON (Alexis-Madeleine-Rosalie, duc de), pair de France, lieutenant général des armées du roi, gouverneur du Dauphin.

Arrêt du 25 mars 1738. Contestation sur la remise du compte de tutelle de sa sœur Charlotte-Rosalie de Châtillon, épouse de Louis-Marie-Bretagne-Dominique de Rohan-Chabot, duc de Rohan, pair de France. 1738-1740.

6. CHAULCE DE CHAZELLE (Marie), veuve de Jacques Cornuau, procureur au Parlement.

Arrêt du 7 mars 1767. Succession de Jacques Cornuau. 1767.

7. CHAUVELIN (Germain-Louis), garde des sceaux, secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, président au parlement de Paris, marquis de Grosbois.

Arrêt des 10 août 1733 et 6 mai 1735. Contestation avec Nicolas-Louis de Bailleul, marquis de Châteaugontier, Nicolas de Neufville, duc de Villeroy et Charles-François-Paul Le Normand, l'un des fermiers généraux, sur la mouvance de fiefs. 1733-1736.

²² Voir note 5.

- V⁷ 156.**
1. CHELLES (abbaye de).
Arrêts des 17 mars et 17 novembre 1710, 24 août 1711, 4 avril 1719, 20 avril 1720 et 10 juin 1721. Contestations entre l'abbaye et les habitants de Chelles, et Paul-Esprit Feydeau de Brou, intendant de Bretagne, sur les droits d'usage et de commune dans les marais de Chelles et le bornage des territoires et seigneuries de Brou, la Villeneuve-aux-Anes et Calandre. 1720-1728.
 2. CHERBOURG (abbaye Notre-Dame du Vœu à).
Arrêts des 9 avril 1735 et 7 avril 1736. Contestations entre l'abbé Jean-Joseph Le Normand, et les religieux et prieur au sujet des réparations à faire aux bâtiments et dépendances de l'abbaye. 1735-1736.
 3. CHERRIER (Jean), garçon cordonnier à Paris.
Arrêts des 20 avril et 18 juin 1778. Contestation avec Joseph Gautier et consors sur les statuts, règlements, biens et revenus de la société « Frères Cordonnier » établie à Paris rue de la Grande Truanderie. 1778.
 4. CHERRIÈRE (Claude), maître des comptes.
Arrêts des 29 août 1712 et 2 janvier 1714. Succession. 1712-1715.
 - 5-6. CHEVERNY (Louis de Clermont, comte de), époux de Marie de Johanne de Saumery.
5. *Arrêt du 17 avril 1728.* Successions. - Prétentions de la famille de Johanne de Saumery. 1728 1729.
6. *Arrêts des 9 novembre 1733 et 17 décembre 1735.* Succession. - Contestations entre Jean-Baptiste de Clermont d'Amboise, marquis de Reynel et de Monglat et le marquis de Saint-Paul, fils de Jean-Etienne Thomassin de Saint-Paul, président honoraire au parlement d'Aix. 1733-1739.
 7. CHIMAY (Alexandre-Gabriel d'Alsace d'Hénin-Liétard, prince de), époux de Gabrielle-Françoise de Beauvau-Craon.
Arrêt 13 mai 1770. Successions. 1770-1772.
 8. CHINE (Compagnie royale de).
Arrêts des 1^{er} janvier 1716, 2 mars 1720, 12 juillet 1721, 12 septembre 1722 et 13 janvier 1725. Liquidation de la société. - Contestations entre les directeurs de la compagnie, le s^r Danycan et ses associés de la ville de Saint-Malo et les actionnaires de la compagnie sur la reddition respective de leurs comptes. 1716-1756.
 9. CHINE (expédition de la)
Arrêt du 29 janvier 1786. Contestations entre Joseph Miraillect et autres actionnaires de la ville de Marseille, Paul Nayrac l'Aîné et autres actionnaires de la ville de Bordeaux, et le sieur Michel et autres actionnaires de la ville de Nantes, sur les comptes de l'année 1783-1784 de l'expédition du commerce de Chine. 1789-1790.
 10. CHINE, SIAM, TONKIN, COCHINCHINE (évêques français, vicaires apostoliques et missionnaires de)
Arrêt du 24 avril 1751. Instance contre les supérieur et directeur du séminaire des Missions Etrangères établi à Paris, afin d'être maintenus dans les propriétés du séminaire, de s'opposer au changement des bâtiments et d'être informés des travaux. 1751.
- V⁷ 157.**
1. CHOISEUL (César-Auguste, duc de).
Arrêts des 23 décembre 1705, 17 juillet 1707 et 4 juillet 1710. Succession. - Demande de Pierre Chevalier, concierge de l'hôtel de Choiseul à Versailles. 1711.
 2. CHOISY (Jean-Jacques de L'Hermery, marquis de).
Arrêts des 18 mars et 16 juillet 1757. Conflit avec les frères Dubois sur le droit de passage dans la basse-cour du château de Choisy. 1757.

3. CHOPIN (Claude), conseiller du roi, intéressé dans les manufactures royales de draps établies dans les villes de Reims et de Châlons.
s.d²³. Succession. - Demande d'enregistrement d'arrêts du Conseil du 2 septembre 1727 et 15 septembre 1739. 1746.

4. CHOPLET (m^e Jean-Baptiste), greffier des commissions extraordinaires du Conseil du roi.
s.d. Informations de bonne vie et mœurs et de religion catholique, apostolique et romaine. 1691.

5. CÎTEAUX (ordre de).
Arrêt du 22 avril 1783. Nomination de commissaires pour régler les différends qui pourraient s'élever lors de la tenue du chapitre général et de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 25 avril 1783. 1783.

6. CLÉRÉ DE VAUCHOUX (Louis), secrétaire du roi, intéressé et caissier des fourrages au comté de Bourgogne.
Arrêt du 17 mai 1740. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1741-1742.

7. CLERMONT-TONNERRE (Charles-Gaspard de), marquis de Tonnerre.
Arrêt du 29 juillet 1776. Règlement de dettes. 1776-1789.

8. CLÉRY (collégiale Notre-Dame de).
Arrêts des 27 mars et 17 mai 1719. Rétablissement du bon ordre et de la discipline, contrôle des comptes et visite de l'état des bâtiments. 1720.

9. CLONARD (comte de), propriétaire du vaisseau *Le Fier*.
S.d²⁴. Succession. - Oppositions formées sur les sommes provenant de l'affrètement du vaisseau *Le Fier*. 1788-1790.

10. CLUNY (ordre de)
Arrêts des 2 juillet 1736, 17 avril 1747 et 17 octobre 1748. Contestations sur la réunion de sept monastères de la province de Franche-Comté à l'Étroite Observance de Cluny et sur la distraction du ressort du parlement de Besançon. 1739-1748.

11. COËTLOGON (Louise-Françoise de Loisel de Sully, veuve de Claude de Sérent, marquis de Kerfilly, épouse en 2^{es} noces de Jean-Baptiste de).
Arrêts des 22 mars 1738 et 3 septembre 1740. Succession. 1738-1743.

12-13. COIGNY (François de Franquetot, duc de), maréchal de France.

12. *Arrêts des 26 avril 1753 et 28 février 1765*. Règlement de la succession de son épouse Henriette de Montboucher. Partage de communauté avec ses enfants. - Prétentions de Jean-Baptiste-Joachim de Seignelay-Colbert, marquis de Sablé. Puis règlement des successions collatérales (comtesse de Harcourt, marquis de Renty, comte de Méneuf). 1755-1765.

13. *Arrêt des 7 juillet 1775*. Succession. 1775-1777.

V⁷ 158. 1. COISLIN (Armand du Cambout, duc de -, pair de France et Pierre du Cambout, duc de -, son fils).
Arrêts des 15 septembre 1710 et 21 janvier 1711. Règlement de dettes et successions : minutes des jugements (1712-1725), pièces du greffe (1660-1723). 1660-1725.

2. COLBERT (Jean-Baptiste), marquis de Seignelay, ministre et secrétaire d'État, époux de Catherine-Thérèse de Matignon.
Arrêts des 9 février 1712, 2 janvier et 14 juillet 1714, 31 mars et 7 mai 1722. Successions. 1713-1723.

²³ Provient du bureau du Commerce.

²⁴ Bureau des Arts et Métiers.

3. COLISÉE²⁵ (les intéressés dans l'entreprise du).
Arrêt du 9 novembre 1776. Contestation avec les sieurs Manet et autres propriétaires du terrain sur lequel le Colisée a été construit à Paris et m^e Antoine-Jacques-René Perin, avocat au Conseil du roi. 1776.
4. COLLEAU (Marie-Claire), veuve en 1^{ères} noces de m^e Louis Verjon, procureur en l'élection de Melun et en 2^{es} noces de m^e Jean-Louis Heriard, avocat en Parlement, commissaire du Conseil à Saumur.
Arrêt du 24 juillet 1748. Succession de Louis Verjon. 1748.
5. COLLIN (François-Claude), sous-entrepreneur de la fourniture de viande aux troupes de l'armée du Bas-Rhin en 1757.
s.d²⁶. Contestations avec les entrepreneurs généraux de la fourniture de viande aux armées du Haut-Rhin et du Bas-Rhin pendant la campagne de 1757. 1780-1782.
6. COLLOMBIÈRES (la demoiselle de).
*Arrêt du 18 janvier 1729*²⁷. Nomination d'Alexis de Châteaueux comme greffier. 1733.

V⁷ 159-161B. COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES (COMMISSION DES) ou COMMISSION DES SECOURS²⁸.

Arrêts des 19 avril 1727 et 5 mars 1768. Commission établie pour le soulagement des pauvres communautés religieuses du royaume. - Comptes du commissaire nommé pour recevoir les fonds. Comptes et résultats de la loterie établie en 1727. 1754-1782.

- 159 Arrêts et lettres patentes sur les communautés de filles religieuses (1761-1782), correspondance reçue (1754-1765), comptes et résultats de tirage de la loterie (1765-1767). 1754-1782.
- 160 Comptes et résultats de la loterie. 1768-1770.
- 161A. Comptes et résultats de la loterie. 1771-1773.
- 161B. Comptes et résultats de la loterie. 1774-1775.

V⁷ 162. 1. CONCERT SPIRITUEL (entreprise du).

Arrêt du 20 avril 1731. Succession de Michel de Launay. - Réclamations faites par sa veuve, Marie Régnard, à ses anciens associés, Pierre Sinard et Jean-Joseph Mouret. 1731.

2-4. CONFLANS (famille de) :

2. *Arrêts des 18 mars et 2 juin 1724.* Contestations entre Philippe-Alexandre de Conflans et les autres héritiers de Madeleine d'Aguesseau, veuve d'Henri de Logier de Marigny, et les frères Poitevin de Villiers, sur l'exécution du testament de l'abbé Armand-Bernard Bérault, docteur en Sorbonne. 1726.

3. *Arrêt du 24 avril 1744.* Discussion des biens de Eustache-Charles, marquis de Conflans. 1752-1753.

4. *Arrêt du 15 septembre 1753.* Succession de Louise de Jussac, veuve de Philippe-Alexandre, marquis de Conflans. 1754-1756.

5. CONNÉTABLIE (commission de la).

²⁵ Vaste établissement de divertissement comprenant jardins, boutiques, cafés, restaurants, salles de bal, orchestre, situé entre les actuelles rues de Matignon, des Champs-Élysées, du Colisée et Rabelais. Il fonctionna de 1769 à 1779.

²⁶ Bureau de la Compagnie des Indes.

²⁷ Objet de la commission non précisé.

²⁸ M. ANTOINE, *Guide de recherches*, p. 21 et 67-68. La plus grande partie des documents provenant de la commission des Secours est cotée G⁹ 77-81, 83-91, 93-113, 118-171.

Arrêt du 25 mars 1786. Contestations entre les commandants, officiers et cavaliers de la compagnie de robe courte du Châtelet. 1786-1790.

6. CONTI (princesse de)

Arrêt du 11 avril 1722. Contestations entre la princesse de Conti et autres associés, et le sieur de Francine, inspecteur des eaux et fontaines du roi et le sieur Beausire, garde des fontaines de la ville de Paris, d'autre part, au sujet de la distribution des eaux venant de Rungis à Paris. 1722-1732.

7-8. COQUILLE, secrétaire du Conseil:

7. *Arrêt de mars 1694.* Interrogatoire de m^e Guillaume Josse, procureur au Châtelet de Paris, par M. d'Heudebert du Buisson, intendant des finances, sur le bris des scellés apposés sur la maison et les meubles du sieur Coquille. 1694.

8. *Arrêt du 7 octobre 1721.* Inventaire des papiers remis au dépôt des minutes du Conseil au Louvre à Paris et trouvés chez le sieur Coquille, concernant le traité de la pêche à la baleine, fonte, apprêt, commerce des huiles, lards et fanons de baleines, loups et chiens de mer, dans lequel le sieur Coquille était intéressé. 1721.

9. CORMEILLES (Charles d'Orléans de Rothelin, abbé commendataire de l'abbaye Notre-Dame de).

Arrêt du 4 juin 1735. Contestations sur le paiement de rentes seigneuriales dues à l'abbaye. 1735.

V⁷ 163.

1. CORNAY (Marie-Feuillette, dame de).

Arrêt du 2 août 1745. Contestations avec Henri-Sulpice de Troyes, seigneur de Gautray, sur les droits de justice et de mouvances dans la paroisse de Saint-Cyr-en-Val près d'Orléans. 1744-1745.

2. CORNUEL (Guillaume), s^r de Villepion et des Gachetières.

Arrêt du 17 juillet 1723. Succession. - Dettes solidaires avec Germain Courtin, François Tardif et autres. 1723-1729.

3. CORTAY (Philibert), marchand à Saint-Julien-de-Civry en Mâconnais.

Arrêt du 25 mai 1751. Compte de tutelle de Jean-Baptiste Fricaud, fils d'un premier lit, de son épouse, Claudine Potignon. 1751.

4. COSNAC (Jean de), époux de Marie Thérèse de La Jugie Faucon.

Arrêt du 6 septembre 1727. Succession de Henri-Thibault de La Jugie Faucon, lieutenant criminel au présidial de Brive, son beau-père. 1728-1735.

5. COSSART DE LA TOUR (les s^r et dame).

Arrêt du 28 avril 1763. Succession. 1763-1764.

6. COTENTIN (Charlotte-Lucie de).

Arrêt du 13 février 1723. Succession. 1723-1742.

V⁷ 164.

1. COTTIN (Jean), banquier à Paris.

Arrêt du 1^{er} avril 1732. Succession. - Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1732-1790.

2. COUCY (Charles-Nicolas de).

Arrêt du 4 juillet 1777. Contestation de la suppression du privilège de coche d'eau sur la Marne de Châlons à Paris : minutes des jugements (1777), pièces du greffe (1712-1775). 1712-1777.

3. COURTIERS DE BORDEAUX (les).

Arrêt du 16 octobre 1736. Liberté des marchands de Bordeaux de faire appel selon leur convenance à des courtiers royaux ou volants pour la vente et marque des vins et marchandises, le fret et l'expédition de vaisseaux, la négociation des lettres et billets de change. 1736.

- V⁷ 165.** COUSERANS (Le Camus d'Emery, chevalier de), baron de Launat.
Arrêt du 23 novembre 1726. Succession. 1726-1757.
- V⁷ 166.**
1. COUTANCES (Louis-Elie de).
Arrêt du 27 janvier 1739. Succession. 1739.
 2. CRÉANCEY (le comte Comeau de).
Arrêts du 3 mars 1736 et du 8 juin 1737. Succession. 1736-1738.
 3. CREIL (Jean-François, marquis de), gouverneur de Thionville.
Arrêt du 29 juillet 1760. Succession. 1760-1763.
 4. CRENET (Nicolas-Jean-Baptiste de), notaire royal à Arc-en-Barrois.
Arrêt du 24 mars 1783. Contestation de la saisie de marchandises lui appartenant par les employés de la Ferme générale de Langres sous prétexte de contrebande. 1783.
 5. CRESSAC DE LA BACHELLERIE (Nicolas), trésorier des turcies et levées.
Arrêt du 7 mars 1741. Sommes dues au roi pour les vivres et fourrages des armées. 1741.
 6. CRESTOT (Alexandre de).
Arrêt du 13 décembre 1732. Succession de Angélique Bontemps, sa femme. 1732-1734.
 7. CREVANT D'HUMIÈRES (maréchal de).
Arrêts du 17 juin 1724 et du 18 août 1729. Succession. 1724-1748.
 8. CROZAT et DUMOULIN, armateurs du *Saint-Louis* et du *François*.
Arrêt du 1^{er} mai 1723. Contestation avec la veuve de Henri Bouynot, commandant des vaisseaux, et les officiers marinières sur la prise du vaisseau *La Cloche*. 1723-1724.
 9. CROZAT (Antoine et Joseph-Antoine) et associés.
Arrêt du 4 février 1736. Contestations sur le statut et les paiements de la société pour l'exploitation du privilège de pêche à la morue à l'île Royale. 1736-1743.
 10. CRUAS (abbaye de).
Arrêt du 4 février 1736. Contestation au sujet de l'union de la mense conventuelle au séminaire de Viviers. 1736-1738.
 11. CURBAN (François Burle, s^r de), conseiller viguier de Sisteron et Anne de Réal son épouse.
Arrêts du 20 décembre 1736 et du 16 juillet 1737. Contestation au sujet de la donation en faveur de Pierre Burle, son fils, conseiller au Grand Conseil, portée au contrat de mariage d'Anne de Réal. 1736-1739.
- V⁷ 167.**
1. DACOSTA L'AÎNÉ ET DACOSTA FRÈRES, négociants à Paris, Bordeaux, Nantes, Rennes.
Arrêt du 27 octobre 1785. Liquidation de dettes. 1785-1790.
 2. DAILLÉ (M^{lle}), fille de religionnaires réfractaires et émigrés.
Arrêt du 19 novembre 1729. Partage de biens et succession. 1729-1756.
 3. DALON (Romain), premier président du parlement de Bordeaux.
Arrêt du 28 février 1714. Règlement de dettes. 1714-1715.
 4. DAMANNE (François), bourgeois de Paris.
Arrêt du 22 janvier 1692. Conflit avec les officiers du Châtelet sur la perception des amendes dues pour les contraventions à son privilège de vendre du café, du thé, des sorbets, du chocolat, du cacao, de la vanille dans tout le royaume. 1692-1694.

5. DANGÉ D'ORSAY (Alexandre-Victor), receveur des tailles de l'élection de Loches.

Arrêt du 31 mai 1747. Succession. 1747.

6. DANJOUY DE FOIX (Louis).

Arrêt du 18 janvier 1749. Règlement de la succession en instance devant le bailliage de Salers depuis 1685. 1749.

7. DANYCAN DE L'ÉPINE (les héritiers de Noël).

*Arrêt du 28 mai 1749. Contestation avec les héritiers du s^f Carlier au sujet de la restitution de l'intéressement du s^f Carlier dans l'armement des vaisseaux *Le Chancelier*, *Le Phélypeaux*, *Le Charles Borromée*. 1749-1751.*

8. DARLONS (Pierre), secrétaire des commandements du prince Henri-Jules de Condé.

Arrêt du 20 mars 1745. Succession. 1745.

9. DARRAS, trésorier de la caisse des arrérages et amortissements.

Arrêt du 16 août 1788. Succession. - Scellés. 1788.

10-11. DAVEZIER (Antoine), banquier à Paris.

10. *Arrêt du 22 avril 1732. Discussion des biens pour restitution d'actions de la compagnie des Indes. 1732-1744.*

11. *Arrêt du 17 septembre 1762. Succession, jugement définitif des comptes. 1776.*

12. DAVOUST (René), trésorier de la duchesse d'Orléans, accusé de fausses assignations sur le Trésor royal.

Arrêt du 25 novembre 1710. Succession. 1710-1711.

V⁷ 168.

1. DEINSCH (Anne-Claire).

Arrêt du 27 novembre 1736. Succession adjugée au roi par droit d'aubaine. 1736-1748.

2. DELPECH (Pierre), marquis de Cailly.

Arrêt du 20 février 1730. Succession de Marc-Cyrus de Briou d'Hautefontaine. 1730.

3. DENIZET (Claude-Marcel), contrôleur général des domaines et bois de Flandre, Hainaut, Artois, contre les héritiers du s^f de Lelez de Givenchy, marquis de Lille.

Arrêt du 28 mars 1733. Contestation des comptes pour 1717 et 1718 des droits seigneuriaux de Hainaut et de la recette de 1695 à 1720 des droits des provinces de Flandre, Hainaut et Artois. 1733-1738.

4. DENIZON (Jean-François et Marie-Renée).

Arrêt du 19 avril 1738. Succession du s^f Decamps, seigneur et abbé commendataire de l'abbaye de Signy. 1738-1741.

V⁷ 169-171B. DESCHIENS DE LUZY (Antoine-Arthur), fils de Pierre Deschiens de Valcourt.

Arrêts des 22 juillet 1732, 21 avril 1733. Discussion des biens. Règlement des successions de Pierre Deschiens de Valcourt son père et de Marie Mauricet de La Cour, sa mère. 1666-1786.

169-170. Minutes des jugements. 1731-1786.

169. 1731-1737.

170. 1738-1786.

171A-171B. Pièces du greffe²⁹. 1666-1718.

171A. Mémoires et comptes personnels François Mauricet, s^r de La Cour, trésorier général de l'hôtel des Invalides, intéressé dans les marchés de fournitures de vivres de Flandre, d'Allemagne, d'Espagne, de Catalogne et de Roussillon . 1708-1715.

171B. Mémoires et comptes personnels de Marie Mauricet, épouse de Pierre Deschiens de Valcourt, sœur et héritière de François Mauricet de la Cour. 1666-1718.

- V⁷ 172.**
1. DESCHIENS DE RESSONS (Jean-Baptiste), fils de Pierre Deschiens de Valcourt.
Arrêt du 30 août 1760. Succession. - Evocation de toutes instances et renvoi devant le Châtelet de Paris. 1760.
 2. DES GRANGES (Michel Ancel), grand bailli, capitaine et gouverneur héréditaire des villes et bailliages de Sens et Villeneuve-le-Roy et maître des cérémonies de France.
Arrêt du 20 décembre 1732 et 24 octobre 1733. Succession. 1732-1734.
 3. DESJARDINS (Alain) et autres gardes de la communauté des marchands de draps de Dreux.
Arrêt du 5 mai 1779. Application de l'édit d'avril 1777 supprimant la communauté des marchands de Dreux. - Rente due aux s^r et dame de La Barre. 1779-1780.
 4. DESLANDES DE HOUVILLE (le sieur).
Arrêt du 22 février 1740. Succession. 1740-1744.
 5. DETTES DE L'ETAT (COMMISSION DES).
Arrêts des 6 décembre 1719, 14 et 20 novembre 1720. Jugements des contestations de particuliers sur le remboursements de rentes et offices ordonnés par le roi pour le paiement des dettes de l'Etat. 1719-1720.
- V⁷ 173A.**
1. DIEPPE (le maire et les échevins de la ville de).
Arrêt du 7 décembre 1753. Conflit avec l'archevêque de Rouen sur le droit et exercice de la police dans la ville de Dieppe. 1754-1762.
 2. DOCQ (Richard), entrepreneur de la viande pour l'Hôtel Royal des Invalides.
Arrêt du 20 février 1725³⁰. Succession (?). 1725-1749.
 3. DODUN (Charles-Gaspard), marquis d'Herbault, contrôleur général des finances.
Arrêt du 26 août 1724. Conflit avec Alexandre-Louis Pérachon de Varax, comte de Rostaing et de Bury sur les droits de justice, seigneuriaux et féodaux suite à l'érection de la terre d'Herbault en marquisat. 1724-1730.
 4. DOLBELLE (Claude-François), prévôt général de l'armée de Bohême.
Arrêt du 26 juin 1743. Demande par Marguerite de Peytavy, veuve de Joseph de Vic, ingénieur et commissaire des guerres, à Claude-François Dolbelle et à Jean Colignon, greffier et notaire de la connétablie près de l'armée de Bohême, du compte de gestion des biens laissés par Joseph de Vic lors de son décès à Prague. 1743-1745.
 5. DOMAINE D'OCCIDENT (FERME DU) :
Arrêts des 16 août 1729 et 19 septembre 1730. Opposition de Charles Houel,

²⁹ Les pièces conservées en V⁷ 171 A et B proviennent en réalité de la commission Mauricet de La Cour (V⁷ 240-244B), en vertu d'un arrêt du 14 juillet 1731 qui ordonna à m^e Passelaigue, greffier des commissions extraordinaires de remettre les papiers de la succession Mauricet de La Cour nécessaires pour la succession Deschiens de Luzy.

³⁰ Bureau des Arts et Métiers.

marquis d'Houelbourg, Guadeloupe, gouverneur de l'île de Ré à l'arrêt du 9 mars 1728 sur l'exemption du droit de capitation. 1731.

Arrêt du 3 janvier 1731. Contestation par plusieurs habitants de l'île Saint-Christophe établis à La Martinique du paiement des droits dus au domaine. 1731.

Arrêts des 8 mai et 12 juin 1731. Succession d'Etienne Lecordier, chargé de la recette du droit de retenue d'1% sur le domaine d'Occident. 1731.

Arrêt du 23 octobre 1731. Poursuite de Baudouin d'Arnouville et de Romain Danssen, de la Guadeloupe, pour paiement de la capitation. 1733.

6. DOMAINES (commission d'aliénation et revente des)³¹.

Arrêts des 14 juillet 1722 et 13 mai 1724. Commission de chargée de la vente et aliénation des domaines, justices et droits du roi en exécution de l'édit d'août 1708 : états des minutes des jugements. 1722-1736.

7. DORIVAL (Jeanne-Noël-Léonarde Pierre, épouse de Jean-Frédéric).

Arrêts des 4 décembre 1717, 24 août 1718, 13 février 1719, 26 janvier 1720. Révision du procès en tentative d'assassinat instruit au Grand Conseil puis règlement de succession. 1717-1720.

8. DRAVIGNY (Jeanne).

Arrêts des 16 décembre 1720 et 9 janvier 1721. Contestation avec Martin Bouron, notaire au Châtelet de Paris au sujet d'un paiement en billets de banque. 1720-1721.

9. DRIAS (Nicolas Valentin), négociant à Nantes, garde magasin en 1720 de la Compagnie des Indes.

S.d. Sommes avancées pour les affaires personnelles de Jean Law dans la C^{ie} des Indes. 1746.

V⁷ 173B. DRONEAU (Pierre-Michel), caissier de la C^{ie} des Indes à Lorient.

Arrêt du 23 mars 1772. Succession : minutes des jugements (1772-1788), pièces du greffe (1765-1774). 1765-1788.

V⁷ 174. 1. DUBOIS (le cardinal).

*Arrêts des 2 juin 1725 et 14 janvier 1727*³². Succession. 1725-1727.

2. DUBOIS-BAILLET (Louise), veuve en 1^{ères} noces de Gédéon-Antoine Le Menestrel de Marcilly, président au Grand Conseil et en 2^{es} noces de Joseph-Antoine d'Aguesseau.

Arrêt du 5 août 1724. Succession. 1724-1725.

3. DU BOURG (Marie-Joseph de Rebé, veuve d'Eléonor du Maine, marquis).

Arrêts des 27 août 1735, 30 septembre 1740, 5 juin 1744. Compte de tutelle de son petit-fils, fils du comte de Montbarrey. 1735-1745.

4. DUBU DE LONGCHAMPS (Pierre-Michel,) administrateur général des Postes.

Arrêt du 15 août 1788. Succession. 1788-1791.

V⁷ 175. 1. DU CARDONNAY (Claude-Louis Vacquette), conseiller au Grand Conseil et son épouse, Marie-Catherine Legillon.

³¹ M. ANTOINE, *Guide de recherches.*, p. 70, 73. Les minutes des jugements et les pièces se trouvent en Q¹. Il y eut précédemment trois autres commissions chargées de la vente et revente des Domaines, créées par arrêts du 31 juillet 1638, du 15 avril 1660 et du 28 septembre 1717. Il ne faut pas les confondre avec le Bureau des Domaines et Aides (M. ANTOINE, *Guide de recherches*, p. 18 et 64) dont les archives ne sont pas conservées mais dont sont émanées un grand nombre de commissions extraordinaires conservées en V⁷, notamment Belle-Île (V⁷ 19/1), Guerey de Voisins (V⁷ 203/9), La Forêt d'Armaillé (V⁷ 245/13), Ninons (V⁷ 389/8), Opéra (V⁷ 391/2), Pilet (V⁷ 402/11), domaine de Sens (V⁷ 489/2), Thirial (V⁷ 496/9).

³² Bureau des Comptes en banque.

Arrêt du 17 janvier 1750. Séparation de biens. 1750.

2. DU CHÂSTELET (Jean du,) conseiller du roi et doyen du Grand Conseil, époux de Geneviève-Suzanne Talon.

Arrêt du 29 mai 1734. Successions respectives. 1734-1735.

3. DU CHAYLA (Nicolas-Balthazar de Langlade, vicomte du).

Arrêt du 8 avril 1755. Succession. 1755-1760.

4. DUCHÉ DE SAINT-LÉGER (Jean-Baptiste), m^e orfèvre joaillier à Paris.

Arrêt du 24 décembre 1784. Règlement de dettes. 1784.

5. DUCHÉ DES TOURNELLES (Louis-Auguste), fermier général.

Arrêt du 6 mai 1743. Succession. 1743.

V⁷ 176A. DUCLOLANGE (Philippe), ancien directeur des Domaines.

Arrêt du 18 mai 1782. Discussion des biens. 1782-1790.

V⁷ 176B. 1. DU DOIGNON (Jean Vidaud), lieutenant général en Limousin, chambellan du duc de Berry.

Arrêt du 25 mai 1740. Succession. Prétentions de Marie-Geneviève-Mathurine du Doignon, épouse de François Rémond de Montmort, et de Jean Vidaud de Lamberterie. 1740-1746.

2. DU FOS (François), conseiller en la Grande Chambre de Parlement.

Arrêts des 4 septembre 1710, 25 juillet 1713, 11 décembre 1723, 22 janvier 1724, 7 septembre 1726, 15 février 1727. Succession : minutes des jugements (1721-1729), pièces du greffe (1614-1644). 1614-1729.

V⁷ 177. 1. DUFRESNE D'HAUDRIMONT (Jean-Baptiste-Alexandre), greffier du bureau des finances de la généralité d'Amiens.

Arrêt des 19 février 1763 et 18 février 1766. Succession. 1763-1769.

2. DU JONQUOY (Jean-Baptiste Racine), receveur général des finances de la généralité d'Alençon.

Arrêt du 18 février 1741. Contestation avec François de Luttin sur la vente de la terre de Ferrières. - Demande en indemnités sur les droits seigneuriaux et féodaux. 1741.

3. DULIVET (Suzanne Paradis, veuve de Sébastien).

Arrêt du 24 juillet 1742. Succession. - Recouvrement de sommes dues au roi pour fournitures de chevaux pour l'artillerie. 1742-1745.

4. DUMONT (le sieur).

Arrêt du 12 mars 1735. Contestation avec Jean-Philippe Auguié, ancien receveur en chef du Châtelet de Paris sur la reddition d'un compte de tutelle. 1735.

5. DU PEYRAT (Joseph et Léonard).

Arrêt du 24 juillet 1734. Prétentions respectives sur la terre de Thouron en Basse-Marche. 1734.

6-7. DUPIN (François), capitaine et armateur.

6. *Arrêt du 11 mai 1723. Règlement des contestations avec ses associés dans l'armement de la frégate *Le Daubenton*. 1723.*

7. *Arrêt du 31 mars 1726. Règlement de la succession et des contestations concernant la construction et l'armement du vaisseau *Le comte de Morville*. 1723-1733.*

8-9. DUPLEIX (Joseph-François), commandant pour le roi dans les Indes Orientales, commandant général des établissements français aux Indes Orientales, gouverneur de Pondichéry.

8. *Arrêt du 30 avril 1757*. Examen de comptes avec la Compagnie des Indes orientales. 1757.

9. *Arrêts des 17 mars 1764, 17 juillet, 14 et 21 août 1766*. Succession. 1764-1789.

- V⁷ 178.**
1. DUPLEIX (Joseph-François).
Arrêts des 10 août 1776 et 31 octobre 1778. Règlement des contestations concernant les créanciers de la succession et en particulier les créanciers de Jacques Desnos de Kerjean, commandant en second en 1751 de l'armée française du Décan. 1778-1784.
 2. DU PLESSIER DE CERTEMONT (Charles).
Arrêt du 9 juillet 1763. Succession. 1763-1790.
 3. DUPUY (Claude-Thomas), maître des requêtes honoraire et intendant du Canada, et Marie-Madeleine Lefouin sa femme.
Arrêts des 5 mai 1726, 9 septembre 1730, 31 août 1731 et 1^{er} août 1733. Règlement de dettes. 1726-1736.
 4. DURAND (Laurent), marchand libraire à Paris.
Arrêt du 12 août 1763. Succession. 1763-1765.
 5. DURAND (Thomas), négociant à Marseille et Geneviève Danet, sa femme.
Arrêt du 19 juillet 1746. Règlement de dettes. 1746-1779.
- V⁷ 179.**
1. DUREY DE MORSAN (Joseph-Marie-Anne), ancien receveur général des finances de la comté de Bourgogne.
Arrêt du 2 août 1760 et 8 août 1777. Règlement de dettes. 1760-1777.
 2. DUREY DE POLIGNY (Gérard), receveur général des finances de la comté de Bourgogne.
Arrêt du 16 novembre 1728. Succession. 1728-1729.
 3. DURFORT (Aimery-François de), marquis de Civrac, époux de Marie-Françoise de Pardaillan.
Arrêt du 14 janvier et 5 février 1774. Succession. 1774-1790.
 4. DUSAULX, receveur des domaines et bois de la généralité de Dijon, intéressé dans l'exploitation des mines de charbon de Fins et dans l'entreprise des péages du pont de Sèvres.
Arrêt du 22 décembre 1744. Recouvrement de sommes dues au roi. 1745-1747.
 5. DUVAL (Denis), curé de Saint-Hippolyte à Paris.
Arrêt du 20 avril 1733. Contestation avec le s^f de Henqueville sur la cure de Saint-Hippolyte et la présentation aux bénéfices du chapitre Saint-Marcel à Paris. 1733.
 6. DUVAUCEL (Jules-Nicolas), trésorier général des aumônes, offrandes de dévotion et bonnes œuvres du roi.
Arrêt du 17 février 1758. Restitution de fonds destinés au soulagement des pauvres communautés de filles religieuses : minutes des jugements (1758-1761), pièces du greffe (1756). 1756-1761.
 7. DU VIQUET (Claude), s^f des Prés, commandant général de la cavalerie et des dragons des troupes boulonnaises.
Arrêts des 20 août 1740 et 23 mars 1743. Succession. 1740-1743.
 8. DU VIMIER (Jeanne), dame de Crouay.
Arrêts des 21 mars et 13 juin 1750. Succession. 1750.
- V⁷ 180.**
1. EAUX DE PARIS (compagnie des).
Arrêt du 20 juin 1788. Poursuites contre Jacques-Constantin et Augustin-Charles

Perier, ingénieurs-mécaniciens, constructeurs de la machine de Chaillot, sur leur administration. 1788.

2-3. ECOLE ROYALE MILITAIRE (commission des droits, privilèges, immunités et possessions appartenant à l'Hôtel royal des Invalides et à l').

2. *Arrêt du 15 octobre 1757*³³. Jugement des contestations relatives à l'Ecole royale et notamment sur les droits sur les cartes à jouer, la loterie, l'exploitation de la carrière du Val de Meudon. 1756-1789.

3. *Arrêt du 6 mai 1788*. Pièces du greffe : inventaire des meubles. 1788.

4. EFFETS ROYAUX (commission des contestations au sujet des marchés à terme et compromis d').

Arrêt du 22 septembre 1786. Poursuite de particuliers soupçonnés d'agiotage. 1786-1787.

5. EFFIAT (Antoine Ruzé d'), marquis de Chailly, Massy et Longjumeau, conseiller d'Etat au Conseil de Régence.

Arrêt du 24 mars 1717. Contestations avec Nicolas-Simon-Arnauld, marquis de Pomponne, Palaiseau et Champlant, sur les limites entre les terres de Palaiseau et Champlan et celles de Longjumeau. 1717.

6. EGMONT-PIGNATELLI (Procopé-Marie d').

Arrêt du 10 décembre 1735. Règlement de la succession de la maison d'Egmont. 1735.

7. ELBEUF (duc d').

Arrêt du 5 septembre 1665. Succession. 1665-1669.

V⁷ 181. 1. ENTRECASTEAUX (Jean-Paul de Bruni, marquis d'), président à mortier au parlement d'Aix et autres héritiers.

Arrêts des 1^{er} septembre 1769, 29 avril 1772, 31 juillet 1779, 8 janvier 1780, 24 mars et 19 mai 1781. Succession de François Boule, négociant à Marseille. 1774-1782.

2. ESTAMPES (Charles, marquis d').

Arrêt du 24 juillet 1734. Succession. 1734-1782.

3. ESTISSAC (Louis-Armand-François de La Rochefoucauld, duc d').

Arrêts des 30 juillet 1740, 19 mai 1749 et 21 mars 1750. Contestations sur les droits seigneuriaux et droits de pêche et chasse sur la terre de Neuville. 1740-1750.

4. ESTRÉES (Louis-Armand, duc d').

Arrêt du 28 juin 1723. Contestation d'un paiement fait en 1720 en billets de banque. 1723-1728.

5. ÉTAMPES (chapitre Notre-Dame d').

Arrêts des 18 novembre 1747, 7 mars 1757, 20 mai 1752. Contestations avec le curé et les marguilliers de la fabrique sur les offrandes et quêtes, les frais de réparations, les inhumations, les ornements liturgiques, les autels. 1748-1758.

V⁷ 182. 1. ÉTAPES (commission des).

Arrêt du 6 décembre 1717. Informations sur les malversations et prévarications commises de 1709 à 1715 au sujet des vivres fournies aux troupes dans la généralité de Metz et sur la Sarre. 1717-1719.

2. EU (Louis-Charles de Bourbon, comte d').

Arrêts des 5 mars 1765 et 15 avril 1766. Contestations sur le domaine d'Argentan.

³³ Cette commission est rattachée vers 1775 au bureau des Oblats qui connaissait les contestations relatives aux pensions d'oblats affectés à l'Hôtel royal des Invalides et toutes celles concernant l'Hôtel royal des Invalides et l'Ecole royale militaire.

1765-1766.

3. ÉVEILLARD DE LA FORÊT-DESBOIS (Jacques), lieutenant en la prévôté générale des monnaies et maréchaussées de France, garde-magasin des vivres à Paris pendant la campagne de 1733 et de 1734.

s.d³⁴. Recouvrement de sommes dues au roi à cause des vivres de l'armée en Italie pendant la campagne de 1733 et 1734. 1738-1745.

4. ÉVREUX (évêque d').

Arrêt du 13 novembre 1725. Contestation avec le chapitre d'Evreux sur les coupes de bois de haute futaie dans la forêt de Condé. 1725-1729.

5. FANTON (Gabriel), notaire à Grenoble.

Arrêts des 23 novembre 1735 et 18 juin 1737. Contestation d'un paiement en 1720 d'un compte de tutelle d'Antoine Varnier, fils de Jean Varnier, marchand de Grenoble, en billets de banque. 1735-1737.

V⁷ 183-186. FARGÈS (François-Marie), munitionnaire général des troupes.

Arrêts des 17 février 1725, 30 avril et 19 mai 1729. Examen des comptes pour la fourniture des vivres et fourrages du corps d'armée envoyé sur les frontières des Pyrénées pendant la campagne de 1719 et des troupes en garnison dans les provinces du royaume jusqu'en 1723. Discussion des biens. 1725-1789.

183-185. Minutes des jugements. 1725-1789.

183. 1725-1734.

184. 1735-1737.

185. 1738-1789.

186. Pièces du greffe. 1728-1739.

V⁷ 187. 1. FARVACQUES (Anne-Jacques de Bullion, marquis de), et Marie-Hortense Gigault de Bellefonds, son épouse.

Arrêts des 20 décembre 1745 et 5 juillet 1766. Successions. 1745-1766.

2. FAUDOAS (Léonard, vicomte de), mestre de camp de cavalerie.

Arrêt du 23 décembre 1786. Discussion des biens du vicomte de Faudoas et contestation de l'administration faite de ses biens par Louis-Bernard-Sicard de Dalmate : minutes des jugements (1786-1790), pièces du greffe (1783-1788). 1783-1790.

3. FAUVELET (Louis-Antoine), procureur au Parlement.

Arrêt du 13 novembre 1767. Succession. 1767-1768.

4. FAVIER (Dominique), avocat en Parlement.

Arrêt du 27 août 1735. Succession de Marie-Claude Petit, sa mère, veuve de Nicolas Favier, ancien bâtonnier des avocats. 1735.

5. FAVIÈRES (Guillaume), maître des comptes.

Arrêt du 8 avril 1724. Contestation avec Etienne Favières d'Heurtebise, son frère et Pierre Alain de la Vigerie, maître des requêtes, sur les successions de la dame Favières et de Marie-Angélique de La Vigerie. 1724-1737.

6. FAY (Balthasar), entrepreneur des canons et fers de la fabrique royale de Saint-Gervais pour le port et arsenal de Toulon.

Arrêt du 24 janvier 1739. Règlement de faillite. 1739-1742.

³⁴ Bureau des Vivres.

- V⁷188.**
1. FAYARD (Alexis, marquis de).
Arrêt du 4 août 1777. Règlement de dettes. 1773-1784.
 2. FÉNELON (Marie-Françoise de Salignac, veuve en 1^{ères} noces de Pierre de Laval et en 2^{es} noces de Henri-Joseph de Salignac, comte de).
Arrêt du 15 avril 1728. Succession. – Contestations entre les enfants du 1^{er} et du 2^e lit. 1728-1736.
 3. FERMIERS GÉNÉRAUX (COMMISSION DES).
Arrêt du 26 juin 1725. Discussion des biens des fermiers généraux intéressés au bail de Thomas Templier. 1725-1732.
 4. FÉRON D'ANGLADE (Joseph).
S.^o³⁵. Contestation avec les héritiers d'Etienne Landais, trésorier général de l'artillerie au sujet du paiement de 400 mulets fournis en 1708 pour le service de l'artillerie en Espagne. 1739-1741.
 5. FERRAND (Guillaume-Michel), chambellan du roi.
Arrêt du 23 mai 1736. Succession de son frère Michel, capitaine aux gardes françaises. 1736-1739.
 6. FERRIÈRES (abbaye de).
Arrêt du 2 mai 1722. Partage des revenus de l'abbaye entre Mathieu Philibert, abbé commendataire et les religieux. 1722.
 7. FERRIÈRES (Gilles Le Maistre, marquis de), époux de Catherine-Françoise Joly.
Arrêt du 19 novembre 1745. Succession. 1745-1747.
 8. FEUILLANTS (l'abbé et les supérieurs de la congrégation des).
Arrêt du 1^{er} septembre 1731. Opposition au bref du pape du 4 janvier 1731 prorogeant les supérieurs locaux au-delà d'un délai de 6 mois. 1731-1732.
 9. FEUQUIÈRES (Antoine de Pas, marquis de), époux de Marie-Thérèse-Geneviève de Mouchy-Hocquincourt.
Arrêts des 14 juillet 1711, 22 mai 1713 et 15 février 1717. Succession. 1711-1719.
- V⁷ 189.**
1. FEUQUIÈRES (Marguerite-Paule de Grivelle, veuve d'Antoine-Charles de Pas, marquis de).
Arrêts des 7 septembre 1743 et 23 avril 1745. Succession. 1743-1765.
 2. FIMARCON (Aymeric de Cassagnet, marquis de).
Arrêts des 10 et 30 juillet 1744. Règlement de dettes. 1744-1757.
- V⁷ 190.**
1. FLANDRES DE BRUNVILLE (Antoine de).
Arrêt du 1^{er} mars 1781. Créances sur la succession d'Antoine de Beaumont, son grand-oncle, entrepreneur d'une carrière de plâtre à Pantin. 1781-1787.
 2. FLAVERY (le sieur), prêtre.
Arrêt du 6 mai 1724. Contestation avec le sieur Rifflet sur la cure de Lavau. 1724.
 3. FLAVIGNY (Marie-Charlotte) et Louis-Agathon, son frère.
Arrêt du 18 décembre 1754. Demandes financières réciproques. 1754-1756.
 4. FLEXENVILLE (François-Louis de Bucrichard, s^r de).
Arrêt du 9 juin 1742. Succession. 1742.
 5. FLORY (Léonard de -, seigneur de Lauzanes et Jean-Henri de -, capitaine en pied au régiment de Béarn).
Arrêt du 23 mai 1728. Contestations sur des successions à eux échues. 1728-1732.

³⁵ Bureau des Vivres.

6. FOIS ET HOMMAGES, AVEUX ET DÉNOMBREMENTS (COMMISSION DES).
Arrêts des 10 septembre 1775 et 23 août 1780. Examen des propositions faites par le clergé sur le sujet des foi et hommages, aveux et dénombremens demandés aux titulaires de bénéfices pour les biens qu'ils possèdent dans la mouvance des domaines du roi : pièces du greffe. 1781-1784

7. FOIX (maison de).
Arrêts du 5 janvier 1717. Discussion des biens de la maison de Foix, puis succession de François-Gaston, comte de Foix. Contestations entre la marquise de Castelnaud, la marquise de Capelle-Biron et la comtesse de Sabran. 1717-1761.

8. FONTAINE (Nicolas, comte de), et Marie Pélard de Givry son épouse.
Arrêts des 27 mars et 12 mai 1731. Succession. 1731-1749.

9. FONTAINE-DANIEL (abbaye Notre-Dame de).
Arrêt du 3 juillet 1731. Contestations entre l'abbé Bouhier et les religieux sur les bois, les aumônes et autres. 1731.

10. FONTAINE-DESBORDES (les héritiers de Jean-Lambert -, doyen des conseillers au Grand Conseil).
Arrêt du 7 septembre 1726. Contestation avec la veuve de Guillaume Moreau de La Primerais au sujet des comptes de la société pour l'armement et la cargaison des vaisseaux *Le Saint-Jean-Baptiste* et *La Galère d'Or*. 1728-1730.

V⁷ 191. 1-3. FONTANIEU (Anne-Moïse de), contrôleur des garde-meubles de la Cour, époux de Marie-Anne Pollard de Villequoy.

1. *Arrêt du 15 octobre 1737.* Contestation avec le s^r Desandrouin sur la vénerie établie sur la commune du village d'Hardinghen. 1737.

2. *Arrêt du 5 mars 1748.* Créances d'Achille d'Isques, marquis de Colemberg et des héritiers de François de Thosse sur la succession de Jacques Pollard. 1748.

3. *Arrêt du 4 septembre 1784.* Succession. 1784-1790.

4. FONTENAY (Anne de Calonne de Courtebourne, veuve du sieur Le Tonnelier de Breteuil, marquis de).
Arrêt du 19 novembre 1729. Contestation sur une rente de 100.000 livres de principal constituée par la marquise de Fontenay au marquis de Saint-Blimond. 1729-1732.

5. FONTENAY (Joseph-Simon de Laistre, comte de).
Arrêt du 19 septembre 1742. Prétentions respectives du comte de Fontenay et Jacques Simonet, seigneur de Soucy sur les terres et seigneuries de Fontenay et de Soucy. 1742-1743.

6. FONTENU (Hyppolite-Julie-Geneviève-Huberte de).
Arrêt du 25 août 1730. Contestation avec Jean Guy, comte de Saint-Gilles sur la succession d'Hubert Durand de Villegagnon, époux d'Anne de Masparault. 1730.

7. FORTISSON (Louis-Auguste et Pierre de), cousins germains.
Arrêt du 16 décembre 1743. Contestations mutuelles. 1744.

8. FOUASSON (les héritiers du sieur).
Arrêt du 17 janvier 1730. Contestations avec les héritiers de Julienne Danyeau, veuve de Jean Le Prévost, sieur de La Roche, sur 15.000 livres de rente sur l'Hôtel de ville de Paris constituées par Thomas Harrington, sieur de La Grande Maison. 1730-1733.

9. FOUILLEUSE (Madeleine de), veuve de Gilles Dufay, sieur de Vergnot, et Jean-François Dufay, sieur de Lieuray et Tancarville.
Arrêt du 14 janvier 1673. Paiement des taxes sur le tabellionage de Bourg-Achard et branche de Routot. 1673.

10. FOUQUET (Pierre), caissier du trésorier des Etats de Languedoc.
*Arrêt du 25 décembre 1725*³⁶. Règlement de dettes, discussions des biens. 1725-1733.

V⁷ 192. FOURNIER (Jean-Baptiste), entrepreneur des manufactures d'armes, forges et usines de Charleville, Nouzon et Moulin-le-Blanc.
Arrêt du 5 mars 1732. Sommes dues au roi pour fourniture d'armes. - Discussion des biens. 1732-1746.

V⁷ 193. 1. FOURVILLE (François André, sieur de), et les sieurs Legrand et de Franeville.
Arrêt du 19 octobre 1728. Contestations avec Gérard de Favrie, gentilhomme ordinaire de la duchesse d'Orléans et leur associé dans la société d'exploitation de la marbrière de Quercy, sur des avances de fonds. 1728.

2. FRANÇOIS (Jacques), marchand à Frasnes près de Mariembourg en Hainaut.
Arrêt du 29 août 1724. Créances sur le sieur de La Varenne, adjudicataire des bois de la forêt de Jugny en Bourgogne. 1732-1734.

3. FRESNOY (Jean-Baptiste de), héritier de Achille-Léonor de Fresnoy.
Arrêt du 21 mars 1739. Contestation avec les héritiers d'Hugues de Lionne, Marie Martineau et le s^r Cochois sur la propriété et le droit à bâtir sur une parcelle achetée en 1664 à Paris. 1739.

4. FRESSON (François-Alexandre), bailli de Versailles.
Arrêts des 18 mars 1747 et 14 février 1748. Succession. 1747-1748.

V⁷ 194. FROMAGET (Vincent-Pierre), directeur de la Compagnie des Indes.
Arrêt du 15 mars 1739. Discussion des biens : minutes des jugements, pièces justificatives de dépenses. 1739-1765.

V⁷ 195. 1. FURSTENBERG (Marie de Ligny, princesse de).
Arrêts des 5 octobre et 19 juillet 1712. Succession. 1712-1718.

2. GABELLES (BUREAU DES -, CINQ GROSSES FERMES, TAILLES ET AUTRES AFFAIRES DE FINANCES dit BUREAU DES)³⁷.
Arrêt du 28 juin 1739. Instance entre Joseph-Philibert Cattel, ancien fermier des droits d'inspecteur aux boucheries de l'élection de Vienne et Jacques Lecot, adjudicataire de la ferme des droits d'inspecteurs aux boucheries de la province de Dauphiné. 1739.

Arrêt du 17 octobre 1752. Conflit entre le procureur général de la cour des comptes d'Aix et Dominique-François Ricard, greffier en chef de la cour des comptes d'Aix, sur le droit d'extrait. 1752-1753.

3. GALABIN (Pierre), banquier à Paris³⁸.
Arrêt du 1^{er} mai 1717. Discussion des biens. 1717-1746.

4. GALTIERE (Charles-François Regnault de).
Arrêt du 10 avril 1756. Succession de Jacques-Ignace Gaulne, s^r de La Fayolle et de

³⁶ Les commissaires sont les mêmes que ceux de la commission Talhouët, abbé Clément, Daudé et Gally.

³⁷ M. ANTOINE, *Guide de recherches*, p. 18 et 64. Le bureau des Gabelles était une commission ordinaire et ne prononçait pas de jugement en dernier ressort. Il s'agit ici de deux affaires particulières érigées en commissions extraordinaires.

³⁸ Voir note 5.

Marguerite-Claude-Noëlle de La Mure. 1756

5. GAMACHES (le marquis et la marquise Rouault de).
Arrêt du 22 février 1755. Succession. 1755-1756.

- V⁷ 196.**
1. GARANGER (Pierre), ancien payeur des rentes de l'Hôtel de ville de Paris et Catherine Dubois sa femme.
Arrêts des 18 juillet et 21 novembre 1724. Discussion des biens. 1724-1728.
 2. GARÇON (Charles-Antoine), fournisseur de la marine.
Arrêts des 16 février et 5 avril 1782. Banqueroute. 1782.
 3. GARDIOLE (Jean Boyer de).
Arrêt du 26 mars 1743. Contestation avec Arnaud de La Porte et Marie-Louise-Marguerite Leduc sa femme sur une garantie sur des créances du marquis de Nesle. 1743.
 4. GARESCHÉ (Daniel), négociant à La Rochelle, propriétaire et armateur du vaisseau *Le chevalier de Fleurieu*.
Arrêt du 18 octobre 1783. Contestations avec les sieurs Corpron, Fruchard, Jaille, Lorry, tous négociants à Nantes et assureurs du navire, d'une part et Pierre Lucadou, négociant, et associés, d'autre part sur les assurances et l'armement du navire *Le chevalier de Fleurieu*. 1783.
 5. GARNIER (Jean-Joseph et Jean-Claude).
Arrêt du 26 mars 1746. Succession. 1746-1747.
 6. GARRAUD DE DONNEVILLE (le s^r de), président à mortier au parlement de Toulouse.
Arrêts des 3 juillet 1728, 17 février 1731, et 30 mai 1733. Succession. - Liquidation de la substitution faite par le sieur de Donneville au profit des enfants de la marquise d'Alègre sa fille. Demande d'estimation des biens du sieur de Donneville. 1728-1733.
 7. GAZON (François-Pierre) dit Galpin, marchand à Paris.
Arrêts des 20 et 23 juin, 30 septembre 1730 et 20 février 1731. Faillite. 1733-1747.
 8. GERVAIS CHRESTIEN (le collègue de maître), en l'université de Paris.
Arrêt du 2 avril 1717. Règlement des affaires du collège : visite des bâtiments, adjudication des travaux, examen des comptes. 1717.
 9. GESLAIN DE SAINT-MARTIN (le s^r), séquestre chargé du recouvrement des effets de la Compagnie du Sénégal et de la succession du s^r de Montarsy, caissier de l'ancienne Compagnie royale de Chine.
Arrêt du 8 mars 1735. Succession. 1734-1762.
- V⁷ 197.**
1. GESTES (Jean-Daniel de), directeur des traités de recouvrement de la finance provenant de la vente des offices de notaires royaux arpenteurs, augmentations de gages attribués aux maires et autres offices.
Arrêt du 23 février 1719. Règlement de dettes. 1719-1738.
 2. GESVRES (maison de).
Arrêts des 17 avril et 17 juillet 1734. Règlement des dettes de la maison de Gesvres, à la demande du duc de Tresmes, gouverneur de Paris. 1734.
 - 3-4. GESVRES (Joachim-Bernard Potier, duc de).
 3. *Arrêt du 13 mai 1741*. Contestation des mandements acceptés par Armand-Eugène de Thuret, régisseur des jeux du prince de Carignan et du duc de Gesvres. 1741-1742.
 4. *Arrêt du 10 novembre 1751*. Contestation avec les religieux de Notre-Dame des Blancs-Manteaux à Paris sur la fixation des limites entre la seigneurie de

Fontenay et la seigneurie du Plessis-Gassot appartenant aux religieux. 1752.

5. GESVRES (Louis-Joachim Potier, duc de).
s.d³⁹. Règlement des contestations concernant les biens et revenus de la direction de Gesvres, celles de Tresmes et Blérancourt. 1788-1790.

6-7. GESVRES (le cardinal de), abbé commendataire des abbayes de Saint-Amand et de Crespin :

6. *Arrêt du 6 avril 1721*. Contestations sur l'administration du cardinal de La Trémoille, son prédécesseur à l'abbaye de Saint-Amand, et sur le compte du fermier Charles Savary. 1721-1723.

7. *Arrêt du 25 novembre 1730*. Contestation avec les religieux de l'abbaye de Crespin sur le montant du prix de la ferme. 1730-1734.

8. GIAMBONNE (Octave-Marie-Pie), banquier à Paris.
Arrêts des 15 février et 14 mars 1785. Contestation d'avoir donné une commission de vente au sieur Roux de La Corbière, agent de change à Paris. 1785.

9. GILLOT (Etienne-François-Joseph), s^r de Vireux.
Arrêt du 27 juillet 1737. Succession d'Etienne Gillot et de Françoise d'Avoigne, sa 1^{ère} épouse et de Madeleine Bernaudelle, sa 2^e épouse. 1737-1738.

10. GILLY (Simon et Barthélémy) et FORNIER (Simon et Arnail).
Arrêt du 24 octobre 1767. Faillite de la société de commerce « Gilly Frères et Fournier Frères » créée le 25 janvier 1757 à Cadix. 1767-1788.

V⁷ 198A-199B. GIRARD (Toussaint-Philippe), s^r de Surville, fermier général du domaine du roi à Versailles.

Arrêt du 13 avril 1763. Discussion des biens. 1715-1771.

198A. Minutes des jugements. 1763-1771..

198B- Pièces du greffe. 1715-1762.

199B

198B. Titres de propriétés pour l'office d'exempt des chasses de la capitainerie royale de Fontainebleau, les terres de Surville et le château de Saint-Martin . 1715-1756.

199A. Inventaires des meubles, terrier, mémoires et devis pour le château et le parc de Saint-Martin. 1748-1757.

199B. Quittances de travaux pour le château de Saint-Martin. 1755-1762.

V⁷ 200. 1. GIRARDIN (Thomas), s^r de Mesny, contrôleur des domaines de Flandre.
Arrêt du 24 juin 1713. Succession. - Contestation de donations à l'hôtel-Dieu, à l'hôpital et au séminaire d'Auxerre. 1713-1715.

2. GIRARDIN (Jeanne).
Arrêt du 2 septembre 1718. Succession d'Etienne Girardin, son frère.- Contestations de travaux exécutés en 1712-1714 au bâtiment de La Samaritaine à Paris. 1722.

3. GIRARDIN (Louis-Félix), entrepreneur des bâtiments du roi.
Arrêt du 22 décembre 1747. Règlement de dettes. 1748.

4. GIRARDIN DE VAUVRAY (Jean-Louis), conseiller d'Etat au Conseil de marine.
Arrêt du 29 août 1739. Succession. 1739.

5. GIRARDIN DE VAUVRAY (Louis-Alexandre), maître des requêtes.

³⁹ Bureau des Arts et Métiers. Les minutes de V⁷ 197/5 font suite à celles de V⁷ 64.

Arrêt des 25 avril 1752 et 24 septembre 1754. Règlement de dettes. 1752-1763.

6. GODARD D'AUCOURT (Claude), l'un des 40 fermiers généraux des Fermes Unies de France.

Arrêt du 4 avril 1753. Compte des affaires de fourniture de vivres en 1748 pour l'armée de Provence, traitées en société avec son père Claude Godart, lieutenant à la garde des clés et commandant au fait des armes de la bourgeoisie de la ville de Langres. 1753-1755.

7. GODET (Antoine), s^r de Soudé, légataire universel de Louis Hesselin, m^e de la chambre aux deniers.

S.d. Liquidation des dettes dues à la chambre aux deniers : état de recouvrement en 1662 des impositions des élections de Comminges et d'Armagnac. 1664.

8. GOISLART DE MONTSABERT (Anne-Charles de), conseiller en la Grande Chambre du Parlement.

Arrêt du 29 janvier 1735. Succession contestée entre les enfants de sa 1^{ère} épouse, Marie-Louise de Riaulet et ceux de sa 2^e épouse, Louise-Marguerite Patu. 1735-1741.

9. GOLOWSKIN (comte de), ambassadeur de Moscovie en France, époux de Catherine-Henriette de Dhona.

Arrêt du 13 février 1730. Contestations sur les frais d'aliénation de la terre d'Epeyssolle en Bresse. 1730-1740.

10. GORJU (Nicolas).

Arrêt du 2 septembre 1717⁴⁰. Contestations concernant les marchés des offices d'inspecteur et conservateur des domaines dans les généralités d'Orléans et de Châlons créés sous le nom de Nicolas Gorju. 1740-1780.

11. GOURDON (André, comte de), seigneur de Francaire.

Arrêt du 30 septembre 1747. Partage de biens familiaux. 1748.

12. GOURGUES (Louise-Claire de Lamoignon, veuve d'Armand-Pierre-Marie-Antoine de).

Arrêts des 25 février 1734 et 25 août 1745. Conflit avec par Victor-Pierre-François de Riquet, comte de Caraman, sur les aveux et dénombrement pour sa terre de Roissy mouvante du marquisat d'Aulnay. 1734-1747.

V⁷ 201. 1. GOUROUSSEAU (Guillaume-François) et ses associés Honoré de La Mery et Nicolas Leroy.

Arrêt du 26 septembre 1741. Contestations avec avec Henri Camu, m^e fondateur à Paris et Nicolas-Louis Marry, caissier, au sujet de l'exploitation des mines du Gévaudan. 1741.

2. GOUY de CARTIGNY (Louise-Charlotte de).

Arrêt du 15 juin 1743. Sommes d'argent dues par Michel-Jean de Gouy, marquis d'Arcy. 1743.

3. GRAINS (COMMISSION POUR JUGER LES COMPTES DES COMMISSIONNAIRES CHARGÉS DE L'APPROVISIONNEMENT EN -, dite COMMISSION DES).

Arrêts des 26 juillet 1775, 5 mai 1776, 15 novembre 1781 et 7 mars 1782. Informations contre les s^s Sorin, Doumerc, Leray de Chaumont, Malisset, Pascaud, Lerat de Chavannes. 1776-1783.

4-7. GRAMONT (maison de) :

4. *Arrêt du 11 juin 1729. Succession d'Antoine de Gramont, duc et pair de France. 1729.*

5. *Arrêt du 26 septembre 1743. Contestation entre le duc de Gramont et la*

⁴⁰ Commission de liquidation des comptes des traitants des affaires extraordinaires puis bureau des Comptes en banque.

duchesse de Lesparre sur la terre et souveraineté de Bidache. 1743.

6. *Arrêts des 2 avril 1743, 28 juin 1747 et 15 janvier 1748.* Contestations entre les héritiers de Gramont et les héritiers de Soyecourt sur les biens possédés par la comtesse de Staffort. 1748.

7. *Arrêt du 17 juin 1774.* Contestation entre Antoine-Antonin de Gramont, duc et pair de France et Louis-Antoine-Armand de Gramont, comte de Guiche, sur l'usufruit de la sirie de Lesparre. 1774.

8. GRANDMAISON (famille Francini de).

Arrêt du 24 janvier 1733. Succession de François de Francini de Grandmaison, d'Elisabeth Bachelier son épouse et de Henri-François de Francini de Villepreux leur fils. 1733-1743.

9. GRANDMONT (abbaye de).

Arrêt du 27 février 1774. Union de la mense de l'abbaye à l'évêché de Limoges. 1774-1778.

10. GRASSE (abbaye Notre-Dame de La).

Arrêt du 6 mars 1728. Conflit entre le s^r de Bezons, abbé commendataire et les religieux et officiers de justice sur le partage des biens, droits et revenus de l'abbaye. 1728-1735.

V⁷ 202. GRAU (Philippe), directeur général des domaines d'Alsace et receveur de la vente des sels à l'étranger, Haurard, directeur de la douane de Strasbourg, Fritsch (Jean-Martin), négociant de Strasbourg et Meyer (Aaron), préposé des juifs de Strasbourg, contre SCHÜLSTER (Jean-Martin), caissier de la vente des sels à l'étranger.

Arrêt du 29 juin 1773. Faillite de Jean-Martin Schülster. – Compte de la gestion des deniers de la vente des sels à l'étranger. 1773-1787.

V⁷ 203. 1. GRAVILLE (Marianne de Malderré de) et TOLLEVILLE (Françoise de Malderré de).

Arrêt du 28 janvier 1737. Successions réclamées par Antoine et Louis-François-Guillaume de Marcillac. 1737.

2. GRENIERS À SEL (bureau de liquidation des offices et droits dans les - supprimés par édits de janvier 1715, décembre 1716 et déclaration du 20 février 1717).

s.d.⁴¹. Liquidation des offices de receveur et contrôleur des fouages : registre du greffe. 1717-1720.

3. GRENOBLE (Paul de Chaulnes, évêque de).

Arrêts des 6 octobre 1724, 26 juin 1728 et 12 mars 1731. Contestation avec les prêtres de l'Oratoire établis à Grenoble sur le gouvernement du séminaire et la séparation des biens du séminaire de ceux de l'Oratoire. 1724-1731.

4. GRIGNAN (comte de) et autres héritiers de Henri-Eléonor Hurault, marquis de Vibraye.

Arrêt du 17 juillet 1728. Contestation avec Marie-Angélique Daquin, marquise de La Carte, sur l'exécution du contrat de vente de la seigneurie de La Blottière. 1728.

5. GRIMOD (Antoine), l'un des intéressés aux Fermes générales, et Marguerite Le Juge sa femme.

Arrêt du 2 août 1727. Succession de François Le Juge, l'un des intéressés aux Fermes générales. 1729.

⁴¹ Il ne s'agit ici que d'une épave de la commission établie par arrêt du 24 novembre 1719. On trouvera des listes de liquidation des offices dans E 2263^B.

6. GRISON (Elisabeth Potel, veuve de Pierre), garde-magasin.
s.^d⁴². Vols de lits dans les magasins militaires. 1789.
7. GROSME (les syndic, habitants et communauté de), près d'Autun contre l'évêque d'Autun, baron de Grosme et le seigneur de Sully.
Arrêts des 28 septembre 1736 et 13 juillet 1737. Droits d'usage et de pacage dans les bois de Battais. 1737.
8. GUÉMADEUC (Baudouin de Pléneuf de), maître des requêtes de l'Hôtel.
Arrêt du 25 décembre 1779. Discussion des biens. 1780-1788.
9. GUEREY DE VOISINS (Claude-Etienne), ancien mousquetaire de la garde du roi.
Arrêt du 19 mai 1779. Indemnités prétendues pour des terres dépendant de son fief de La Motte, incluses dans le parc de Versailles et achetées par les Dames de Saint-Cyr. 1780-1783.
10. GUÉRIN LE BRUN (Alexandre), commis aux recettes générales des finances de la généralité de Tours.
Arrêt du 23 décembre 1732. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1732-1736.
11. GUIGNARD (Jacques), s^f de Bellevue, vicomte de Saint-Priest, président en la cour des aides de Dauphiné.
31 juillet 1638. Vente et revente des domaine en vertu de l'édit de mars 1619 et déclaration du 4 décembre 1635. - Revente et adjudication du péage de Jonage en Dauphiné. 1651.
12. GUILLAUMOT (François), trésorier des Invalides de la marine à Saint-Malo.
Arrêt du 24 juin 1721. Contestation avec s^f Danycan au sujet du paiement en billets de banque des 6 deniers pour livre sur les salaires d'équipage des navires qui ont, en 1718 et 1719, fait leur retour à Saint-Malo. 1721.
13. GUINÉE (Compagnie royale de la).
Arrêt du 16 décembre 1754. Compte des sommes reçues et avancées depuis la création de la société, le 15 novembre 1701, et en vertu du traité de l'Assiente pour l'introduction des nègres dans les Indes d'Espagne. 1754-1756.

V⁷ 204A-204B. GUISE (maison de).

Arrêts des 16 avril 1735, 24 juin 1737, 16 mai et 11 décembre 1739. Succession du prince et de la princesse d'Harcourt. Règlement des dettes puis succession de Anne-Marie-Joseph de Lorraine, prince de Guise et de son épouse : minutes des jugements. 1735-1764.

204A. 1735-1750.

204B. 1751-1764.

- V⁷ 205.**
1. GUITAUD (Louis-Athanase de Peschpeyroux-Comminges, comte de), époux de Elisabeth-Madeleine de Chamillart.
Arrêt du 23 septembre 1749. Succession. 1749-1752.
 2. GUYOT DE CHENIZOT, receveur général des finances de Rouen.
Arrêt du 14 juin 1731. Succession. - Pose de scellés pour sommes dues au roi. 1731.
 3. HABOURY, trésorier des Ponts et chaussées de la généralité d'Amiens.
Arrêt du 7 avril 1734. Discussion des biens et vente d'immeubles pour paiement

⁴² Bureau des Vivres.

d'une somme due au roi. 1739-1741.

4. HALLÉ (Jérôme-Bénigne), procureur au parlement de Paris.

Arrêts des 18 juillet 1739, 2 août 1745 et 12 juillet 1747. Succession, réclamée en particulier par les héritiers de Claude-François Biffre, avocat au parlement de Paris, et par les héritiers de Marie de Beaulieu, épouse de Jérôme Ferrey, avocat au parlement de Rouen. 1744-1750.

5. HANNONG (Joseph-Adam), bourgeois de Strasbourg.

Arrêt du 25 novembre 1780. Faillite de ses magasins de porcelaine et de faïence de Strasbourg et d'Haguenau. 1780-1782.

6. HARDIVILLIERS (Claude-Philippe d'), s^r de Montceaux.

Arrêt du 17 juillet 1731. Sommes dues par François-Maurice d'Hardivilliers, s^r de Sourdan. 1731-1732.

7. HARIAGUE (Dominique), négociant et ancien échevin de la ville de Bayonne.

s.d⁴³. Paiement d'une lettre de change en billets de banque. 1728.

8-9. HARLAY (maison de) :

8. *Arrêts des 2 juillet 1731, 3 septembre 1735, 17 avril 1736, 1^{er} mars 1738, 31 juillet 1741, 2 mai 1744, 17 juillet 1745 et 9 septembre 1748.* Successions de Anne-Marie-Françoise-Louise de Boucherat, veuve de Nicolas-Auguste de Harlay, comte de Cély et de sa fille, Louise-Françoise de Harlay, veuve du marquis de Vielbourg. 1731-1749.

9. *Arrêts des 28 juin 1738, 8 septembre 1740, 2 mars 1744, 12 mars 1749 et 20 janvier 1756.* Règlement de dettes puis succession de Louis-Auguste-Achille de Harlay, comte de Cély, intendant de la généralité de Paris. 1738-1763.

V^r 206. 1. HAUTEFORT (Marthe d'Estourmel, marquise d').

Arrêt du 6 août 1729. Succession. 1729-1740.

2. HAUTEMARE (la veuve), Pierre-François Leroy de Hautemare et autres associés.

Arrêt du 16 juin 1771. Faillite de la société « Veuve Hautemare et Leroy et Fils, négociants à Caen », de la société « La Fosse et C^{ie}, négociants à Paris » et de Philippe Bourgeois, négociant au Havre. 1771.

3. HÉBERT (Agnès-Françoise), veuve de Roland-Armand Bignon, intendant de Paris; et autres héritiers.

Arrêt du 18 avril 1751. Succession de Anne-Angélique Hue, fille de Jean-Baptiste Hue de Miromesnil, épouse de Claude-Marie, marquis de Vallins. 1751-1752.

4. HÉRAULT (les héritiers de l'abbé), abbé du Landais.

Arrêt du 3 avril 1737. Contestation avec le nouvel abbé commendataire du Landais sur les revenus provenant de la coupe des bois, les réparations des bâtiments, l'adjudication de l'ensemencement des bois et fossés et l'exécution du testament de l'abbé Hérault concernant la mense abbatiale. 1737.

5. HERLAUT (Nicolas-Jérôme), ancien trésorier général des régiments des gardes françaises et suisses.

Arrêt du 1^{er} mars 1719. Succession. 1719.

6. HEUDELOT DE CHAZÉ (Louis-Antoine), ancien garde des rôles des offices de France et receveur général des finances de la généralité de Bourges.

Arrêt du 30 juillet 1730. Règlement de dettes. 1730-1752.

7. HEUSLIN (Antoine), receveur général des finances de Soissons.

Arrêts des 28 avril et 4 juillet 1719. Succession. 1719-1730.

⁴³ Bureau des Comptes en banque.

8. HEUSTE (Simon) et consorts, héritiers d'Antoine Leclerc et de Marguerite Constant.

Arrêt du 22 février 1738. Remboursement de créances dues par François-Annibal du Merle, s' de Blancbuisson, et par Nicolas de Gaast, chanoine de Laon. 1738.

9. HEYNEN (Arnoldus), négociant hollandais.

Arrêt du 18 août 1731. Demande de règlement de compte avec le sieur Fargès, chargé de la fourniture des fourrages aux troupes pendant les années 1718 et 1719, et avec le sieur Castille, son commissionnaire en Flandre, Irlande et Hollande, pour la fourniture de 80 vaisseaux de foin et d'avoine : minutes des jugements (1731-1732), pièces (1719-1732). 1719-1732.

V⁷ 207A*-207B. HOFFMAN (François-Ignace-Joseph), bailli de Benfeld, négociant.

Arrêt des 25 mai 1771 et 10 février 1783. Faillite de la société Hoffman et C^{ie}.

207A*. Jugements. 25 mai 1771-23 août 1773.

207B. Jugements : minutes. 1771-1786.

V⁷ 208-211. HOGGUER (Antoine d'), baron de Presles.

Arrêts du 6 août 1721, 8 mai 1722, 28 octobre 1726, 4 et 9 mars 1735, 20 novembre 1736, 29 janvier 1743. Faillite. 1712-1768.

208-209. Minutes des jugements. 1721-1768.

208. 1721-1730.

209. 1731-1768 (lacune 1753-1755).

210-211. Pièces du greffe. 1712-1749.

210. Demandes particulières des créanciers. 1712-1746.

211. Demandes particulières des créanciers de M^{elle} Christine-Antoinette-Charlotte Desmarres pour son hôtel de la rue Vivienne (1723-1725), mémoires des travaux de sculpture, peinture, menuiserie, marbre effectués pour l'hôtel de M^{elle} Desmarres rue Vivienne (1712-1749). 1712-1749.

V⁷ 212. HOGGUER (Marc, Frédéric, Daniel, Laurent et Jean-Jacques).

Arrêts des 31 mai 1723 et 19 août 1730. Faillite. 1723-1737.

V⁷ 213. 1-3. HÔPITAUX ET VIVRES DE L'ARMÉE D'ITALIE (commission de jugement des contestations relatives aux fournitures pour les).

1. s.^{d⁴⁴}. Compte entre les associés de la société formée pour la fourniture de vivres à l'armée d'Italie en 1706 et 1707 (Raphaël et Moïse Sacerdotti, et Pierre Vincent). 1735.

2. *Arrêt du 5 octobre 1741.* Contestations entre les associés pour la fourniture des hôpitaux de l'armée d'Espagne en Italie en 1743 et 1744 (Etienne Gerbal, Alexandre-Joseph Cochevin, Antoine Massieux de Tourny, Hubert Pluyette, Robert-Jean Antoine, les s^{rs} Duranty et Duranty de Valmont). 1751-1755.

3. *Arrêt du 18 juin 1755.* Compte entre les associés de la société formée pour la fourniture de vivres à l'armée d'Espagne en Italie en 1744-1745 (Alexandre Dahon, Hubert Pluyette, Claude Hocquiet, Alexandre-Joseph Cochevin, Antoine-Henri Pérard, Thomas Ricard, Louis Boizot, Marc-Antoine Dathose et le s^r Martin). 1755-1756.

⁴⁴ Bureau des Vivres.

4. HOREAU (François), caissier de la caisse générale des domaines et bois de la généralité de Paris, caissier du visa.
Arrêt du 11 décembre 1731. Succession : minutes des jugements (1732-1733), pièces du greffe (1730). 1730-1733.

5. HUGON (Simon), fermier des devoirs et droits des Etats de la province de Bretagne.
Arrêt des 16 décembre 1720 et 9 janvier 1721. Contestations avec son associé Guillaume Lebreton, sur la régie des impôts et taxes pour les années 1723 à 1726. 1729-1730.

6. HUISSIERS CONSULAIRES (OFFICES D').
Arrêt du 24 mai 1720. Suppression et remboursement de 15 offices d'huissiers héréditaires créés en la juridiction consulaire de Paris par édit de juin 1708 et supprimés par édit d'avril 1709. 1723.

7. HUISSIERS PRISEURS AU CHÂTELET DE PARIS.
Arrêt du 4 août 1722. Jugement de toutes les instances contre les huissiers du Châtelet de Paris, priseurs, vendeurs de meubles de la ville, faubourg et banlieue de Paris pour raison des deniers et billets de banque provenant des ventes de meubles faites par eux. 1722-1723.

8. HURE (famille de).
Arrêt du 16 juin 1736. Succession de Claude-Alexis de Hure, commandant de Phalsbourg, de Marguerite-Françoise de Grand, son épouse, de Jean-Denis de Hure, capitaine au régiment de Soissonnais, leur fils et de Clémence-Renée de Hure, carmélite au couvent de la rue de Grenelle à Paris, leur fille. 1736-1737.

9. HYMETTE (Jacques-Joseph), associé au banquier parisien Antoine Camp.
Arrêts des 1^{er} août, 6 et 24 octobre 1718, 11 mai 1720, 16 juillet 1726 et 11 mars 1727. Faillite. - Paiement des créanciers en billets d'Etat. 1719-1727.

10. IBERVILLE (commission d').
Arrêts des 27 novembre 1725, 25 octobre 1727 et 22 janvier 1730. Règlement des procès concernant l'armement en course fait en l'année 1705 sous le commandement du s^r d'Iberville. Liquidation des prises faites par le vaisseau, notamment de nègres de l'île de Saint-Christophe. 1726-1750.

11. IMECOURT (François de Vassinhac d'), abbé commendataire de l'abbaye de La Chalade.
Arrêt du 22 janvier 1743. Succession. 1743.

V⁷ 214-233*. INDES (BUREAU DES ACTIONS DE LA COMPAGNIE DES) OU BUREAU DES ACTIONS⁴⁵.

⁴⁵ D'autres commissions concernant la compagnie des Indes furent créées entre 1721 et 1723 : celle créée les 18 mai et 20 juin 1721 pour juger les contestations entre la Compagnie des Indes et la Banque royale (V⁷ 234-235), celle créée le 3 mai 1723 pour juger les demandes et contestations où la compagnie des Indes sera partie appelée aussi bureau des Contestations ; enfin une autre pour le récolement et la vérification des actions et dixièmes d'actions de la compagnie des Indes créée le 19 juillet 1723 et refondue dans le bureau des Actions de la Compagnie des Indes par arrêt du 27 septembre 1723 qui modifia la composition du bureau. Les jugements concernant les concessions de terre accordées à la Louisiane lui furent renvoyés par arrêt du 9 mai 1724 ainsi que les procès concernant les souscriptions de la loterie de la compagnie des Indes par arrêt du 19 décembre 1724. Plusieurs commissions particulières, conservées séparément, ont par ailleurs été instruites par les commissaires du bureau des Actions de la compagnie des Indes : Antin (V⁷ 7A-10), Barême (V⁷ 16/2), Caron (V⁷ 122-123B), Daillé (V⁷ 167/2), Girard, (V⁷ 198A-199B), Kolly (V⁷ 237/5), Labouret de Concroy (V⁷ 238/6), La Chaussée d'Eu (V⁷ 239/1), Lavergny/Blancbuisson (V⁷ 23/13), Leblanc (V⁷ 262-266), Leroux (V⁷ 274/1), Mallet de Brunières (V⁷ 340/1), Quinquet (V⁷ 414/7), Rasse (V⁷ 417/7), Restaud de La Budorière (V⁷ 419A/5), Revel (V⁷ 420/2), Sève (V⁷ 489/10), Soissons (V⁷ 492/2), Testard (V⁷ 495A-495B). A partir de 1740, les attributions du bureau des Actions s'élargissent, les commissaires instruisent en grand partie la succession d'Antin et plusieurs affaires qui ont pu faire l'objet de commissions particulières ; les minutes des jugements de la commission concernent en particulier les ducs d'Aiguillon et de Richelieu, le prince de Guémené, le prince de Guise, les sieurs La

Arrêts des 21 novembre 1719, 17 novembre 1722, 27 septembre 1723, 9 mai et 19 décembre 1724. Jugements des contestations au sujet des négociations des actions de la Compagnie des Indes. 1719-1786.

214-223. Minutes des jugements. 1719-1786.

214. 1719-juin 1720.

215. Juillet 1720-décembre 1721

216. Janvier 1722-mars 1724.

217. Avril 1724-décembre 1724.

218. 1725.

219. 1726-1727.

220. 1728-1730.

221. 1731-1735.

222. 1736-1748.

223. 1749-1786.

224-225. Pièces du greffe. 1757-1763.

224. Récépissés des titres de créances (Pondichéry, Ile-de-France, Canada, dépenses militaires) déposés au greffe. 1762-1763.

225. Titres de créances (Pondichéry, Ile-de-France, dépenses militaires). 1757-1763.

226*-229*, 232*. Plumitif des jugements. 1719-1786.

226*. Décembre 1719-22 mars 1720.

227*. Juin 1723-septembre 1727.

228*. Décembre 1727-mars 1732.

229*. Mars 1732-juillet 1745.

232*. Août 1743-avril 1786.

230*-231*. Committitur des rapporteurs. 1724-1763.

230*. Juillet 1724-février 1734.

231*. Janvier 1734-juin 1763. Jugements rendus (1733-1739).

233*. Délibérations de la commission. 1760-1767.

234-235. INDES (COMMISSION DE LA COMPAGNIE DES) ET DE LA BANQUE ROYALE.

Arrêts des 18 mai et 10 juin 1721. Jugement des contestations entre la compagnie des Indes et la Banque royale, et leurs directeurs, commis, correspondants et agents.

234. Minutes des jugements (par affaires). 1721-1724.

1. Affaires concernant la compagnie des Indes et la Banque. 1721-1724.

2. Affaires concernant Guillaume Law, l'un des directeurs de la compagnie, et ses

créanciers. 1721-1722.

3. Affaires concernant les concessions de terre accordées à la Louisiane. 1721-1724.

235. Pièces du greffe. 1721-1727.

Mises sous scellés et procès-verbaux d'inventaires des registres et papiers de comptes de la Compagnie et de la Banque (1721-1722), du sieur Rodollet, caissier de la Compagnie à Lorient (1721), du sieur de Villecour, dépositaire des registres de la Compagnie (1727) ; procédures d'emprisonnement et d'information contre le sieur de La Franquerie, directeur de la compagnie (1721) ; présentation des comptes des sieurs Duchemin et de La Vigne-Quesnel devant les commissaires de Saint-Malo (1721).

V⁷ 236.

1. INDES (nouvelle Compagnie des).

Arrêts du 31 décembre 1785. Jugement des contestations concernant la nouvelle C^{ie} des Indes et notamment l'expédition de Chine de 1783 et 1794. 1785-1786.

2-3. ISENGHIEN (Louis de Gand de Mérode de Montmorency, prince d').

2. *Arrêt du 21 septembre 1717.* Demandes de Jacques-Auguste de Thou, abbé commendataire de Samer et de Charles Gervais, bourgeois de Paris, sur la succession de Marie-Louise Pot de Rhodes, épouse du prince d'Isenghien. 1722.

3. *Arrêt du 15 mars 1729.* Demandes de Charles-Hubert, marquis de Mesgrigny et de Vandœuvres, conseiller au parlement de Paris sur la succession de Marie-Louise Pot de Rhodes. 1729.

4. JACQUEMAIN (Jacques), procureur au bailliage et siège présidial de Montargis.

Arrêt du 9 avril 1742. Succession. 1742-1743.

5. JANELLE (Pierre-Jacques), maître particulier des eaux et forêts de Provins, ancien avocat aux Conseils du roi.

Arrêt des 25 avril 1754 et 15 février 1755. Contestation avec André-Georges Roettiers, avocat aux Conseils du roi, sur la vente des pratiques d'avocats au Conseil. 1754-1755.

6. JARENTE (Balthasar), marquis de Senas, seigneur d'Orgeval, époux de Elisabeth de Rambaud.

Arrêt du 30 juin 1749. Contestations financières avec François de Rambaud, seigneur de Saint-Maurice. 1749.

7. JARRE (Jean), savoyard.

S.d. Pièces éparses⁴⁶. 1721-1722.

8. JARZÉ (Anne-Thérèse de Goury, veuve de Marie-Urbain-René du Plessis, marquis de).

Arrêt du 11 juin 1729. Succession. 1729-1733.

9. JASSAUD D'ARQUINVILLIERS (Jean de), maître des requêtes et Louise Charlet, son épouse.

Arrêt du 20 décembre 1739. Successions. 1740.

10. JEANSON (Michel de Forbin, marquis de), maréchal des camps et armées du roi.

Arrêt du 24 janvier 1748. Contestation avec Jean-Baptiste d'Albertas, premier président de la cour des comptes, aides et finances de Provence sur les biens procédant de la maison de Glandèves de Faucon. 1748.

11. JÉSUITES (séminaires et collèges des).

Arrêt du 24 juillet 1721. Contestations sur les unions de bénéfices faits aux

⁴⁶ Il s'agit de quelques épaves regroupées dans une chemise qui seule donne une indication sur la personne concernée mais non sur l'affaire.

séminaires, collèges et noviciats de Jésuites. 1721-1761.

Agen (séminaire), Aix (collège), Apt (séminaire), Auch (collège et séminaire), Caen (collège), Chalon-sur-Saône (collège), Chartres (collège), Limoges (collège), Paris (collège Louis-le-Grand), Perpignan (séminaire), Toulouse (collège).

12. JOLY DE FLEURY (Omer-Louis-François), ancien avocat général au parlement de Paris.

Arrêt du 4 mars 1775. Règlement de dettes. 1775-1781.

13. JOLY DE LA ROUSSE (Sébastien), procureur fiscal de la baronnie de Châteaubriant, fermier du marquisat de Noirmoutier.

Arrêt du 2 août 1732. Conflit avec le duc de Bourbon sur son administration. 1732-1733.

14. JOUAULT (Nicolas), avocat en Parlement et Marie-Elisabeth Payen, son épouse.

Arrêt du 26 avril 1744. Successions. 1744.

V⁷ 237. 1. JOUVENCOURT (Francis de), trésorier des troupes et commis de l'extraordinaire des guerres au département de Montauban.

Arrêt du 1^{er} décembre 1733. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1733-1755.

2. JUDE (Michel-Nicolas), marchand à Rouen, associé au sieur Alleaume, baron de Saint-Hilaire, trésorier de France, pour le commerce de la mer Baltique.

Arrêts des 30 mai 1722, 19 août 1724, 24 août 1726. Contestations avec Charles-Egidius Negelin, conseiller privé du roi de Prusse, négociant à Koenigsberg et Louis Chrestiennot, bourgeois de Paris, sur le paiement des marchandises des vaisseaux *Le Saint-Michel* et *L'Alexandre*. 1722-1740.

3. JUIGNÉ (Marie-Gabrielle Le Cirier de Neufchelles, marquise de).

Arrêt du 20 septembre 1749. Succession de Samuel-Jacques Le Clerc, marquis de Juigné ; partage de biens avec René-Louis Le Clerc, comte de Juigné. 1749-1750.

4. JUMIÈGES (abbaye royale de).

Arrêt des 20 novembre et 5 décembre 1723, 27 mai 1724. Contestations entre l'abbé de Saint-Simon et les prieur et religieux sur le partage des biens de l'abbaye et les charges claustrales qui en dépendent. 1723-1730.

5. KOLLY (Jean-Daniel), conseiller des finances de l'électeur de Bavière, époux de Marie-Marguerite Lefèvre, décédé en Louisiane.

Arrêt du 2 septembre 1730. Succession. 1730.

6. KROMM (David), banquier à Paris, associé à Hubert Houdart, officier de la garde-robe du roi, marchand mercier de Paris.

Arrêt des 15 octobre 1723 et 10 mars 1724. Contestations entre les associés et leurs créanciers sur le Magasin Général dont Kromm a le privilège pour 20 ans. 1723-1724.

7. KUEFFER (Abel de).

Arrêt du 8 avril 1747. Succession. 1747.

V⁷ 238. 1. LA BARRIÈRE (François-Louis Quilleau de), tuteur des enfants mineurs du s^r Ravenel, pourvoyeur du roi.

Arrêts des 25 janvier et 12 août 1754. Conflit avec les héritiers du s^r Davin, associé du s^r Ravenel, sur la reddition des comptes de la pourvoirie du roi pour les années 1738 à 1743. 1754-1755.

2. LA BASTIDE (Antoine Mansat de).

Arrêt du 5 juillet 1760. Succession. 1760-1764.

3-4. LA BAUME-MONTREVEL (famille de) :

3. *Arrêt des 11 juillet 1718, 28 juin 1725 et 21 septembre 1731. Succession de Nicolas-Auguste de La Baume, marquis de Montrevel, maréchal de France. 1718-1734.*

4. *Arrêt du 16 avril 1732. Conflit entre Marie-Françoise de Poitiers, veuve de Charles-Antoine de La Baume-Montrevel, marquis de Saint-Martin, et ses enfants. 1732-1733.*

5. LA BOISSIÈRE, trésorier des Etats de Bretagne.

Arrêt du 11 février 1763. Succession. - Scellés. 1763.

6. LABOURET DE CONCROY (Henri-Chrétien), trésorier-payeur des gages des officiers de la Monnaie.

Arrêt du 15 août 1762. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1762-1783.

7. LA BOURNELLE, directeur de la Monnaie de Toulouse.

Arrêt des 18 août 1738, 20 décembre 1740, 22 juin 1741 et 9 novembre 1745. Succession. 1762.

8. LA CHAPELLE (Jean de), receveur général des finances de la généralité de La Rochelle, époux de Cécile Pellard.

Arrêts des 19 juillet 1723 et 31 mai 1735. Succession. - Discussion des biens. 1723-1736.

9. LA CHÂTRE (Claude, vicomte de), époux de Marie-Charlotte-Françoise Lalive, veuve en 1^{ères} noces de Jacques Pineau, baron de Lucé, intendant d'Alsace.

Arrêt du 12 avril 1776. Succession. 1776-1779.

V⁷ 239.

1. LA CHAUSSÉE D'EU (François-Bruno de Baraudier, comte de).

Arrêt du 10 septembre 1773. Règlement de dettes. - Discussion des biens. 1773-1785.

2. LA COUR (Joseph-Guillaume de).

Arrêt du 10 février 1747. Succession. - Contentieux entre sa veuve et Claude-François Le Nain, notaire royal à Châlons-sur-Marne et tuteur de ses enfants, sur la garde noble de ses enfants. 1747.

3. LA COUR (Charles-Claude-Auguste de), marquis de Balleroy, lieutenant général des armées du roi.

Arrêt des 14 août 1756 et 29 janvier 1757. Règlement de dettes. 1756-1760.

V⁷ 240-244B. LA COUR (François Mauricet de), intéressé dans les affaires du roi et dans les vivres des armées.

Arrêts des 11 mars, 27 mai, 29 juillet 1710 et 14 avril 1711. Succession. - Discussion des biens. 1671-1734.

240. Minutes des jugements. 1710-1734.

241-244B. Pièces du greffe. 1671-1717.

241. Contrats d'association et marchés pour le recouvrement de finances provenant de ventes d'offices ou de rachat de droits (1691-1705), quittances, lettres de change (1671-1710). 1671-1710.

242. Marchés de vivres et fournitures militaires pour l'Alsace et Metz (1694, 1702-1708), la Flandre et l'Allemagne (1701-1709), le Roussillon (1707-1708), la Bavière (1704-1705). 1694-1709.

243. Offices, rentes sur l'Hôtel de ville de Paris. 1701-1717.

244A. Hôtel royal des Invalides, hôtel parisien rue Neuve-Saint-Augustin. 1704-1709.

244B. Terres du Perreux et de Plaisance, dépense de la maison de M. de La Cour. 1707-1713.

- V⁷ 245.**
1. LADIGNAC (le sieur de), capitaine de cavalerie dans le régiment de Piémont.
Arrêt du 13 août 1722. Règlement de contestations avec la famille de La Vergne sur les terres de Ladignac. 1723-1724.
 - 2-7. LA FARE (Etienne-Joseph de), évêque de Laon, pair de France, supérieur, fondateur et administrateur de la maison de retraite des prêtres infirmes du diocèse de Laon.
 2. *Arrêts des 3 mars 1725, 29 mars 1732 et 6 février 1734.* Règlement de dettes. 1725-1739.
 3. *Arrêt des 18 juillet 1732 et 7 mai 1735.* Contestations sur la vente de la maison de retraite des prêtres de la ville de Laon aux Filles associées pour l'instruction de la jeunesse. 1734-1736.
 4. *Arrêt du 31 août 1732.* Demande de règlement de l'ensemble des contestations en cours, faute de pouvoir payer les procès. 1732-1734.
 5. *Arrêt du 16 mai 1733.* Contestation avec Jean-François Dumangeot sur l'attribution de la prébende théologique de la cathédrale de Laon. 1734.
 6. *Arrêt du 6 février 1734.* Contestation avec Jacques Leleu sur un canonicat et prébende de l'église cathédrale de Laon. 1734.
 7. *Arrêts des 24 septembre 1735 et 10 juillet 1736.* Contestations avec les chanoines de l'église cathédrale de Laon sur les droits du chapitre et l'administration spirituelle et temporelle de l'évêque. 1735-1736.
 8. LA FEUILLADE (le maréchal de).
Arrêt du 20 novembre 1725. Succession. - Sommes dues au roi pour l'échange du domaine de Saint-Cyr avec la vicomté d'Aubusson. 1725-1753.
 9. LA FOND (Adrien-Claude), maître des requêtes, époux de Marie-Anne-Louise-Céleste de La Rivière.
Arrêt du 2 août 1727. Succession. 1727-1736.
 10. LA FOND (Charles de), capitaine au régiment de Condé cavalerie, époux de Anne-Elisabeth d'Epinoy.
Arrêts des 12 janvier 1747 et 8 juin 1748. Succession de Jean-Jacques d'Epinoy et de Luce d'Epinoy, sa première épouse. 1747-1748.
 11. LA FORCE (Jacques Nompar de Caumont, duc de).
Arrêts des 26 septembre et 28 septembre 1734. Succession. 1734-1736.
 - 12-14. LA FORÊT D'ARMAILLÉ (famille de).
 12. *Arrêt des 19 octobre 1732 et 12 septembre 1733.* Succession du sieur de La Forêt d'Armaillé, conseiller en la Grande Chambre du parlement de Paris et de Marie Joubert de Briollay, son épouse. 1732-1738.
 13. *Arrêt des 4 septembre 1736, 20 mars 1740 et 4 avril 1747.* Contestation entre les sieur et dame d'Armaillé, seigneurs de Chevry, la veuve de Jean-Baptiste Duché, seigneur de Passy et de Tronche-en-Brie, et l'inspecteur général des Domaines, sur la propriété de parcelles de terres et bois en Brie près de la forêt de la Léchelle-en-Brie. 1747-1760.
 14. *Arrêt du 4 mai 1763.* Succession du sieur et dame d'Armaillé. 1763-1766.

15. LA GARDE (Claude-Henri de), Vincent-Claude Trouchet et Philippe-Louis Bussy, successivement sous-fermiers des droits d'amortissement, franc-fief et usages de la généralité de Tours.
Arrêt du 21 août 1744. Contestation du compte de la régie de Joseph Daniel, chargé de la recette des mêmes droits dans le département du Mans. 1744-1748.

- V⁷ 246.**
1. LAGE (le sieur de), seigneur de Ceully, maréchal des camps et armées du roi.
Arrêt du 30 août 1749. Contestation avec Claude-Philippe de Roussel, conseiller et secrétaire du roi, sur l'exécution de l'acte passé entre eux sur la terre de Ceully. 1749-1750.
 2. LA GRANGE (Marie de), veuve de Antoine de Vinchequerre et autres créanciers.
Arrêt du 2 juillet 1729. Succession d'Alexandre de La Valade, seigneur de Hanches et de Marguerite-Louise et Henriette de La Valade, ses filles. 1729.
 - 3-4. LAIGLE (Jacques-Louis des Acres, marquis de), veuf en 1^{ères} noces de Marie Choppin et en 2^{es} noces de Marie-Françoise de Château-Thierry.
 3. *Arrêt du 15 mars 1733.* Succession de Marie Choppin. 1733-1740.
 4. *Arrêts des 10 avril 1773, 25 août 1775 et 29 février 1780.* Succession du marquis de Laigle. - Contestation entre les enfants du premier lit et les enfants du second lit. 1773-1782.
 5. LA JAILLE (les demoiselles de).
Arrêts des 8 juillet 1731 et 21 juillet 1736. Succession de Jeanne Petit, leur aïeule. 1736-1738.
 6. LAJUTAIS (Pierre Brodin de), détenteur d'un privilège pour la fabrique, vente et distribution de poudre fébrifuge.
Arrêts des 4 août 1736, 12 janvier et 10 août 1737. Contestation avec son associé Jean Guérin sur les comptes de la société et l'inventeur de la racine servant à fabriquer la poudre : minutes des jugements (1736-1744), pièces du greffe (1732-1735). 1732-1744.
 7. LALANNE (Henri), Germain Dumercy et Gabriel Barré, payeurs successifs des gages des officiers du parlement de Bordeaux.
Arrêt du 4 septembre 1761. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1761-1788.
- V⁷ 247.**
1. LALLEMANT (Charlotte-Eugénie Troisdames, veuve de Charles-Louis), ancien receveur général des finances et autres créanciers.
Arrêt du 18 juillet 1733. Droits sur la succession de Jean-Baptiste Malon de Bercy de Charenton. 1734.
 2. LA MALMAISON (Antoine Lefebvre de), conseiller au Parlement et commissaire aux Requêtes du Palais.
Arrêt du 24 janvier 1733. Succession. 1733-1734.
 3. LA MARCK (Louis-Pierre, comte de), ancien prieur de Saint-Arnoul de Crépy-en-Valois.
Arrêt du 3 avril 1734. Contestations avec Girard Poncet, son successeur, sur les réparations à faire au prieuré. 1734.
 4. LAMBERT (Henri-François, marquis de).
Arrêt du 22 juin 1743. Contestation avec Anne-Pierre d'Harcourt, marquis de Beuvron, sur la succession de Claude Passart, maître des comptes. 1743-1744.
 5. LAMBERT DE THORIGNY (Alexandre-Jean-Baptiste), président en la 1^{ère} chambre des requêtes du parlement de Paris.

Arrêts des 15 février 1727 et 3 février 1739. Succession. 1727-1747.

6. LAMOIGNON (Chrétien-Guillaume de), président à mortier au parlement de Paris, et sa sœur Catherine-Louise.

Arrêts des 18 juillet 1733 et 26 juin 1745. Succession de Marie-Louise Gon de Bergonne, leur mère. 1733-1745.

7. LA MOTHE (Charles de), changeur à Paris, et Louise-Catherine Goblet, son épouse.

Arrêt des 20 et 26 octobre 1722⁴⁷. Discussion des biens et recouvrement de la capitation extraordinaire : minutes des jugements (1722-1723), pièces du greffe (1706-1723). 1706-1723.

- V⁷ 248.** 1. LA MOTHE-HOUDANCOURT (Charles, comte de).
Arrêt du 14 janvier 1730. Succession. - Partage de communauté entre sa veuve, Elisabeth de La Vergne de Tressan et son fils, Louis-Charles de La Mothe-Houdancourt, gouverneur de Mézières. 1730-1736.
- 2-3. LA MOTTE-ANGO (famille de) :
2. *Arrêts des 1^{er} février 1738, 2 mai 1739 et 17 juillet 1740. Succession de Marie Fauvel de Le Bizey, comtesse de Flers. - Demandes d'Antoinette de Pellevé, veuve de Philippe-René de La Motte-Ango, et de Louise-Henriette de Crux, marquise de Juigné. 1745.*
3. *Arrêt du 26 avril 1745. Succession de Philippe-René de La Motte-Ango. - Demandes de Jean-Victor de Rochechouart, comte de Mortemart. 1745.*
4. LAMOUREUX (François), trésorier général de la province de Bordeaux.
Arrêt du 10 novembre 1753. Succession. 1753.
- V⁷ 249.** LANDAIS DE SOIZEL (César-Pierre), secrétaire du roi en la grande chancellerie, associé pour le commerce de la Chine.
Arrêts du 17 février 1726 et du 28 mai 1745. Règlement de dettes. - Discussion des biens. 1726-1777.
- V⁷ 250.** 1-4. LANGHEAC (famille de).
1. *Arrêt des 12 septembre 1733, 25 juin et 18 août 1736, 2 juillet 1738. Succession de Marie-Jeanne Palatin de Dio de Montpeyroux, épouse du comte Marie-Roger de Langheac. 1736-1743.*
2. *Arrêt du 12 mars 1746. Succession de Marguerite-Reine de La Rochette, épouse du marquis Antoine-Gilbert-Allyre de Langheac. 1746-1749.*
3. *Arrêts des 3 juillet 1747, 18 juillet 1752 et 6 mars 1756. Contestations entre les créanciers du comte de Langheac sur la succession de Michel-Celse-Roger de Bussy-Rabutin, évêque de Luçon. 1747-1757.*
4. *Arrêt du 7 janvier 1758. Succession de Louise-Elisabeth de Melun, épouse en 1^{ères} noces de Jean-Alexandre-Théodore de Melun, comte de Melun, et en 2^{es} noces de Antoine-Gilbert-Allyre, marquis de Langheac, grand sénéchal d'Auvergne. - Règlement entre ses enfants du premier et du second lit. 1758.*
5. LANGLOIS (François), avocat au Parlement et aux Conseils du roi.
S.d. Succession. 1761-1762.
- 6-9. LANGRES (évêque de) :
6. *Arrêt du 10 mars 1742. Contestation de Gilbert de Montmorin, évêque de Langres, avec Claude-François Poncher, maître des requêtes, sur la mouvance*

⁴⁷ Sur la commission du 26 octobre 1722, voir ci-dessus note 1.

des terres et seigneuries des Grand et Petit Mallet et de l'Epoy. 1742.

7. *Arrêt du 12 juin 1744*. Contestation de Gilbert de Montmorin, évêque de Langres, avec Alexandre Bérault, fermier des forges de Veuxhaulles et Preuilly et des terres et seigneuries formant la ferme générale de Châtillon faisant partie du temporel de l'évêché de Langres. 1744-1747.

8. *Arrêts des 25 mai 1748 et 26 octobre 1753*. Opposition de l'abbaye N-D.-aux Nonnains de Troyes sur l'union souhaitée par l'évêque de Langres de la mense conventuelle du prieuré Saints-Geosmes au diocèse pour installer un séminaire. 1749-1756.

9. *Arrêt du 26 février 1776*. Contestation entre Guillaume-César de La Luzerne, évêque de Langres et Louis-Denis de Mully, supérieur général de la congrégation de l'Oratoire sur le séminaire de Langres, la maison de l'Oratoire et les biens qui en dépendent. 1776-1784.

10-11. LANGUEDOC (Etats du) :

10. *Arrêts des 27 juillet 1724, 17 avril 1725, 8 novembre 1732, 13 mai 1739 et 23 décembre 1744*. Contestations entre les Etats du Languedoc, les diocèses, villes et communautés de Languedoc et leurs créanciers au sujet des dépôts en billets de banque destinés au remboursement des créances et leur convertissement en rentes provinciales, en exécution des arrêts du Conseil des 3 septembre 1720 et 28 janvier 1721. 1724-1745.

11. *Arrêt du 6 janvier 1755*. Contestations entre les Etats du Languedoc et leurs créanciers sur le remboursement des contrats par loterie. 1755.

12. LA NOUE (Pierre-Etienne de), entrepreneur des bâtiments du roi aux châteaux de Versailles et de Rambouillet.

Arrêt du 8 novembre 1788. Faillite. 1788-1790.

13. LANTENAC (abbaye de), diocèse de Saint-Brieuc.

Arrêts du 18 septembre 1728 et des 1^{er} mars et 23 juin 1732. Contestation entre les abbés successifs, Augustin Gatry de Montméliand et Louis-Alexandre Marin de Kerbringal, et les religieux de l'abbaye et le supérieur de la congrégation de Saint-Maur, sur les usurpations, aliénations et dégradations faites à l'abbaye. 1728-1733.

14. LA PORTE (le sieur de), ancien capitoul de Toulouse.

Arrêt du 24 septembre 1788. Discussion des biens. 1788.

15. LA POUPELINIÈRE (Louise-Françoise Laugeois d'Imbercourt, épouse du comte de Trouville, maréchal et vice-amiral de France, veuve en 1^{ères} noces de Jacques-Claude Durot, marquis de).

Arrêt du 14 novembre 1712. Succession. 1722..

16. LA PRADE (Jacques-Robert de), intéressé dans les manufactures de tabac pour les cantines et troupes du roi.

Arrêts des 9 janvier 1721 et 31 juillet 1725. Faillite. 1725-1726.

17. LA RAVOYE (la veuve de Jean Neyret de).

Arrêt du 27 janvier 1721. Succession de Anne-Charlotte du Plessis-Châtillon. 1721.

V⁷ 251A. 1. LARCHER (Michel), président en la chambre des comptes de Paris, et autres héritiers.

Arrêt du 1^{er} mai 1708. Succession de Marie-Françoise Larcher, épouse de Jacques Pollard, conseiller au Parlement. 1709.

2. LARDY (Jacques et Martial).

Arrêts des 12 novembre 1718 et 21 mars 1725. Contestation avec leur associé, Mathieu Duplessis, sur la remise des comptes de l'office de receveur des Cinq Grosses Fermes du domaine de Rouen. 1725.

3. LA RIVAUDAIS (Jacques Jametz de), maître des comptes.

Arrêt du 17 mars 1736. Succession. - Liquidation de la communauté de sa veuve Marie-Guyonne Cavelier. 1736.

4. LA RIVIÈRE (Charles-Paul de), vicomte de Tonnerre.

Arrêt du 12 janvier 1737. Contestation avec Claude de Saint-Georges, seigneur de Saint-André-en-Forez, et Françoise-Eléonore de Montchanin, son épouse, sur les terres et seigneuries de Chassigny, Belluzes et Beauvernois en Forez. 1737.

5. LA RIVIÈRE (Charles-Yves Thibaut de) et Julie de Barberin de Reignac son épouse.

Arrêt du 21 août 1747. Succession de Louis de Barberin, comte de Reignac et de Marie-Marguerite de La Vallée de Pimodan son épouse. - Contestation avec Auguste de Montmorency-Laval et Marie-Louise-Angélique de Barberin de Reignac son épouse. 1747-1749.

6. LA ROCHE-AYMON (Nicolas-Renaud de), époux de Françoise-Geneviève Baudry de Piencourt.

Arrêts des 24 mai et 14 juin 1718. Succession. 1718.

7. LA ROCHE-BOUSSEAU (Charles-Louis-Joseph-Marie de Fesques, marquis de).

Arrêts des 21 février 1752 et 10 mai 1756. Succession. 1752-1756.

8. LA ROCHE-COURBON (Arnoult-Pierre de), comte de Blénac.

Arrêt du 18 juin 1785. Succession. 1785-1790.

9. LA ROCHEFOUCAULD (Roger de), abbé du Bec-Hellouin et de Fontfroide, décédé en juin 1717 en Hongrie.

Arrêts des 7 juillet 1718, 8 juin et 24 novembre 1731, 30 décembre 1787. Succession. 1718-1789.

10. LA ROCHEFOUCAULD (Louise-Elisabeth de), duchesse d'Euville.

Arrêt du 8 février 1765. Contestation avec les procureurs de la sénéchaussée et du siège présidial d'Angoulême au sujet de la distraction du duché-pairie de La Rochefoucauld de leur ressort judiciaire. 1765-1766.

11. LA ROCHEFOUCAULD (Anne Garnier, épouse de Louis-Antoine de), marquis de Bayers.

Arrêts des 22 mai 1745, 16 juin 1747, 15 janvier 1748. Succession. 1748.

12. LA ROCHE-SUR-YON (Louise-Adélaïde de Bourbon de), princesse du sang.

Arrêt du 24 novembre 1742. Contestation avec Charles de Mucy, caution solidaire de Jacques de l'Etang, fermier général du comté de La Roche-sur-Yon, au sujet des coupes de bois effectuées dans la forêt de Senonches. 1742-1743.

13. LA SALLE (Louis-Anne Jourdan de), greffier des insinuations.

Arrêt du 9 septembre 1734. Contestations avec ses enfants sur la succession de son épouse, Louise-Victoire Morel. 1734-1742.

14. LA SÉNÉCHALLIÈRE (les héritiers de Joachim des Cazeaux, s^r de).

Arrêts des 15 février 1735 et 5 octobre 1748. Différend avec Anne de Rosmadec, marquis de Goulaines, s^r de L'Épine-Gaudin, sur la mouvance respective de leurs terres en Bretagne. 1735-1754.

V⁷ 251B LASNEL (Florentin), garde du duc d'Orléans, receveur des fermes du roi à la barrière de Montmartre.

Arrêt du 29 juillet 1786. Conflit avec le fermier général sur les comptes de la ferme de Montmartre : pièces justificatives. 1777-1785⁴⁸.

⁴⁸ Les jugements de la commission ne sont pas conservés.

- V⁷ 252.** 1. LA SOLAINE (Philippe-Louis Le Hayer, vicomte de), lieutenant au gouvernement de Toul.
Arrêt du 21 mars 1750. Succession. 1750-1752.
2. LASSAIS (Armand de Madaillan de Lesparre, marquis de).
Arrêt du 23 décembre 1693. Clôture du compte de tutelle de Marie-Constance-Adélaïde de Madaillan de Lesparre, sa fille, veuve de Gaspard-Alexandre de Coligny. 1700.
- 3-4. LA TOUANNE (Renouard de) et SAUVION (le sieur), trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres :
3. *Arrêt du 10 août 1734.* Créances sur la succession de Jacques Charuel, intendant en Lorraine. 1736-1738.
4. *Arrêts des 18 mars 1727, 3 février et 19 octobre 1728, 14 juin 1729 et 1^{er} octobre 1740.* Remise des comptes des commis puis règlement des successions respectives : minutes des jugements (1731-1746), pièces du greffe (1690-1701). 1690-1746.
- V⁷ 253A.** 1. LA TOUR (Charles-Jean-Baptiste Des Galois de), premier président au parlement de Provence.
Arrêt du 20 juillet 1768. Opposition des créanciers du sieur Lenormand d'Etiolles sur la poursuite du décret des terres et seigneuries de Bourbon-Lancy, Saint-Aubin et Mont, vendues au sieur de La Tour. 1768-1781.
2. LA TOUR D'Auvergne (Pierre-Frédéric-Constantin de).
Arrêt des 28 mars 1733 et 16 avril 1736. Succession. 1733-1742.
3. LA TOURNELLE (dames de).
Arrêt du 5 mars 1746. Contestation entre Charlotte du Deffand de la Lande, veuve de Roger, marquis de La Tournelle et Thérèse Baillon, veuve d'Antoine-François-Charles, comte de La Tournelle, sieur de Leugny, sur la succession de Marie-Françoise de La Tournelle, leur cousine. 1746.
4. LA TOURNELLE (Jean-Baptiste-Louis, marquis de), sieur de Leugny, chef de brigade des gendarmes d'Orléans.
Arrêts du 20 juin 1760 et du 9 novembre 1765. Règlement de dettes. 1760-1766.
5. LA TRÉMOÏLLE (Charles, duc de), duc de Châtellerauld, de Thouars et de Loudun, prince de Tarente, 1^{er} gentilhomme de la chambre du roi.
Arrêt du 16 avril 1708. Contestation avec Antoine-François de La Trémoïlle, duc de Noirmoutier, sur la reddition du compte de tutelle de Frédéric-Guillaume de La Trémoïlle, prince de Talmont. Partage de toutes les successions communes entre le duc de La Trémoïlle et le prince de Talmont. 1708-1712.
6. LA TRÉMOÏLLE (maison de).
Arrêts des 9 février 1712, 4 mai 1722, 1^{er} septembre 1725, 12 mars 1731, 27 juin 1733, 1^{er} avril 1737. Règlement de toutes les contestations concernant la séparation des biens des maisons de La Trémoïlle et de Créquy, puis succession de l'abbé de La Fayette. 1724-1742.
7. LA TRÉMOÏLLE (Charles-René-Armand, duc de).
Arrêt du 19 mars 1742. Discussion des biens et succession. - Contestations avec Gabriel Lopinot, fermier du duché de Thouars. 1742.
8. LA TRÉMOÏLLE (cardinal de), archevêque de Cambrai, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Amand.
Arrêts des 16 décembre 1720, 9 janvier 1721, 10 avril 1723, 20 mars 1724 et 10 mars 1744. Succession. - Demandes d'Antoine-François de La Trémoïlle, duc de Noirmoutier, de Jean Boutteroue, sieur d'Aubigny, grand-maître des eaux et forêts de France au département de Touraine, Anjou et Maine, et de Pierre Giraud, syndic

des créanciers romains du cardinal de La Trémoille, puis de Marie-Anne-Césarée de Lanty de La Rouère, veuve de Jean-Baptiste-François de Croÿ, duc d'Havré, d'Adélaïde-Jeanne-Françoise Boutteroue d'Aubigny, épouse de Louis de Conflans, marquis d'Armentières, et de Charles-Paul-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc de Bouteville. 1723-1748.

- V⁷ 253B.** 1. LAUMARY (Charlotte-Bénigne Le Ragois de Bretonvilliers, veuve de Marc-Antoine de Beaupoil, marquis de).
Arrêt du 5 janvier 1762. Contestation sur la succession de Bénigne Le Ragois de Bretonvilliers, son père. 1762-1763.
2. LAURE (Claude), fermier général des diligences et messageries du royaume.
s.d⁴⁹. Conflit avec Pierre Thomas, voiturier, demandeur en indemnités pour résiliation de la messagerie de Langres à Belfort consécutive à la réunion des messageries au domaine de la Couronne. 1780.
3. LAVABRE (Henri), DOERNER (Jean-André) ET C^{IE}, banquiers à Paris.
Arrêt du 17 juillet 1784. Contestation avec Simon et Pierre Bérard et C^{IE}, négociants à Lorient sur les comptes de l'armement, équipement et cargaison du vaisseau *Le Carnate*, saisi par les Anglais en 1778. 1784-1788.
4. LAVAL (Antoine de), chargé du recouvrement des sommes provenant de la taxation des officiers comptables (édit de décembre 1712) et de la vente des offices comptables triennaux et quadriennaux (édit d'octobre 1717).
Arrêt du 2 novembre 1717 et 7 mars 1719. Contestations de la part de plusieurs officiers et traitants sur l'exécution des édits de décembre 1712 et d'octobre 1717. 1719.
5. LA VALLIÈRE (Jean-François de La Baume Le Blanc, marquis de), et son épouse Gabrielle Glé.
Arrêts des 8 juillet 1708 et 8 juillet 1709. Successions. 1708-1714.
6. LA VALLIÈRE (Maximilien-Henri de La Baume Le Blanc, marquis de).
Arrêts des 4 février et 2 juillet 1746, 31 décembre 1748, 22 mai et 22 août 1750, 17 septembre 1757, 17 janvier 1765 et 13 septembre 1766. Succession. - Contestations sur la saisie des terres dépendant de la succession, de la vente, adjudication et distribution du prix en provenant. 1746-1777.
7. LAVARDIN (le marquis de) et son fils, le marquis de Beaumanoir.
Arrêts des 21 février 1732 et 16 avril 1735. Successions. 1732-1735.
- LA VIEUVILLE. *Voir en V⁷ 514-519/1⁵⁰.*
8. LA VINCENDIÈRE (Antoine Poulain, s^r de).
Arrêt du 11 juillet 1749. Exécution du partage noble entre ses enfants. 1749-1753.

V⁷ 254-258. LAW (Jean), directeur de la Compagnie des Indes⁵¹.

Arrêts des 9 janvier et 29 avril 1721 et 9 septembre 1736. Contestations avec le roi et la Compagnie des Indes. - Discussion des biens : minutes des jugements. 1722-1763.

254. 1722-1725.

255. 1726-1729.

⁴⁹ Bureau des Postes et Messageries.

⁵⁰ Les dossiers de la famille La Vieuville sont restés dans l'ordre alphabétique de l'inventaire de 1891 et se trouvent à Vieuville (La).

⁵¹ Les pièces du greffe sont conservées sous les cotes G⁶ 1-11.

256. 1730-1738 (lacune 1733).
 257. 1739-1745.
 258. 1746-1751, 1763.

- V⁷ 259.** 1. LAW (Jean), ancien gouverneur des établissements français dans l'Inde.
Arrêt du 12 juillet 1785. Contestation sur les engagements contractés avec le s^r Chevalier, son associé dans les opérations de commerce faites en Inde après la suppression du privilège de la Compagnie. 1785-1790.
- 2-3. LAYE (Pierre-Jacques de), président en la chambre des comptes, aides et finances de Normandie.
2. *Arrêts des 28 avril 1731, 6 juillet 1731 et 9 octobre 1731.* Contestations avec le chevalier Jean Lambert et Etienne Pollier, négociants de Londres, avec le sieur Bourdon et avec la C^{ie} « Veuve Lhéritier et fils » de Rouen et Jacques Macé de Saint-Malo, au sujet des affaires de commerce qu'ils ont eues ensemble. 1731-1734.
3. *Arrêts du 23 février 1734.* Discussion des biens. 1734-1738.
- V⁷ 260.** LE BARTZ (Guillaume), ancien secrétaire du roi en la chancellerie près le parlement de Bretagne et son épouse Renée Trouillot
Arrêts des 29 mai et 11 août 1716. Successions respectives et discussion des biens de leur fils, Le Bartz de Servigné. 1716-1748.
- V⁷ 261.** 1. LE BARTZ (famille).
Arrêt des 9 septembre 1718, 15 mars 1720, 13 juillet 1728. Contestation avec les sieurs de La Mothe-Cadillac et Crozat sur la reddition de compte de la régie et administration de la colonie de la Louisiane. 1728-1730.
2. LEBÈGUE (Pierre), marchand mercier à Paris.
Arrêt du 3 mai 1766. Succession de son frère François Lebègue, revendication d'effets saisis par sa 2^e femme Louis-Renée Bernard. 1766-1768.
- V⁷ 262-266.** LEBLANC (Vincent), grand audencier de France.
Arrêts des 10 avril 1717 et 12 mars 1726. Discussion des biens puis succession. 1717-1775.
- 262-265. Minutes des jugements. 1717-1775.
262. 1717-1729 (lacune 1721-1725).
263. 1730-1734.
264. 1735-1756.
265. 1757-1775.
266. Pièces du greffe et registres de la commission : plunitifs (1727-1745), registre des oppositions (1726-1728), registre de dépôt des pièces (1726-1733), inventaire après décès (1726-1730), procès-verbal de récolement des papiers de la succession Leblanc (1770). 1726-1770.
- V⁷ 267.** 1. LE BREST (Barthélemy), trésorier général des fortifications.
Arrêts des 9 septembre 1721, 9 octobre 1725, 15 juillet 1732. Succession. - Procès entre sa veuve, Marie-Nicole Tardif, et ses commis : minutes des jugements, plunitifs. 1721-1736.
2. LEBRETON (Marie Maillard, veuve de Jean), habitant de La Martinique.

Arrêt du 7 octobre 1737. Succession d'Esther Maillard, épouse de Nicolas de Laistre. - Oppositions de la dame Périnelle-Dumay, veuve en 1^{ères} noces de Jean-Baptiste de Laistre, prétendant la nullité du mariage. 1737-1738.

3. LEBRUN (Charles), premier peintre du roi, et Marie-Louise Quinault, son épouse.

Arrêts des 31 décembre 1731, 21 mai et 5 juin 1745, 13 juillet 1748, 26 février 1749. Successions. 1731-1760.

4. LECLERC (Nicolas), officier de la prévôté de l'Hôtel du roi.

Arrêts des 20 août 1745 et 30 décembre 1747. Succession de Nicolas Renard, époux en 2^{es} noces d'Antoinette Simonet, belle-mère de Nicolas Leclerc. 1748.

5. LECOMTE (Pierre), receveur des amendes de la Table de marbre du Palais à Paris.

Arrêt du 26 juillet 1740. Succession. 1740-1743 et 1759-1776.

6-7. LECTOURE (l'évêque et le chapitre cathédral du diocèse de) :

6. *Arrêt du 24 juillet 1744.* Contestation entre l'évêque de Lectoure et les prêtres de l'Oratoire au sujet des biens donnés pour l'établissement d'un séminaire. 1744.

7. *Arrêt du 16 mai 1755.* Contestation entre Philippe-René Leblanc, chanoine honoraire de la cathédrale de Lectoure, avec le sieur Delort sur l'archidiaconé de Lomagne. 1755.

8. LEFRANC DE GETTOUVILLE (Armand-Claude), avocat en Parlement.

Arrêt du 19 juin 1745. Contestations avec ses ouvriers et fournisseurs sur 14 maisons ou hôtels qu'il a fait construire à Paris depuis 6 ans avec son associé Dupuis de La Garde. 1745.

V⁷ 268-272A. LEGENDRE DE SAINT-AUBIN (Charles), conseiller au Grand Conseil.

Arrêts des 16 mars 1737, 11 juillet 1739, 22 février 1740, 2 août 1745, 27 octobre 1746 et 20 décembre 1762. Succession. XV^e s.-1768.

268-269. Minutes des jugements. 1737-1768.

268. 1737-1749.

269. 1750-1768.

270-272A. Pièces du greffe. XV^e-XVIII^e s.

270. Titres anciens des seigneuries de Saint-Aubin-sur-Loire, Chirat, Chavanches, La Forêt, Les Noix; mercuriales, baux à ferme, travaux (XVII^e-XVIII^e s). XV^e-XVIII^e s.

271. Terrier de la seigneurie des Noix (1660-1671) ; titre d'acquisition de l'hôtel de Réau à Moulins (1652) ; titres honorifiques, papiers de la famille de Saint-Aubin et renseignements généalogiques, XVI^e-XVII^e s.

272A. Contrats d'impression avec le libraire Briasson à Paris, (1734-1739) ; procédures juridiques ; contrat d'union des créanciers. 1728-1752.

V⁷ 272B. 1. LEJAY (Etienne), banquier à Paris, époux d'Elisabeth Grenier.

Arrêts des 24 juin et 15 août 1736. Successions. 1736-1752.

2. LEJOINDRE (Pierre-Etienne), fourrier des logis du roi.

Arrêt du 9 avril 1755. Succession. 1756-1789.

3. LE MARCHAND (famille).

Arrêt du 2 avril 1737. Succession de Jean-François Le Marchand de La Mairie, ancien président de la cour des Monnaies de Paris, receveur général des domaines et bois de la généralité de Soissons. Succession de Louis-François Le Marchand de La Viéville, contrôleur général des Ponts et Chaussées de France. Succession de

Marie-Jeanne Le Marchand, veuve de Denis-Claude Misy, auditeur honoraire en la chambre des comptes. 1737-1746.

- V⁷ 273.**
1. LE MAYRAT (Jean-Jacques), conseiller au Grand Conseil, marquis de Montmélian.
Arrêts des 24 septembre 1720 et 4 mars 1724. Contestation avec l'abbaye de Chaalis sur l'attribution de biens à l'abbaye ou au marquisat de Montmélian. 1733.
 - 2-3. LEMOINE (Louis), conseiller-clerc en la Grand Chambre de Parlement :
 2. *Arrêts des 21 octobre 1730 et 29 janvier 1732.* Succession du président Lemoine. - Remise du compte de tutelle de ses enfants. 1731-1733.
 3. *Arrêt du 30 mai 1733.* Succession de Pierre Lemoine du Fresnoy. - Liquidation des droits de Louis Lemoine. 1733.
 4. LENONCOURT (Joseph-Michel-Nicolas Sublet, marquis de).
Arrêt du 10 mai 1763. Remise du compte de l'administration de la garde noble de Balthazar Utardo, marquis d'Amezaga, premier gentilhomme de la chambre du roi de Pologne. 1763.
 - 5-6. LÉON (famille de) :
 5. *Arrêt du 30 mai 1739.* Succession du prince de Léon. 1739-1741.
 6. *Arrêt du 30 septembre 1740.* Succession de la princesse de Léon. 1741-1742.
 7. LE PELETIER DE BEAUPRÉ (Charles-Etienne), maître des requêtes, commissaire départi par le roi ès province et frontières de Champagne.
Arrêt du 24 mars 1745. Contestation avec Antoine-Lambert Masson, président en la chambre des comptes de Paris, seigneur du comté de Meslay-le-Vidame au sujet du retrait féodal de seigneuries acquises par le sieur Le Peletier de Beaupré et dépendant du comté de Meslay-le-Vidame. 1745.
 8. LE PILLEUR (abbé).
Arrêts des 26 avril 1688, 2 décembre 1692, 26 janvier 1694. Echange avec Michel de Chamillart de terres dans le domaine de Versailles avec des terres et fiefs dans le domaine de Bayeux. Cession de terres au Perray près de Rambouillet. - Nomination d'experts pour l'estimation des biens. 1692-1694.
 9. LÉPINETTE, marchand à Châlons-en-Champagne.
*Arrêt du 2 avril 1781*⁵². Discussion des biens pour recouvrement d'une somme due à la caisse des grains. 1781.
 10. LE PRESTRE DE NEUFBOURG (Michel-Edmond), ancien receveur général des finances de la généralité de Caen.
Arrêt du 23 janvier 1779. Règlement de dettes. 1779-1781.
 11. LERAY DE CHAUMONT, commissionnaire anciennement chargé d'achats ou de manutention de grains pour le gouvernement.
Arrêts des 26 juillet 1775 et 5 mai 1776. Jugement des comptes. - Contestation avec les autres commissionnaires. 1788-1790.
 12. LERICHE (famille).
Arrêt du 7 juillet 1739. Contestation entre Alexandre-Joseph Leriche de La Poupelinière, fermier général, et Alexandre-Edme Leriche de Cheigné, conseiller au Parlement, au sujet des associations passées entre eux. 1739.
 13. LÉRIGET DE LA MÉNARDIE (Pierre), ancien receveur général des finances du Dauphin.
Arrêt du 14 juillet 1719. Succession. - Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1719-1726.

⁵² Bureau du Commerce.

- V⁷ 274.** 1. LEROUX (Charles), procureur au Châtelet.
Arrêt du 22 juin 1748. Succession. 1748-152.
2. LEROUX (Jean-Baptiste), ancien commis à la recette générale des finances de Bretagne, intéressé avec les sieurs de Boucquoy, armateurs à Nantes, dans le navire *La Jeune Rosalie*.
Arrêt du 8 mars 1771. Discussion des biens. 1771-1790.
3. LEROUX (Jean-Baptiste), architecte du roi.
Arrêt du 12 mars 1749. Succession. - Créances de Pierre-Etienne Bourgeois de Boynes 1749-1750.
4. LEROY (Georges), doyen des avocats du parlement de Paris, et Elisabeth-Claude Visinier, son épouse.
Arrêt du 5 avril 1749. Succession. 1749-1758.
5. LEROY (Pierre et Louis), et autres héritiers.
Arrêt des 30 avril et 13 juillet 1759. Succession de Léonard de Serquigny. - Prétentions respectives sur la terre de Serquigny : minutes des jugements (1759), pièces du greffe (1612-1759). 1612-1759.
- V⁷ 275A.** 1. L'ESCOUX (André-Abraham, comte de).
Arrêts des 15 septembre 1752 et 15 mai 1755. Contestation avec Jean Lugan, curateur onéraire nommé à l'interdiction de Guillaume, marquis de Salvart, au sujet du compte de tutelle du marquis de Salvart. 1752-1755.
2. LE SUEUR (famille).
*s.d*⁵³. Succession de Nicolas Lesueur. - Règlement des dettes de son fils Jean-Baptiste Lesueur, banquier à Paris. 1731-1775.
3. LE TONNELIER DE BRETEUIL (Charles), baron d'Escouchay.
Arrêts des 30 juillet 1725, 7 décembre 1726 et 5 décembre 1736. Succession. 1727-1744.
- V⁷ 275B.** 1. LE TONNELIER DE BRETEUIL (Charles-Auguste), baron de Breteuil et de Preully, époux de Marie-Anne-Françoise de Gasville.
Arrêts des 29 mars 1732, 1^{er} mai 1734, 17 mai 1737 et 3 mars 1751. Succession. 1732-1756.
2. LE TONNELIER DE BRETEUIL (François-Victor), marquis de Breteuil, chancelier de la reine, ministre de la guerre
*S.d*⁵⁴. Succession. 1746, 1761.
3. LE TONNELIER DE BRETEUIL (Laure O'Brien de Clare, veuve de Claude-Charles -, capitaine des cheveu-légers de Bretagne).
Arrêts des 26 mai 1764, 30 mars et 15 juillet 1765, 2 mai 1769. Contestation avec ses enfants au sujet de leur compte de tutelle et des successions de Marie-Thérèse Le Tonnelier de Breteuil, abbesse de Réconfort, de Jacques-Laure Le Tonnelier de Breteuil, bailli de l'Ordre de Malte et de l'abbé de Breteuil. 1764-1772.
- V⁷ 276.** 1. LETORT (Catherine Léger, veuve de Philippe).
Arrêt du 21 octobre 1786. Règlement de dettes. 1787-1790.
2. LE VAYER DE BOUTIGNY (René-Roland), conseiller au parlement de Paris, époux de Marie-Elisabeth Akakia.

⁵³ Commission du Châtelet de Paris.

⁵⁴ Commission du Châtelet de Paris.

Arrêt du 19 avril 1727. Succession. 1727.

3. LÉVIS (le duc et la duchesse de), comte et comtesse de Charlus.
Arrêts des 14 août 1719, 10 août 1725 et 27 août 1735. Successions. 1719-1737.

4. L'HÉRAULT (Jean-Louis), s^r d'Alfort et de Maisonville, baron de Bormes.
Arrêt du 8 avril 1761. Contestation avec Louis-Bruno-Vincent de L'Enfant sur la baronnie de Bormes, vendue par L'Héroult à L'Enfant. 1761-1762.

5. LHÉRITIER (Louis), conseiller et secrétaire du roi, ancien trésorier de France de l'Hôtel royal des Invalides.
Arrêt du 22 décembre 1735. Succession. 1738-1742.

6. L'HÔPITAL (Marie Métayer, veuve en 1^{ères} noces de Pierre Rioult, s^r de Douilly et en 2^{es} noces, de François, marquis de).
Arrêt du 3 mai 1727. Succession. 1727.

7. LIGNERAC (Joseph Robert, marquis de), lieutenant général de la Haute-Auvergne, époux de Marie-Charlotte de Caylus.
Arrêt du 9 janvier 1734. Succession. 1734-1735.

8. LIONET (Jacques-François), intéressé dans les affaires du roi et consors, syndics et directeurs généraux de la Compagnie des Jésuites.
Arrêts des 13 avril 1768⁵⁵, 28 mai 1771 et 18 octobre 1772. Opposition de Anne-Françoise Laurence Martin, veuve de Jacques Guay à un arrêt du Conseil du 8 mai 1768 qui casse celui du Conseil supérieur du Cap rendu à son profit. 1768-1772.

9. LIONNE (Hugues de), ministre et secrétaire d'Etat, époux de Paule Payen.
Arrêt du 13 août 1674. Succession. 1674-1679.

V⁷ 277. LIQUIDATION DES OFFICES DE LA CAPITAINERIE DE LIVRY (COMMISSION DE).
Arrêt du 18 novembre 1758. Liquidation et remboursement des offices de la capitainerie de Livry à la suite de la réunion de celle-ci à la capitainerie de Vincennes. - Fixation des contributions des propriétaires des seigneuries de la partie de la capitainerie non réunie, pour retour dans leur pleine et entière jouissance du droit de chasse sur l'étendue de leurs hautes justices : minutes des jugements (1758-1764), comptes du séquestre et pièces du greffe (1759-1769). 1758-1769.

V⁷ 278-296A. LIQUIDATION DES DETTES DES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERS DE PROVINCE SUPPRIMÉES (COMMISSION DE) ou BUREAU DES ARTS ET MÉTIERS⁵⁶.
Arrêt du 28 avril 1777. Liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers des villes du ressort du parlement de Paris et du ressort des parlements de Rouen, Nancy et Metz et Conseil supérieur du Roussillon, ordonnée par édits de janvier et avril 1777, février 1778, mai et juillet 1779, juillet 1780. 1777-1790.

278-288. Minutes des jugements⁵⁷. 1777-1790.

278. Septembre 1777-juillet 1778.

279. Août 1778-février 1779.

280. Mars 1779-juillet 1779.

⁵⁵ Commission pour juger les requêtes et instances en cassation d'arrêts rendus par le conseil supérieur des colonies françaises concernant les affaires de la compagnie de Jésus.

⁵⁶ M. ANTOINE, *Guide des recherches*, p. 75-76. De 1777 à 1787 cette commission exerça son activité parallèlement avec celle créée par arrêt du 3 mars 1716 pour la liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers de Paris (V⁷ 421A-443B) appelée également bureau des Arts et métiers. Les deux fusionnèrent en octobre 1787 pour former le bureau des Arts et métiers de Paris et des provinces (voir note 85). Sous les cotes 278-296A ne sont conservés que les jugements de liquidation des comptes des communautés d'arts et métiers de province.

⁵⁷ Les jugements portent en tête les noms de la généralité, de la ville et de la communauté de métier. Ces indications sont portées dans les registres V⁷ 289*-294*.

- 281. Août 1779-janvier 1780.
- 282. Février 1780-septembre 1780.
- 283. Octobre 1780-mai 1781.
- 284. Juin 1781-mars 1782.
- 285. Avril 1782-février 1783.
- 286. Mars 1783-juillet 1784.
- 287. Août 1784-juin 1786.
- 288. Juillet 1786-1790.

289*-294*. Jugements. 1777-1789.

- 289*. 20 septembre 1777-24 juin 1778.
- 290*. 24 juin 1778-14 avril 1779.
- 291*. 14 avril 1779-1er mars 1780.
- 292*. 1^{er} mars 1780-22 mars 1782.
- 293*. 12 avril 1782-14 décembre 1785.
- 294*. 18 janvier 1786-27 mars 1789.

295*. Délibérations de la commission. 12 janvier 1788-24 avril 1789.

296A. Pièces du greffe. 1777-1790.

Enregistrement des arrêts du Conseil et jugements concernant les attributions de la commission et les nominations de commissaires (1777-1790), comptes par année et par généralité du sieur Rouillé de l'Estang, trésorier général (1778-1780).

V⁷ 296B. 1. LIQUIDATION DES OFFICES DE CONTRÔLEURS DE L'ORFÈVREURIE (COMMISSION DE).

Arrêt du 18 janvier 1724. Liquidation des offices d'essayeurs et contrôleurs créés dans 26 villes du royaume par édit de janvier 1708 et supprimés par édit de mai 1723. Liquidation des offices de contrôleurs ambulants vérificateurs anciens alternatifs et triennaux des poinçons de l'orfèvrerie de Paris et de la ville de Lyon; liquidation des offices de peseur et de marqueurs anciens alternatifs et triennaux des ouvrages d'orfèvrerie au bureau de l'orfèvrerie de Paris. 1724.

Villes d'Autun, Auxerre, Beaune, Bourg, Bourges, Caen, Chalon-sur-Saône, Châtillon-sur-Seine, Dieppe, Dijon, Grenoble, Issoudun, La Charité-sur-Loire, La Rochelle, Le Havre, Lyon, Mâcon, Metz, Paray, Paris, Rouen, Saint-Lô, Semur-en-Auxois, Toul, Toulon, Tours, Vassy, Verdun, Vitry.

2. LIQUIDATION DES OFFICES DE COMMISSAIRES VÉRIFICATEURS DES RÔLES POUR LE SEL ET AUTRES OFFICES (COMMISSION de).

Arrêt du 24 octobre 1719. Liquidation des offices de commissaires vérificateurs particuliers des rôles pour la distribution de sel. 1719.

3. LIQUIDATION DES OFFICES DE TRÉSORIERIERS ET CONTRÔLEURS DES DENIERS DE LA POLICE DE PARIS (COMMISSION DE).

Édit de mai 1729. Liquidation des 4 offices de trésoriers et des 4 offices de contrôleurs des deniers de police de Paris. 1729.

4. LIQUIDATION DES OFFICES D'INSPECTEURS DE POLICE DE PARIS (COMMISSION DE).

Édit de mars 1740. Liquidation des 40 offices d'inspecteur de police de Paris créés par édit de février 1708. 1740-1741.

297-299^B. LIQUIDATION DES OFFICES SUR LES CUIRS (COMMISSION DE).

Arrêt du 24 septembre 1759. Liquidation des finances des offices de jurés vendeurs prud'hommes contrôleurs marqueurs lotisseurs de cuirs et autres, supprimés par édit d'août 1759. 1760-1773.

297-298. Minutes des jugements (classement chronologique). 1760-1773.

297. 1760-1765.

Abbeville, Aigle (l'), Amiens, Andelys (les), Argentan, Arnay-le-Duc, Autun, Auzances, Avallon, Bayeux, Beaumont-sur-Oise, Beauvais, Bernay, Blois, Bourbonne, Brinon, Caen, Châteaudun, Château-Renault, Châtillon-sur-Seine, Chevreuse, Clamecy, Contres, Coulommiers, Coutances, Dijon, Etampes, Falaise, Ferté-Alais (la), Gacé, Gamaches, Guillon, Issoudun, Laval, Langres, Lisieux, Lyon (généralité), Mâcon, Maizières, Mantes, Marseille, Mer, Meulan, Mortain, Moulins, Nevers, Orbec, Orléans, Paris, Pont-Audemer, Pont-Authou, Pont-l'Évêque, Pontaubert, Rochelle (la), Rouen, St-Denis, St-Florentin, St-Lô, Ste-Menehould, Semerpont, Senlis, Sens, Sézanne, Soissons, Suèvres, Thury, Tinchebray, Torgny, Toulon-sur-Arroux, Tours, Troyes, Vendôme, Vire, Vitry-le-François.

298. 1766-1773.

Abbeville, Alençon, Amiens, Argentan, Arnay-le-Duc, Arques, Auffay, Aumale, Autun, Auxerre, Auxonne, Avranches, Baigneux-les-Juifs, Baugé, Beaumont-le-Vicomte, Beaune, Blangy, Bléneau, Blois, Boën, Bonnetable, Boulogne-sur-Mer, Bouteresse (la), Bouttencourt, Caen, Calais, Caudebec, Caudebecquet, Cervières, Chalons-sur-Saône, Châlons, Chambon, Champallement, La Charité, La Chartre, Châteaudun, Châteauneuf, Château-Thierry, Chaumont-en-Bassigny, Chaussin, Cherbourg, Clamecy, Compiègne, Condé, Coulommiers, Coutances, Crécy, Crépy, Crèvecœur-en-Beauvaisis, Criel, Cusset, Dieppe, Dijon, Donchery, Doué, Dourdan, Dreux, Durtal, Eclaron, Envermeu, Epernay, Epoisses, Eu, Evreux, Fère (la), Ferté-Gaucher (la), Gacé, Gannat, Gavray, Grandville, Guéret, Guise, Harcourt, Humbécourt, Ivry-la-Chaussée, Lagny, Langres, Livry, Lurcy-le-Bourg, Loches, Louhans, Louviers, Maizières, Mans (le), Mantes, Marans, Maule, Mayenne, Melun, Mézidon, Mirebeau, Montbard, Montdidier, Montebourg, Montoire, Montreuil-sur-mer, Mortagne, Moulins, Moulins-Engilbert, Neubourg (le), Neufchâtel, Neuilly-le-Réal, Nogent-le-Rotrou, Noirétable, Nolay, Noiron, Novion, Noyon, Nuits, Paray-le-Monial, Péronne, Perrecy, Pontoise, Pont-Ste-Maxence, Pontailier, Preuilly, Provins, Reims, Rémalard, Rémalard, Resson, Riom, Rochelle (la), Rollot, Rouvray, St-Dizier, St-Fargeau, St-Léonard, St-Maixent, St-Pierre-sur-Dives, St-Quentin, St-Révérien, St-Saëns, Saulieu, Saumur, Sées, Senlis, Soissons, Soussey, Tingry, Toucy, Toulon-sur-Arroux, Tréport (le), Valognes, Vanvey, Vendôme, Verneuil, Vernon, Vertus, Villers (près de Caen), Villy, Vire, Vitteaux, Vitry-le-François, Voiron.

299A-299B. Pièces du greffe. 1760-1773.

299A. Pièces produites par les propriétaires, n^{os} 2 à 150. 1760-1773.

299B. Pièces produites par les propriétaires, n^{os} 151 à 318, plumitif, registre d'enregistrement des arrêts du Conseil. 1760-1773.

V⁷ 300. LIQUIDATION DE LA HALLE AUX DRAPS, DE LA HALLE À LA MARÉE ET DE LA HALLE AU BLÉ (COMMISSIONS DE).

1. S.^d⁵⁸. Commission de liquidation des indemnités dues aux propriétaires des maisons et échopes situées rue de La Fromagerie, adossées au parquet de la Marée, à la Halle aux draps, rue au Fer et dont la démolition a été ordonnée par lettres patentes et arrêts du Conseil des 24 août 1784, 11 juillet 1785 et 20 novembre 1785. 1785-1790.

2. S.^d⁵⁹. Commission de liquidation des indemnités dues aux propriétaires des échopes, bâtiments dits « le fief d'Alby » et maisons adossés à la halle à la marée et

⁵⁸ Bureau des Arts et Métiers.

⁵⁹ *Idem.*

à la saline, qui doivent être démolis et leur emplacement réuni à celui des halles et rendu à la voie publique, en exécution des lettres patentes et arrêts du Conseil de mai 1785, 21 et 3 octobre 1785. 1785-1791.

3. S.^d⁶⁰. Commission de liquidation des indemnités dues aux propriétaires et engagistes des échopes situées sur le carreau de l'ancienne halle au blé, et dont la démolition est ordonnées par arrêt du Conseil du 23 novembre 1786. 1787.

V⁷ 301. LIQUIDATION D'OFFICES (COMMISSIONS DE).

1. LIQUIDATION DES OFFICES DE NOTAIRES DE NAVARRE (COMMISSION DE).

Edit de juillet 1763. Liquidation des offices de notaires dans la Navarre et vicomté de Soule, création de 21 offices de notaires royaux garde-notes dans la province de Navarre et de 12 offices dans la vicomté de Soule, désignation de leur résidence et de l'arrondissement attribué à chaque office. 1764-1765.

2. LIQUIDATION DES OFFICES DU PARLEMENT DE PAU (COMMISSION DE).

Arrêt du 3 août 1765. Liquidation des offices vacants de président et conseillers du parlement de Navarre séant à Pau, institués en vertu de l'édit de juin 1745 : minutes des jugements, (1765-1767), pièces du greffe (1752-1765). 1752-1767.

3. LIQUIDATION DES OFFICES DE JUDICATURE DU RESSORT DU PARLEMENT DE PAU (COMMISSION DE).

S.*d.* Pièces du greffe : état des offices de judicature par sénéchaussée, bailliage et justice royale (1740), mémoires sur l'office d'huissier audienier de la sénéchaussée de Pau (1761-1769). 1740-1769.

4. LIQUIDATION DES OFFICES DU PARLEMENT DE BRETAGNE (COMMISSION DE).

Arrêt du 3 février 1766. Liquidation des offices supprimés de président et conseiller du parlement de Bretagne. 1766-1768.

5. LIQUIDATION D'OFFICES DOMANIAUX (COMMISSION DE).

Edit d'avril 1768. Jugements de liquidation des offices d'auteur de draps de Troyes, de mesureur de grains d'Abbeville, Bayeux, Coutances, Langres, Pontoise et Sens, de vendeur de marée de Beaumont-sur-Oise, de vendeur de poissons de Caudebec et de vendeur de cuirs d'Envermeu. 1771-1773.

V⁷ 302. LIQUIDATION DE RENTES (COMMISSIONS DE).

1. *Arrêt du 5 décembre 1664.* Liquidation des sommes dues au roi depuis 1630 en exécution des édits et déclarations des 22 octobre 1648, décembre 1652, 15 septembre 1662 et 4 décembre 1664 sur le remboursement de rentes, offices, droits et dettes. 1665-1666.

2. *Arrêt du 13 avril 1669.* Etats de liquidation des rentes constituées sur les Gabelles, Cinq Grosses Fermes et traites foraines de Normandie supprimées par arrêt du Conseil du 22 février 1669. 1669-1670.

V⁷ 303-308. LIQUIDATION DE RENTES SUR LE CONTROLE DES ACTES DES NOTAIRES (COMMISSION DE)⁶¹.

Arrêts des 4 janvier et 4 février 1716. Liquidation des rentes assignées sur la Ferme générale des droits de contrôle des actes des notaires et des droits de contrôle des bancs de mariage, supprimées par édit de décembre 1715. 1716-1721.

⁶⁰ *Idem.*

⁶¹ Les minutes des jugements conservées sous les cotes V⁷ 303-308 (liquidation des rentes sur le contrôle des actes), V⁷ 309 (liquidation des rentes sur les tailles), V⁷ 311-330 (liquidation des rentes sur les recettes générales des finances) proviennent d'une même commission créée le 4 janvier 1716 en exécution de l'édit de décembre 1715 pour la liquidation des rentes sur les recettes générales des finances, contrôle des actes des notaires et des exploits, des rentes viagères sur les tailles, des taxations des payeurs et contrôleurs des gages et réductions des gages et autres charges employées dans les Etats du roi.

303-306. Minutes des jugements sur contrats. 1716-1721.

303. 21 février-8 mai 1716.

304. 15 mai-2 octobre 1716.

305. 9 octobre 1716-30 juin 1717.

306. 15 juillet 1717-19 février 1721.

307-308. Minutes des jugements sur quittances. 1716-1721.

307. 1716-1717.

308. 1718-1721.

V⁷ 309. LIQUIDATION DE RENTES SUR LES LES TAILLES (COMMISSION DE).
Arrêts des 4 janvier et 4 février 1716. Réduction des rentes viagères assignées sur les tailles créées par édits de mai 1714 et mars 1715. 1716-1722.

V⁷ 310A et B. LIQUIDATION DES COMPTES DES TRAITANTS (COMMISSION DE).
Arrêts des 2 novembre 1717 et 1^{er} mai 1721. Examen et vérification des comptes des fermiers et traitants généraux d'affaires extraordinaires, liquidation et paiement de leurs billets solidaires : minutes des jugements. 1718-1727⁶².

310A. 1718-1724.

310B. 1724-1727.

V⁷ 311-330. LIQUIDATION DES RENTES ASSIGNÉES SUR LES RECETTES GÉNÉRALES DES FINANCES (COMMISSION DE).
Arrêts des 4 janvier et 4 février 1716. Liquidation des rentes assignées sur les recettes générales créées par édit de mars 1710 : minutes des jugements. 1716-1726.

311. 27 mars-2 octobre 1716.

312. novembre-décembre 1716.

313. janvier-avril 1717.

314. 9-16 juin 1717.

315. 23-30 juin 1717.

316. 7 juillet-13 octobre 1717.

317. 17-24 novembre 1717.

318. 24 novembre-15 décembre 1717.

319. 15 décembre 1717-30 mars 1718.

320. 4 mai-4 septembre 1718.

321. 19 novembre 1718-2 août 1719.

322. 2 août 1719-8 novembre 1719.

⁶² Pour 1718-1720 ne sont conservées que des épaves. Plusieurs affaires ont fait l'objet de commissions particulières, instruites par les commissaires du bureau des Traitants et conservées à part : Deschiens de Luzy, Gestes, Gorju, Laval, Miotte, Munitionnaires d'Italie. Par arrêt du 2 décembre 1727 la commission a été supprimée, les contestations relatives aux traitants des affaires extraordinaires ont été alors renvoyées devant le bureau des Comptes en banque.

- 323. 10 décembre 1719-14 février 1720.
- 324. 18 février-27 mars 1720.
- 325. 27 mars 14 juillet 1720.
- 326. 1^{er}-30 août 1720.
- 327. 18 septembre-8 octobre 1720.
- 328. 22 octobre-7 décembre 1720.
- 329. 24 décembre 1720-27 décembre 1721.
- 330. 1722-1726.

- V⁷ 331.**
1. LISTENOIS (Louise-Françoise de Mailly, veuve de Jacques-Antoine de Bauffremont, marquis de).
Arrêt du 18 février 1731. Contestation avec Louis-Bénigne, marquis de Bauffremont sur la transaction passée entre eux le 26 avril 1729. 1731-1732.
 2. LITS MILITAIRES DE ROUSSILLON (ENTREPRISE DES).
Arrêt du 30 décembre 1787. Contestation entre les héritiers de Philibert-Joseph-Claude Rose, citoyen de Perpignan et les héritiers d'Antoine Ballaud de Saint-Jean, associés dans l'entreprise de lits militaires de la province de Roussillon dans le traité de Mathieu Cormeille expiré le 31 décembre 1751. 1789.
 3. LOCHEFONTAINE (Jean-Baptiste d'Arnolet de), marquis de Bussy, président en la cour des Monnaies.
Arrêts des 20 mars 1713, 4 mars 1715 et 7 juillet 1725. Succession. 1713-1728.
 4. LOHÉAC (Françoise de).
Arrêt du 8 septembre 1736. Contestation de la noblesse de la famille de Riou. 1736.
 5. LOMBARDS (collège des).
Arrêts des 12 janvier 1737, 15 avril 1741, 7 et 20 juin et 7 juillet 1745, 15 juillet et 2 décembre 1786. Contestations entre les prêtres irlandais du collège des Lombards et les proviseurs au sujet de l'examen des statuts, arrêts et règlements et des comptes d'administration du collège des Lombards. 1736-1789.
 - 6-7. LONGCHAMP (abbaye royale de).
 6. *Arrêt du 29 décembre 1725.* Règlements de dettes. 1725-1729
 7. *Arrêt du 23 juillet 1735.* Contestation avec l'abbaye de la Nativité de Jésus à Paris rue de Grenelle sur la pension de Madeleine de Palluau, religieuse. 1735-1737.
 8. LONGPONT (prieuré Notre-Dame de)
Arrêts des 25 août 1710, 10 décembre 1711, 24 juillet 1716. Contestation entre Frédéric-Constantin de La Tour d'Auvergne, prieur de Longpont et les héritiers de son prédécesseur, Pierre du Cambout, cardinal de Coislin, et son successeur, Jean-Paul Bignon, conseiller d'Etat, sur les réparations à faire aux bâtiments et les dégradations commises dans les bois. 1710-1719.
 9. LORGES (Guy de Durfort, duc de), époux d'Antoinette de Mesmes.
Arrêt du 20 juin 1759. Succession. - Liquidation des prétentions matrimoniales de la duchesse douairière. 1759-1763.
 10. LORRAINE (Louis de), pair et Grand écuyer de France.
Arrêt du 4 juillet 1710. Succession. 1718.
 11. LORTEMAR (Joseph de), avocat au Conseil.
Arrêt du 6 mai 1747. Conflits avec ses locataires d'une maison rue Sainte-Croix de la Bretonnerie. 1747.
 12. LOSSEDAT (Gabriel Teyras de), ancien directeur général des domaines du

roi.

Lettres patentes du 19 mars 1763. Règlement de dettes. 1763-1770.

- V⁷ 332.**
1. LOSTANGES (François-Louis de), baron de Paillé.
Arrêts des 17 août 1754, 7 et 28 septembre 1753, 17 août 1754, 21 mai 1760 et 18 mai 1762, 2 octobre 1772. Contestation avec Antoine Châteigner, s^r de La Châteigneraye sur 5 successions. 1754-1777.
 2. LOTERIE DE L'HÔTEL DE VILLE DE PARIS (COMMISSION DE LA).
Arrêt du 19 juillet 1718. Oppositions formées à l'exécution de l'arrêt du 22 mai 1718 désignant le receveur général de la loterie comme créancier préférentiel des receveurs particuliers et lui attribuant le reliquat du paiement des loteries. 1718.
 3. LOUVIOT (Joseph de), abbé de Saint-Airy de Verdun.
Arrêt du 30 juillet 1737. Oppositions des religieux de l'abbaye et des supérieurs majeurs de la congrégation de Saint-Vannes sur la nomination de l'abbé. 1735-1737.
 4. LOUVOIS (marquise de).
Arrêt du 28 avril 1716. Succession. 1717-1718.
- V⁷ 333A-334.** LOUVOIS (Louis-Sophie Le Tellier de Souvré, marquis de), époux de Marie-Jeanne-Henriette-Victoire de Bombelles, veuve en 1^{ères} noces de Constantin, landgrave de Hesse-Rheinfeld, prince de Reichenberg.
- 333A- *Arrêts des 19 octobre et 9 novembre 1776. Contestation entre Mesdames de*
333B. *France, tantes du roi, le marquis de Louvois et ses créanciers, sur l'ordre et la distribution du prix de la terre et marquisat de Louvois vendu à Mesdames de France le 3 février 1776. 1776-1780.*
- 333A. *Minutes des jugements, correspondance, titres de créances. 1776-1780.*
- 333B*. *Jugement de mise en ordre des créanciers, 31 mars 1778.*
334. *Arrêt du 8 novembre 1783. Règlement de dettes. 1783-1790.*
- V⁷ 335.**
1. LOWENDAHL (Woldemar, comte de), comte du Saint-Esprit, maréchal de France.
Arrêts des 29 août 1755 et 3 juin 1758. Succession (?). 1754-1767.
 2. LUBERT (héritiers du s^r de), trésorier général de la marine.
Arrêt du 27 juillet 1726. Contestation avec les héritiers du sieur Quegain, commis en Franche-Comté sur la reddition d'un compte de la Marine. 1726-1727.
 3. LUC DE SALLES (abbé) conseiller au parlement de Navarre, abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Georges-sur-Loire.
Arrêt du 17 avril 1767. Contestation avec le prieur et le religieux sur le partage des menses et les réparations à faire aux bâtiments. 1767-1768.
 4. LUÇON (canal de).
Arrêts des 12 mai 1736, 25 juin 1740, 19 septembre 1742, 13 janvier et 25 avril 1744. Contestations entre les habitants de Luçon, Triaize-lès-Magny, Reignier et Chasnais, Michel-Celse de Bussy-Rabutin, évêque de Luçon et le chapitre de la cathédrale de Luçon et Jacques-Louis Gazeau, baron de Champagné, sur les réparations à faire au canal de Luçon. 1736-1745.
 5. LYON (archevêque de).
Arrêt du 29 mars 1732. Contestations entre Charles-François de Châteauneuf, archevêque de Lyon, ancien évêque de Noyon et Claude de Saint-Simon, évêque de Noyon puis de Metz, sur les réparations à faire aux bâtiments et lieux dépendant du domaine de l'évêché de Noyon.. 1732-1734.

6. LYS (Jean-Eustache de).

Arrêt des 13 avril et 9 août 1746 et 5 juillet 1760. Contestation sur les biens dotaux de sa belle-soeur Anne-Marguerite Gunet de Franqueville, veuve du comte de La Baume. 1746-1760.

7. MABOUL, maître des requêtes.

Arrêt du 21 novembre 1702. Opposition de la dame de Catheu, épouse non commune en biens du s^r Maboul, et des autres créanciers du s^r Brigodet, intéressé dans les Fermes Unies, à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 25 juillet 1702 ordonnant le paiement d'une avance sur le bail des Fermes. 1703.

8. MAÇONS DE PARIS (la communauté des maîtres).

Arrêt des 27 septembre 1740 et 7 août 1742. Conflit avec les maîtres-charpentiers de Paris sur les travaux à la chapelle Saint-Blaise-Saint-Louis-Saint-Joseph de la rue Galante. 1742-1743.

9. MAGNY (Angélique-Henriette de Foucault de).

Arrêt du 2 décembre 1784. Succession. 1785-1787.

10. MAILLÉ (Donatien de), marquis de Carman..

Arrêt du 4 août 1736. Liquidation de dettes. 1736-1737.

11-12. MAILLÉ (Marie-Elisabeth d'Anglebermer de Lagny, épouse de Donatien de), veuve en 1^{ères} noces de Jean-Louis d'Alsace d'Hénin-Liétard, comte d'Hénin :

11. *Arrêt du 12 mars 1745.* Contestation avec Louise-Elisabeth d'Hénin-Liétard, épouse de Joseph-Gabriel-Tancrède de Félix, marquis du Muy sur les successions du comte d'Hénin son beau-père et de Marie-Marthe et d'Antoine-Denis d'Alsace d'Hénin. 1745-1753.

12. *Arrêt du 6 juin 1749.* Succession. 1750.

V⁷ 336. 1. MAILLY (Louis, comte de), s^r de Rieux, capitaine et lieutenant des gendarmes écossais du roi.

Arrêts des 19 décembre 1721 et 11 mars 1722. Succession. 1723-1728.

2. MAILLY (Marguerite Moreau de Vielleregis, veuve de Louis, comte de).

Arrêts des 10 avril 1743 et 12 mai 1747. Succession. 1733-1753.

3. MAILLY (Louise-Julie de), épouse de Louis, comte de Mailly.

Arrêt des 19 octobre 1747 et 27 avril 1748. Règlement de créances. 1747-1756.

4. MAINE (duchesse du)

Lettre de cachet du 29 décembre 1718. Scellés. 1718-1719.

5. MAIR (Jacques), maître tailleur d'habits.

Arrêt du 20 janvier 1780. Règlement de dettes, discussion des biens. 1781-1783.

V⁷ 337-338. MAISON-ROUGE (Etienne-Pierre Masson de), ancien receveur général des finances de la généralité d'Amiens.

Lettres patentes du 7 juin 1766. Règlement de dettes et discussion des biens : minutes des jugements. 1766-1789.

337. 1766-1770.

338. 1775-1789 (lacune 1771-1774).

V⁷ 339A-339B. MALLARD (Marie-Barbe Guillot, épouse), nourrice du roi.

Arrêts des 12 août 1774 et 29 septembre 1775. Règlement de dettes. 1770-1790.

339A. Minutes des jugements. 1774-1790.

339B- Pièces du greffe. 1770-1790.

339C 339B. Registres des productions, comptes du séquestre, procès-verbaux d'affirmation de créances. 1774-1790.

339C. Requêtes, frais de procédures. 1770-1788.

- V⁷ 340.**
1. MALLET DE BRUNIÈRES (Marguerite de La May Valombres, veuve de François -, caissier de la caisse des emprunts jusqu'en 1715).
Arrêts des 20 décembre 1735 et 23 octobre 1740. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1735-1741.
 2. MALON DE BERCY (Charles-Henri), maître des requêtes honoraire, ancien intendant des finances et directeur général des Ponts et Chaussées de France.
Arrêt du 8 avril 1730. Conflit avec Guy-Michel Billard de Lorière, conseiller au Grand Conseil sur les confins et limites de leurs terres et seigneuries. 1730-1734.
 3. MANGOT (Pierre), conseiller au Grand Conseil.
Arrêt du 8 février 1749. Succession. 1749-1751.
 4. MANSART.
Arrêt du 13 mai 1708. Succession. - Scellés sur les papiers concernant les bâtiments du roi. 1708.
 5. MANUFACTURE DE TOILES DE BEAUVAIS.
Arrêt du 12 janvier 1712. Vente aux enchères des coupons de toiles coupés sur les pièces excédant 20 aunes en conséquence de l'arrêt du 28 juillet 1711. 1712.
 6. MANUFACTURE ROYALE DE LA CHARITÉ-SUR-LOIRE.
S.d.⁶³. Recouvrement de sommes dues à la caisse du commerce par les associés solidaires en l'entreprise de la manufacture. 1779.
 - 7-8. MANUFACTURE DE PAPIER DE MONTARGIS :
 7. *S.d.⁶⁴* Succession du s^r de Villedé, l'un des intéressés dans la manufacture de papier façon Hollande de Langlée près de Montargis. - Règlement de comptes. 1767-1770.
 8. *S.d.⁶⁵* Instance contre les héritiers de Jean-Baptiste Vernay, l'un des intéressés et contre Paul Prévôt, l'un des directeurs de la manufacture sur l'administration de l'entreprise. 1781-1790.
 9. MANUFACTURE DES TOILES PEINTES D'ORANGE.
Arrêt des 1^{er} mai 1767 et 12 mai 1775. Contestations entre les associés et les créanciers. 1767-1789.
 10. MANUFACTURE ROYALE DES GLACES DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE.
Arrêt du 14 octobre 1727⁶⁶. Contestation entre Mathieu Radix et les autres associés au traité de la vente et débit des glaces sous le nom d'Antoine d'Agincourt, sur la liquidation des dettes et le recouvrement des reliquats de comptes. 1728-1753.
 11. MANUFACTURE ROYALE DE SEIGNELAY.
Arrêt du 26 juillet 1746. Contestation entre les associés Durey d'Arnoncourt, Fabre, Mol de Lurieux et de Maison-Rouge et Lenoir de Curgy sur l'administration de la société de 1742 à 1748 et demande de résiliation de la société. 1747-1750.

- V⁷ 341.**
1. MARAIS (Alexandre-Félix).
Arrêt du 18 avril 1739. Succession. 1740.

⁶³ Provient du bureau du Commerce.

⁶⁴ Bureau des Arts et Métiers.

⁶⁵ *Idem.*

⁶⁶ Provient du bureau du Commerce.

2. MARCHAL (Sébastien), receveur général des domaines et bois de la généralité de Metz, économe général du clergé de France et capitoul de Toulouse.
Arrêt des 11 juillet 1750, 4 mai 1751 et 22 février 1755. Succession. 1750-1755.
3. MARCHAND (Marie-Jeanne Marcel, épouse en 2^{es} noces de Jean -, s^f des Coteaux, avocat en Parlement).
Arrêt du 12 septembre 1739. Succession de François Marque de Chessy, son premier mari. 1739-1742.
4. MARCHANDS DE VIN (les maitres et gardes du corps des).
Arrêt du 7 mai 1743. Contestation sur le prélèvement de 10 s. par muid de vin entrant dans Paris par les employés de la Ferme Générale. 1743-1745.
5. MARCHÉS DE SCEAUX ET DE POISSY (police des).
Arrêts des 17 novembre 1731, 21 septembre 1735, 24 juillet 1741. Jugements des comptes de la ferme sur les bestiaux des marchés de Sceaux et de Poissy. 1731-1747.
6. MARCIER (Jacques-Raymond), chargé du recouvrement de la finance provenant des offices de trésoriers de la Bourse dans les marchés de Sceaux et Poissy créés par édit de janvier 1707.
Arrêts des 24 mai 1707 et 10 mars 1708. Contestation avec Denis Cartier, boucher de Paris. 1708.
7. MARCONNAY (Louis de).
Arrêt du 18 juillet 1745. Succession de Louise-Anne-Marie de Rechiquevoisin de Guron, son épouse en 1^{ères} noces. 1745-1747.
8. MARDUEL (Jean), curé de Saint-Roch.
Arrêts des 15 septembre et 14 décembre 1770. Contestation avec les marguilliers et comptables de Saint-Roch sur sa portion congrue. 1770-1771.
9. MARÉCHAL, 1^{er} chirurgien du roi, s^f de Bièvres, Vélizy et Montéclin.
Arrêt du 12 avril 1732. Contestation avec Antoine-Louis Rouillé, m^e des requêtes et intendant du commerce, s^f de Jouy, sur les limites de leurs terres. 1732-1733.
10. MARILLAC (la dame de).
Arrêts des 25 avril 1725, 6 août 1726 et 1^{er} mai 1728. Succession. 1734.

V⁷ 342-365. MARINE (COMMISSION DE LIQUIDATION DES DETTES DE LA - ET DES COLONIES)⁶⁷

Arrêts des 18 octobre 1758, 28 octobre 1761, 13 mars 1762, 15 mai et 31 décembre 1763, 18 février et 15 décembre 1764. Commission chargée d'examiner et de liquider les créances des particuliers sur le service de la marine et des colonies puis, à partir de 1761, d'examiner les dettes du Canada, et, à partir de 1764 de juger les contestations concernant le recouvrement des biens de François Bigot, intendant du Canada, et de Jean-Victor Varin, commissaire de la marine à Montréal⁶⁸. 1757-1774.

⁶⁷ M. ANTOINE, *Guide des recherches*, p. 3.

⁶⁸ La liquidation des dettes de la marine a été prononcée non par des jugements de la commission mais par des arrêts du Conseil du roi de 1759 à 1767. Une section de la commission s'occupa des créances passées dans le Canada. L'arrêt du 28 octobre 1761 ordonna à la commission de surseoir à l'examen et vérification des dettes de la marine et de procéder à l'examen des dettes du Canada, dont les titres furent déposés au greffe de la commission dans le courant de l'année 1762. Parallèlement au travail de la commission, d'autres commissaires, siégeant au Châtelet de Paris, nommés par arrêt du 12 décembre 1761, furent chargés des poursuites judiciaires sur les personnes soupçonnées de malversations financières au Canada, notamment François Bigot, intendant du Canada et Jean-Victor Varin, commissaire de la marine à Montréal ; ils rendirent un jugement souverain le 10 décembre 1763 qui bannissait Varin et Bigot du royaume et confisquait leurs biens. Les contestations concernant le recouvrement des biens des sieurs Bigot et Varin furent renvoyées devant la commission de liquidation des dettes de la marine par arrêt du 31 décembre 1763. Elle s'occupa dès lors de l'exécution du jugement des commissaires du Châtelet : saisie et discussion des biens des sieurs Bigot et

- 342-346. Titres de créance⁶⁹. 1757-1768.
- 342. N^{os} 1 à 199 (avec lacunes). 1759.
 - 343. N^{os} 200 à 449. 1759.
 - 344. N^{os} 450 à 599. 1759.
 - 345. N^{os} 600 à 920 et titres pour le Canada. 1759-1761.
 - 1. N^{os} 600 à 820.
 - 2. Titres produits par le sieur Descleaux, de Bordeaux, pour le compte du sieur Cadet, munitionnaire général au Québec, n^{os} 1 à 44 (avec lacunes).
346. Titres de créance pour le Canada et pour les ports. 1757-1768.
- 1. Titres des créances contractées au Canada, n^{os} 1 à 245 (avec lacunes). 1767-1768.
 - 2. Titres de créances pour la fourniture de bois de construction à Rochefort. 1759.
 - 3. Titres de créances du sieur Lécureuil à Brest. 1759.
 - 4. Titres de créances pour fourniture de médicaments à Toulon. 1757-1759.
- 357-359. Récépissés des titres de créances. 1759-1764.
- 357. Récépissés n^{os} 1 à 399. 1759.
 - 358. Récépissés n^{os} 400 à 899. 1759-1761.
 - 359. Récépissés et décharges. 1759-1764.
 - 1. Récépissés n^{os} 900 à 924. 1761-1762.
 - 2. Récépissés sans numérotation, classés chronologiquement, 2 janvier 1759-1^{er} septembre 1760.
 - 3. Décharges. 1762-1764.
 - 4. Récépissés et décharges sur les dettes du Canada. 1762-1764.
- 347*-349*, 354*, 356*. Productions des titres de créances⁷⁰ :
- 347*. N^{os} 1 à 925. 11 décembre 1758-20 octobre 1761⁷¹.
 - 349*. N^{os} 1 à 895. 11 décembre 1758-30 octobre 1759.
 - 352*. N^{os} 1 à 882, du 20 décembre 1758-10 mai 1759.
 - 356*. 12 février 1759-17 juin 1760.
*Supplément au V⁷ 347**.
 - 348*. Créances contractées au Canada, n^{os} 1 à 245, 18 janvier 1762-29 avril 1767 (fol. 1-26) et au Canada de propriété britannique, n^{os} 1 à 151, 18 juin 1766-15 février 1768 (fol 32-46).
- 360-361. Arrêts du Conseil de liquidation des dettes de la marine et du Canada. 1759-1761.
- 360. 1759-1761.
 - 361. 1762-1767.

Varin, examen des comptes du séquestre, Georges-Nicolas Beaudart de Vaudésir. La commission fut par ailleurs chargée de plusieurs instances particulières, notamment celle d'Antoine Davezier.

⁶⁹ Pour connaître le nom du créancier et le type de créance, se référer au registre V⁷ 347*.

⁷⁰ Les productions sont numérotées dans l'ordre des titres de créance.

⁷¹ Ce registre d'ordre attribue un numéro aux créances dans l'ordre chronologique de leur production ; c'est ce numéro qui est rappelé lors de l'attribution des dossiers aux rapporteurs, sur les jugements de la commission et sur les récépissés.

- 350*. Expéditions, n^{os} 1 à 918, 21 novembre 1758-18 mars 1759.
- 351*. Arrêtés de la commission, du 21 novembre 1758 au 24 mars 1767.
- 353*. Arrêtés de la commission concernant la discussion des biens des nommés Bigot, Varin et autres employés dans le Canada. 10 janvier 1764-26 juin 1745.
- 352*. Productions concernant les contestations nées et à naître au sujet des restitutions des sieurs Bigot, Varin et autres Canadiens, 28 février 1764-23 octobre 1765.
- 355*. Committitur concernant les sieurs Bigot, Varin et autres particuliers du Canada, du 10 janvier 1764 au 20 juin 1766.
- 362-365. Jugements de la commission et pièces. 1758-1774.
 - 362. Minutes des jugements. 1758-1765
 - 363. 1. Minutes des jugements. 1766-1789.
 - 2. Compte du séquestre des biens du sieur Varin. 1759-1769.
 - 364. Comptes du séquestre du sieur Bigot. 1751-1764.
 - 365. Comptes du séquestre du sieur Bigot. 1764-1774.

- V⁷ 366.**
- 1. MARINGH (Pierre-François).
Arrêt du 17 décembre 1716. Discussion des biens. 1717-1736.
 - 2. MARIVET (Claude-Etienne, baron de) et ALBERT (Antoine) son associé.
Arrêts des 19 mai 1775 et 28 mars 1776. Litiges avec leurs créanciers sur l'exploitation de la manufacture des verres cristallins de Rouelles en Bourgogne. 1775-1790.
 - 3. MARNAVAL (Charles-François Leblanc de), entrepreneur de la manufacture royale de draps du château du Parc à Châteauroux et fermier des forges de Clavières.
Arrêt du 18 décembre 1779. Règlement de dettes. 1779-1786.
 - 4. MARO DE JOIGNY (Thomas).
Arrêts des 26 février 1742, 26 juillet et 6 novembre 1743. Succession. 1742-1755.
 - 5. MARQUE SUR LES CHAPEAUX (DROIT DE).
Arrêt du 12 décembre 1693. Procès-verbal de dépôt et exemplaire de la marque de Pierre Pointeau, fermier du droit de marque sur les chapeaux de castor mêlé. 1694.
 - 6. MARQUELY (dom Juan), chevalier des Ordres d'Espagne, écuyer du roi d'Espagne.
Arrêt des 16 décembre 1720 et 9 janvier 1721. Succession. - Demande en restitution de marchandises appartenant à Marquely et détenus par Gaspard et Nicolas Solicoffre, négociants de Marseille. 1729.
 - 7. MARQUET (Marie-Joseph), conseiller au Parlement.
Arrêt du 29 décembre 1781. Succession. 1781-1783.

- V⁷ 367.**
- 1. MARQUET DE PEYRE (Pierre-Isaac), fermier général.
Arrêt du 24 mai 1779. Discussion des biens. 1779-1790.
 - 2. MARRE (Guillaume), avocat au Conseil.
Arrêt du 29 avril 1724. Contestation avec les héritiers de François de Villeneuve, avocat aux Conseils, sur la société formée entre Marre et Villeneuve. 1724-1727.
 - 3. MARSAN (Camille-Louis de Lorraine, prince de), marquis de Mirambeau.
Arrêt du 21 juin 1783. Succession. 1783-1790.

- V⁷ 368.** 1. MARSEILLE (affaires de la ville de).
Arrêts des 1^{er} février 1710, 2 juin 1711 et 8 avril 1713. Examen des comptes des trésoriers de la ville de Marseille depuis 1676 et des comptes de la chambre de commerce depuis 1669 ; jugements des contestations concernant les alignements des maisons et les charges de trésoriers receveurs des octrois. 1710-1713.
2. MASSOL, 1^{er} président au bureau des finances et chambre du domaine à Paris.
Arrêt du 26 juin 1725⁷². Recouvrement de sommes dues au roi. 1725-1726.
3. MASSON (Philippe), banquier à Paris.
Arrêts des 16 décembre 1727 et 10 février 1728. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1728-1737.
4. MATHA (Marie-Madeleine de Brossin de Méré, épouse de François-Hippolyte de La Mer, comte de).
Arrêt du 25 septembre 1734. Succession. 1734-1736.
5. MATHURINS (les religieux) du couvent de la Sainte-Trinité établis à Fontainebleau.
Arrêt du 5 novembre 1751. Conflit avec le curé de Fontainebleau sur le déroulement des processions et offices. 1751-1752.
6. MAUBUISSON (abbaye de).
Arrêt du 27 septembre 1789. Demande de reddition du compte de la régie des biens, droits et revenus de l'abbaye par le s^r Pelletier nommé séquestre en 1787. 1789.
7. MAULÉVRIER (comte de).
Arrêt du 2 avril 1735. Contestation avec la marquise de Puiguyon, baronne de Mauléon sur des droits respectivement prétendus. 1735.
8. MAUROY (Anne et Denis François de).
Arrêt du 18 mars 1736. Prétention sur la succession de Jeanne-Elisabeth Delabarre, veuve de Thomas Blanchard, trésorier de France à Caen. 1736.
9. MAYET (Christophe), entrepreneur d'une manufacture de blanchisserie à Antony.
Arrêts des 16 août 1718 et 10 février 1720. Faillite. - Vente des bâtiments, meubles et ustensiles de la blanchisserie. 1718-1720.
10. MAZADE, trésorier général de la province de Languedoc.
Arrêt du 3 mars 1777. Succession. - Scellés. 1777.
11. MAZARIN (Hortense Mancini, épouse de Armand-Charles duc de).
Arrêt du 30 juin 1711. Succession. 1711-1713.

V⁷ 369A-369B. MAZARIN (Paul-Jules Ruzé, duc de), duc de La Meilleraye, de Mayenne, pair de France.

Arrêts des 17 mars et 1^{er} septembre 1725. Règlement de dettes. 1725-1743.

369A. Minutes des jugements. 1725-1731. .

369B. Minutes des jugements (1732-1743) et pièces du greffe (1723-1726). 1723-1743.

V⁷ 370. 1. MEILLY (Jacques-François de La Palu, comte de).
Arrêt du 27 août 1720. Succession. 1720-1726.

⁷² L'intitulé exact de la commission est le « bureau pour connaître de la demande en reconnaissance et paiement de 4 billets sous signature du sieur de Massol et de toutes autres intentées ou à intenter à ce sujet par le contrôleur des bons d'Etat du Conseil, notamment de celles nécessaires pour parvenir à la vente de l'office de 1^{er} président du bureau des finances et chambre du domaine de Paris » (G⁷ 1838).

- 2-3. MÉNARS (Jean-Jacques Charron de), président à mortier au parlement de Paris.
 2. *Arrêts des 28 septembre 1736, 29 janvier 1737, 1^{er} mars 1738, 10 mars 1744 et 8 avril 1747.* Succession de Marie-Françoise de La Grange, sa veuve. 1737-1752.
 3. *Arrêt du 9 mai 1722.* Succession. 1722-1729.
4. MENDE (évêque de).
Arrêt du 26 novembre 1735. Contestation entre Gabriel-Florent de Choiseul-Beaupré, évêque de Mende et le chapitre cathédral de Mende sur la nomination à un canonicat. 1735-1736.
5. MENDICITÉ (munitionnaires généraux des dépôts de).
 S.d.⁷³ Contestation avec Jean-Jacques Bellon, négociant de Lyon, entrepreneur de la fourniture des cotons à filer dans les dépôts de mendicité sur la reddition des comptes. 1789.
6. MÉRÉGLISE ET TANSONVILLE (terres de).
Arrêt du 27 mars 1742. Contestation entre René Despais, secrétaire du roi et Marie-Rosalie Phélypeaux de Pontchartrain, marquise d'Illiers, épouse de Maximilien-Emmanuel marquis de Conflans, sur les terres, fiefs et seigneuries de Méréglise et Tansonville et droits en dépendant. 1742.
7. MER DU SUD (compagnie de la).
Arrêt du 30 août 1729. Poursuites contre les s^{rs} Danycan de l'Épine, Landais et autres directeurs de la Compagnie royale de la Mer du Sud ou Pacifique créée en septembre 1698. Examen des comptes. Contestations sur le paiement des honoraires des directeurs. 1732-1753.
8. MESMES (Henri de), abbé de La Val-Roy et Hambye, prieur de Saint-Denis-de-L'Estrée.
Arrêts des 25 mai et 20 juillet 1705, 15 mai et 24 novembre 1709. Règlement de dettes. 1659-1713.
9. MESMES (Jean-Antoine de), 1^{er} président au parlement de Paris.
Arrêts des 18 septembre et 11 décembre 1723, 14 août 1728, 24 juin 1731 et 16 janvier 1734. Succession. 1723-1738.

- V⁷ 371.**
1. MESUREURS DE GRAINS DE PARIS (communauté des).
Arrêts des 26 avril 1735 et 19 juillet 1736. Jugement des comptes que les anciens officiers jurés mesureurs de grains et farines de la ville et faubourgs de Paris doivent rendre aux nouveaux officiers. 1735-1736.
2. METZ (évêché de).
Arrêt du 1^{er} octobre 1735. Contestation entre Claude de Saint-Simon, évêque de Metz, et les héritiers d'Henri-Charles du Cambout, duc de Coislin, son prédécesseur à l'évêché de Metz, sur les réparations à faire aux bâtiments et lieux dépendant de l'évêché. 1735-1745.
- 3-4. MEUVES (Etienne de), banquier à Paris.
 3. *Arrêt du 14 janvier 1734.* Succession d'Etienne de Meuves, son fils, époux de Marie-Louise Dehaires. 1734.
 4. *Arrêts des 22 septembre 1739 et 8 mars 1740.* Succession. 1739-1754.
5. MEYMAC (abbaye de).
Arrêts des 23 novembre 1719, 8 août 1721 et 28 mars 1733. Contestations avec le curé de Meymac, la communauté des habitants, le prince de Rohan et l'évêque de Limoges. 1719-1738.

⁷³ Bureau des Arts et Métiers.

- V⁷ 372A.** MÉZIÈRES (Eugène-Marie de Béthisy, marquis de).
Arrêts des 19 mars 1729, 16 juin 1730, 12 avril et 14 juin 1732 et 1^{er} avril 1737.
Succession. 1729-1762.
- V⁷ 372B.** 1. MICHAU (Renée-Mathilde Durosel, épouse du sⁱ), m^e des comptes à Dole.
Arrêt du 14 février 1747. Succession du sⁱ Durosel, capitaine de carabiniers. 1747.
2. MILANAIS (commission des dettes du).
Arrêts des 12 juillet 1727, 22 janvier 1729, 27 mai 1730 et 23 juin 1730. Contestation entre Charles-François Tieffen, député de l'Etat du Milanais et les intéressés à la liquidation et au remboursement des dettes du Milanais. 1727-1747.
- V⁷ 373A-373B.** MILLEVILLE DE BERGÈRES (Jacques-Marie-Vincent de).
Arrêt du 4 mars 1778. Succession. 1778-1790.
- 373A. Minutes des jugements. 1778-1790.
- 373B. Pièces du greffe. 1778-1790.
- V⁷ 374.** 1. MINES DE PLOMB ET D'ARGENT de Bretagne et du Bourbonnais.
Arrêts des 18 juillet 1741 et 23 décembre 1746⁷⁴. Contestations entre les associés sur la reddition des comptes. Ventes des matériaux et machines appartenant à la société à Paris, Carcé et Pont-Péan près de Rennes. 1741-1752.
2. MINES D'ARGENT du val de Villé en Alsace.
Arrêt du 23 novembre 1745. Contestation entre les associés sur l'exploitation de la mine et la valeur du gisement. 1746-1751.
- V⁷ 375.** MIOTTE (Claude), conseiller secrétaire du roi, intéressé dans les affaires du roi.
Arrêts des 18 mai, 5 juin et 2 novembre 1717 et 2 décembre 1727. Succession. - Discussion des biens. 1717-1744.
- V⁷ 376.** 1. MISSIONS ÉTRANGÈRES (séminaire des).
Arrêts des 8 mars 1727 et 10 juin 1730. Contestation entre le supérieur et directeur du séminaire des Missions Etrangères à Paris, les Bénédictins Anglais de la maison St-Edmond à Paris, les Bénédictins Anglais du prieuré de La Celle-en-Brie et dom Thomas Soustholt, supérieur général de la Congrégation bénédictine anglaise, sur la gestion et le partage des biens du prieuré de La Celle en Brie : minutes des jugements, 7 plans du prieuré de La Celle-en-Brie. 1727-1738.
2. MIZON (Léon d'Armand de), ancien capitaine des gardes françaises.
Arrêt du 4 novembre 1741. Succession de Louis de Bazemont, conseiller au parlement de Dauphiné. 1741-1742.
3. MOËT (Jean), notaire au Châtelet de Paris.
Arrêts des 23 juin 1722, 17 juin 1727, 10 janvier et 8 août 1730. Succession. 1722-1730.
- V⁷ 377A-377B.** MOLÉ DE CHAMPLÂTREUX, président à mortier au parlement de Paris.
Arrêts des 30 juin 1711, 14 février 1719, 1^{er} juillet 1720, 11 février et 29 mars 1721.
Succession. 1657-1721.

⁷⁴ Provient du bureau du Commerce.

377A. Minutes des jugements. 1711-1713.

377B. Minutes des jugements (1714-1721), pièce du greffe (1657). 1654-1721.

- V⁷ 378.**
1. MONASTÉROL (Augustin Solard de), envoyé extraordinaire de Bavière à la Cour de France.
Arrêt du 7 avril 1718. Succession. - Remise des papiers concernant les négociations en cours au comte d'Albert, envoyé de l'Electeur de Bavière. 1718-1727.
 2. MONTALEMBERT (François de), brigadier des armées du roi.
Arrêt du 16 mars 1743. Instance devant le parlement de Bordeaux contre les sieurs de Baratet, Petit et Forkelboth. 1743.
 3. MONTARSY (les héritiers du s^f de), joaillier ordinaire du roi.
Arrêts des 29 mars et 8 juillet 1710. Instance de Philippe Lefebvre, intendant et garde des pierreries du roi pour le recouvrement de pierreries confiées au s^f de Montarsy. 1710.
 4. MONTAUBAN (Charlotte de Boutru, princesse de), veuve en 1^{ères} noces du marquis de Rânes.
Arrêt du 2 janvier 1713. Instance contre Jean-Baptiste-Louis Berryer de La Ferrière, maître des requêtes. 1713.
- V⁷ 379.**
- 1-2. MONTBOISSIER-BEAUFORT-CANILLAC (famille de) :
1. *Arrêt du 16 février 1734.* Prétentions de Philippe-Claude de Montboissier-Beaufort-Canillac, enseigne de la 2^e compagnie des mousquetaires du roi sur la succession de Charlotte de Rohan, comtesse de Créquy. 1734-1746.
 2. *Arrêt du 3 juillet 1745.* Prétentions de Pierre-Charles de Beaufort-Montboissier, marquis de Canillac, enseigne de la 2^e compagnie des mousquetaires du roi, sur la succession de Jean-Louis de L'Etendart. 1745.
3. MONTBRON (comte de), s^f de Clervaux.
Arrêt du 6 mai 1785. Droit de pêche sur la Vienne et droit de moulin sur le Clain : pièces du greffe. XIV^e-XVIII^e s. (copies).
4. MONTCENIS (fonderie royale de).
Arrêt du 14 avril 1789. Contestations entre les administrateurs et intéressés dans la société des Fonderies Royales de Montcenis, de l'île d'Indret et de la manufacture des cristaux de la Reine au Creusot. 1789-1790.
5. MONTCRIF (Jean de), commissaire au parlement de Paris, époux de Marie-Anne Desplanques.
Arrêt du 2 octobre 1730. Succession de Marie-Françoise Delacombe, veuve de Jean-Jacques Desplanques. 1730-1732.
6. MONTESQUIOU (Melchior de), s^f de Pylebon.
Arrêt du 9 novembre 1743. Contestation avec l'abbaye de La Case-Dieu sur la perception de droits. 1743.
7. MONTESQUIOU D'ARTAGNAN (Paul de), et Anne-Elisabeth Filleul, son épouse.
Arrêt du 24 juillet 1747. Demande en exécution de leur contrat de mariage : minutes des jugements (1747-1749), pièce (1641). 1641-1749.
8. MONTFORT (Marguerite de), épouse de Louis de L'Etendart, marquis de Bully, veuve en 1^{ères} noces d'Alexandre de Fautreau, marquis de Mesnières.
Arrêt du 4 février 1710. Succession de son fils, Louis-Joseph Fautreau, marquis de Mesnières. 1710.
9. MONTHYON (Marie-Anne Pajot, veuve de Jean-Baptiste Robert Auget de), maître ordinaire en la chambre des comptes.

Arrêt du 8 avril 1743. Contestation avec le couvent de Collinances, dans le diocèse de Meaux, sur la mouvance de terres. 1743-1750.

10. MONTIERNEUF (abbaye Saint-Jean de).

Arrêt du 19 octobre 1728. Contestation entre l'abbé commendataire, Laurent-Basile Barbier, et les prieur et religieux de l'abbaye sur les réparations, biens et partages de l'abbaye. 1728-1730.

11. MONTLIVALT (Jean-François Lemaire, s^f de).

Arrêt du 22 août 1733. Prétentions sur la succession de Guillaume Lefèvre de Congé, trésorier de France à Alençon et de Louis-François Maurin, auditeur des comptes à Paris. 1733-1736.

12. MONTLYS (Jean-Baptiste Jacquemin de), l'un des entrepreneurs de la fourniture de viande aux troupes pendant la campagne 1734, et autres associés.

Arrêt du 21 mars 1744. Succession de Gabriel Chopart, l'un des associés. 1745-1750.

13. MONTMARTRE (abbaye royale de).

Arrêt du 24 juin 1694. Instance contre Gaspard Bertrand, propriétaire d'une carrière près de l'abbaye, en demande de cessation d'exploitation de la carrière pour menace d'effondrement des murs de l'abbaye. 1694-1695.

14. MONTMERQUÉ (Cyr).

Arrêt du 30 avril 1742. Succession. - Liquidation des comptes de la société formée le 18 janvier 1698 avec Antoine Barrangue. 1742-1743.

15. MONTMORENCY-LUXEMBOURG (Maurice-Hannibal de).

Arrêt du 5 décembre 1763. Succession. 1763-1784.

16. MONTOIS Père (Marc Remigeault).

Arrêt du 6 avril 1711. Succession. - Liquidation des affaires de son associé Pierre Charles, s^f de La Fons, négociant de Marseille. 1711-1713.

V⁷ 380A-380B. MONTOIS fils (Marc Remigeault), conseiller au parlement de Metz.

Arrêts des 10 octobre 1724, 27 janvier 1725, 19 août 1727. Succession. 1704-1755.

380A. Minutes des jugements. 1724-1755.

380B. Pièces du greffe. 1704-1730.

V⁷ 381. 1. MONTPELLIER (François), fermier général, ancien directeur général de la compagnie des Indes.

Arrêt du 6 juillet 1720. Succession. - Scellés. 1720.

2. MORANGIS (Catherine Boucherat, veuve d'Antoine Barillon de), maître des requêtes.

Arrêt du 24 juillet 1733. Succession. 1733.

3. MORAS (Marie-Angélique Cadeau, comtesse de).

Arrêt du 11 septembre 1723. Contestation avec les religieux Théâtins de Paris sur une maison occupée par la comtesse de Moras. 1723-1724.

4. MORAS (Abraham Peyrenc de), maître des requêtes et Marie-Anne-Josèphe Fargès son épouse.

Arrêt du 12 avril 1742. Successions. 1742-1748.

5. MOREL DE VINDÉ (Marie Robert, épouse du s^f).

Arrêt du 22 février 1712. Liquidation du compte de communauté de son premier mariage avec Jean Dunoyer. 1712.

6. MORVILLE (le comte Fleuriu de).

Arrêt du 19 mars 1729. Contestation avec le s^r Selon de Pressigny sur la terre de Sonchamp. 1729.

7. MOUTIER (Philippe-Xavier, marquis de), 1^{er} gentilhomme de la chambre du roi de Pologne et Louise de Bournel son épouse.

Arrêts des 18 juillet 1763 et 3 février 1766. Succession de Marie-Marc-Charles de Bournel, s^r de Mouchy, leur neveu. 1764-1766.

8. MUNITIONNAIRES DES VIVRES D'ITALIE.

Arrêt du 2 novembre 1717. Reddition des comptes des traitants des affaires extraordinaires et en particulier des munitionnaires anciennement chargés des traités des vivres d'Italie et de Catalogne de 1691 à 1697. 1719-1720.

9. MURINAIS (Françoise-Eléonore de Sarcus, épouse de Claude-Laurent de l'Etang de Murat-Dupuis, comte de).

Arrêt du 25 juillet 1777. Succession. - Discussion des biens. 1777-1787.

V⁷ 382.

1. NANCRÉ (Claude-Aimé de Dreux, comte de).

Arrêt du 18 janvier 1738. Succession. 1738.

2. NANTOUILLET (maison de).

Arrêts des 15 avril et 28 juillet 1719. Examen des droits de toutes les personnes qui ont des droits sur la maison de Nantouillet. 1719-1735.

3-4. NARBONNE (René-François de Beauvau, archevêque de).

3. *Arrêts des 24 juin et 9 décembre 1730.* Contestation du legs, fait par son prédécesseur, de sa bibliothèque, aux Jésuites de Toulouse. 1730-1733.

4. *Arrêt du 25 septembre 1730.* Contestation avec l'abbé de Catelan, au sujet de la chaire contruite dans l'église collégiale Saint-Paul de Narbonne. 1730-1735.

5. NAVAILLES (maréchale duchesse de).

Arrêt du 5 juillet 1700. Succession. 1701.

6. NAVIRE LA JUSTICE.

Arrêt du 7 février 1757. Jugement de compte dû par Pierre Vanschoonhoven, négociant à Rotterdam, aux sieurs Timbergue et consors, négociants à Anvers, du prix de vente de la cargaison du navire *La Justice*. 1757.

7. NAVIRE LE COMTE DE TOULOUSE.

Arrêts des 17 juin 1724, 24 avril 1725 et 20 juin 1741. Contestations entre les directeurs de la compagnie des Indes, Charles de Gac, négociant au Cap, côte de Saint-Domingue, Edouard Morgan et Mathieu de Wulf, armateurs, la veuve de Jacques Gregory, capitaine en second du *Comte de Toulouse*, les frères Baivaud, chirurgien-major et apothicaire sur le vaisseau, à la suite de la confiscation du bateau *Le comte de Toulouse* et de sa cargaison, pour information criminelle contre le capitaine Burck, accusé d'assassinat et de malversations pendant la traversée de Dunkerque au Cap de 1721 à 1723. 1724-1761.

8. NAVIRE LE SAINT-BARTHÉLEMY.

Arrêt du 23 mars 1750. Contestation entre Dominique Duplessy, négociant à Bayonne, armateur du corsaire *La Fraudeuse* et les directeurs des compagnies de La Havane et des Carraguès, sur la prise du bateau hollandais *Le Saint-Barthélemy*. 1750-1755.

9. NAVIRE LE SAINT-LOUIS.

Arrêt du 4 mars 1745. Contestations entre le capitaine, Charles Langlin, de Saint-Malo, l'affréteur, le marquis de Casamadrid, Pierre-Eléonor Gravé, négociant à Saint-Malo sur le chargement du navire au retour de Vera Cruz. 1745-1749.

10. NAVIRE LE SARTINE .

Arrêts des 24 septembre 1779 et 6 mars 1790. Contestations entre les s^{rs} Laffont de Ladebat, de Bordeaux et les sieurs Warnet, sur le voyage et la perte du *Sartine*.

1779-1790.

11-12. NAVIRE *LE SOLIDE*.

11. *Arrêt du 23 avril 1717*. Contestations entre Jean-Maurice Lambrosse et associés, armateurs, et Guillaume Raguienne de Mareil, commandant du *Solide*, au sujet de l'armement du navire et du compte des marchandises vendues et achetées. 1718-1720.

12. *Arrêt du 29 janvier 1731*. Contestation entre le s^r Raguienne, lieutenant de vaisseau, et Jean-Maurice Lambrosse, directeur général de l'armement fait en 1718 du vaisseau *Le Solide*, au sujet de la remise du compte des marchandises achetés et vendues et du paiement des officiers et de l'équipage. 1731-1732.

13. NECKER (Jacques), conseiller des finances et directeur général du Trésor royal.

Arrêt du 15 octobre 1776. Contestation sur la vente faite par Jean Letellier, entrepreneur des bâtiments du roi, à Jacques Necker, d'un terrain chaussée d'Antin, et sur la construction d'un bâtiment. 1776-1779.

14. NÉRY (Louis-François Lecomte de Nonant de Piercourt, marquis de).

Arrêt du 18 mars 1741. Succession. 1741.

15. NESLES (hôtel-Dieu Saint-Jean de).

Arrêts des 12 janvier 1726, 25 avril 1732, 29 décembre 1736. Contestation avec le marquis de Nesle au sujet des biens et droits de la maladrerie de Nesles unis à l'hôtel-Dieu. 1726-1745.

16. NESLE (maison de).

Arrêt du 1^{er} mars 1717. Règlement des dettes et successions de la maison de Nesle. 1717-1720.

V⁷ 383-388. NESLE (Louis de Mailly, marquis de, capitaine-lieutenant des gendarmes écossais).

Arrêt du 2 juillet 1723. Règlement des dettes. 1678-1751.

383-386. Minutes des jugements. 1729-1750.

383. 1729-1736.

384. 1737-1739.

385. 1740-1742.

386. 1743-1750.

387-388. Pièces du greffe. 1678-1751.

387. Affirmations de créances, mise en ordre des créanciers. 1693-1777.

388. Dépenses de la maison du marquis de Nesle, dépenses pour travaux, comptes des terres et bois de Champagne, Picardie, Normandie, papiers de famille, honoraires de m^e Thorel, avocat au Conseil. 1678-1751.

V⁷ 389.

1. NESMES, secrétaire du roi.

S.d.⁷⁵ Succession de Jean-Baptiste Gatte Dupin, armateur de Marseille. - Obligation sur les héritiers du s^r Bentabole. 1789.

2. NEUVILLE (Madeleine-Danièle de), veuve de Nicolas Moreau, épouse de Pierre Lemaire, avocat en Parlement.

Arrêts des 15 avril 1744 et 22 mai 1745. Droits sur les successions de Louise Lefèvre, veuve de Jean-Baptiste Moreau, procureur en Parlement et de Louise

⁷⁵ Bureau des Arts et Métiers.

Moreau, épouse de Marie-Antoine Feloix, procureur en Parlement. 1744-1746.

3. NEVERS (évêque de).

Arrêt du 7 avril 1725. Contestation de Charles Fontaine des Montées, évêque de Nevers, avec les héritiers d'Edouard Bargedé, son prédécesseur à l'évêché de Nevers, sur la régie des menses abbatiales et monacales de l'abbaye de Saint-Cyran, la régie des bois et les réparations aux bâtiments. 1725-1726.

4. NICOLAS (Jean), banquier à Paris.

Arrêts des 2 mai et 9 décembre 1713, 17 novembre 1717 et 17 mars 1718. Réclamation de sommes prêtées au sieur Charrier, son ancien commis, entrepreneur général des vivres et fourrages pour les armées de l'empereur et du duc de Savoie en 1709 et 1710. 1713-1721.

5. NICOLAÏ (Jean-Aymard de), 1^{er} président de la chambre des comptes, marquis de Goussainville.

Arrêt du 27 janvier 1737. Contestation avec l'abbaye Notre-Dame des Blancs-Manteaux sur des terres sises au Plessis-Gassot. 1737-1741.

6. NÎMES (chapitre de l'église cathédrale de).

Arrêts des 12 avril 1782 et 12 août 1784. Contestation entre Pierre-Joseph de Chavalaye de La Saunée, grand vicaire du diocèse de Viviers, et l'abbé Dupré, conseiller au Grand Conseil, sur une place vacante, prébende et canonicat en l'église cathédrale de Nîmes. 1782-1786.

7. NÎMES (évêque de).

Arrêt du 28 février 1724. Contestation sur le prieuré Notre-Dame de Dourbies. 1724.

8. NINONS (André), bougeois de Paris.

*S.d.*⁷⁶ Contestation sur la vente de terrains et la constitution des rentes par les Etats d'Artois. 1772.

9. NIVERNAIS (Louis-Jules Barbon Mazarin Mancini, duc de – et de Donziois).

Arrêt du 14 août 1776 Contestation sur l'exécution d'un traité passé avec François-Louis-Antoine de Bourbon de Busset relatif au paiement de droits et profits de fief. 1776-1777.

10. NOAILLES (Louis, duc de), époux de Catherine-Françoise-Charlotte de Cossé de Brissac.

Arrêt du 3 juin 1773. Droits sur la succession de Catherine-Madeleine de Pécoil, duchesse douairière de Brissac. 1773.

11. NOAILLES (Jean-Baptiste), prévôt et inspecteur général des maréchaussées de Saint-Domingue et autres.

Arrêt du 14 août 1773. Contestations sur l'arpentage et la mesure des concessions. 1773-1776.

12. NOUVILLE (comtesse de).

Arrêt du 1^{er} mars 1710. Renonciation au compte de communauté et de tutelle de son père, François Quentin, s^r de La Vienne, 1^{er} valet de chambre du roi, époux de Jeanne-Claude Thiery, femme de chambre de la reine. 1710.

13. NOVION (famille Potier de).

Arrêt du 13 mai 1724. Successions d'Antoinette Lecomte de Montauglan, marquise de Novion et de ses enfants Nicolas-Jules, Catherine-Antoinette et Jeanne; prétentions de Gaspard de Clermont-Tonnerre. 1724-1730.

14-15. NOYON (évêque de) :

14. *Arrêts des 1^{er} octobre 1725, 4 février 1736, 10 mai 1739, 16 janvier et 22 avril 1740.* Contestation de Jean-François de La Cropte de Bourzac, évêque-comte de Noyon, avec les anciens évêques de Noyon sur les réparations à faire

⁷⁶ Bureau des Domaines. Commissaires députés pour juger les contestations concernant les fortifications des villes et provinces d'Artois.

aux bâtiments dépendant de l'évêché. 1735-1740.

15. *Arrêts des 28 juin, 9 août et 8 septembre 1755.* Opposition des religieux de Saint-Prix à l'union de la mense conventuelle de Saint-Prix à Saint-Quentin au séminaire de Noyon. 1755.

16. NUPIED DE FRANCHEVILLE (Louis), commissionnaire des vivres pour les armées d'Espagne.

Arrêt du 28 mars 1724. Succession. 1724-1729.

V⁷ 390.

1. OBLIN (Charles).

Arrêt du 16 juin 1787. Succession. - Contestation sur la société formée avec le sieur Le Camus de Mézières. 1787-1791.

2. OFFICE DE SUBSTITUT DE PROCUREUR GÉNÉRAL EN L'AMIRAUTÉ DE DUNKERQUE.

Arrêt du 19 avril 1712. Adjudication. 1712.

3. OFFICES DE RECEVEUR DES TAILLES DE L'ÉLECTION D'AMBOISE.

Arrêt du 19 mai 1733. Vente aux enchères. 1733.

4. OLIER (famille).

Arrêts des 14 mars et 28 juillet 1716. Successions de Jacques Olier, conseiller d'Etat, de François Olier, président au Grand Conseil et de Jacques Olier, abbé d'Ayans. 1716-1735.

5. OLORON (évêque d').

Arrêts des 13 mars 1780 et 3 mars 1781. Contestation avec les Barnabites de Lescar au sujet du séminaire d'Oloron. 1780-1781.

V⁷ 391.

1. OPÉRA COMIQUE.

Arrêt du 31 août 1732. Règlement des dettes de l'académie royale de Musique. Contestations sur l'exécution du bail du privilège de l'Opéra comique. 1732-1735.

2-3. OPÉRA.

2. *Arrêt du 12 mars 1735⁷⁷.* Contestations entre les associés pour le privilège de l'Opéra sur leurs comptes respectifs. 1735-1737.

3. *Arrêt du 3 juin 1758.* Règlements des dettes de l'Opéra. 1758-1767.

4-5. OPPOSITIONS AU REMBOURSEMENT DES OFFICES (COMMISSIONS DES).

4. *Arrêt du 3 juillet 1717.* Oppositions des créanciers des gens d'affaires dont les offices ont été reçus en payement de leurs taxes. 1717.

5. *Arrêts des 14 novembre et 16 décembre 1719, 11 janvier 1720, 17 décembre 1726 et 17 décembre 1738.* Oppositions au remboursement des rentes et offices ordonnés par le roi pour le payement des dettes de l'Etat. 1721-1744.

6. OPPOSITIONS AUX COMPTES DES TRAITANTS (COMMISSION DES).

Arrêt du 30 mai 1730. Oppositions formées aux états de recouvrements, arrêts et arrêtés sur les comptes des traités des affaires extraordinaires pour fausses dépenses, erreurs de calcul, omissions de recettes, faux et doubles emplois. 1744.

7. ORBEC (Jeanne de Chaumont, marquise d').

Arrêt du 28 mars 1738. Succession. 1738-1742.

V⁷ 392-396B. ORGEMONT (Jean-Baptiste Habert d'), receveur général des domaines et bois de la généralité de Caen, et LANGLOIS (Claude), son successeur.

⁷⁷ *Idem.*

Arrêt du 9 mai 1724. Succession du sieur Habert d'Orgemont. Discussion des biens du sieur Langlois.

392. Minutes des jugements. 1724-1755.

393A-396B. Pièces du greffe. 1690-1747.

393A. Pièces concernant l'office de receveur général des domaines et bois de la généralité de Caen (1724-1736), comptes des domaines et bois de la généralité de Caen : états finaux. (1690-1741). 1690-1741.

393B. Comptes des amendes, des reprises et des charges assignées de la généralité de Caen. 1718-1738.

394. Comptes particuliers des maîtrises de Valognes, Vire, Bayeux. 1716-1738.

395. Comptes journaux. 1719-1732.

396A. Comptes particuliers. 1719-1747.

396B. Lettres reçues du s^r Gestard de Valville, receveur général, de divers particuliers et des receveurs de Vire, Bayeux et Valognes. 1720-1741.

V⁷ 397. 1. ORGEVAL (Geoffroy-Alexandre de Jarente d') et Marie-Elisabeth Lallier son épouse.

Arrêts des 22 mai 1728, 31 août 1732, 23 mars 1737. Successions. 1733-1739.

2. ORSENNES (Gabriel de Préaux, s^r d').

Arrêt du 26 novembre 1735. Contestation avec le prieur d'Orsennes et le seigneur des Marches d'Orsennes sur la propriété d'un bois. 1735-1738.

3. ORVAL (Armand de Béthune, comte d').

Arrêts des 31 janvier et 2 juin 1734. Contestation avec Paul-Maximilien Hurault, marquis de Vibraye, sur la seigneurie de La Falaise. 1734-1735.

4. OSMONT (Esprit-Jean-Juvéna).l)

Arrêts des 25 juillet 1733 et 1^{er} mars 1738. Règlement de dettes et discussion des biens. 1733-1738.

5. OTTOBONI (le cardinal), protecteur des affaires de France en cour de Rome, abbé commendataire des abbayes de Marchiennes, Montier-en-Der et Saint-Paul de Verdun.

Arrêt du 24 mars 1725. Contestation avec les fermiers et sous-fermiers des abbayes sur leur administration. 1725-1729.

6. OUROUER (Alexandre-Auguste de Grivel, marquis d ').

Arrêts des 22 janvier 1751, 9 janvier 1759, 19 février 1763, 23 janvier 1770. Règlement de dettes. 1751-1770.

V⁷ 398. 1. PACARY (Pierre), bourgeois de Paris.

Arrêt du 14 mars 1752. Succession. - Contestation sur la reddition du compte de tutelle de ses enfants. 1752-1754.

2. PAJOT (l'abbé).

Arrêt du 6 juin 1734. Contestation avec les sieurs Lacou, Barbé, Baudoin de La Chesnaye, Rieux, Champion. - Renvoi à la commission de révision des dettes des communautés d'arts et métiers. 1734-1736.

3. PANAY (les héritiers de Joseph).

Arrêt du 9 octobre 1784⁷⁸. Créances sur Etienne-François de Blumenstein, concessionnaire des mines de plomb du Forez. 1785-1786.

⁷⁸ Provient du bureau du Commerce.

4. PANNELIER D'ANNEL (Pierre-Lucien), chargé du repeuplement de la forêt de Compiègne.

Arrêt du 13 décembre 1783. Règlement de dettes et discussion des biens. 1784-1786.

V⁷ 399. 1. PAON (Alexandre-Louis), s^r d'Epinay, et Marie-Anne Paon, épouse de Guillaume de La Rapidie.

Arrêt du 22 mars 1738. Règlement des successions de François Paon du Mesnil, leur père, de Jacques-François Paon, prieur de Cléville-en-Caux, de Marguerite-Angélique d'Epinay, leur mère, et d'Anne Cadeau, veuve de Jean d'Epinay, leur aïeule. 1738-1739.

2. PAPAREL (Claude-François), trésorier de l'ordinaire des guerres.

Arrêts des 5 juin 1717 et 18 janvier 1720. Discussion des biens immeubles pour sommes dues au roi. 1719-1725.

3. PAPILLON DE FONTPERTHUIS, intendant des menus du roi.

Arrêt du 27 mars 1753. Contestation avec ses associés pour l'exploitation des mines de Guadalajara en Espagne au sujet des sommes avancées pour l'exploitation des mines. 1753.

V⁷ 400A-400B. PAPILLON DE LA GRANGE (Jacques), banquier à Paris.

Arrêts des 10 avril 1717, 4 septembre 1722, 29 août 1724, 22 septembre 1725, 23 mai 1728, 21 mai 1729, 23 mai 1730, 15 mai 1731 et 31 mai 1738. Discussion des biens pour paiement de la taxe de 1 million de livres ordonnée par la déclaration du 18 septembre 1717 sur les traitants et gens d'affaires : minutes des jugements. 1717-1764.

400A. 1717-1732.

400B. 1733-1764.

V⁷ 401. 1. PARABEC (Marie-Madeleine de La Vieuville, veuve de César-Alexandre de Baudeau de).

Arrêt du 23 mars 1720. Contestation au sujet du détournement de la rivière d'Iton faite par le s^r Vaché, maître de forges à Breteuil, pour faire tourner les roues de son fourneau. 1720-1747.

2. PÂRIS (Antoine), ancien garde du Trésor royal.

Arrêts des 18 avril et 4 novembre 1724. Contestation par Germain Martineau, bourgeois de Paris, de la liquidation faite en faveur des associés aux vivres pour les traités des années 1711 et 1712. 1724.

3. PARIS (archevêque de).

Arrêts des 31 mai 1721, 20 mars 1722, 24 décembre 1742 et 8 mai 1761. Contestations avec l'inspecteur général et les receveurs du domaine sur les mouvances respectivement prétendues dans les villes et faubourgs de Paris. 1721-1765.

4. PARIS (chanoines de l'église cathédrale de), seigneurs haut-justiciers d'Andrézy et Jouy-le-Moutier-sur-Oise.

Arrêt du 10 mars 1744. Contestation avec les religieux de l'abbaye de Saint-Denis, Anne de Castres, marquise de Ménars et François Midorge, maître des requêtes, sur le bornage effectué à l'occasion de la réfection du terrier de la châtellenie de Cergy, dépendant de Saint-Denis. Minutes des jugements, pièce : plan du terroir de Ham. 1748.

5. PARIS (prévôt et échevins de).

Arrêt du 16 juillet 1776. Contestations avec les religieux de l'abbaye Saint-Victor et

l'inspecteur du Domaine sur la propriété d'anciens fossés et remparts situés à Paris entre les portes Saint-Bernard et Saint-Victor. 1776-1777.

6. PASTELOT (Jean), comptable du corps des marchands de la ville de Troyes.

Arrêt du 19 mai 1780. Jugement et apurement du compte des recettes et dépenses pour 1777-1779. 1781.

7. PAUILLAC (cure de).

Arrêt du 20 septembre 1736. Contestation entre Pierre de Montauroy, prêtre du diocèse de Bordeaux et Jean-Baptiste-Joseph Clock, prêtre du diocèse de Bordeaux, sur la cure de Pauillac. 1736-1737.

8. PEBORDE (Jean-Nicolas), conseiller au parlement de Pau.

Arrêt du 16 juillet 1729. Contestation d'un paiement en billet de banque fait en mai 1720 entre Thomas Planterose, négociant à Rouen et Pierre Peborde, négociant à Oloron en Béarn. 1729-1731.

9. PERCEY (Marie-Françoise de Mesgrigny, épouse de René de Buffévent, s^f de).

Arrêt du 3 décembre 1729. Succession. 1729-1730.

10. PÉRIGNY (Aymé-Claude-François Gagne de), abbé de Notre-Dame de Châtillon.

Arrêts du 17 avril 1738 et 19 mars 1740. Liquidation des dommages et intérêts que François Du Prat, comte de Barbançon, doit payer à l'abbaye de Châtillon. 1738-1744.

11. PÉRIGORD (Gabriel-Marie de Talleyrand-Périgord, comte de) et autres héritiers.

Arrêt du 28 mars 1758. Contestation de la liquidation des substitutions portées aux testaments d'Isabeau de Beauville, comtesse d'Escart et de Daniel de Talleyrand, prince de Chalais, en date des 8 janvier 1605 et 18 octobre 1616. 1777-1778.

12. PÉROCHEL DE SAINT-AUBIN (Louis-Jacques-François).

Arrêt du 18 mars 1747. Contestation avec François-Henri de Lelés, s^f de Mimbré, au sujet des chaussées du moulin de Mimbré et du cours de la rivière de l'Aunay. 1747.

13-14. PERRECY (prieuré de) :

13. *Arrêts des 26 janvier et 16 avril 1743, 21 août 1744, 20 mars 1747*⁷⁹. Contestations entre Louis-Pascal Brigault des Brosses et frère Jean Patry, sur la nomination du prieur et l'administration du prieuré. 1741-1747.

14. *Arrêts des 31 octobre 1772, 1^{er} mai 1773, 18 février 1774 et 4 septembre 1778*⁸⁰. Contestations entre dom Etienne Basset et Pierre-Joseph Regnault d'Inval, sur la nomination du prieur et le partage des biens entre le prieur et les religieux. Liquidation des dettes du prieuré et arrêté des comptes du s^f Béraud, économe séquestre du prieuré. 1773-1779.

15. PERRIN DE BOISSIEUX (Antoine), intéressé dans les affaires du roi avec le s^f Maringh.

Arrêts des 19 janvier 1726, 24 août 1734, 17 juillet 1736 et 14 janvier 1737. Règlement de dettes : minutes des jugements (1727-1737), pièces du greffe (1633-1718). 1633-1737.

V⁷ 402. 1. PERSAN (Bon-Guy Doublet, comte de), maréchal des camps et armées du roi.

Arrêt du 19 mars 1785. Règlement de dettes : minutes des jugements, 1 plan de la seigneurie de Cabourg, 1 plan de l'hôtel rue des Fossés du Temple à Paris. 1785-

⁷⁹ Provient du bureau des Affaires Ecclésiastiques.

⁸⁰ *Idem.*

1790.

2. PETIT CHÂTELET (barrière du).

Arrêt des 13 octobre 1711, 12 janvier et 12 avril 1712. Construction de la barrière des Sergents ou barrière du Petit-Châtelet. - Adjudication à Jacob-Louis Ravinet, maître maçon entrepreneur de bâtiments à Paris et demande de paiement. 1712.

3. PHARMACIE (collège de).

Arrêt du 2 mai 1785. Règlement des contestations entre les prévôt et adjoints du collège de pharmacie et les titulaires des charges d'apothicaires du roi et des princes. 1785.

4. PIARRON DE CHAMOUSSET (Martial), conseiller au parlement de Paris, époux de Claude Berthelot de Belloy.

Arrêt du 23 février 1726. Succession. 1726-1727.

5. PICARD (Louis), trésorier des parties casuelles.

Arrêt du 29 décembre 1693. Succession de Louis Courtin, maître des requêtes. - Saisie des papiers concernant la charge de trésorier des parties casuelles déposés chez lui. 1694.

6. PICQUIGNY (Charles-François d'Albert d'Ailly, duc de), époux de Marie-Sophie de Courcillon.

Arrêt du 28 février 1733. Succession. - Prétentions de Marie-Thérèse d'Albert d'Ailly de Picquigny, de Louis-Auguste d'Albert d'Ailly, duc de Chaulnes et de Marie-Sophie de Courcillon, princesse de Rohan. 1733-1734.

7. PICQUIGNY (Anne-Josèphe Bonnier de La Mosson, épouse de Michel-Ferdinand d'Albert d'Ailly, duc de) et Joseph Bonnier de La Mosson, bailli et capitaine des chasses de la varenne des Tuileries, pont de Saint-Cloud, plaine de Saint-Denis et Gennevilliers.

Arrêts des 16 octobre 1733, 26 septembre 1734 et 14 mai 1735. Succession des s^r et dame de Bonnier, leurs parents. Reddition du compte de tutelle de la duchesse de Picquigny. 1734-1742.

8. PIÉCOURT (la veuve de Noé), député au Conseil royal de Commerce et les autres directeurs et intéressés en l'armement des 4 frégates *L'Aurore*, *La Princesse*, *La Diligente* et *La Découverte*.

Arrêt du 12 février 1723. Contestation avec leurs créanciers suite au mauvais succès de cet armement. 1723-1732.

9. PIFONDS (Louis-Georges de Johanne, marquis de).

Arrêt du 15 mars 1750. Succession. 1750.

10. PIGEON (Jacques), marchand épicier à Paris.

Arrêt du 31 juillet 1731. Contestation d'un paiement fait par Pigeon de 80 actions de la Compagnie des Indes. 1731-1734.

11. PILET (Denis), ingénieur.

Arrêts des 26 octobre et 18 décembre 1734. Contestation de la concession faite en 1731 par le roi à Pilet d'un terrain sur la côte de La Hague et du droit de pêche au port de Réville. 1734-1737.

12. PINEL (Pierre) fils, négociant à Marseille, armateur du vaisseau du roi *La Notre-Dame de Santé*.

*Arrêts des 26 juillet 1764 et 3 mars 1766*⁸¹. Contestation avec le capitaine du vaisseau, Ange-Félix de Beaupré de Courtepont, lieutenant de frégate du roi, et avec le lieutenant Christophe Chantrel du Coudray. 1764-1766.

13. PINGRÉ (la veuve de Louis), s^r de Saveuse.

Arrêt du 8 août 1711. Contestation avec d'autres héritiers sur les coupes de bois et

⁸¹ Provient du bureau des Colonies.

dégradations dans la forêt d'Ailly. 1711.

14. PINSON DE SAINTE-CATHERINE (Pierre-Paul).

Arrêt du 18 février 1716. Succession du sieur Guyenet, son oncle et de Jean-François Pinson de Sainte-Catherine, son père, tous deux payeurs des rentes sur l'Hôtel de ville de Paris. 1716-1720.

V⁷ 403.

1. PITOT frères et C^{ie} (maison de commerce).

Arrêts des 20 novembre 1785 et 6 juin 1786. Faillite de Robert Pitot, négociant de l'Île-de-France, Charles Pitot, négociant à Paris et Jean-Baptiste Cauvé de Murville, négociant à Paris, associés dans la maison de commerce « Pitot frères et C^{ie} ». 1785-1789.

2. PLACE LOUIS-LE-GRAND (PLACE VENDÔME).

Arrêt du 23 décembre 1704. Procès-verbal de tirage au sort entre les intéressés, sous le nom de Jean Masneuf, au traité de l'emplacement où était l'hôtel de Vendôme et ancien couvent des Capucins, des lots restant à vendre. 1704.

3. PLANCHAT (les héritiers de Joseph), banquier à Lyon.

S.d.⁸² Contestation avec les autres intéressés dans la compagnie des castors du Canada sur l'exécution du compte arrêté le 21 décembre 1716. 1735.

4. PLEURES (Jean-Nicolas de), conseiller honoraire au parlement de Paris, époux de Marie-Thérèse Gaillard.

Arrêt du 13 août 1740. Succession de Nicolas Gaillard. 1740-1741.

5. POILVILAIN DE CRESNAY (Charles-Félix de), vice-amiral de France.

Arrêts des 4 juillet 1758, 25 mai 1765, 25 avril et 15 juillet 1769. Succession. 1769-1771.

6. POILVILAIN DE CRESNAY (Sébastien-Anne-Julien), comte de Cresnay, de Montaigu et de Ducey.

Arrêt du 10 novembre 1777. Règlement de dettes. Règlement des successions du marquis de Cresnay, maréchal de camp, son-grand-père, du comte de Montaigu, mestre de camp, son père, du chevalier de Cresnay, vice-amiral, son grand-oncle, du chevalier de Montaigu, maréchal de camp et du chevalier de Cresnay, brigadier des armées navales du roi, ses oncles. 1777-1788.

7. POIRET LE FAYS (Louis), principal commis du bureau de la caisse commune des recettes générales des finances.

Arrêt du 9 décembre 1773. Succession. - Poursuites pour falsification des livres de compte et pour sommes dues au roi. 1773.

8. POISSON (François), chargé de l'approvisionnement des blés pour la ville de Paris en 1725.

Arrêts des 19 août 1727, 21 mai et 15 août 1746. Discussion des biens et reddition des comptes. 1727-1749.

V⁷ 404A. POITEVIN DE VILLIERS (Claude-Jacques), conseiller au Parlement et en la Grand Chambre.

Arrêt des 20 mai et 24 juin 1730, 9 avril 1735. Succession. 1730-1744.

V⁷ 404B. POLIGNAC (Armand-Sidoine-Apollinaire-Scipion, vicomte de).

Arrêts des 28 octobre 1709, 28 mars 1711, 18 octobre 1712, 9 juin 1716, 24 juillet 1718, 6 décembre 1719. Règlement de dettes : minutes des jugements (1709-1737), pièces du greffe (1668-1734). 1668-1737.

⁸² Bureau des Comptes en banque.

- V⁷ 405.** 1. POMPONNE (Simon Arnauld de), ministre et secrétaire d'Etat.
Arrêt du 4 mars 1712. Succession. - Compromis entre les héritiers. 1712.
2. POMPONNE (Nicolas-Simon Arnauld de), conseiller d'Etat.
Arrêt du 5 octobre 1726. Contestation avec Paul-Esprit Feydeau de Brou sur la limite de leurs seigneuries. 1728.
- 3.-5. PONS (famille de).
3. *Arrêt du 3 avril 1723.* Prétentions de Charles-Armand, vicomte de Pons sur la succession de Louis Regnault de Loubes de La Gastevine. 1723.
4. *Arrêt du 30 juin 1746.* Succession de Regnault Constant, comte de Pons. 1746-1752.
5. *Arrêt du 4 mai 1759.* Contestation entre Louis-Henri, marquis de Pons, et sa femme Angélique-Henriette-Marie de Tiercelin, marquise de Brosse, sur leur séparation de biens. 1759-1761.
6. PONS ET C^{IE} (Pierre) et ses associés pour le commerce de tabac dans les années 1719 et suivantes dans les provinces de Guyenne et Languedoc.
Arrêt du 1^{er} septembre 1742. Contestation avec Jean Denis, marchand bourgeois de Clérac. 1742-1743.
7. PONTCHARTRAIN (Jérôme Phélypeaux, comte de).
Arrêt du 22 mars 1738. Contestation avec Sylvain-François Boucheron, s^r du Breuil et de Beauvoir, sur l'exécution d'un contrat de vente. 1738.
8. PORTAIL (André), s^r de Cheffraisson, trésorier de France au bureau des finances de la généralité de Tours.
Arrêt du 26 mai 1734. Succession de ses père et mère, François Portail et Hélène Durant. 1734-1735.
- 9-10. PORT-ROYAL (abbaye de) :
9. *Arrêt du 12 juillet 1712.* Liquidation de dettes. 1712-1713.
10. *Arrêt du 19 avril 1741.* Contestation avec Etienne-Olivier de Montluçon, fermier général et Charles Coysevox de Brécourt, sur les droits seigneuriaux et féodaux prétendus par l'abbaye à Villiers-le-Bel. 1741.

V⁷ 406-412. POSTES ET MESSAGERIES (BUREAU DES)⁸³.

⁸³ M. ANTOINE, *Guide des recherches*, p. 16-17 et 75. J. PHYTILIS, « Une commission extraordinaire du conseil du roi : la commission des Postes et Messageries et le contentieux des messageries », dans *Questions administratives dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, P.U.F., 1965 (Travaux et recherches de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, série Sciences historiques, n°5), p. 1-150. Créé par arrêt du 17 octobre 1676 et chargé à l'origine de liquider les finances des messageries royales dues par le fermier général des Postes, le bureau des Postes et Messageries vit ses attributions et compétences élargies par arrêt du 8 juillet 1679 qui lui attribua le règlement des contestations occasionnées par l'application du règlement sur les messageries du 25 juin 1679, et par l'arrêt du 2 décembre 1704 qui statua que les commissaires jugeraient en dernier ressort sur le fait des postes. Le bureau fusionna le 16 avril 1777 avec une autre commission extraordinaire créée à la suite des arrêts du conseil des 7 août 1775 et 11 décembre 1775 pour liquider les indemnités dues aux propriétaires et fermiers des messageries réunies au domaine et en particulier des coches et diligences d'eau établis sur les rivières de Seine, Marne, Oise, Aisne, Yonne, Aube, Loire, Saône, Rhône, canal de Briare et autres rivières et canaux navigables du royaume. Sous les cotes V⁷ 406-412 se trouvent donc conservées, à partir de 1701, sans solution de continuité, les jugements et pièces du bureau des Postes et Messageries, de la commission extraordinaire de 1775 et de la commission extraordinaire des Postes et Messageries de 1777. Quelques commissions particulières émanant du bureau des Postes et messageries sont archivées séparément (commissions Bellacla, Coucy, Laure, Valentinois, Voitures de la Cour, Voullaire). Les minutes antérieures à 1701 ne sont pas conservées : dès 1736, un inventaire des minutes remises par m^e

Arrêts des 17 octobre 1676, 8 juillet 1679, 2 décembre 1704, 7 août et 11 décembre 1775 et 16 avril 1777. Règlement des contestations sur les postes et messageries. Liquidation des indemnités dues aux propriétaires et fermiers des messageries réunies au domaine. 1507-1791.

- 406-410. Minutes des jugements (classement chronologique). 1701-1791.
- 406. 1701-1720.
 - 407. 1721-1755.
 - 408. 1756-1778.
 - 409. 1779-1785.
 - 410. 1786-1791.
411. Minutes des jugements concernant la succession et la discussion des biens de Nicolas Chérier de Mareuil, fermier des messageries d'Orléans. 1726-1745.
412. Pièces du greffe. 1507-1788.
- 1. Messageries de Saint-Florentin, dépendant du comté de Saint-Florentin. 1507-1785.
 - 2. Coches de la Marne. 1775-1788.
- V⁷ 413.**
- 1. POTERAT (Pierre), s^r de La Forge, Valeçon et Thuré.
Arrêt du 9 juin 1738. Succession. - Partage de la communauté entre sa veuve et ses enfants, Pierre, conseiller au Grand Conseil, François, maître d'hôtel du roi et Claude, capitaine au régiment d'Orléans cavalerie. 1738.
 - 2. POTET (Jean-Baptiste), conseiller au Grand Conseil.
Arrêt du 9 septembre 1720. Succession. - Créance de Félix Le Peletier de La Houssaye, conseiller d'Etat au Conseil de Régence et chancelier du duc d'Orléans. 1721.
 - 3. POUPART (Guillaume-Nicolas), ancien maître charpentier à Paris.
Arrêt du 10 juin 1786. Règlement de dettes. 1786-1789.
 - 4-8. PRÉMONTRÉS (ordre des) :
 - 4. *Arrêt des 12 juillet 1706, 15 octobre 1707, 18 juin 1709, 7 avril 1710 et 8 avril 1720. Règlement de dettes ; contestations concernant l'abbaye et le collège qui lui est uni ; visite des bâtiments et lieux dépendant du collège. 1709-1728.*
 - 5. *Arrêts des 6 avril, 18 août et 2 novembre 1720, 7 avril 1722. Contestations à l'occasion de l'union de l'abbaye du Jard au collège des Prémontrés à Paris. Plan de l'abbaye vers 1720. ?*
 - 6. *Arrêt du 23 mars 1726. Contestation avec l'abbé de Saint-Nicolas-au-Bois concernant les dîmes. 1727.*
 - 7. *Arrêt du 16 avril 1736. Contestation sur la nomination de Pierre Nantier au prieuré de Noyers. 1736-1738.*
 - 8. *s.^d84. Compromis entre l'abbé général de l'ordre et l'abbé de la Douë sur le compte des revenus de l'abbaye. 1775.*
 - 9. PRESSIEU (Antoine), sergent au régiment des gardes françaises, chargé de la recette particulière des revenants bons du logement du régiment.
Arrêts des 6 mars 1728, 12 mars et 6 août 1729, 16 janvier 1734. Discussion des

Passelaigue, greffier des commissions extraordinaires, ne mentionne que les minutes reçues de m^e Choplet père, nommé en mars 1701.

⁸⁴ Provient du Conseil des Dépêches.

biens puis succession. Examen des comptes de la régie du logement. 1728-1734.

10. PRÉVOST DE SAINT-CYR (Nicolas-Charles-Claude), maître des requêtes, époux de Anne Ruau du Tronchot.

Arrêts des 5 juin 1751 et 5 février 1779. Règlement de dettes et discussion des biens. 1751-1779.

11. PRÉVÔT (Guillaume), agent de change en banque.

Arrêt du 18 décembre 1717. Discussion des biens pour paiement de la taxe de 600.000 livres sur les traitants et gens d'affaires imposée par la déclaration du 18 septembre 1716. 1718.

V⁷ 414. 1. PROUST DU MARTRAY, ancien lieutenant particulier au Châtelet de Paris et garde des sceaux près le parlement de Metz.

Arrêts des 1^{er} mai 1728 et 14 janvier 1731. Discussion des biens. 1728-1737.

2. PROVINS (canal de).

Arrêt du 20 octobre 1784. Contestations entre le prince de Salm-Kirbourg, propriétaire du canal, Jean-François Prosergue-Desbordes, ingénieur en chef et entrepreneur du canal et Pierre Giraud, entrepreneur de bâtiments à Paris concernant la construction du canal. 1784-1790.

3. QUÉBEC (chapitre cathédral et évêque de).

Arrêts des 24 août 1711, 2 mai, 20 juin, 18 et 19 juillet et 1^{er} octobre 1712, 17 et 21 mai 1714, 1^{er} avril et 5 août 1715. Contestations au sujet du partage des biens de l'évêché et des biens des abbayes de l'Estrée, Bénévent et Maubec donnés à l'évêché de Québec. 1711-1736.

4. QUÉRENET (Joseph), trésorier du prince de Conti.

Arrêt du 27 août 1785. Règlement de dettes. 1785-1790.

5. QUIGNON (Marie-Jeanne), veuve de Jean-Baptiste Comminiez de La Borde, secrétaire du roi au parlement de Dijon.

Arrêt du 27 octobre 1742. Successions de Jean Rivière, 1^{er} commis au grand comptant du Trésor royal, son oncle et de Jean-Baptiste-Amédée des Noyers de Lorme, son cousin. 1742-1744.

6. QUINETTE DE LA HOGUE (Jean).

Arrêt des 5 août et 8 décembre 1787. Contestation avec le comte d'Artois, cessionnaire des droits des religieuses du Mont-Saint-Michel, les habitants d'Avranches et de Beauvoir, les Etats de Bretagne et le sieur de Moidrai, au sujet de la concession faite au sieur Quinette de La Hogue des grèves et rivages de la mer près du Mont Saint-Michel. 1787-1788.

7. QUINQUET, caissier particulier de la régie des droits réunis, intéressé dans l'armement des vaisseaux *Télémaque*, *Le Saint-Florentin* et *Le Duc de Praslin*).

Arrêt du 3 avril 1772. Discussion des biens pour sommes dues au roi. - Contestations avec les autres associés dans l'armement des vaisseaux. 1772-1773.

V⁷ 415A-416. QUINZE-VINGT (société des).

Arrêts des 26 décembre 1786 et 8 février 1787. Contestations entre les propriétaires de l'ancien enclos des Quinze-Vingt, les banquiers génois Cimarolli, le sieur Etienne-Louis Bonnard, administrateur pour le roi, l'hôpital des Quinze-Vingt et les entrepreneurs des ouvrages faits sur l'enclos, à propos de la vente de l'enclos des Quinze-Vingt et du compte de régie du sieur Bonnard. 1786-1791.

415A. Minutes des jugements et pièces. 1787-1791.

415B- Pièces du greffe. 1786-1791.

416 415B. Requêtes, états des loyers. 1787-1791.

416. Comptes et pièces justificatives du s^r Bonnard administrateur. 1786-1788.

- V⁷ 417.**
1. QUITRY (Jacques-Antoine de Chaumont, marquis de), époux d'Anonyme Dufay.
Arrêts des 30 décembre 1757 et 10 mars 1759. Succession ; partage entre sa veuve et ses enfants. 1758-1761.
 2. RABEC (Jacques de), directeur de la Compagnie des Indes.
Arrêt du 1^{er} décembre 1788. Discussion des biens. 1788.
 3. RACHOIRE (Bernard), banquier à Turin, caution de l'entrepreneur général des hôpitaux établis en Piémont.
Arrêts des 3 et 27 septembre 1729 et 9 mai 1730. Liquidation de sommes dues à divers particuliers et banquiers. 1729-1737.
 4. RAFFINERIE DE SUCRE DE BERCY (associés dans la).
Arrêts des 8 avril et 20 octobre 1766. Contestation entre les associés Thomas-François Dalibard, Jean-Baptiste Aubry de La Perrière, Michel Pommier, François-Nicolas Loir, Philogène Hermet, Bernard Dufour de Montlouis et Jean-Marie Jacob de Lisle. 1766-1769.
 5. RANCONNET (François-Louis de), marquis d'Escoires.
Arrêt du 28 mai 1709. Succession. 1712-1713.
 6. RANDAN (Guy-Michel de Durfort de Lorges, duc de).
Arrêts des 21 mai 1748 et 25 janvier 1755. Contestation avec Louis de Talaru, marquis de Chalmazel, comte de Chamaran, conseiller d'Etat ordinaire, au sujet des droits des terres de Randan et de Chaussin. 1748-1755.
 7. RASSE (Pierre), chargé du recouvrement du droit de confirmation dans la province de Bourgogne.
Arrêt du 12 octobre 1739. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1739-1747.
 8. RATABON (Louis de), gentilhomme ordinaire du roi, envoyé extraordinaire du roi à Gênes.
Arrêts des 17 mars 1720 et 18 juin 1728. Succession. - Compte à rendre par sa veuve Marguerite Ranchin aux autres héritiers de l'administration des biens de ses enfants mineurs. 1720-1724.
 9. RAUCOURT (Pierre-François de), marchand mercier à Paris.
Arrêts des 14 octobre 1722, 16 octobre 1725 et 12 janvier 1740. Règlement de dettes. 1733-1745.
 10. RAVOT (Jean et Etienne), marchands à Orléans.
Arrêt du 12 juin 1743. Contestations avec Jean-Charles Perrinet d'Orval, receveur du grenier à sel de Sancerre et Etienne Renouard, s^r de Bussière, maître des eaux et forêts du comté de Sancerre, au sujet de la liquidation de successions. 1743-1745.
- V⁷ 418.** RECLUS DE BASMAREIN (Jacques), receveur des tailles de l'élection de Sens.
Arrêts des 22 mars 1779 et 10 juillet 1780. Contestations avec son associé Rimbault au sujet de la liquidation de la société, entreprises, armements, cargaisons et affaires de toutes natures faites au nom collectif de « Reclus de Basmarein, Rimbault et C^{ie}, négociants à Bordeaux ». 1779-1788.
- V⁷ 419A.**
1. REICH DE PENNAUTIER (Pierre-Louis), trésorier de la Bourse des Etats de Languedoc.
Arrêts des 13 octobre 1711 et 1^{er} août 1713. Succession. - Scellés. 1711-1713.
 2. RELIGIONNAIRES FUGITIFS (régie des biens des).
Arrêts des 27 mars 1721, 19 janvier 1734, 3 mars 1737, 21 mars 1739.

Contestations entre les commis et directeurs de la régie concernant les comptes de la régie. 1721-1754.

3. REMIREMONT (Christine de Saxe, abbesse de).

Arrêt du 14 mars 1783. Succession. 1782-1784.

4. REMONENCQ (Jean-Baptiste), curé de Bersac.

Arrêt du 11 janvier 1744. Contestation avec Henri Peirat, chirurgien ordinaire de la reine, concernant le droit de dîme dans la terre et seigneurie de Mellet. 1744.

5. RESTAUD DE LA BUDORIÈRE, ancien receveur et payeur des gages des officiers de la chambre des comptes de Bretagne.

Arrêt du 24 juillet 1775. Règlement de dettes et discussion des biens. 1775.

V⁷ 419B. RETRAITS LIGNAGERS (COMMISSION DES).

80 arrêts d'évocation du 14 septembre 1720 et 23 juillet 1725. Règlement des contestations concernant les retraits lignagers et droits féodaux et notamment les paiements en billets de banque. 1720-1725.

V⁷ 420. 1. REUSSE (Nicolas), prêtre du diocèse de Rouen, pourvu par le chapitre de Fécamp de la cure de Saint-Riquier-ès-Plains.

Arrêts des 31 décembre 1732 et 1^{er} avril 1737. Contestation par l'archevêque de Rouen de la collation qui lui a été faite par le chapitre de Fécamp de la cure de Saint-Riquier-ès-Plains. 1737.

2. REVEL (Pierre), marchand de Saint-Malo.

Arrêts des 3 août 1720, 14 février 1737, 7 juillet 1740. Règlement de dettes. 1720-1761.

V⁷ 421A-443B. RÉVISION DES COMPTES DES COMMUNAUTÉS D'ARTS ET MÉTIERS DE PARIS (COMMISSION DE) ou BUREAU DES ARTS ET MÉTIERS⁸⁵.

Arrêts des 3 mars et 16 mai 1716, 4 novembre 1717, 19 février 1718, 29 août et 23 décembre 1719, 11 février 1721, 26 février, 15 mai, 4 août et 6 octobre 1724, 9 septembre 1725. Liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers des ville et faubourg de Paris, examen et révision de leurs comptes depuis 1689. 1716-1790.

421A. Minutes des jugements et arrêts du Conseil. 1716-1790.

421B- Jugements des comptes des jurés-syndics de chaque communauté. 1716-1790.
442.

421B. Aiguilletiers. 1724-1725.

Amidonniers. 1746-1781.

Apothicaires (collège de pharmacie). 1777-1781.

Arquebusiers. 1724-1786.

422. Balanciers. 1727.

Barbiers-perruquiers. 1724-1725.

Batteurs d'or. 1723-1776.

Boisseliers. 1724-1776.

Bouchers. 1716-1780.

Boulangers. 1720-1780.

Bouquetiers. 1719-1736.

423. Bourreliers. 1719-1777.

Boursiers. 1724-1778.

Boutonniers passementiers. 1737-1777.

Boyautiers. 1724.

Brasseurs. 1723-1779.

⁸⁵ M. ANTOINE, *op. cit.*, p. 23, 71. Le bureau des Arts et Métiers de la ville et faubourgs de Paris fusionna en octobre 1787 avec la commission de liquidation des comptes des commissions d'arts et métiers du ressort du parlement de Paris et autres créée par arrêt du 28 avril 1777 (V⁷ 278-296A) et prit le nom de bureau des Arts et Métiers de Paris et des provinces (voir note 56). Ses compétences ont été élargies en 1788 et 1790 lorsqu'il se vit attribuer toutes les instances qui restaient pendantes devant les bureaux et commissions du Conseil royal des Finances et du Commerce supprimés par règlement du 27 octobre 1787 et celles du bureau des Postes et Messageries supprimé le 8 août 1790. Par arrêt du 1^{er} août 1790, les comptes des communautés d'arts et métiers de Paris depuis 1788, pour lesquelles il n'y avait pas d'instance en cours devant le bureau des Arts et Métiers, ont été renvoyés devant la municipalité de Paris pour y être examinés et apurés. En V⁷ 421A sont conservés des jugements intéressants d'autres affaires civiles et criminelles attribués au bureau des Arts et Métiers à partir de 1723, notamment des affaires provenant de la Chambre de l' Arsenal, les contestations concernant les dettes de l' Opéra, la liquidation de la finance des offices de trésoriers payeurs des gages des communautés d'arts et métiers, des officiers à bourse commune de Paris et des contrôleurs des trésoriers (supprimés en 1734), le recouvrement de la capitation des communautés d'arts et métiers de Paris, la succession du sieur Docq, entrepreneur de la boucherie des Invalides, la vente en 1747 d'un office de greffier des commissions extraordinaires du Conseil, la succession du sieur Charuel, intendant de Lorraine, la succession des sieurs de La Touanne et Sauvion, trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres, les offices de payeurs des gages du parlement de Navarre, chambre des comptes, aides et finances de Navarre, la direction Querenet. Plusieurs autres instances particulières jugées par les commissaires du bureau des Arts et Métiers ont fait l'objet de commissions extraordinaires dont les minutes de jugement sont classées à part : Chandeliers de Lyon (V⁷ 152/1), Clonard (V⁷ 157/9), Dacosta (V⁷ 167/1), Desjardins (V⁷ 172/3), La Porte (V⁷ 250/14), Lalanne (V⁷ 246/7), Liquidation de la halle au blé, de la halle aux draps, de la halle à la marée (V⁷ 300/1-3), Manufacture de Montargis (V⁷ 340/7-8), Marchés de Sceaux et de Poissy (V⁷ 341/5), dépôts de mendicité (V⁷ 370/5), Nesmes (V⁷ 389/1), Pastelot (V⁷ 401/6), Savary (V⁷ 487/16), Valentinois (V⁷ 509/7), Vingtrinier (V⁷ 509/4). Sont conservés sous les cotes 421B-443B uniquement les jugements concernant les communautés de Paris.

Brodeurs. 1723-1789.
Brossiers. 1723-1777.
424. Cardeurs. 1723-1778.
Cartiers. 1731-1779.
Ceinturiers. 1720-1774.
Chandeliers. 1716-1783.
425. Chapeliers. 1726-1786.
Charcutiers. 1717-1785.
Charpentiers. 1717-1785.
426. Charrons. 1724-1784.
Chaudronniers. 1716-1782.
Chirurgiens et sage-femmes. 1724.
Cloutiers. 1724-1778.
Coffretiers malletiers. 1724-1783.
Cordiers. 1723-1777.
Cordonniers. 1724-1781.
427. Corroyeurs. 1725-1778.
Couteliers. 1725-1778.
Couturières. 1731-1786.
Couvreurs. 1724-1788.
Crieurs de vieux fer. 1723-1788.
428. Découpeurs. 1724.
Doreurs sur métaux, doreurs argenteurs. 1723-1788.
Drapiers. 1716-1788.
Ecrivains. 1777-1786.
Eperonniers. 1723-1777.
Epiciers. 1716-1788.
Epingliers. 1725-1788.
429. Eventailistes. 1725-1782.
Experts architectes en bâtiments. 1724.
Fabricants d'étoffes. 1716-1785.
Faïenciers-verriers. 1725-1783.
430. Fondeurs doreurs graveurs. 1738-1784.
Fouleurs de draps. 1724.
Fourbisseurs. 1732-1778.
Fripiers. 1725-1777.
Fruitiers-orangers. 1724-1783.
431. Gainiers. 1718-1788.
Gantiers parfumeurs. 1724-1784.
Grainiers. 1725-1779.

- Graveurs. 1737-1780.
432. Horlogers. 1724-1785.
Imprimeurs en taille douce. 1724-1786.
Jardiniers. 1723-1778.
Lapidaires. 1724-1781.
Layetiers. 1718-1778.
433. Limonadiers. 1724-1789.
Lingères. 1719-1785.
Linières-filassières. 1724.
Luthiers et faiseurs d'instruments de musique. 1724-1778.
Maçons. 1726-1788.
434. Maîtres à danser. 1731-1761.
Maîtres d'armes. 1724.
Marchands de vin. 1737-1789.
Marchandes de modes. 1784.
Maréchaux-ferrants. 1723-1788.
Mégissiers. 1725-1783.
435. Menuisiers. 1718-1789.
Merciers. 1742-1780.
Miroitiers et doreurs sur cuir. 1719-1788.
Nattiers. 1724.
436. Orfèvres, orfèvres-joailliers. 1742-1777.
Ouvriers en bas au tricot, au métier. 1724.
Ouvriers en draps d'or, argent et soie. 1724-1725.
Pain d'épiciers. 1723.
Panachers plumassiers. 1723-1725.
Papetiers colleurs relieurs. 1717-1779.
Passementiers boutonniers. 1724-1725.
Pâtenotriers bouchonniers. 1744-1778.
Pâtisseries. 1726-1779.
437. Paumiers raquetiers. 1723-1783.
Paveurs. 1743-1783.
Peaussiers. 1718-1784.
Peintres sculpteurs. 1725-1781.
Pelletiers fourreurs. 1747-1782.
Perruquiers. 1716-1742.
438. Plombiers. 1717-1783.
Potiers d'étain. 1716-1786.
Potiers de terre. 1717-1777.
Relieurs. 1719-1781.

439. Rôtisseurs. 1724-1781.
 Rubanniers. 1726-1778.
 Savetiers. 1717-1788.
440. Selliers-carossiers. 1725-1780.
 Serruriers. 1724-1783.
 Tabletiers-peigniers. 1725-1783.
 Taillandiers. 1725-1778.
441. Tailleurs d'habits. 1724-1782.
 Tanneurs. 1725-1784.
442. Tapissiers. 1719-1781.
 Teinturiers. 1724-1785.
 Tireurs d'or. 1723-1779.
 Tissutiers-rubanniers. 1724-1725.
 Tonneliers. 1718-1788.
 Tourneurs. 1768-1778.
- 443A. Traiteurs cuisiniers. 1723-1783.
 Vanniers. 1724-1777.
 Vidangeurs. 1723-1724.
 Vinaigriers. 1724-1777.
 Vitriers. 1724-1777.
- 443B. Pièces du greffe. 1724-1758.
 Décharges de remises de pièces et de communications (1731-1741). Frais (1745-1758). Arrêts imprimés concernant la liquidation des sommes dues par les communautés d'arts et métiers de Paris (1724-1743).

- V⁷ 444.** 1. RHINGRAVE (Guillaume-Florentin, -, comte de Salm).
Arrêt du 28 septembre 1720. Succession . - Contestations au sujet des biens échus au roi à titre d'aubaine. 1720-1725.
2. RHUNE (Marie-Anne-Joséphine de La Chaussée d'Eu, épouse en 1^{ères} noces de Antoine-Louis de Baraudier, vicomte de La Gorge et en 2^{es} noces de Georges-François-Léonard, comte de).
Arrêt du 24 octobre 1757. Succession. Partage de ses biens entre ses enfants du 1^{er} et du 2^e lit ; transmission du nom de La Chaussée d'Eu à son fils aîné François-Bruno de Baraudier. 1757-1761.
- 3-5. RICHELIEU (maison de).
3. *Arrêt du 12 juillet 1707.* Examen, vérification, liquidation et paiement des dettes personnelles du duc du Richelieu et du cardinal de Richelieu. 1707-1712.
4. *Arrêt du 24 septembre 1731.* Succession du duc de Richelieu. 1731-1735.
5. *Arrêt du 30 septembre 1760.* Contestation entre le maréchal de Richelieu et l'abbaye royale de Notre-Dame de Saintes au sujet des droits respectivement prétendus dans les terres et seigneuries du bailliage de Marennes. 1761-1769.
6. RIGBY (Edouard), directeur de la Compagnie des Indes.
Arrêt du 22 février 1722. Informations sur les malversations commises dans le port de Lorient contre Edouard Rigby, Gabriel Rodollet, caissier de la Compagnie au port

de Lorient et Gilles Lebrun de La Franquerie, directeur de la Compagnie au port de Lorient. 1720-1724.

- V⁷ 445.**
1. RIVALS (la veuve du sieur), titulaire d'un office de payeur des gages des officiers du parlement de Toulouse.
Arrêt du 22 mai 1759. Contestation au sujet des comptes à rendre à la cour des comptes de Montpellier par les payeurs des gages aux officiers du Parlement. 1759.
 2. RIZ (privilège pour la culture du).
Arrêt du 10 janvier 1745. Contestation entre Vincent Micault et les autres intéressés au privilège pour la culture du riz en France au sujet de l'exploitation du privilège et des fonds de la société. 1745-1761.
 3. ROBERT, DESPRÉAUX, BUIGNET (les sieurs).
Arrêt du 16 mai 1758. Comptes des recettes et dépenses de la réception et vente du blé que le roi a fait venir de l'étranger et des provinces du dedans du royaume pour l'approvisionnement de Paris en 1739-1741 : pièces du greffe. 1750-1759.
 4. ROCHECHOUART (Marie-Anne d'Epinau de Saint-Luc, marquise de).
Arrêt du 1^{er} mars 1732. Succession. 1732-1734.
 5. ROCHEFORT (Louise de Beauvau, comtesse de).
Arrêt du 12 juillet 1738. Contestation avec François Menescier, sieur de Guibert-Mesnil au sujet de droits seigneuriaux. 1738-1739.
 - 6-7. ROHAN-CHABOT (maison de).
 6. *Arrêt du 18 juillet 1741.* Contestation entre Louis-François de Rohan-Chabot, vicomte de Rohan, héritier de Françoise de Roquelaure sa mère, et Louis de Lorraine, prince de Pons, époux d'Elisabeth de Roquelaure, au sujet de la vente au roi des terres de Montfort et Aillac. 1741-1746.
 7. *Arrêt du 3 août 1743.* Succession de Louis-François de Rohan-Chabot, vicomte de Rohan. 1743.
- V⁷ 446.** ROHAN-GUÉMÉNÉ (maison de).
1. *Arrêts des 10 janvier 1718, 16 février 1726, 13 juillet et 14 décembre 1726, 9 octobre 1727, 31 janvier 1728 et 18 avril 1730.* Succession de François-Armand de Rohan, prince de Montbazou, prince de Guéméné, époux de Louise-Julie de La Tour d'Auvergne puis mise sous tutelle judiciaire et financière de Hercule-Mériadec de Rohan, prince de Montbazou, prince de Guéméné, son fils. 1718-1757.
 2. *Arrêt du 5 avril 1727.* Accord entre Charles de Rohan, prince de Montbazou, Charlotte-Armande de Rohan, dame de Pons, sa sœur, et Louise-Jeanne-Armande de Melun, sa nièce, sur la succession de Thérèse de Rohan, sa sœur. Reddition du compte de tutelle de Thérèse de Rohan. Règlement de la succession de Jeanne-Armande de Rohan, princesse de Montauban, sa nièce. 1727.
 3. *Arrêt du 22 janvier 1729.* Règlement de la succession de Thérèse de Rohan. Liquidation des successions de Jeanne-Armande de Schomberg, duchesse de Montbazou et de la princesse de Montauban. 1729.
- V⁷ 447-471*.** ROHAN-GUÉMÉNÉ (maison de).
- Arrêt du 7 décembre 1782.* Discussion des biens et liquidation des dettes des maisons des princes de Rohan, duc de Montbazou et de Henri-Louis-Marie de Rohan et Victoire-Armande de Rohan-Soubise, prince et princesse de Guéméné. 1783-1787.
447. Minutes des jugements. 1783-1787.
- 448- Pièces du greffe. 1776-1788.

471*.

448. Procès-verbal des description des papiers de la maison de Guémené (1783), pièces concernant les souscripteurs de rentes viagères, en particulier la famille Choppin d'Arnouville. (1778-1787). 1778-1787.

449. Requêtes, lettres, mémoires adressés à M. Lenoir, lieutenant général de police de Paris par les rentiers et créanciers d'une part, par la famille de Rohan d'autre. 1776-1786.

450. *Idem*.

451. Etats de liquidation des créanciers. 1781-1787.

452. Chirographaire (liquidation des créances des fournisseurs). 1788.

453-454. Extraits des bulletins de liquidation de créances (classement alphabétique). S.d.

453. Lettres A-G.

454. Lettres H-Z.

455-462. Bulletins de liquidation de créances (classement alphabétique). 1787-1788.

455. Lettres A-B.

456. Lettre C.

457. Lettres Da-Do.

458. Lettres Dr-Ge.

459. Lettres Gi-La.

460. Lettres Le-M.

461. Lettres N-Re.

462. Lettres Ri-Z.

463-470. Affirmations de créances (classement alphabétique). 1784.

463. Lettres A-B.

464. Lettre C.

465. Lettres D-F.

466. Lettres G-K.

467. Lettre L.

468. Lettres M-O.

469. Lettres Q-S.

470. Lettres T-Z.

471*. Ordre des créanciers. 1785.

V⁷ 472.

1. ROLAND, meunier à Corbeil.

*Arrêt du 14 février 1780*⁸⁶. Poursuite pour recouvrement du paiement de 300 sacs de grains livrés par le garde-magasin du roi à Corbeil. 1780.

2. ROLLÉE (Pierre), ancien receveur général des finances à Caen.

Arrêt du 7 octobre 1724. Discussion des biens. 1724-1725.

3. ROLLET DE VIEUX-PONT (Augustin).

Arrêt du 9 janvier 1753. Succession. 1753.

⁸⁶ Provient du conseil du Commerce.

4. ROMAINE-EN-BRIE (mouvance du fief de la).

Arrêt du 3 avril 1734. Contestation entre l'archevêque de Paris, le prince et la princesse de Tingry, Chauvelin, garde des sceaux et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, l'hôpital des Enfants Trouvés de Paris, le séminaire Saint-Louis et le sieur Tocquiny, sur la mouvance du fief de la Romaine. 1734-1735.

V⁷ 473A-473B. ROMANET (Jean-Pierre), président au Grand Conseil.

Arrêt du 29 août 1722. Succession. 1722-1744.

473A. Minutes des jugements. 1722-1730.

473B. Minutes des jugements (1731-1738), pièce du greffe : procès-verbal de remise des pièces (1744). 1731-1744.

V⁷ 473C. 1. ROMIGNY, syndic de la faculté de théologie de Paris.

Arrêts des 16 juin 1723 et 20 janvier 1725. Contestation au sujet d'un canonicat de l'église de Paris vacant par le décès de l'abbé de Bragelongne. 1725.

2. ROQUELAURE (Charlotte de), épouse de Henri-François de Foix de Candale.

Arrêt du 12 mars 1711. Succession. 1713.

V⁷ 474A-480. ROQUES (Claude), agent de change et banquier, époux de Anne-Madeleine Phélypeaux, femme de chambre de la Dauphine.
s.^d⁸⁷. Pièces du greffe. 1757-1770.

474A-476. Procédures en Parlement. 1758-1770.

474A. 1758-1762.

474B. 1763-1767.

475. 1768-1769.

476. 1769 (suite)-1770.

477. Exploitation des bois de l'abbaye de La Chapelle-aux-Planches. 1759-1766.

478A-B. Entreprise des voitures pour les incendies et fourniture d'eau de la Seine. 1757-1768.

478A. Comptabilité générale, procédure. 1757-1768.

478B. Frais d'installation, cochers, chevaux, voitures. 1765-1768.

479A-B. Lettres reçues. 1758-1770.

479A. de Caillou de La Bourdonnaye (Le Mans), Brunet et C^{ie} (Nîmes), Angot (Falaise), Le Hericy (Caen), Armand (Marseille), Bentabole (Strasbourg), frères Bisdom (Amsterdam). 1758-1767.

479B. de Bry et Chevrotier (Lyon), Preuilh (Givet), Fey (Cadix), Fontaine-Lalande et C^{ie} (Madrid), Sergency (Saint-Dizier). 1758-1767.

480. Affaires diverses : ferme des droits d'octrois municipaux, caisse de Poissy, navire *Le Dauphin*, compagnie d'assurances générales, terres de Sallèles-en-Limousin, maison rue Sainte-Apolline à Paris, lettres de change et quittances. 1767-1770.

V⁷ 481. 1. ROQUESERVIERE (Jacques et Jean-Joseph de Borelly de).

Arrêt du 7 juillet 1735. Succession de Louise de Prunet de Boisset, veuve de Jean-

⁸⁷ Les jugements ne sont pas conservés.

Baptiste du Deffand, marquis de La Lande. 1736-1737.

2. ROSSET (André-Hercule de), marquis de Fleury.

Arrêt des 1^{er} décembre 1777 et 15 juillet 1786. Règlement de dettes puis succession. 1777-1787.

3. ROSTAIN (Tristan de) et ROBERTET (Françoise), son épouse.

Arrêts des 13 mai 1730 et 20 juin 1734. Succession. - Prétentions des familles de La Châtre, d'Albert d'Ailly, de Beaumanoir, d'Alègre, de Crussol d' Uzès, de Pardaillan, d'Escoubleau de Sourdis. 1731-1737.

4. ROTHELIN (Alexandre d'Orléans, marquis de).

Arrêt du 28 août 1718. Prétention sur la succession de Susanne de Baudean de Parabère, maréchale duchesse de Navailles. 1719.

5-6. ROTHELIN (famille de).

5. *Arrêts des 17 octobre 1729 et 6 février 1734.* Succession de Philippe d'Orléans, marquis de Rothelin. - Contestation avec Louis-Pierre-Maximilien de Béthune, duc de Sully sur la saisie réelle de la terre et baronnie de Varengebec. 1729-1739.

6. *Arrêt du 10 mars 1732.* Succession de Marc-Antoine-Alexis d'Orléans, comte de Rothelin. - Créances de Charles de Biencourt, s^r de Poutrincourt et de Pierre Augé de La Chabrossière. 1732.

V⁷ 482. 1-2. ROUEN (Louis de La Vergne de Tressan, archevêque de), ancien évêque de Nantes.

1. *Arrêts des 6 mai 1724 et 20 janvier 1725.* Différend avec les curés du diocèse de Nantes sur la perception des biens. 1725-1727.

2. *Arrêt du 17 décembre 1734.* Succession. 1734-1735.

3. ROUEN (doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de)

Arrêt du 7 avril 1751. Différend avec le sieur de Rassent sur le droit de pêche dans la rivière de Béthune ou d'Arques. 1751.

4. ROUSSEAU (Pierre), receveur général des domaines, dons et octrois de la ville de Paris.

Arrêt du 2 juillet 1785. Succession. 1785-1790.

5. RUETTE (François-Côme), courrier de la Cour.

Arrêt du 16 avril 1736. Succession. 1736-1738.

6. RUFFEY (prieuré Saint-Christophe de).

Arrêt du 27 juin 1736. Différend entre dom François Quintard, prieur de St-Marcel de Châlons, collateur du prieuré de Ruffey, et Etienne-François Gallois et Pierre-Maurice Roman, sur la nomination du prieur. 1736.

7. RUVIGNY (Henri de Massue, marquis de).

Arrêt du 26 juin 1723. Succession. 1723-1724.

8. RUVIGNY (Henri de Massue, marquis de).

Arrêt du 13 février 1753. Succession. 1753-1754.

9. SACERDOTTI (Raphaël et Moïse), banquiers à Casals.

Arrêt du 20 avril 1711. Différend avec Pierre Vincent, conseiller secrétaire du roi en la chancellerie du parlement de Provence, au sujet de la société de fourniture de vivres pour les hôpitaux des armées du roi en Italie. 1711-1715.

10. SADOE (Antoine-Thomas), maître ordinaire en la chambre des comptes.

Arrêt du 9 avril 1756. Succession. 1756.

V⁷ 483. 1. SAILLY (Aymard-Louis, marquis de).

Arrêts des 4 septembre 1719 et 2 mai 1742. Règlement de dettes. 1719-1742.

2. SAILLY DE POMMEREUIL (Gédéon-René de).
Arrêt du 16 mai 1744. Succession de François-Louis et de Pierre de Bucrichard. 1744.
3. SAINTOT (Nicolas-Sixte de), introducteur des ambassadeurs.
Arrêt du 27 octobre 1751. Différend avec Barthélémy-Antoine Nouveau, conseiller au Parlement, sur les droits de justice, censives, mouvance, droits de chasse des seigneuries de Vémars et Chennevières en Paris. 1752-1758.
- 4-6. SAINTE-ABRE (famille de) :
4. *Arrêts des 22 octobre 1721 et 4 juillet 1722.* Successions de Marie-Anne de La Rochefoucauld et de François de La Cropte, comte de Saint-Abre son fils. 1723.
5. *Arrêt du 3 août 1737.* Succession de Jean-Marie de La Cropte, marquis de Saint-Abre et de Jean de La Cropte, marquis de Saint-Abre, son père, époux de Catherine de Salignac. 1737.
6. *Arrêt du 29 février 1744.* Succession d'Isaac-François Boucher d'Orsay, fils de Marie-Louise de La Cropte de Saint-Abre et de Charles Boucher d'Orsay, maître des requêtes, intendant du Limousin. 1744-1745.
- 7-8. SAINT-AIGNAN (famille Beauvilliers de) :
7. *Arrêt du 30 mars 1707.* Arbitrage entre Paul-Hyppolite de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, époux de Marie-Geneviève de Montlezun de Besmaux, et Jacques-François de Johanne, marquis de Saumery et Henri de Chabannes, marquis de Curton, sur les successions de Marguerite de Peyrols, Marguerite de Pluvinel, François de Montlezun de Besmaux, gouverneur de la Bastille et Jean-Baptiste-François de Montlezun de Besmaux, 1^{er} cornette des chevau-légers du roi. 1709.
8. *Arrêts des 19 juin 1723, 22 mai 1728, 8 août 1733, 26 novembre 1735, 4 février 1736 et 6 juillet 1754.* Règlement des dettes puis de la succession de Paul-François-Honorat de Beauvilliers de Saint-Aignan, ancien évêque-comte de Beauvais et ancien abbé de Saint-Victor. 1723-1754.
9. SAINT-CLAUDE (abbaye de).
Arrêt du 4 mai 1731. Différend avec Hilaire Fouquier, s^r du Clos, avocat en Parlement, sur le compte de sommes dues à l'abbaye. 1731-1732.
- 10-12. SAINT-DOMINGUE (compagnie royale de) :
10. *Arrêt du 11 juillet 1718.* Contestations entre les directeurs et actionnaires sur le bilan de la compagnie. 1719.
11. *Arrêt du 27 février 1734.* Contestations entre les directeurs et associés de l'ancienne compagnie de Saint-Domingue, et la veuve de Jean-Jacques Wavré, négociant à Paris et autres créanciers, sur le paiement des marchandises transportées dans les magasins de la Compagnie sur la côte de Saint-Louis provenant des navires *Le Saint-Jean-Baptiste* et *Le Saint-Hélène* dit *Le Mercure*. 1733-1737-1737.
12. *Arrêt du 29 mai 1734.* Contestations entre les directeurs de la Compagnie de Saint-Domingue sur l'extinction des créances, hormis celles de la Compagnie des Indes. 1734.
13. SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE (abbaye de).
Arrêt du 10 mars 1771. Différend entre l'abbé commendataire et les prieur et chanoines sur les réparations à faire aux bâtiments dépendant de l'abbaye. 1771-1788.
14. SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS (église) à Paris.
Arrêts des 26 décembre 1730, 19 avril 1732 et 25 avril 1733. Contestations entre le chapitre et le curé-vicaire de l'église sur les biens des chanoines. 1731-1736.
15. SAINT-HÉREM (Charles-Louis de Montmorin, marquis de).
Arrêt du 13 février 1753. Succession. 1753-1759.
16. SAINT-JAMES (famille Porcheron de).
Arrêts des 6 décembre 1727, 16 avril 1729, 17 avril 1736. Règlement de

successions. 1729-1737.

17. SAINT-JULIEN DES MÉNÉTRIERS (chapelle).

Arrêt du 12 août 1782. Différend entre l'ancienne et la nouvelle communauté des maîtres à danser de l'Académie royale de danse au sujet du patronage et de l'administration de la chapelle : minutes des jugements (1782-1788), pièces du greffe (1664-1720). 1664-1788.

18. SAINT-LÉONARD D'AURILLAC (prieuré).

Arrêt du 23 mars 1737⁸⁸. Contestation entre plusieurs prêtres du diocèse de Rodez au sujet du possessor du prieuré-cure. 1737.

V⁷ 484A-484B*. SAINT-LOUIS (ordre militaire de).

Arrêts des 21 février et 30 août 1729. Contestation entre le conseil de l'Ordre et les cautions de l'ancien fermier sur le compte de régie des revenus. 1719-1756.

484A. Minutes des jugements. 1730-1756.

484B*. Pièce du greffe : journal des recettes et dépenses de la ferme des droits attribués à l'Ordre de Saint-Louis. 1719.

V⁷ 485. 1. SAINT-MARCEL (chapitre) à Paris.

Arrêts des 28 juin et 8 septembre 1738. Contestations au sujet de la présentation aux bénéfices du chapitre. 1738-1739.

2-3. SAINT-MAUR (congrégation de).

2. *Arrêts des 24 août 1726, 28 juin 1727.* Opposition du supérieur général de la Congrégation au transfert de dom Lucien Magneux dans le prieuré de Saint-Martin de La Canourgue, observance de Saint-Victor de Marseille. 1726-1729.

3. *Arrêt du 11 août 1727.* Opposition du supérieur général de la Congrégation au transfert de frère Jacques de Maillé dans le monastère de La Croix-Saint-Leufroy, ancienne observance de Saint-Benoit. 1727.

4. SAINT-NICOLAS-AU-BOIS (abbaye).

Arrêt du 9 avril 1742. Conflit avec Jean Bellanger, vicomte d'Hôtel et autres héritiers de Madeleine Barthélémy sur le retrait du domaine de Jarleau. 1742.

5. SAINT-NICOLAS-DES-CHAMPS (paroisse) à Paris.

Arrêts des 15 décembre 1731, 5 avril et 10 mai 1745. Règlement des limites entre les paroisses Saint-Nicolas-des-Champs et Saint-Laurent. Règlement du contentieux sur l'administration des sacrements dans les rues de Vendôme et de Meslé. 1732-1759.

6-7. SAINT-OMER (évêque de).

6. *Arrêts des 24 octobre 1739, 24 mars et 21 avril 1742.* Contestation du droit prétendu par l'abbé de Saint-Bertin d'assister aux processions publiques avec sa crosse et sa mitre. 1742.

7. *Arrêt du 19 août 1768.* Opposition au transfert décidé par arrêt du 12 mars 1768 des biens du collège jésuite de Watten au collège des Augustins anglais de Saint-Omer. 1768-1775.

8. SAINT-PAUL (Jean-Etienne de Thomassin, marquis de), président honoraire au parlement de Provence.

Arrêt du 10 décembre 1735. Différend avec le chevalier de Tourouvre sur la cession de la charge de colonel du régiment d'infanterie de Vermandois. 1735.

9. SAINT-PAUL DE BESANÇON (abbaye).

Arrêts des 4 juillet 1767, 17 décembre 1774, lettres patentes des 12 janvier 1768 et

⁸⁸ Provient du bureau des Affaires ecclésiastiques.

mai 1769. Contestations au sujet de la sécularisation de l'abbaye de Saint-Paul et de l'union de la mense abbatiale et conventuelle au chapitre métropolitain de Besançon. 1767-1777.

10. SAINT-ROCH (paroisse) à Paris.

Arrêt du 23 février 1776. Contestation entre le curé et les marguilliers sur les cires, offrandes et casuels. 1766-1778.

11. SAINT-RUF (ordre de).

Arrêt du 28 février 1758. Contestation par François de Montchenu, chanoine de l'ordre de Saint-Antoine, pourvu du prieuré Saint-Nicolas de Mornac, de l'exécution de l'arrêt du 25 octobre 1741 prescrivant le maintien de la conventualité et de la vie commune et régulière dans l'abbaye-chef de l'ordre et dans les autres maisons. 1758-1759.

12. SAINT-SAVIN (Louis-Gilles de Cardaillac, abbé commendataire de).

Arrêt du 27 septembre 1728. Opposition à deux transactions de 1655 et 1683 passées entre les précédents abbés et religieux. 1730.

13. SAINT-SIGISMOND D'ORTHEZ (abbaye).

Arrêt du 27 avril 1786. Opposition à l'exécution des arrêts des 20 mars 1774 et 9 mai 1777 portant union des abbayes de Saint-Sigismond d'Orthez et de Saint-Bernard-lès-Bayonne au couvent des Ursulines d'Orthez. 1786.

14. SAINT-SIMON (Louis, duc de), comte de Rasse.

Arrêt du 31 août 1748. Règlement de dettes. 1748-1755.

15. SAINT-SIMON (Eustache-Titus, marquis de).

Arrêt du 17 juillet 1717. Règlement de diverses contestations entre sa veuve, Claire-Eugénie d'Hauterive et Guy-Michel Billard de Lorière, conseiller au Grand Conseil, époux d'Henriette de Saint-Simon. 1717.

16-17. SAINT-SIMON (Claude de), évêque de Metz :

16. *Arrêts des 12 mai 1750, 3 mars 1751 et 16 janvier 1753.* Différend avec la veuve d'Etienne d'Aligre, président au parlement de Paris, sur la seigneurie de la paroisse de Cottévrard en Normandie. 1750-1753.

17. *Arrêts des 13 mars 1762, 15 février 1766 et 6 mai 1769.* Succession. - Différend avec Louis-Joseph de Montmorency-Laval, son successeur à l'évêché de Metz, sur les réparations dans les lieux dépendant de l'évêché. 1762-1769.

18. SAINT-SULPICE (église) à Paris.

Arrêts des 3 août 1728 et 18 juillet 1741. Commission pour l'estimation des terrains et maisons nécessaires pour achever la construction de l'église Saint-Sulpice et le jugement des contestations au sujet de leur acquisition et paiement. 1728-1741.

19. SAINT-SULPICE (la veuve de Charles Verret de -, inspecteur général de la marine et des galères, l'un des directeurs de la Compagnie de la Chine à Saint-Malo).

Arrêt du 1^{er} janvier 1716. Différends avec les directeurs de la compagnie de la Chine à Paris et le s^r Danycan de l'Epine et ses associés à Saint-Malo sur les comptes rendus par le sieur Danycan comme armateur de plusieurs vaisseaux et dépositaire de fonds pour les deux compagnies. 1720.

20. SAINT-SULPICE (Philippe-Emmanuel de Crussol d'Uzès, marquis de), époux de Marie-Antoinette d'Estaing.

Arrêt du 23 septembre 1749. Règlement des contestations entre les héritiers de Marie d'Haussonville de Vaubécourt, comtesse d'Estaing, de François, comte d'Estaing, et de Charles-François, marquis d'Estaing. 1750-1751.

V⁷ 486. 1-2. SAINT-SUPLIX (Alexandre Costé, marquis de), époux en 1^{ères} noces de Marie-Guillemette de Moura et en 2^{es} noces de Catherine-François Thomas de Montroger :

1. *Arrêt du 27 juin 1733.* Différend avec sa 1^{ère} épouse sur la procédure de

séparation de corps. 1733-1735.

2. *Arrêts des 5 octobre 1748, 16 juin et 24 juillet 1750, 5 octobre 1755, 18 février et 29 mai 1761.* Règlement de dettes puis succession. 1748-1767.

3. SAINT-VICTOR (abbaye royale de) à Paris.

Arrêt du 20 octobre 1780. Contestations avec différends particuliers sur le bail de maisons et terrains entre le Jardin Royal des Plantes et le Quai Saint-Bernard. 1783.

4. SAINTE-BASILISSE (hôpital de) à Paris.

Arrêt du 12 mai 1711. Nomination d'un expert par le s^f d'Argenson, lieutenant de police de Paris, pour faire le rapport des travaux à exécuter. Adjudication au rabais. Compte des recettes faites par le s^f Delay de La Garde pour le paiement des ouvrages. 1711-1712.

5. SAINTE-CHAPELLE DE PARIS.

Arrêt du 21 août 1762. Différend entre le trésorier, et les chantre et chanoine. 1762-1764.

6. SAINTE-COLOMBE DE SENS (abbaye de).

Arrêt du 19 juillet 1727. Différend avec Pierre Moreau de Marnay sur le prieuré Saint-Pierre de Dampierre. 1727-1728.

7. SAINTE-MARIE-L'EGYPTIENNE (église) à Paris.

Arrêts des 12 mars et 25 novembre 1780. Contestation par l'archevêque de Paris de la nomination de l'abbé Leclerc comme chapelain des chapelaneries St-Zozime, St-Nicolas et Ste-Marie-l'Egyptienne dans l'église Sainte-Marie l'Egyptienne vulgairement appelée « Le Jussienne ». 1780-1788.

8. SAINTE-MARIE-MADELEINE (prieuré).

Arrêts des 26 juin 1745 et 27 mai 1747. Différend avec Louis-Antoine de Brancas, duc de Villars sur l'exécution d'un accord passé en 1695 entre la duchesse de Brancas et le couvent. 1748.

9. SAINTE-MAURE (famille de).

Arrêts des 11 décembre 1734 et 2 avril 1735. Règlement de toutes les successions pendantes entre Louis-Marie comte de Sainte-Maure, 1^{er} écuyer commandant la Grande Ecurie du roi, et son frère, Charles-Adélaïde, marquis de Sainte-Maure. 1734-1742.

V^r 487. 1-2. SALLES (Pierre), fils de Jacques Salles, banquier caution solidaire du comte de Champigny pour le douaire constitué d'Anne-Etiennette de Meuves son épouse.

1. *Arrêt des 18 février 1741, 2 juin 1750.* Succession de Jean-Paul Bochart, comte de Champigny. 1750-1755.

2. *Arrêt du 3 janvier 1755.* Succession de Jean Salles du Fescq, son frère. 1755-1757.

3. SALM-KIRBOURG (Frédéric-Jean-Othon, prince de).

Arrêts des 20 octobre 1784 et 22 avril 1786. Règlement des contestations avec ses créanciers notamment ceux intéressés dans l'entreprise du canal de Provins. 1786-1791.

4. SAMPIGNY (Charles-François de), capitaine de cavalerie.

Arrêt du 15 mars 1755. Succession. 1755.

5. SAMSON (Jacques-Nicolas), marchand à Saint-Germain-en-Laye.

Arrêt du 6 juillet 1735. Banqueroute. - Vente de meubles et marchandises. 1735.

6. SARCUS (Léonard-Maximilien de), ingénieur ordinaire du roi.

Arrêts des 19 mars 1740 et 20 décembre 1743. Différend avec la famille d'Aboval sur la succession de Nicolas Du Châtelet. 1740-1746.

7. SARZEAU (Jean-Baptiste Faron, curé de).

Arrêt du 28 avril 1736. Contestation avec ses paroissiens sur les réparations au

presbytère. 1736.

8. SAUMERY (Jean-Baptiste de Johanne de La Carre, marquis de).
Arrêts des 11 décembre 1734, 12 février 1735, 8 juillet 1736. Succession. -
Contestations entre sa 2^e épouse, Madeleine-Bénigne de Lussé, et son fils Jacques-
François de Johanne de La Carre. 1734-1736.

9. SAURINE (Pierre), négociant au Cap-Français, île de Saint-Domingue,
associé de Stanislas Foache.
Arrêt du 19 novembre 1778. Contestations avec la veuve Lacroix et André Gossey et
Frères, négociants à Rouen, sur le règlement de comptes de l'armement de navires
et vente de nègres. 1778-1783.

10. SAUROY (Joseph Durey de), trésorier de l'extraordinaire des guerres.
Arrêts des 18 août 1717, 23 juillet 1719, 1^{er} novembre 1732. Droits sur la succession
de Barthelemy Duclos pour sommes dues à l'extraordinaire des guerres. 1717-1733.

11. SAUROY (Joseph Durey de).
Arrêts des 13 avril 1743, 11 juillet 1744. Contestation avec le sieur Mailloc de
Touteville sur la terre de Mesnil-Guillaume. 1743-1747.

12. SAUSSAYE, receveur des impositions de la ville de Paris.
Arrêt du 10 juillet 1786. Succession et discussion des biens. 1786.

13. SAUVAGE (Claude), ancien échevin de l'hôtel de Ville de Paris.
Arrêt du 12 mars 1756. Succession. 1756.

14. SAUVALLE (Jacques), marchand à Sens.
Arrêt du 24 juillet 1779. Règlement de faillite. 1779.

15. SAUVEBEUF (Marie-Anne de Ferrières de), marquise de Vassan.
Arrêts des 7 juillet 1719, 23 août 1721. Succession du marquis de Sauvebeuf. 1721-
1723.

16. SAVARY (Louis-Michel), et consors, marchands à Nantes.
S.d⁸⁹. Demande de sursis à l'arrêt du 19 novembre 1780. 1781.

17. SCARON DE VAUJOUR.
Arrêts des 6 juillet 1681, 26 janvier 1686. Succession. 1726.

- V⁷ 488.**
1. SCHWABE (Jean-Charles), juif.
S.d⁹⁰. Règlement de dettes. 1734-1759.
 2. SCOTT, négociant anglais.
Arrêt du 11 juillet 1778. Contestation de la saisie par la juridiction consulaire de
Dieppe de ballots d'indigos sous prétexte de contrebande. 1778-1779.
 3. SEBIROL, ancien directeur de la Monnaie de Bordeaux.
Arrêt du 5 mai 1762. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1762.
 4. SEGOIN DES MILLIERS (Geneviève Boulard, veuve de François).
Arrêts des 18 juillet 1732 et 11 janvier 1733⁹¹. Contentieux avec Louis Maréchal dit
Nevelet, homme d'affaires de sa sœur Ursule Boulard, accusé de spoliation de biens
et recel. 1733-1736.
 5. SÉGUR (Nicolas-Marie-Alexandre, comte de).
Lettres patentes du 30 août 1776. Discussion des biens. 1776-1779.
 6. SEIGNELAY (Marie-Louise-Maurice de Furstenberg, veuve de Marie-Jean-
Baptiste Colbert, marquis de).
Arrêt du 5 octobre 1711. Succession de Marie de Ligny, sa mère, épouse du prince

⁸⁹ Provient du bureau des Arts et Métiers.

⁹⁰ Provient du cabinet de police du Châtelet de Paris.

⁹¹ Provient de la Chambre de l'Arsenal.

Antoine-Egon de Langraf de Furstenberg. 1718.

7. SEIGNELAY (famille Colbert de)

Arrêts des 7 septembre 1762, 26 août 1769, 16 avril 1772 et 5 mars 1774. Successions de Jean-Baptiste Colbert, marquis de Seignelay, ministre et secrétaire d'Etat à la marine, du comte d'Arnétal et du chevalier de Seignelay, ses enfants, de Catherine-Thérèse de Matignon, son épouse, de Charles-Etienne-Colbert, comte de Seignelay, du sieur Colbert d'Estouteville. Prétentions du duc de Montmorency-Luxembourg, du comte et de la comtesse de Lordat, du marquis de Seignelay, de la marquise de Jonsac, du prince et de la princesse de Marsan, du prince et de la princesse de Turenne. 1762-1774.

8. SEINE (entreprise de la navigation sur la).

Arrêt du 24 septembre 1689. Contestations entre la ville de Nogent, le marquis de Chavigny et Gabriel Boucheroué, entrepreneur de la nouvelle navigation de la rivière de Seine, sur les travaux. 1690.

9. SÉNÉGAL (compagnie du).

Arrêt du 6 août 1722. Règlement des contestations entre les intéressés et créanciers de l'ancienne Compagnie du Sénégal. Contestation sur la gestion de Charles-André Geslain de Saint-Martin, ancien caissier de l'ancienne Compagnie royale de la Chine, préposé par le roi au recouvrement des effets de la Compagnie et de ceux du s' de Montarsy, l'un des caissiers de la Compagnie. 1722-1747.

- V⁷ 489.**
1. SENNECTÈRE (Henri-Charles, comte de), marquis de Royan et Pisany, marquis de Didonne, époux de Marie-Louise-Victoire de Crussol.
Arrêt du 23 avril 1785. Succession. 1785-1790.
 2. SENS (domaine de).
31 juillet 1638⁹². Commission pour la vente et revente du domaine royal suivant l'édit de mars 1619 et la déclaration du 4 décembre 1635. - Adjudication au prince de Condé du domaine engagé de la ville et banlieue de Sens. 1649.
 3. SENS (François Bouthillier de Chavigny, archevêque de), abbé commendataire de l'abbaye de Valuissant-les-Prieures.
Arrêt du 3 octobre 1722. Contestation avec Jean-Baptiste de Rochechouart de Mortemart, baron de Bray-sur-Seine, et les habitants de la paroisse de Servins et Cavroy, sur la justice et mouvance de Servins et Cavroy. 1724.
 4. SEPOLINA (François), banquier gênois demeurant à Paris.
Arrêt du 17 décembre 1784. Succession. 1785-1786.
 5. SERIGNAN (Claude Dolet, épouse de Guillaume de Lort de -, lieutenant aide-major des gardes du corps du roi), veuve en 1^{ères} noces de Hubert de Champy, intendant général de la marine au port de Brest.
Arrêt du 2 juin 1711. Succession. 1711.
 6. SÉRILLY (Megret de), ancien trésorier général payeur des troupes des dépenses de la guerre.
Arrêt du 6 septembre 1788. Règlement de dettes. 1788-1791.
 7. SERIN DE JUSSY (Etienne), receveur des domaines et bois de la généralité de Riom.
Arrêt du 14 mai 1739. Droits sur la succession de François Blanchard de La Varenne et de Catherine Maugeout son épouse. 1739-1741.
 8. SÈVE DE ROCHECHOUART (Guy de), évêque d'Arras, et autres héritiers.
Arrêt du 20 janvier 1712. Succession de Claude de Sève, veuve d'Antoine Girard, comte de Villetaneuse, procureur général en la chambre des comptes. 1714.
 9. SÈVE DE FLÉCHÈRES (Etienne Horace Gabriel de), conseiller au parlement

⁹² Provient du bureau du Domaine.

de Paris.

Arrêt du 17 mai 1738. Contestation sur l'hypothèque d'une maison à Lyon en paiement de la dot de la veuve de Jean Daverdy, avocat au parlement de Paris. 1738.

10. SÈVE et consors, anciens syndics et maîtres gardes de la communauté de la fabrique d'or et d'argent de la ville de Lyon créée par édit de janvier 1777.

Arrêt du 18 décembre 1781. Jugement du compte de régie. 1782.

V⁷ 490A. SÈVRES (pont de).

Arrêt du 6 mai 1755. Contestations concernant les droits du péage du pont de Sèvres. - Règlement de l'indemnité due aux sieurs Dusaulx, Rasse et Rollin, entrepreneurs du pont de Sèvres pour cessation de la jouissance des droits de péage. Examen des états de dépenses et réparations. Discussion des biens des sieurs Rasse, Dusaulx et Thunot : minutes des jugements (1756-1762), pièces du greffe (1750-1758). 1750-1762.

V⁷ 490B-490D. SÈVRES (verrière de).

490B *Arrêts des 11 juillet, 14 août et 12 octobre 1728.* Contestations entre Charles Dupin de Montmea, propriétaire de la verrerie de Sèvres, et Robert Dromgold et Etienne Morin de Saint-Cirque, propriétaires successifs du privilège d'établir une verrerie à Chaillot, au sujet du transfert de la verrerie de Chaillot à Sèvres et de leurs parts respectives. 1728-1732.

490C- *Arrêts des 6 avril 1732 et 12 décembre 1738.* Contestations entre les adjudicataires du bail à loyer. Discussion des biens d'Etienne Morin de Saint-Cirque et de Barthélemy Lullin son associé, entrepreneurs de la verrerie de Sèvres, pour sommes dues au roi : minutes des jugements : 1732-1786.

490C. 1732-1735.

490D. 1736-1786.

V⁷ 491. 1. SIGNY (abbaye de).

Arrêt du 10 mars 1722. Contestation avec François-Hannibal du Merle, s^r de Blancbuisson au sujet du remboursement de la terre de Laverigny réunie à l'abbaye de Signy et le paiement aux créanciers du sr de Blancbuisson. 1722-1737.

2. SIMIANE (Louis, marquis de), 1^{er} gentilhomme de la chambre du roi, époux de Pauline-Adhémar de Grignon.

Arrêt du 16 mai 1719. Succession. 1719.

3. SIMONNEAU (Louis), garde des plaisirs du roi, concierge du cardinal de Fleury.

Arrêts du 30 décembre 1740 et 13 janvier 1742. Succession : minutes des jugements, (1740-1742), pièces du greffe (1707-1742). 1707-1742.

V⁷ 492. 1. SOETERN (Diane, comtesse de).

Arrêts des 16 novembre 1734, 21 et 19 juillet 1735, 17 février 1739. Contestation de l'attribution au roi de sa succession en France par droit d'aubaine. 1736-1742.

2. SOISSONS (comtesse de), dame des îles, terres et châtellenie de Marennes.

Arrêts des 17 juin 1719, 15 mars 1733, 23 avril 1744. Succession : minutes des jugements, (1719-1745), pièces du greffe (1699-1743). 1699-1745.

3. SOISSONS (évêque de).

Arrêt du 31 mars 1737. Contestation avec l'abbé commendataire de Saint-Jean-des-

Vignes à Soissons au sujet des limites des seigneuries et justices dépendant de l'évêché et de l'abbaye. 1737.

4. SONNING (Louis-Auguste), receveur général des finances de Paris.
Arrêt du 1^{er} février 1735. Contestation avec François Mérigot de Sainte-Fère, sénéchal et grand bailli d'épée de la province de la Marche, sur la succession de Philippe Milieu, ancien receveur général des finances de Paris. 1737.

5. SOUBEYRAN, garde des registres et commis à l'exercice du contrôle général des finances.
Arrêt du 21 janvier 1729. Opposition et levée de scellés après décès. 1729.

6. SOURDILLE (Jacques), s^r de Chambresay.
Arrêt du 20 mars 1730. Succession. 1730-1731.

7. SPECTACLE DES VARIÉTÉS AMUSANTES (entreprise du).
Arrêt du 10 décembre 1785. Contestation entre les anciens directeurs des Spectacles et les nouveaux concessionnaires des deux spectacles connus sur les boulevards et aux foires Saint-Germain et Saint-Laurent sous le nom d' « Ambigu Comique » et de « Variétés Amusantes », au sujet des comptes des spectacles et de l'état des objets mobiliers, habits, décorations. 1784-1786.

8. SPINOLA (Jean-Baptiste, prince de).
Arrêt du 10 mars 1725. Succession. - Contestation entre Philippe-Jules-François Mazarin-Mancini et Marie-Anne de Spinola son épouse, et Paul-Edouard Colbert de Seignelay, comte de Creully et Marie-Thérèse de Spinola son épouse. 1726-1732.

9. STAFFORD (comtesse de).
Arrêts des 2 avril 1743, 28 juin 1747 et 15 janvier 1748. Succession. - Contestations entre le duc de Gramont, le duc et la duchesse de Lesparre, le comte de Soyecourt, marquis de Maisons et Poissy. 1743-1749.

10. STRASBOURG (ville de).
Arrêt des 17 novembre 1752, 28 mai 1757. Contestations entre les magistrats de Strasbourg et les bourgeois de Schiltigheim, Barr, Heiligenstein, Gertwiller, Goxwillers, Bourgheim, et les bourgeois de la tribune des jardiniers de Strasbourg, au sujet des deniers patrimoniaux et autres droits de la ville de Strasbourg. 1753-1773.

11. SYMON DE DONCOURT (Henri-François), prêtre de la paroisse Saint-Sulpice à Paris, chargé en 1774 de la direction des travaux de l'église Saint-Sulpice et de la recette des fonds accordés par le roi sur le bénéfice des loteries.
Arrêt du 9 janvier 1787. Succession. 1787-1790.

V⁷ 493.

1. TABACS (commission des).
Arrêt du 29 août 1775. Jugements des contraventions sur la vente, débit, colportage des tabacs dans les villes de Paris et Versailles et prévôtés et vicomtés en dépendant : minutes des jugements (1789-1790) ; pièces du greffe : procès-verbaux d'infraction et pièces de procédures engagées par Julien Alaterre, adjudicataire général des Fermes Unies de France de la distribution et vente exclusive de tabac (1771-1772). 1771-1790.

2. TABARY (abbé).
Arrêts des 16 janvier 1762, 26 juin 1764. Succession ; 1762-1767.

3. TABELLIONNAGE DE PONT-AUDEMER (la veuve de Philippe Lebas, vicomte de Pont-Audemer et la veuve du s^r d'Arcambourg, propriétaires du).
Arrêt du 14 janvier 1673. Contestation sur l'exécution de l'arrêt du mois de mars 1672 ordonnant à tous les propriétaires de Normandie de payer au fermier général des domaines les droits des contrats par eux délivrés depuis le 1^{er} janvier 1670. 1673.

4. TALHOUËT (LAPIERRE DE), CLÉMENT (ABBÉ), DAUDÉ ET GALLY.
Arrêts des 23 novembre et 7 décembre 1723, 4 septembre 1725. Discussion des biens saisis par la Chambre de l'Arsenal. 1723-1734.

V⁷ 494.

1. TALMONT (prince de).
Arrêt du 20 décembre 1740. Succession. – Contestation entre Anne-Elisabeth de Bullion, sa veuve, et leur fils, au sujet de la substitution apposée au testament du prince de Talmont et de leurs droits respectifs. 1740-1741.

2. TALMONT (Anne-Charles-Frédéric de La Trémoille, prince de).
Arrêt du 18 mai 1748. Contestation avec Julien-Catherine de L'Épinay, prieur commendataire du prieuré de Bouchet, au sujet du droit d'aveu et dénombrement du prieuré de Bouchet prétendu par le prince de Talmont et du droit d'usage prétendu par le prieur de Bouchet dans la forêt du comté de Benon. 1749.

3. TANNES (Emmanuel-Frédéric, comte de).
Arrêt des 30 mars 1780 et 13 août 1784. Règlement de dettes puis succession. 1780-1790.

4. TARNEAU, lieutenant général des armées du roi.
Arrêts des 3 octobre 1741, 30 mars 1745. Contestations avec le s^r de Gascq, président au parlement de Bordeaux, baron de Portets, et les habitants de Portets. 1745.

5. TEMPLIER (Thomas), ancien fermier général des Fermes Unies.
Arrêt du 30 août 1720. Contestation avec les frères Gérémie au sujet des comptes des Fermes au département de Provence dont Barthelemy Gérémie avait été pourvu. 1720.

6. TENCIN (cardinal de), archevêque de Lyon.
Arrêts des 8 juin et 10 septembre 1748, 11 juillet 1750. Contestation avec les prévôts des marchands et les échevins de Lyon au sujet de l'étendue de la censive de l'archevêché. 1749-1753.

7. TERNES (monastère des Célestins des).
Arrêt du 6 août 1779⁹³. Contestation sur l'application de l'arrêt 4 mars 1774 ordonnant que les revenus dépendant du monastère des Célestins des Ternes, diocèse de Limoges, seraient administrés par l'évêque de Limoges. 1779.

8. TERRIERS DE VERSAILLES, MARLY, SAINT-GERMAIN ET MEUDON.
Arrêt du 17 janvier 1736. Contestations formées à l'occasion de la confection des terriers. 1736-1759.

9. TESSÉ (maréchal de).
Arrêt du 11 mai 1726. Succession. 1727-1728.

10. TESSÉ (René-Marie de Froulay, comte de), veuf de Marie-Elisabeth-Claude-Pétronille Bouchu.
Arrêt du 18 septembre 1734. Droits sur la succession de Pierre Bouchu, 1^{er} président au parlement de Dijon. 1734-1736.

⁹³ Provient du bureau des Affaires ecclésiastiques.

V⁷ 495A-495B. TESTARD (Michel) et MÉRICOURT (François de Lanois de), anciens payeurs des augmentations de gages des officiers de la chambre des comptes de Paris et payeurs de la première partie des rentes et charges assignées sur les gabelles.

Arrêts des 5 juin 1712, 28 janvier 1718 et 30 mai 1762⁹⁴. Discussion des biens pour sommes dues au roi : minutes des jugements. 1717-1789.

495A. 1717-1737.

495B. 1738-1789.

V⁷ 496. 1. TESTU (Claude-Pierre), intéressé dans plusieurs traités pour la fourniture de sel et de fourniture de mâts, voiles et munitions pour la marine.

Arrêt du 28 mars 1733⁹⁵. Contestations avec ses associés, Pierre Chaloisneau de La Chauverie, commandant au gouvernement de Brouage, Pierre Vallet, secrétaire en la grande chancellerie, Nicolas Vallet de La Touche et Pierre Vallet de Salignac, au sujet de leurs parts respectives. 1736-1738.

2. THÉMINES (Angélique-Sophie d'Hautefort, veuve de Jean-Luc de Lauzières, marquis de).

Arrêt du 21 mai 1740. Contestation au sujet de la sentence d'ordre du prix des terres saisies sur la maison de Montpezat de Laugnac. 1743.

3. THÉSUT (Marie-Madeleine de), épouse de Jean Henry, lieutenant général au bailliage d'Auxois.

Arrêt du 21 mai 1746. Succession. 1747.

4. THÉVENIN père (Jean), secrétaire du roi et finances.

Arrêt des 24 mars et 22 mai 1708. Succession. - Scellés. 1708.

5. THÉVENIN DE COURSAN (Jean), maître des requêtes.

Arrêt des 11 janvier et 1^{er} mars 1710. Succession. - Scellés. 1710.

6. THIBOUTOT (Louis-François, marquis de), maréchal de camp, 1^{er} lieutenant général de l'artillerie, époux de Marie-Anne-Rose de Montgommery.

Arrêt du 27 juin 1752. Succession. 1752-1756.

7. THIERRY DE LA PREVALAIS (Bernardin-Pierre).

Arrêts des 21 avril 1716 et 20 mars 1717. Constitution, en application de l'édit de janvier 1716 sur la liquidation des rentes, gages et pensions employés dans les états du roi, d'une rente en faveur de B-P. Thierry de La Prévalais, descendant de Julien Thierry de Boisacorcan, titulaire de deux rentes constituées en 1488 par la duchesse Anne de Bretagne. 1719.

8. THIERRY (Jean), décédé à Venise en 1676.

Arrêt du 31 mai 1782. Succession. 1782-an III.

9. THIRIAL (Antoine-Marie), greffier en chef du bailliage de Compiègne.

Arrêt du 31 janvier 1774. Contestation avec la communauté des procureurs du bailliage de Compiègne sur les droits perçus pour les expéditions du greffe. 1774.

10. THIROUX (Pierre-Marie), s^r d'Ouarville, maître des requêtes.

Arrêt du 9 juillet 1746. Contestation avec les enfants de Louis-Alexandre de La Barre de Grosliou sur un droit de champart sur la ferme de Montguignard. 1749.

11. THOINARD DE JOUY (Barthélemy-François), maître des requêtes.

Arrêt des 5 janvier et 28 juin 1760. Règlement de dettes. 1760-1768.

⁹⁴ Dans les premières années de la commission, les mêmes commissaires s'occupent des affaires des sieurs Boudard, Castel, Chastelain, Maringh, Papillon et Galabin. A partir de 1762, l'affaire est renvoyée devant les commissaires du Bureau des comptes en banque puis des Arts et métiers.

⁹⁵ Provient du bureau du Commerce.

12. THOIX (Thimoléon Gouffier, marquis de).
Arrêt du 2 août 1687. Succession. 1687.

- V⁷ 497.** 1. THOMASSIN DE CABRES (les héritiers de Jean-Baptiste de), marquis de Saint-Paul, président à mortier au parlement de Provence.
Arrêt du 31 juillet 1705. Demande de partage des biens de la communauté. 1706.
2. THOMASSIN DE FRÉDEAU (famille).
Arrêt des 7 juin, 7 août et 6 novembre 1734. Successions de François Thomassin de Frédeau, de Hélène Le Corbeau son épouse et de Pierre Thomassin de Périgny, leur fils. 1734-1735.
3. THOUREL (Pierre), fermier des des droits d'insinuations et 100^e denier de l'apanage du duc d'Orléans.
Arrêt du 16 septembre 1749. Contestation par les héritiers d'Ambroise Rageot, receveur des droits à Domfront, de procès-verbaux dressés par Pierre Thourel. 1749-1750.
4. TICQUET DE CHAMBON (Claude-Auguste), major du régiment de Conti cavalerie et Angélique-Nicole Ticquet, sa soeur.
Arrêt du 25 juillet 1733. Succession de Philippe-Auguste Carlier, leur oncle, ancien lieutenant au régiment des gardes françaises. - Contestation avec Jacques Le Mercier, contrôleur de la maison de la princesse de Conti, héritier de la vaisselle d'argent et des meubles de campagne. 1734-1735.
5. TONNERRE (hôtel-Dieu de).
Arrêt du 28 janvier 1763⁹⁶. Contestation entre les maire et échevins de Tonnerre et le curé de l'église Notre-Dame sur la réunion des biens de l'hôtel-Dieu. 1763.
6. TOULOUSE (Louis-Alexandre de Bourbon, comte de).
Arrêt du 26 août 1730. Instance contre le sieur Vautrin, fermier des forges et fourneaux de Châteauvillain, Laferté, Marmesse et Coupray dépendant du duché de Châteauvillain, pour le paiement d'un partie du prix du bail. 1730-1732.
7. TOULOUSE (hôpital Saint-Joseph-de-La Grave à).
Arrêts des 20 juin 1760, 30 décembre 1765 et 23 juillet 1772. Liquidation des dettes, jugement des comptes des biens et rentes de l'hôpital vendus en exécution de l'édit de novembre 1765, distribution des sommes aux créanciers de l'hôpital. 1760-1783.
8. TOURTEREL (Michon de).
Arrêt du 31 octobre 1731. Contestations avec divers carriers et voituriers par terre au sujet des fournitures faites pour un bâtiment des gardes du corps du roi à Versailles. 1731-1733.
9. TOURTON (Jean-Claude), banquier à Paris.
Arrêt du 17 décembre 1737. Succession. 1737-1744.

V⁷ 498-504. TRÉMISARD (Jean), GALLY DE TURQUEVILLE (Jean-Baptiste) et COPIN DE VALAUPUY (Louis), associés pour l'exploitation des bois de Bourgogne et Champagne adjugés par arrêt du Conseil du 7 juin 1740.
Arrêts des 24 décembre 1743, 24 juin et 22 juillet 1747. Discussion des biens pour sommes dues au roi. 1725-1784.

498-499. Minutes des jugements. 1743-1784.

498. 1743-1746.

499. 1747-1752, 1762, 1784.

500-504. Pièces du greffe. 1725-1747.

⁹⁶ Provient du bureau des Affaires ecclésiastiques.

500. Lettres, rentes, lettres de change, marchés et quittances pour dépenses personnelles et dépenses de la société, dépenses faites au Bureau de la Ville de Paris. 1725-1743.

501. Chantiers de la Croix d'Or, de La Tour d'Argent, du Chêne Vert, d'Ozoy, de la Belle Bûche. 1741-1743.

502. Forges et fourneaux de La Feuillade et de Payzac en Limousin ; bois de Villars et d'Arminvilliers ; bois de flottage. 1736-1747.

503. Flottage du bois et réparations des moulins et rivières de Seine et d'Ourcq. 1741-1743.

504. Procès-verbal d'apposition des scellés. 1743.

V⁷ 505.

1. TRÉSORIER GÉNÉRAL (COMMISSION DES).

Arrêts des 2 mai 1716, 25 mars et 28 septembre 1717, 20 mars et 11 avril 1723 et 10 décembre 1727. Vérification des billets des trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres et de leurs commis en exercice de 1706 à 1715. 1727-1728.

2. TRÉVÉLEC (René de), s^r de Bourneuf.

S.^d⁹⁷. Enregistrement des lettres d'abolition de la peine de mort prononcée en 1719 contre Trévélec et plusieurs gentilshommes bretons pour association criminelle contre le roi. 1736.

V⁷ 506.

1. TRIPPERET (Hilaire), ancien trésorier des deniers de la police de Paris et Marie-Anne Delarozé, son épouse.

Arrêts des 15 juin 1749, 11 novembre 1754. Règlement de dettes. 1749-1759.

2. TROCHON (François), négociant à Nantes, créancier du s^r Stafford, capitaine en second sur le vaisseau *Le Solide*, et Pierre Labrousse, héritier de Jean-François Labrousse, commis aux écritures sur le vaisseau *Le Solide*.

Arrêts des 11 septembre 1734 et 29 octobre 1735. Opposition à l'enregistrement de l'arrêt du 11 septembre 1734 par lequel le roi approuve l'abandon par les armateurs, Jean-Maurice Lambrousse et Jacques Delage, président en la cour des comptes de Normandie, du vaisseau *Le Solide* avec son fret et armement. 1735.

3. TROGOFF (Jean-Louis de), et ses complices.

Arrêts des 7 mai 1732 et 25 août 1733. Jugement du procès criminel examiné en la chambre de l'Arsenal pour contrebande de tabac en Bretagne. 1733-1734.

4. TROYES (hôtel-Dieu de).

Arrêt du 6 avril 1737. Contestation au sujet d'un office que les directeur et administrateurs ont prétendu faire célébrer dans l'église de l'hôtel-Dieu au préjudice du prieur et maître spirituel. 1737-1742.

5. TULLE (hôpital général de).

Arrêt du 22 avril 1715. Contestation entre les administrateurs de l'hôpital général, et Humbert Ancelin, ancien évêque de Tulle, et Louis de Saint-Marsal, marquis de Conros, au sujet des comptes des trésoriers de l'hôpital. 1716.

6. TURMENYES (Marie-Jeanne de), et Marie-Anne Lebel sa mère.

Arrêt du 6 septembre 1720. Successions. 1721-1723.

7. TURMENYES (Anne-Marie de), fille de Pierre de Turmenyes, maître de la chambre aux deniers et d'Anne-Etiennette de Meuves.

Arrêt du 16 janvier 1734. Succession. 1734.

8. TUROLA (Charles), garde général des meubles de la Couronne.

⁹⁷ Provient de la Chambre de l'Arsenal.

Arrêt du 7 juin 1693. Mise sous scellé des meubles. 1693.

9. URFÉ (Louis-Christophe de La Rochefoucauld de Lascaris, marquis d'), époux de Jeanne Camus de Pontcarré.

Arrêt du 2 mai 1754. Succession. 1754-1755.

10. USURIERS DU DUC DE SAINT-AIGNAN.

Lettres patentes du 11 avril 1731. Jugement de toutes les personnes coupables ou complices de prêt usuraire au duc de Saint-Aignan et de vol et divertissement de sa vaisselle d'argent. 1731.

V⁷ 507-508B. UZÈS (Louis-Charles de Crussol de Montauzier, comte d').

Arrêts des 17 janvier 1728 et 15 avril 1741. Discussion des biens puis succession. 1598-1756.

507. Minutes des jugements. 1728-1737 et 1748 .

508A- Pièces du greffe. 1598-1756.

508B 508A. Pièces concernant l'hôtel de Rambouillet : travaux, titres. 1598-1756.

508B. Mémoires et quittances des créanciers. 1687-1756.

V⁷ 509. 1. UZÈS (évêque d').

Arrêt du 20 janvier 1717. Contestation avec Alexandre-Joseph de Murat, chanoine infirmier de l'église cathédrale d'Uzès au sujet du paiement des fruits de sa prébende. 1717-1718.

2. VACAT (droit de)⁹⁸.

Arrêt du 26 juillet 1738. Jugement de toutes les contestations concernant le droit de vacat dans le diocèse de Tarbes. - Contestations entre Charles de La Roche-Aymon, évêque de Tarbes, et François de Rivières, marquis de Giscaro, vicomte de Labatut, Mathieu Ducur, cleric tonsuré et divers particuliers, au sujet la nomination à la cure de Labatut-Rivière. 1738-1739.

3. VACQUETTE DE L'ENCHÈRE, sous-doyen des conseillers au Grand Conseil et Catherine-Françoise Olivier son épouse.

Arrêt du 2 février 1787. Règlement de dettes. 1790.

4. VALADY (Jean-Claude-Urbain d'Ysaru de Freyssinet, marquis de).

Arrêt du 8 janvier 1748. Contestation avec Jacques-Antoine d'Ysaru de Freyssinet, chevalier de Freyssinet, ancien capitaine au régiment de Conti cavalerie, sur la succession de Jean Rigal d'Escorailles de Fontanges, leur bisaïeul, et de Louis-Théodose d'Escorailles de Fontanges, marquis de Roussille, leur oncle. 1748.

5. VALENCE (évêque de).

Arrêt du 18 juin 1748. Contestation avec les fermiers du domaine du roi en Languedoc au sujet de la mouvance de la terre et seigneurie de Châteaubouc. 1749.

6. VALENTINOIS (Jacques-François-Léonor de Grimaldi, duc de), sire de Matignon.

Arrêt du 18 mars 1727. Contestation avec Louis de Lorraine, prince de Pons, au sujet de la vente faite à Jacques de Matignon son père, d'un hôtel rue de l'Université. 1727.

⁹⁸ Le droit de vacat est le droit de présenter un titulaire, ici à une cure vacante. Ce droit est souvent partagé entre le seigneur du lieu, l'évêque ou un abbé. L'arrêt du conseil du 26 juillet 1738 laisse envisager la création d'une commission générale dont les commissaires sont issus du bureau des affaires ecclésiastiques et qui regrouperait toutes les affaires de même nature.

7-8. VALENTINOIS (Charles-Maurice de Grimaldi de Monaco, comte de), baron de Saint-Lô.

7. *Arrêts des 30 novembre 1779 et 27 mars 1780*. Contestations avec les officiers du bailliage de Saint-Lô au sujet de son droit d'accorder ou refuser l'exercice des arts et métiers dans la ville et faubourg de Saint-Lô. 1779-1780.

8. *Arrêt du 1^{er} février 1785*. Demande de maintien dans le droit de messagerie et chevaux de Saint-Lô à Rouen et Caen : pièces du greffe. 1648-1787.

9. VALÈRE, imprimeur à Paris.

*Lettres patentes des 9 avril 1722, arrêt du 16 avril 1722*⁹⁹. Informations judiciaires contre les sieurs Valère et Lamesle, imprimeurs à Paris, Babuty et Barroy, libraires, et Angot, compagnon-imprimeur, pour publication d'écrits anonymes et estampes satiriques contre l'Eglise et le pape Clément XI : minutes des jugements (1722), pièces du greffe (1721). 1721-1722.

10. VALLAT (Jean), négociant à Paris, chargé de plusieurs fournitures d'habillement pour les troupes et milices et de la fabrique de draps façon de Venise pour le commerce du Levant.

Arrêt du 10 janvier 1745. Contestation avec Barthélemy et Louis Martin, négociants à Lodève, au sujet de la fabrique des draps et du compte du fonds remis par Vallat. 1745-1746.

11. VALLET DE LA TOUCHE (Nicolas), conseiller des finances, et autres héritiers.

Arrêts des 9 avril 1743 et 30 juin 1752. Successions de leurs parents et grands-parents. 1752.

12. VALLIER (Elisabeth-Françoise Dumas, veuve de Guillaume -, président au parlement de Paris).

Arrêt du 20 décembre 1732. Règlement des dettes et discussion des biens de François-Charles Vallier son fils. 1732-1738.

13 VALLITON (François), prieur commendataire de l'abbaye Notre-Dame de Châtrices et de Saint-Mammès.

Arrêt du 22 juillet 1756. Contestation avec Philippe-Louis-Eustache de Villerault, veuf de Hélène-Louise Thomas de Beauregard, au sujet des fiefs et seigneuries de Saint-Mammès et La Motte-Donjon au bailliage de Moret. 1756-1759.

V⁷ 510.

1. VALMAGNE (abbaye de).

Arrêt du 9 juin 1716. Contestation avec le duc d'Uzès sur le paiement d'une rente annuelle due par le duc d'Uzès sur la terre de Florensac. 1717.

2. VANOLLES (Jacques de), trésorier général de la marine.

Arrêt des 19 octobre 1715 et 21 mai 1746. Succession. 1715-1726 et 1746-1748.

3-7. VASSÉ (famille de) :

3. *Arrêt du 21 mars 1733*. Successions d'Artus, comte de Vassé, et de Louise de Fesques d'Herbaud, son épouse. 1733-1736, an X.

4. *Arrêt du 8 août 1739*. Successions de Henri-François de Vassé et de Marie de Lusignan de Saint-Gelais, son épouse. 1739-1747.

5. *Arrêt du 28 mai 1742*. Prétentions de Louise-Antoinette-Gabrielle des Gentils du Bessay, veuve de Henri-Joseph, comte de Vassé sur la succession d'Artus-Joseph, comte de Vassé et de Louise de Fesques d'Herbaud son épouse. 1742.

6. *Arrêt du 20 décembre 1745*. Contestation entre Marie-Madeleine de Vassé, veuve de Louis-Joseph de Fesques, s^r de La Roche-Bousseau, et Antoine-Lambert Masson, président en la chambre des comptes de Paris, comte de Meslay-le-Vidame, s^r de Morsans, au sujet des mouvances féodales et censuelles dans le comté de Meslay-le-Vidame et dans la seigneurie de Morsans. 1746-

⁹⁹ Chambre de l'Arsenal.

1748.

7. *Arrêt du 18 janvier 1746.* Règlement de diverses successions concernant la famille de Vassé à la demande d'Anne-Bénigne de Beringhen, veuve d'Emmanuel-Armand, marquis de Vassé. 1746.

8. VAUCANSON (Jacques).

Arrêt du 26 avril 1738. Procès avec le s^r Marquin sur le financement et la rentabilité d'un automate jouant de la flûte traversière. 1738.

9. VAULTIER, procureur de la commission de liquidation des dettes des communautés d'arts et métiers de Paris.

Arrêt du 26 août 1726. Succession. 1732.

10. VAUVINEUX (Louis-Philippe Potin, comte de).

Arrêt du 24 août 1787. Règlement de dettes. 1787-1790.

V⁷ 511.

1. VENDÔME (Louis-Joseph, duc de).

Arrêts des 12 janvier 1675, 10 avril 1677, 10 novembre 1704, 3 janvier 1711, 4 avril 1713, 11 août 1716, 19 janvier 1720, 20 septembre 1720 et 21 septembre 1731. Succession. - Instance entre Philippe de Vendôme, grand prieur de France, son frère et Marie-Anne de Bourbon, duchesse douairière de Vendôme. 1713-1718 et 1732-1736.

2. VENDÔME (le s^r de), lieutenant général des armées du roi.

Arrêt du 27 avril 1726. Règlement de dettes. 1726.

3. VERCHÈRE (Jean), procureur en la chambre des comptes de Bourgogne, ancien caissier du trésorier général des Etats de Bourgogne, et Agnès de Richemont, son épouse.

Arrêts des 17 septembre et 17 novembre 1731 et 9 avril 1737. Règlement de dettes. 1732-1737.

4. VERNAS DE LA RIDELLIÈRE (Pierre), ancien receveur des tailles de l'élection de Grenoble.

Arrêt du 27 octobre 1747. Demande de cassation d'un arrêt des commissaires du Conseil du 28 avril 1746 jugeant le compte de l'exercice de 1717. 1747-1754.

5. VERNEUIL (Eusèbe-Jacques Chaspoux de), secrétaire de la chambre et cabinet du roi.

Arrêt du 31 août 1729. Succession de Claire Regnaudot, veuve de Jacques Chaspoux, s^r de Verneuil. 1729-1731.

6. VERNOUILLET (le président de), président au parlement de Normandie.

Arrêt du 19 avril 1713. Succession. - Contestations entre ses enfants, Louis-André de Romé, président à mortier au parlement de Normandie, Louis-Pierre de Romé, s^r de Vernouillet et Louis-Henri de Romé, grand archidiacre de Lisieux et conseiller-clerc au parlement de Normandie. 1713.

7. VERPILLAT (Germaine), épouse en 1^{ères} noces de Louis Bacqua de La Salle de Sallabert et en 2^{es} noces de Jacques-Charles Bombes.

Arrêts des 17 juillet 1748 et 13 juillet 1759. Succession. 1749-1760.

8. VERRÉ DE SAINT-SULPICE (Marie-Louise Ragot de La Coudraye, veuve de Charles de), inspecteur général de la marine et des galères de France.

Arrêt du 5 janvier 1734. Contestation avec les enfants de Casimir Lefèvre de Givry, commissaire de la marine au département de Rochefort, au sujet de l'armement des vaisseaux *Le Salmouth*, *Le Notre-Dame de l'Assomption*, *Le Saint-Esprit*, *Le Saint-Jean-Baptiste* dit *Le Lévrier*, *Le Grand Saint-Esprit*, *Le Prince des Asturies*, *Le Griffon*, *Le Fendant*, *L'Adélaïde*, *Le Saint-Joseph*. 1734.

V⁷ 512.

VERTHAMON (Jean-Baptiste de), maître des requêtes.

Arrêt du 16 mars 1726. Discussion des biens. 1726-1732.

- V⁷ 513.** 1-2. VERTHAMON (François-Michel de), 1^{er} président au Grand Conseil.
 1. *Arrêt du 1^{er} juillet 1739.* Succession. – Exécution de son testament et codicille. 1739.
 2. *Arrêt du 26 juin 1747. Idem.* 1747-1750.
3. VERTHAMON DE CHALUCET (Jacques de).
Arrêts des 13 mai 1752 et 25 février 1755. Contestation avec Antoinette de Piget de Brossard épouse de Juste de Calignan de La Fray au sujet de la directe, droits seigneuriaux et féodaux de la terre de Vicq. 1752-1756.
4. VERTUS (Henri-François de Bretagne, comte de) et les autres héritiers d'Anne de Rostain, épouse de René d'Escoubleau de Sourdis.
Arrêt du 18 septembre 1738. Procès avec François de La Rochefoucauld, marquis de Rochebaron, héritier de Madeleine et Louis d'Escoubleau, au sujet de l'exécution du testament de Jacques de La Venhe, s^r de Montagnac, 2^e mari d'Anne de Rostain, en date du 1^{er} avril 1625. 1739.
5. VEYMERANGES, intendant des armées.
Arrêt du 7 juillet 1787. Contestation au sujet de 11,5 millions de livres d'assignations sur le domaine du roi remises par Charles-François de Fontaine de Biré, trésorier général des dépenses de la guerre, et par le sieur Randon de La Tour, trésorier de la Maison du roi, au sieur de Veymeranges. 1787.
6. VIBRAYE (Maximilien Hurault, marquis de), seigneur haut justicier de La Faloise, colonel du régiment de dragons.
Arrêt du 20 septembre 1743. Contestation au sujet du droit de pêche prétendu par l'abbaye de La Faloise . 1743-1744.

V⁷ 514-518. VIEUVILLE (famille de LA).

Arrêts des 28 août et 2 décembre 1721, 26 février, 7 juillet et 18 décembre 1722. Successions de Charles, 2^e duc de La Vieuville, de René-François, marquis de La Vieuville, de Charles-François de La Vieuville, évêque de Rennes et de François-Marie de La Vieuville, abbé de Savigny ; règlement des donations et substitutions faites par Marie Bouhier, duchesse douairière de La Vieuville. 1475-1755.

514-517. Minutes des jugements. 1722-1752.

514. 1722-1726.

515. 1727-1734.

516. 1725-1742.

517. 1743-1755.

518. Pièces du greffe. 1475-1752.

- V⁷ 519.** 1. VIEUVILLE (Marie-Madeleine Fouquet de Belle-Île, veuve de Louis, marquis de La).
Arrêt du 15 mai 1750. Succession. 1750-1752.
2. VIEUXPONT (Guillaume-Alexandre de), marquis de Vieuxpont, lieutenant général des armées du roi.
Arrêt du 30 octobre 1728. Succession. 1728-1737.
3. VILAINE-CHAMPAGNE (René Brandelin, marquis de), époux de Catherine-Thérèse Le Roger.
Arrêt du 8 août 1738. Succession. 1738-1739.
4. VILENNES (François de Gaignon, comte de), mestre de camp de cavalerie.
Arrêts des 31 janvier 1733 et 6 octobre 1738. Succession de la marquise de Vilenne sa mère. - Acceptation de la communauté avec son père Jacques de

Gaignon, marquis de Vilennes, gouverneur de Niort. 1733-1738.

5. VILLECHASSON (abbaye royale de).

Arrêt du 14 janvier 1727. Règlement de dettes. 1727-1728.

6. VILLEGLÉ (Jean Labbé de).

s.d¹⁰⁰. Entérinement de lettres de rémission obtenues le 24 février 1736 d'une sentence de condamnation à mort pour association criminelle avec plusieurs gentilshommes bretons contre le service du roi. 1736.

7. VILLENEUVE (François de), avocat aux Conseils du roi, intéressé dans les affaires du roi.

Arrêt du 8 juin 1751. Succession. 1751.

8-9. VILLEROY (François-Louis de Neufville, duc de).

Arrêts des 23 février 1745, 4 janvier 1746, 28 juin 1747, 10 septembre 1754 et 27 septembre 1755.

8. Contestation avec Jacques Hedelin, inspecteur général de la monnaie de Lyon au sujet du marquisat de Neuville. 1745-1760.

9. Contestation avec Armand-Mathurin, marquis de Vassé et Paul-Maximilien Hurault, marquis de Vibraye, au sujet de la succession de la duchesse de Lesdiguières. 1745-1762.

V⁷ 520.

1. VILLERS-BOCAGE (prieuré de).

Arrêts des 3 mars 1747 et 17 mai 1760. Contestation entre Pierre-François Le Vicomte, marquis de Blangy, s' de Villers, fondateur et patron du prieuré hospitalier de Villers, et l'évêque de Bayeux, au sujet de l'extinction et de l'union du prieuré au couvent des bénédictines réformées de Bayeux. 1747-1768.

2. VINCENNES (Sainte-Chapelle de).

Arrêt du 10 mars 1769. Information sur la nécessité de supprimer des canonicats et prébendes et de redistribuer leurs revenus aux chanoines administrant les sacrements et aux prédicateurs de l'Avent et du Carême, et sur l'établissement d'un grand chœur composé de quatre chantres laïcs pour aider les chanoines dans la célébration du service canonial. 1769.

3. VINCENS (Henri-César de) et son fils Paul-Guillaume.

Arrêt du 27 mai 1777. Successions. 1777-1783.

4. VINGTRINIER (Antoine), négociant à Lyon.

Arrêt du 20 mai 1783. Contestation avec les Jacobins de Lyon au sujet de la propriété d'une partie d'une maison acquise par Vingtrinier de la Grande Fabrique de Lyon et dans la quelle les Jacobins prétendent droit de passage. 1783-1785.

5. VIRE (bourgeois et habitants de la ville de).

Arrêt du 21 mars 1740¹⁰¹. Contestation de la noblesse et de l'exemption de taille de la veuve et des enfants de François de Thoury, lieutenant général de la vicomté de Vassy. 1740.

6-7. VOITURES DE LA COUR (entreprise des).

6. *Arrêts des 29 mars et 28 juin 1727 et 31 juillet 1742. Contestations entre les propriétaires et les fermiers des privilèges des voitures à la suite de la Cour et messageries y jointes au sujet de la reddition des comptes. 1727-1742.*

7. *Arrêt du 7 août 1775. Pièces du greffe : inventaire et estimation dressé à Sèvres, Versailles, Marly, Saint-Germain, Poissy, Senlis, Compiègne et Fontainebleau des voitures, chevaux et ustensiles servant à l'entreprise des voitures de la Cour, de celles de Saint-Germain et messageries en dépendant. 1775.*

¹⁰⁰ Provient de la Chambre de l'Arsenal.

¹⁰¹ Provient du conseil de la Direction des Finances.

8. VOULLAIRE (Léonard), négociant anglais de Londres.
S.d¹⁰². Demande d'appel d'un jugement des commissaires du bureau des Postes et messageries en date du 18 juillet 1768, statuant sur la demande de restitution d'une boîte contenant un diamant de 6000 livres confié par Voullaire au Bureau général des Postes de Paris pour la remettre à Bruxelles : minutes des jugements (1768), pièces du greffe (1759-1768). 1759-1768.
9. WALON (Henri-François), et Pierre Garnault, banquiers à Paris, créanciers du s^r Papillon pour plus de 1,5 millions de livres.
Arrêt du 5 juillet 1717. Contestation de la discussion de leurs biens pour paiement de la taxe de 59000 livres sur les traitants et gens d'affaires. 1717-1725.
10. WARNET (Joseph et François), capitaine en second et supercargue du vaisseau *Le Sartine*.
Arrêt du 19 juillet 1782. Demande d'annulation, en raison de la réquisition du vaisseau *Le Sartine* par la Marine royale pour le combat contre les Anglais, des contrats de prêt à la grosse aventure qu'ils ont contractés. 1782-1788.
11. WIMPF (Marie-Jeanne Thanner, veuve de Léopold), conseiller au Magistrat de Colmar, Jean Haffner, maître d'école à Ergers heim et consors.
Arrêt du 6 juillet 1743. Demande de paiement d'une somme qui leur est due sur la succession de François Yonner, bourgmestre de Colmar. 1743-1750.
12. YONNER (Jean-François), bourgmestre de Colmar .
Arrêt du 17 août 1737. Succession. 1740.
13. YVON (Charles), adjudicataire en 1733 des droits casuels et domaines engagés pendant l'année suivant le décès des engagistes.
Arrêt du 28 novembre 1741. Recouvrement de sommes dues au roi. 1741-1742.
14. ZIMMERMANN (les héritiers de Blaise).
Arrêt des 21 avril 1755, 28 octobre 1757, 28 août 1758, 3 septembre 1759, 12 juillet 1762, 7 février 1764 et 3 décembre 1767. Contestation avec Nicolas Romary Roguier, conseiller vétérinaire au Conseil Supérieur d'Alsace, sur la jouissance d'un bail emphytéotique passé en 1684. 1759-1768.

V⁷ 521*-523*. Jugements rendus par l'Intendant de Paris en qualité de commissaire du Conseil¹⁰³.

Jugements rendus pour contravention aux règlements de régie de la Ferme Générale, des Postes et Messageries et de la régie des droits de greffe.

- 521*. 1^{er} avril 1780-19 février 1785.
522*. 26 février 1785-8 janvier 1789.
523*. 9 janvier 1789-11 décembre 1790.

V⁷ 524-526. Greffe des commissions extraordinaires du Conseil et pièces isolées.

- V⁷ 524.** Commissions extraordinaires du Conseil. Greffe. 1721-1767.
Tableau des demandes d'évocation retenues au Conseil de 1721 à 1767.
Etats des minutes de jugements et papiers remis par Jacques Passelaigue, greffier extraordinaire du Conseil (1730-1737).

¹⁰² Provient du bureau des Postes et messageries.

¹⁰³ H. SPITTERI, « Les jugements de l'intendant de Paris en tant que commissaire du conseil », dans *Questions administratives dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, PUF, 1965 (Travaux et recherches de la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, série Sciences historiques, n°5), p. 189-205.

Etat des minutes d'adjudications faites dans les années 1719 à 1722 par MM. de Machault, de Baudry et d'Argenson, lieutenants généraux de police de Paris, pour les baux du nettoyage des boues, entretien et fourniture des lanternes et chandelles de la ville de Paris, réuni par Jacques Passelaigue (1731).

V⁷ 525. Commissions extraordinaires du Conseil. Greffe. 1745-1771.

Registre du greffe des commissions extraordinaires du Conseil de Louis-Claude-Edme Paillard, 27 mars 1745-12 avril 1766.

Etats des minutes de jugements de la Compagnie des Indes remises par M. de Grosménil à Pierre Chastriot, greffier (1750-1751).

Etat des minutes de jugements de la commission de Meuvres remis par M. de Soucanye, greffier, à M. Pierron, garde des archives du Louvre (1757).

Etat des minutes de jugements de la commission Saint-Michel remis par M. de Soucanye (1757).

Procès-verbal d'apposition de scellés sur les papiers du greffier Pierre-François Chapuis remis au dépôt du Louvre, mars-mai 1767.

Inventaire d'un carton numéroté 2 (s.d.).

Arrêt du Conseil du 20 mai 1771 sur les greffes.

V⁷ 526. Commissions extraordinaires. Greffe. Pièces isolées. 1518-1788.

Chemises de commissions vides.

Arrêts du Conseil Privé sans date (fin XVI^e siècle)

Chemises vides ayant contenu des arrêts du Conseil Privé nommant des commissions pour juger les dettes de la duchesse d'Aiguillon (1686), les dettes de l'abbé de Lionne (1693-1695), les dettes de Louis de Beauvais de Gentilly (1682), la succession Scaron de Vaujour (1681-1705), les affaires de MM. de Vendôme (1680-1681).

Arrêts du Conseil et pièces (classement chronologique) concernant : Olivier Béraud dit Amyot (1518-1554) ; la communauté de Bray (1666) ; le s^r Lecoq, greffier de la chambre des comptes et de la commission établie pour la vente des greffes (1670) ; les contrats du Domaine adjugés en la généralité de Bordeaux (1676-1699) ; François Lemaire de Villeromard, trésorier général de l'extraordinaire des guerres et cavalerie légère (1680-1687) ; le s^r d'Harouys, trésorier des Etats de Bretagne (1688-1692) ; les landes de Pont-Long (1689) ; le sieur Bayle, négociant à Madrid (1701) ; les sieurs Jeannin de Castille et La Bazinière, trésoriers de l'Epargne (1705) ; les fraudes sur les marchandises prohibées (1707) ; Alexandre Martineau, maître en la chambre des comptes de Paris (1708) ; la fourniture des étapes de la généralité de Metz et sur la Sarre (1719) ; la régie de la Banque (1719) ; le s^r Thiroux de Chameille, receveur général des gabelles du département de Bourges (1724) ; le s^r Véron de Bussy (1725) ; la protection contre les incendies (1727) ; Pierre et Nicolas de Layen et Jacques Fortin chargés de la vente des places de barbiers, perruquiers, baigneurs, étuvistes (1728) ; la compétence des officiers des Eaux-et-Forêts et de l'Amirauté (1729) ; la succession de Gabriel-Olivier-Benoît Dumas adjugée au roi par bâtardise et déshérence (1778) ; Claude-François de Sesmaisons, lieutenant des gardes du corps du roi (1781) ; le notaire Jean Fourier, chargé des opérations de terriers pour le prince de Rohan (1784-1786) ; Jean-Baptiste Vogt, professeur de langue allemande, interprète (1785) ; le s^r Haüy, professeur de langue allemande, interprète (1788) ; la succession de Chrétien-François de Lamoignon, ancien garde des sceaux de France (1790).

